

**En lutte contre
les ALE:**

**la résistance
croissante aux
accords bilatéraux
de libre-échange et
d'investissement**

bilaterals.org • BIOTHAI • GRAIN
Février 2008

En lutte contre les ALE: la résistance croissante aux accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement

Publié en Février 2008 par bilaterals.org, BIOTHAI et GRAIN (rédaction)

Mise en page par Kate Kirkwood

Disponible en anglais, français, espagnol et thaïlandais. En ligne à <http://www.fightingftas.org>

Exemplaires de la version imprimée disponibles sur demande à fightingftas.org@gmail.com

Les groupes sont libres de reproduire et traduire ce matériel.

Contacts

fightingftas.org

fightingftas.org est un site internet de réalisation collective. On y trouve la version électronique de cette publication ainsi que des photos des luttes, des vidéos anti-ALE, des entretiens audios avec des activistes, etc. Plusieurs personnes, appartenant principalement à l'équipe de bilaterals.org, maintiennent ce site.

Site: <http://www.fightingftas.org>

Courriel: fightingftas.org@gmail.com

bilaterals.org

bilaterals.org est un effort collectif qui vise à partager l'information et à permettre la coopération afin de lutter contre les accords de libre-échanges et les accords bilatéraux d'investissement qui ouvrent les frontières à l'invasion économique par les sociétés transnationales. Il a été lancé en septembre 2004 et conçu en tant que site web de libre publication. Un petit collectif s'occupe de la mise à jour et de la gestion du site au quotidien. Ce site contient plus de 10.000 articles sur l'impulsion en faveur des ALE et sur les luttes qu'on leur oppose ; il compte plus de 6.000 visiteurs par jour. Votre collaboration directe est nécessaire et bienvenue.

Site: <http://www.bilaterals.org>

Courriel: bilaterals.org@gmail.com

BIOTHAI

BIOTHAI (Biodiversity Action Thailand) a été créé en 1995 afin de sensibiliser davantage le public et de combattre pour obtenir de meilleures politiques en matière de biodiversité, essentielle aux moyens de subsistance des communautés en Thaïlande. Avec une équipe composée actuellement de 7 personnes, il opère à la fois en tant qu'organisation et en tant que réseau. BIOTHAI a été l'un des membres fondateurs de FTA Watch et il est fortement impliqué dans les luttes populaires contre les ALE, les OGM, l'industrialisation croissante et la mainmise des grandes entreprises sur l'alimentation et l'agriculture, non seulement en Thaïlande, mais aussi en Asie.

Site: <http://www.biothai.org>

Téléphone: +66 2 9853637

Courriel: info@biothai.net

GRAIN

GRAIN est une petite organisation internationale qui travaille au soutien des mouvements dans leur lutte contre la privatisation et le contrôle des entreprises dans les domaines de l'alimentaire, de la biodiversité et de l'agriculture. Il a été créé en 1990 et son équipe compte 15 personnes réparties en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du Nord. GRAIN s'est impliqué dans la lutte contre les ALE depuis la fin des années 1990, à un moment où il devenait évident que les accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement allaient devenir un outil de haute précision utilisé pour augmenter le contrôle des grandes entreprises sur la biodiversité agricole, plus efficace et plus rapide que l'OMC ou d'autres instances multilatérales.

Site: <http://www.grain.org>

Téléphone: +34 93 3011381

Courriel: grain@grain.org

Auteurs

Si vous souhaitez entrer en relation avec un auteur en particulier, veuillez adresser un courrier à fightingftas.org@gmail.com et nous vous communiquerons son adresse de contact.

En lutte contre les ALE

La résistance croissante aux accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement

Dédicace	2
À propos de cette publication	3
1 Les ALE: le panorama global (bilaterals.org et GRAIN)	5
La colonisation revisitée: nouveaux accords, mêmes vieilles règles du jeu	5
La frénésie actuelle pour les ALE	10
<i>Les ALE et la biodiversité</i>	20
Que se passe-t-il, et où?	22
Une dynamique sud-sud de commerce et d'investissement changeante	26
<i>L'activisme social autour des ALE</i>	30
2 Impacts et ripostes	33
<i>Asie et Pacifique</i>	33
L'accord de libre-échange Australie-États-Unis: Équité ou saleté? (Jemma Bailey)	33
Combattre les accords de libre-échanges (ALE): L'expérience de la Thaïlande (BIOTHAI)	38
Sceller le JPEPA: par la ruse et par la force (Sandra Nicolas)	47
La lutte contre le néolibéralisme en Corée du Sud: histoire et leçons (Alliance coréenne contre l'ALE Corée-États-Unis)	53
L'assassinat des agriculteurs indiens par le "libre" échange (Devinder Sharma)	60
<i>Afrique et Moyen-Orient</i>	66
<i>Le Maroc et sa fièvre d'ALE</i> (GRAIN)	66
<i>Poser des questions qui fâchent sur les APE UE-ACP</i> (GRAIN)	69
<i>Amérique latine et Caraïbes</i>	72
Les quatorze ans de l'ALENA et la crise de la tortilla (Ana de Ita)	72
La résistance à l'ALE en Colombie (entretien avec Aurelio Suárez)	80
(In)certitude juridique – sur quoi, exactement? (Margarita Florez)	83
L'institutionnalisation d'un mouvement social: l'opposition au CAFTA au Costa Rica (Maria Eugenia Trejos, avec la collaboration d'Eva Carazo, Isaac Rojas, Silvia Rodríguez et Luis Paulino Vargas)	87
Deux ans du CAFTA: de profonds impacts en Amérique centrale et en République dominicaine (GRAIN)	94
Intégration ou libre échange ? La volonté de dépasser les obstacles est mince (Raúl Zibechi)	96
Le colonialisme des ressources et le traité minier Chili-Argentine (GRAIN)	100
Les femmes contre le CAFTA: la déclaration des "Femmes du NON" (Mujeres del No)	102
3 Acquis stratégiques (bilaterals.org, BIOTHAI et GRAIN)	106
Leçons tirées des luttes contre les ALE	106
Glossaire	112

Edité par

bilaterals.org • BIOTHAI • GRAIN Février 2008

Cette publication est dédiée à Oscar Leonardo Salas Angel, à Heo Se-wook et aux innombrables autres qui ont prématurément perdu la vie à cause de leur combat contre les ALE.

Dédicace



Oscar Salas (deuxième à gauche), étudiant de 20 ans en linguistique, a été tué par les escadrons de la mort colombiens pendant une manifestation estudiantine contre l'ALE US-Colombie, à Bogota, le 8 mars 2006. Il est mort deux jours après.

(Photo: Indymedia Colombia)



Heo Se-wook, chauffeur de taxi de 54 ans et membre de la Confédération coréenne des syndicats, qui s'est immolé le 1er avril 2007, face à l'hôtel Hyatt, en protestation contre l'accord de libre-échange États-Unis-Corée. Brûlé à 70 %, Heo devait succomber à ses blessures deux semaines plus tard.

(Photo: Korean Alliance against KORUS FTA)

Participants à l'atelier stratégique international "En lutte contre les ALE", Bangkok, juillet 2006
(Photo: GRAIN)



À propos de cette publication

En juillet 2006, à Bangkok, FTA Watch, une coalition importante mais peu structurée, a organisé le premier atelier stratégique international destiné aux activistes de base combattant les accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement (ALE). Dans cet effort, FTA Watch a bénéficié du soutien de Médecins Sans Frontières, de bilaterals.org et de GRAIN. Cet atelier de trois jours, intitulé "En lutte contre les ALE", a été, pour les nombreux participants, un événement exceptionnel.¹ Selon certains, nous avons traité collectivement d'un grand nombre de questions stratégiques capitales qui allaient plus tard devenir importantes pour eux dans leurs luttes nationales. Pour d'autres, cet événement a constitué un important soutien aux mouvements sociaux. D'autres encore continuent de nourrir les liens qui se sont tissés pendant l'atelier, notamment dans leurs actions régionales.

Alors que l'atelier n'avait pas du tout été conçu en tant que plateforme à vocation permanente, plusieurs organisateurs décidèrent, au début 2007, d'aller plus loin dans le travail en commun et de créer davantage d'instruments de partage des expériences et de la compréhension sur les ALE, ainsi que des luttes qui s'organisent de plus en plus autour d'eux. GRAIN et bilaterals.org s'étaient entendu initialement pour établir un document qui fournirait une "vue globale" de ce que ces accords sont vraiment, venant d'une perspective politique commune. Ils furent bientôt rejoints par BIOTHA, membre de FTA Watch, qui voulait également faire un pas de plus dans l'aide au partage d'expériences émanant des luttes nationales. C'est suite à cela que le projet de produire une publication collective a pris forme. Nos trois groupes ont donc fait appel à de nombreuses personnes qui avaient participé à l'atelier de Bangkok pour qu'elles nous rejoignent dans notre effort, ainsi que d'autres encore. La réponse a été très positive et nous avons réuni la somme la plus large possible de matériel écrit et audiovisuel, provenant du monde entier et documentant l'expérience des personnes sur les accords bilatéraux de

libre-échange et d'investissement et sur la résistance qu'elles y avaient opposée.

Cette publication a trois objectifs. Le premier est d'essayer de fournir une solide compréhension de la "frénésie aux ALE" qui s'empare de tant de gouvernements. Beaucoup de gens ne comprennent pas très bien de quoi il s'agit, jusqu'à ce que leur gouvernement soit sur le point d'en signer un. De plus, il y a des différences importantes entre un ALE américain, japonais ou sud-sud. Une partie de ce document essaie de disséquer et d'explicitier le sens de tout ceci. Deuxièmement, il met en commun les récits de personnes engagées dans la lutte contre les ALE dans leur propre pays, et dans différentes parties du monde. Tandis qu'il existe une énorme diversité dans ces luttes, il existe aussi de nombreux points communs, comme nous le verrons tout au long de la deuxième partie. Lorsque les récits n'ont pu faire l'objet d'un écrit à partager, nous avons essayé d'obtenir des entretiens audio, disponibles sur le site Internet de cette publication, <http://www.fightingftas.org>. Enfin, la troisième partie tente de tirer quelques leçons à partir de l'expérience des gens jusqu'à ce jour; ce qui pourra certainement aider ceux qui ont à s'engager dans le combat contre les ALE.

Quelques observations pratiques. Le matériel recueilli dans cette publication et sur le site Internet qui l'accompagne est le fruit d'un effort collectif auquel ont participé de nombreuses personnes. Il n'y a aucun droit d'auteur ou autre forme de propriété qui s'y rattache - et, là où nous n'avons pas été en mesure de citer la source originale, pour des photos ou d'autres types de matériel, nous nous en excusons. Nous voudrions également souligner que cette publication a été préparée au courant de l'année 2007 et que certains documents seront déjà vieux au moment de l'impression. Enfin, ce matériel, ainsi que le site Internet qui l'abrite, sera finalement incorporé à bilaterals.org et ce, afin d'avoir toute la documentation "sous un seul toit", puisque

¹ Un rapport résumé est disponible en anglais, espagnol et français, à l'adresse: http://www.bilaterals.org/rubrique.php?id_rubrique=162.

² Ces omissions peuvent être facilement corrigées sur le site Internet de

la publication. Si vous souhaitez que des modifications interviennent sur la présentation en ligne, veuillez contacter fightingftas.org@gmail.com.

bilaterals.org répertorie déjà une immense collection d'articles et d'analyses sur les ALE et sur les luttes populaires et qu'il est régulièrement mis à jour depuis septembre 2004.

De nombreuses personnes ont participé à ce projet, d'une façon ou d'une autre, souvent par une contribution directe à la production de ce matériel et nous les en remercions tous: Christine Ahn, Anthony Akunzule, Ruperto Aleroza, Jemma Bailey, Andrés Barreda, Marisa Berry, Nicolás Botteghez, Silvana Buján, Nick Buxton, Byun Jeong-pil, Eva Carazo, Laura Carlsen, Cecilia Cherrez, Choi Sejin, Stefan Christoff, Gabi Cob, Leigh Cookson, Margarita Florez, Sarrah Gasendo, Dawood Hammoudeh, Fernando Hicap, John Hilary, María Eugenia Jeria, Jo Dongwon, Jamal Juma, Beverly Keen, Kole Kilibarda, Aehwa Kim, Chee-hyung Kim, Kate Kirkwood, Ingrid Kossmann, Marie-Eve Lamy, Wol-san Liem, Marc Maes, Min Kyung-woo, Camila Montecinos, Jennifer Moore, Movimiento Cultura contra el TLC, Kwanchai Muenying, Sandra Nicolas, Raquel Nuñez, Armin Paasch, Fabian Pacheco, Rubén Pagura, Paul Pantastico, Charly Poppe, Annette Ramos, Francisca Rodríguez, Silvia Rodríguez, Isaac Rojas, Maria Roof, Wallie Roux, Manuel Rozental, Azra Talat Sayeed,

Devinder Sharma, Burke Stansbury, Aurelio Suarez, Maria Eugenia Trejos, Luis Paulino Vargas, Ramón Vera, Alberto Villareal, Dennis Villeareal, Marjorie Yerushalmi, Raul Zibechi, et toute l'équipe de GRAIN. Enfin, nous souhaitons également exprimer toute notre reconnaissance à Brot für alle (Suisse), Brot für die Welt (Allemagne), Christian World Service (Nouvelle-Zélande), Misereor (Allemagne), XminusY (Pays-Bas) et d'autres qui ont offert le soutien financier nécessaire à la publication de ce matériel, sur papier et en ligne.

Cette publication est disponible, dans un premier temps, en anglais, espagnol et français et nous sommes ouverts à ce que d'autres groupes la traduisent vers d'autres langues ou la publient sur leurs propres sites Internet. Ce matériel est à vous, n'hésitez pas à en faire tout le bon usage que vous jugerez utile.

Aziz Choudry, pour bilaterals.org
Renée Vellvé et Carlos Vicente, pour GRAIN
Witoon Lianchamroon, pour BIOTHA

Décembre 2007

1 Les ALE: le panorama global

La colonisation revisitée: nouveaux accords, mêmes vieilles règles du jeu

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

“Les léopards coloniaux changent rarement de taches. Ils traquent seulement leur proie d’une façon différente.”
Moana Jackson, Ngati Porou/Ngati Kahungunu, avocat maori, 1995

“Les ALE et les agriculteurs ne sont pas faits pour vivre sous les mêmes cieux.”
Choi Jae-Kwan, Ligue paysanne coréenne, juillet 2006



Pour les mouvements populaires coréens, l'introduction des politiques imposées par le FMI en Corée du Sud en 1987, l'adhésion nationale à l'OCDE et à l'OMC au milieu des années 1990, et la pression pour la signature d'ALE dans les années 2000 forment un seul et unique continuum de néolibéralisation, qui cause de grands torts au pays, et notamment aux agriculteurs et les ouvriers.

(Photo: Chamsaesang)

L'exhaustivité et l'étendue de nombreux accords de libre-échange et d'investissement (ALE) actuels sont frappantes. Généralement, ils couvrent une profusion expansive – et préoccupante – de domaines et de questions, ce qui multiplie leurs impacts à travers les sociétés et les secteurs et provoque une résistance très large dans de nombreux pays. Les États-Unis ont signé leur premier ALE bilatéral avec Israël en 1985. L'Union européenne (UE) a scellé des accords de “coopération commerciale” non obligatoires depuis la fin officielle de son règne colonial, au tournant des années 1960, passant graduellement à des ALE plus contraignants depuis les années 1990, emboîtant souvent le pas aux États-Unis. Il en va de même pour les pays d'Europe de l'Ouest ne faisant pas partie de l'UE et qui engrangent

régulièrement leurs propres ALE, depuis un premier accord avec la Turquie, en 1991.¹ L'Australie, le Japon, et d'autres pays industrialisés, ont sauté dans le train des ALE avec un peu de retard, bien que l'accord de rapprochement économique Australie-Nouvelle-Zélande soit un premier exemple d'un ALE global. Mais, dans l'histoire, les gouvernements du sud ont mis l'accent sur la formation de blocs régionaux,² bien que dans les années 1980, plusieurs

¹ Nous faisons ici référence à l'Association européenne de libre-échange (AELE): la Suisse, le Liechtenstein, la Norvège et l'Islande.

états d'Amérique du Sud aient rédigé une pléthore de petits accords préférentiels entre eux. Les traités bilatéraux d'investissement (TBI) ont commencé en 1959, mais ils ont émergé d'un historique encore plus ancien d'accords de "commerce et d'amitié" datant du 19^e siècle.

Les racines de la pression vers les ALE

Alors que certains pourraient voir dans la prolifération confondante d'ALE et de TBI bilatéraux dans le monde, un phénomène relativement nouveau, il a de profondes racines. Elles remontent bien plus loin que la création de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), sans parler des organes de commerce international, tels que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou son prédécesseur, l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Les origines de l'engouement actuel pour les ALE résident dans une longue histoire d'exploitation coloniale, de capitalisme et d'impérialisme – tout comme de nombreux mouvements populaires actuels contre les ALE remontent aux générations précédentes de résistance anticoloniale et anti-impérialiste et des luttes pour l'autodétermination.

Les prédécesseurs des premières sociétés transnationales, qui dominent aujourd'hui les économies nationales et mondiale – et influencent profondément la prolifération, l'ampleur et les priorités des ALE –, ont réuni les intérêts capitalistes publics et privés, telle la relation entre la Compagnie anglaise des Indes orientales, le parlement britannique et la couronne, et les accords ficelés par les puissances coloniales et leurs entreprises avec les pays du sud récemment indépendants.

L'entrelacement étroit du pouvoir public, de la géopolitique et de l'exploitation par les entreprises capitalistes n'est par conséquent pas nouveau. Les opposants à l'accord de libre-échange entre les États-Unis, la République

dominicaine et l'Amérique centrale (CAFTA), par exemple, nous rappelle qu'il faut se tourner vers le passé pour comprendre pleinement quels sont les intérêts économiques et géopolitiques de Washington derrière cette incitation aux ALE sur les pays des Amériques. Avec la doctrine Monroe de 1823, les États-Unis ont déclaré que l'hémisphère occidental était sa zone d'influence. Toute tentative de la part des puissances européennes "d'étendre leur système à toute partie de cet hémisphère" était estimée "dangereuse pour notre paix et notre sécurité". Ceci a été encore renforcé en 1904, avec le corollaire Roosevelt, qui soutenait que les États-Unis avaient le droit, en tant que "nation civilisée" d'intervenir dans les affaires de ses voisins du sud et de jouer un rôle de "puissance policière internationale". Le programme commercial de George W. Bush, et l'aide militaire de Washington à la Colombie et au Mexique visant à soutenir les intérêts américains géopolitiques et entrepreneuriaux, poursuivent cette tradition impérialiste.

L'état colonial classique était structuré pour l'exploitation et l'extraction des ressources. Plus récemment, la globalisation néolibérale a forcé les pays à devenir sources de butin pour les sociétés transnationales et facilite le flux volatile et sans obstacle du capital financier sous différentes formes. Au cœur de la stratégie et des tactiques de "négociations" des ALE – surtout les ALE nord-sud – repose un impitoyable plan de jeu de "diviser pour mieux régner", des luttes inter-états et inter-entreprises (y compris celles des puissances émergentes comme l'Afrique du Sud, la Chine, le Brésil et l'Inde) pour leurs "zones d'influence", et une vision du monde qui considère la nature, les hommes et les relations humaines comme des marchandises à exploiter commercialement et à contrôler de façon monopolistique. Parallèlement, nous pouvons voir des luttes et des contradictions entre des formes contrastantes d'organisation capitaliste, et de nouvelles guerres pour les ressources énergétiques, minérales et hydriques, entre autres. Au cours de ces dernières années, ces processus ont été multipliés par mille.

Le politologue argentin Atilio Boron décrit l'ère actuelle comme une ère "caractérisée, aujourd'hui encore davantage que par le passé, par la concentration du capital, la prédominance écrasante de monopoles, le rôle majeur et croissant joué par le capital financier, l'exportation du capital et la division du monde en différentes sphères d'influence. L'accélération de la globalisation, qui s'est produite dans le dernier quart du siècle dernier, au lieu d'affaiblir ou de dissoudre les structures impérialistes de l'économie mondiale, a amplifié les asymétries structurelles qui définissent l'insertion des différents pays au sein de cette économie. Tandis qu'une poignée de nations capitalistes développées ont augmenté leur capacité à contrôler, du moins de façon partielle, les processus productifs au niveau mondial, la financiarisation de l'économie internationale et la circulation croissante des biens et des services, la grande majorité des pays ont ressenti un accroissement de leur dépendance extérieure et l'élargissement du fossé qui les séparait du centre."³

Depuis la fin de la guerre froide, on a vendu au monde l'idée que les modèles capitalistes néolibéraux de "développement" sont la seule règle du jeu possible. Pourtant, malgré l'ascendance apparente des sociétés transnationales et le "triomphe" du capitalisme, la promotion du néolibéralisme n'a pas été un long fleuve tranquille. Des



"Nous ne voulons pas cette annexion - Non au CAFTA !", dans les rues du Costa Rica, en 2007

² Beaucoup de personnes reconnaîtront certainement quelque chose dans cette jungle de sigles: MERCOSUR, ASEAN, CAN, SADC, COMESA, SAPTA, UEMOA, CCG, etc.

³ Atilio Boron, *Empire and imperialism: A critical reading of Michael Hardt and Antonio Negri*, Zed Books, Londres, pp. 3-4

Des activistes dénonçant la réalité du libre-échange au sommet de l'APEC, à Sidney en septembre 2007. La ville a été soumise à un intense bouclage de sécurité pour que les délégués officiels puissent poursuivre les négociations ALE sans être dérangés.

(Photo: Selwyn Manning)



tensions internes entre et au sein des élites politiques et économiques, ainsi que des pressions extérieures émanant des luttes populaires diverses et croissantes contre les différents visages de la globalisation néolibérale, ont forcé ses promoteurs à se tenir sur la défensive. Et, en même temps, des tensions entre les différentes formes de régionalisme et de globalisme se sont fait ressentir. Pendant les jours souvent incertains du cycle d'Uruguay des négociations du GATT (1986-94) au niveau multilatéral, de nombreux gouvernements entreprenaient de leur côté des initiatives régionales, telles que l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la coopération économique Asie-Pacifique (APEC). À l'époque, ils semblaient représenter un plan B, dans l'éventualité d'un échec du cycle d'Uruguay.

Les tentatives des défenseurs de la globalisation néolibérale de minimiser ou de nier les liens entre la crise financière dévastatrice qui a balayé l'Asie en 1997-98 et l'imposition de la libéralisation économique rencontraient de plus en plus de scepticisme. Mais, pour y remédier, les principales institutions financières et les gouvernements prescrivirent aux pays les plus touchés une dose supplémentaire de la même potion amère. Dans le contexte de la résistance croissante au néolibéralisme, l'ancien directeur général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi, a même déclaré que le 11 septembre était une "bénédiction déguisée" pour les globalisateurs.⁴ De fait, il a été cyniquement utilisé depuis lors comme un bâton permettant de rudoyer les pays du sud et pousser l'impulsion au libéralisme. Alors que l'OMC bascule d'une crise de légitimité et de crédibilité à l'autre, et avec des négociations commerciales multilatérales n'allant nulle part, les sommets internationaux sont devenus des pépinières d'ALE bilatéraux. La position officielle de l'OMC au sujet de l'explosive croissance des ALE est passée d'une confiance suffisante et d'un abandon à un désespoir pathétique. L'actuel directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, insiste: "Je considère

qu'une pincée de poivre bilatéral rend la sauce multilatérale meilleure. Mais, nous le savons tous, une assiette de poivre ne constitue pas un grand repas."⁵

Patrick Cronin, principal vice-président du Centre d'études internationales stratégiques basé à Washington, a choisi une analogie encore meilleure en 2004: "Avec le revers de la réforme de l'OMC à Cancun, l'administration [Bush] se focalise désormais comme un rayon laser sur les accords commerciaux régionaux et surtout sur les accords bilatéraux."⁶ La libéralisation au laser – c'est-à-dire le bilatéralisme, par le biais des ALE – permet aux puissances mondiales comme les États-Unis et l'UE de brider certains pays sélectionnés et de restreindre le potentiel qu'ont les alliés de s'élever contre la tyrannie occidentale et l'inégalité des traitements dans des forums comme l'OMC. Par le biais d'accords bilatéraux, ces blocs ont pu cibler plus précisément les politiques ou les autres mesures gouvernementales qui ne leur conviennent pas, en restreignant sévèrement les droits et les capacités des gouvernements à maintenir leur



"Ça sera oui, alors ne vous genez pas à lire les petits caractères"

⁴ "Supachai: Tragedy a blessing in disguise", Bangkok Post, 22 novembre 2001

⁵ Session d'e-formation OMC, 29 mars 2007, <https://etraining.wto.org/chat/archive/29mar2007.htm>

⁶ Quotidien Yomiuri, Tokyo, 1er janvier 2004

Comparer les prix

Derrière chaque ALE se cachent les grandes firmes. Tandis que les sociétés transnationales et autres entreprises nationales en cours de transnationalisation (souvent avec le soutien des gouvernements nationaux) se sont consolidées, restructurées, diversifiées et ont recherché de nouveaux marchés et sources de profit au cours des 50 dernières années, leurs groupes de pression et leur force de levier politique ont augmenté, ainsi que leurs exigences pour des libertés étendues et applicables contre toute réglementation à laquelle elles s'opposent. Elles, de même que leurs alliés politiques stipendiés, font leur choix parmi les forums disponibles. Lorsqu'elles n'ont pas réussi à obtenir ce qu'elles cherchaient dans un endroit, elles en ont changé. Les grandes sociétés forcent l'acceptation de disciplines obligatoires qui redéfinissent et/ou qui s'emparent de domaines qui étaient auparavant considérés comme des domaines souverains de politique nationale – tels que l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle – dans l'élaboration des règles du commerce international par le biais d'accords mondiaux comme ceux gérés par l'OMC. Deux exemples – l'investissement et la propriété intellectuelle – illustrent comment les sociétés transnationales sont passées d'un forum à l'autre pendant ces récentes décennies en essayant d'obtenir ce qu'elles désirent, et comment les ALE sont devenus leur toute dernière arme de prédilection.

Investissement: Dans les années 1960, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait adopté des codes non contraignants sur la libéralisation de l'investissement: le code de la libéralisation des mouvements de capitaux et le code de la libéralisation des opérations invisibles courantes. L'OCDE s'appuyait sur la pression du groupe de pairs pour que les pays se soumettent à ces règles. Puis, lors du cycle d'Uruguay GATT, les États-Unis, l'Union européenne et le Japon ont essayé d'aller plus loin, en poussant à un accord d'investissement exécutoire. Mais cette idée rencontra de l'opposition. Entre 1995 et 1998, il y eut encore d'autres tentatives visant à créer un accord multilatéral contraignant sur l'investissement (AMI) à l'OCDE, qui incluait des mesures similaires à celles contenues dans le chapitre 11 de l'ALENA. Après que la proposition de l'AMI échoua en 1998, à cause à la fois de l'opposition externe et de désaccords internes parmi les gouvernements, les tentatives renouvelées visant à obtenir un

accord sur l'investissement à l'OMC n'aboutirent pas. De nombreux États – surtout des États du sud – s'opposèrent fermement à toute résurrection de l'AMI à l'OMC. Mais les pays industriels ont étendu la libéralisation de l'investissement par le biais des ALE bilatéraux et des TBI. Les accords bilatéraux offrent une approche étape par étape qui peut former une plateforme de lancement pour des accords multilatéraux plus globaux. Une fois que les pays s'emmêlent dans la toile des traités bilatéraux d'investissement, il leur sera plus difficile de résister à un accord de type AMI au niveau multilatéral, dans l'éventualité où ces négociations reprenaient pour de bon.

Propriété intellectuelle: Idem pour le DPI. Dans les années 1970, les gouvernements du nord ont eu la frustration de ne pouvoir imposer des règles plus fortes sur la propriété intellectuelle au travers de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle des Nations Unies. Les pays du sud étaient au courant des dangers présentés par des régimes monopolistiques puissants, grâce notamment aux conseils sur les politiques dictés lors de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et ils ont utilisé le mécanisme d'un vote par pays des Nations Unies pour faire obstacle à la pression venant du nord, qui cherchait de meilleures revenus de la propriété intellectuelle à cause de la nature changeante des actifs des entreprises dans leurs pays. Dans les années 1980, ils allèrent aux négociations du GATT et mirent la propriété intellectuelle à l'ordre du jour du cycle d'Uruguay. L'accord alors proposé sur les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) était présenté comme un outil qui servirait à aider les sociétés transnationales à arrêter le flux transfrontalier des contrefaçons de vêtements de marque, de musique et de vidéos. Mais il prépara le terrain pour des droits de brevetage agressivement élargis sur les micro-organismes, les semences de culture et les médicaments indispensables à la survie. À cette époque, la plupart des nations ne permettaient pas de prise de brevets sur la nourriture, les produits pharmaceutiques et autres produits considérés comme essentiels aux besoins humains. Le comité américain sur la propriété intellectuelle – une coalition de 13 grandes sociétés américaines, y compris DuPont, Pfizer, Bristol-Myers et Merck – a travaillé avec des représentants du commerce américain pour rédiger un langage qui normaliserait des droits PI globaux en conformité avec le droit américain en la matière, et les

rendraient exécutoires par ce qui allait devenir l'OMC. Un tel activisme d'entreprise a fortement façonné les TRIPS: 96 des 111 personnes composant la délégation américaine négociant le texte au cours du cycle d'Uruguay venaient du secteur privé.

L'Accord sur les ADPIC devint par conséquent le premier accord international obligatoire autorisant les monopoles des entreprises sur les formes de vie. Mais, en faisant un compromis avec l'UE, les États-Unis n'obtinrent pas tout ce qu'ils voulaient. Au lieu d'exiger des brevets sur les variétés végétales – les semences que les agriculteurs sèment – l'accord autorisait les pays à opter pour des brevets ou pour d'autres formes de propriété de variétés végétales. Depuis lors, les États-Unis, l'UE et le Japon ont travaillé dur pour élever cette nouvelle "norme minimale" d'un cran par l'intermédiaire de leurs ALE bilatéraux. Les États-Unis imposent des brevets sur la flore et la faune dans ses ALE, tandis que l'UE et le Japon, au bénéfice de leurs entreprises de biotechnologie, incitent fortement à la convention UPOV, un ensemble de règles similaires au brevet qui empêche les agriculteurs de sauvegarder leurs semences.

Avec les médicaments, un scénario du même genre, mais encore plus sombre, se joue. À l'OMC, le groupe de pression de l'industrie pharmaceutique n'a obtenu qu'une partie de ce qu'il désirait; il a été tout particulièrement irrité par une bataille sur l'interprétation des conditions liées aux licences obligatoires et à l'importation parallèle des médicaments brevetés. Il s'est donc agressivement tourné vers les ALE bilatéraux en tant qu'outil pour imposer des règles bien plus strictes empêchant la fabrication et la commercialisation de génériques. Que ce soit en termes de semences ou de médicaments, l'idée est d'arrêter la concurrence et de ratisser davantage de profits par des monopoles plus longs et plus stricts – peu importe que nous parlions d'alimentation et de santé. Les ALE sont le chemin le plus facile et le plus efficace dont disposent les entreprises pour obtenir ce qu'elles veulent, et tout de suite.

⁷ TRIPS couvre également les droits d'auteurs et les droits de performance qui y sont liés, la typographie des circuits intégrés, les indicateurs géographiques (comme pour les vins et les fromages), les marques déposées et le dessin industriel.

⁸ Rob Weissman, "Patent Plunder: TRIPping the Third World", Multinational Monitor, novembre 1990; voir également Aziz Choudry, "Biotechnology, Intellectual Property Rights and the WTO" dans Brian Tokar (éd.), *Gene Traders: Biotechnology, World Trade and the Globalization of Hunger*, Toward Freedom, Burlington, Vermont, 2004.

souveraineté économique et les cadres des politiques sociales et environnementales.

Le verrouillage et la montée en puissance du néo-libéralisme

Les ALE sont aujourd'hui un outil de choix pour verrouiller et étendre le modèle discrédité, socialement et écologiquement destructeur, imposé à une grande partie du monde et ce, au nom du "développement" par la Banque mondiale, le FMI et les institutions financières régionales. Les programmes d'ajustement structurel, visant à mettre les pays sur la bonne voie, incluent la privatisation des entreprises et des services publics, des coupes dans les dépenses publiques, des économies orientées vers l'exportation, des taux d'intérêts et une fiscalité à la hausse et des coupes des subventions aux produits de consommation de base, tels que la nourriture, les médicaments et les carburants. Alors que ce modèle a fonctionné à la perfection pour le capital transnational, il s'est révélé un misérable échec pour la plupart des peuples du monde. Le modèle du dit marché libre a conduit à l'accroissement des inégalités entre et au sein des pays. La Banque mondiale, le FMI, la Banque inter-américaine de développement et la Banque asiatique de développement ont, depuis des décennies, poussé l'aide technique" et les prêts aux pays débiteurs afin de les ajuster au commerce total et à la libéralisation de l'investissement, avec une Banque mondiale accroissant de façon spectaculaire ses financements aux activités liées au commerce, ciblant particulièrement les pays les moins développés, les économies en transition et celles étant en cours d'accession à l'OMC. Il s'agit en réalité d'aide à la libéralisation du commerce.

De même, les politiques officielles bilatérales d'aide au développement travaillent aux mêmes objectifs. Les liens entre commerce et aide ont été utilisés par les gouvernements donateurs comme un levier faisant progresser la propagation générale du néolibéralisme et de réformes politiques spécifiques par le biais d'accords de commerce bilatéral, régional et multilatéral et d'investissement. Par exemple, USAID est l'un des promoteurs principaux de la biotechnologie dans le tiers-monde – son travail marche de pair avec l'ordre du jour des grandes entreprises américaines et avec les priorités



L'ALE, c'est la mort sous brevet pour les personnes atteintes du VIH/sida et autres maladies, disent les manifestants lors du XVI^e Congrès international sur le sida, à Toronto en 2006, (Photo: Riekhavoc)



"Le libre échange, enfin !" L'Amérique des affaires contre les ouvriers du monde entier. (Image: corpwatch.org)

commerciales internationales de Washington. Il offre de l'"aide technique" aux pays engagés dans des ALE avec les États-Unis. Des modifications législatives du droit sur la propriété intellectuelle (DPI) au Viêt Nam ont été faites dans le cadre du projet d'aide technique STAR-VIETNAM, financé par USAID, qui soutient l'application de l'accord commercial bilatéral avec les États-Unis. D'autres gouvernements ont des programmes similaires pour une "aide à la construction d'une capacité commerciale", tels que l'aide technique au commerce de l'Agence canadienne de développement international et les programmes similaires des gouvernements australien, européen, et néo-zélandais. Le ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie a également créé des accords d'aide, liés aux ALE, qui portent sur la coopération technique et le développement du personnel dans les domaines de l'automobile et de l'acier en Malaisie et en Thaïlande.

Pendant ce temps, dans de nombreux pays du nord, les réformes économiques nationales ont souvent reflété, dans leurs grandes lignes, les mêmes tendances néolibérales, avec des vagues de privatisation, de dérégulation et de libéralisation au nom de la croissance économique et de la compétitivité. Par exemple, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et le Canada, dont les gouvernements sont tous actifs dans les ALE, ont soutenu des politiques de libre-échange agressives au niveau international, alors que tous trois ont, à des degrés différents, fait progresser leur propre économie vers des modèles entrepreneuriaux, privatisés et déréglementés. Comme ailleurs, embrasser le "libre-échange" signifie déployer un ensemble de réformes: contrôles minimaux sur les grandes entreprises; investissement étrangers sans restriction; exportation sans limites des bénéfices; privatisation des biens privés, des équipements et des services; exposition totale des marchés nationaux aux importations à bas prix; infrastructure financée par et appartenant au capital privé, opérant sur des marchés déréglementés; secteurs des services dirigés par le marché, y compris les services sociaux tels que l'éducation, le transport et la santé; marchés du travail compétitifs (c'est-à-dire bon-marché et désyndicalisés) et flexibles (travail temporaire, à mi-temps et contractuel); et le libre mouvement des investisseurs étrangers (tout en maintenant un strict contrôle sur les travailleurs étrangers et les réfugiés). Le but final est l'obtention d'un régime néolibéral étendu au maximum, à l'échelle de la planète, verrouillé à jamais, avec un arsenal d'application complet.

La frénésie actuelle pour les ALE

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

L'adoption des ALE bilatéraux en tant qu'outil de choix pour l'imposition de la néo-libéralisation aujourd'hui repose sur deux piliers historiques: l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a démontré ce qu'un ALE peut faire pour dynamiser l'expansion de la globalisation capitaliste; et l'effondrement du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a laissé la place libre pour de nombreux autres ALENA.

L'ALENA, signé entre le Mexique, le Canada et les États-Unis en 1992, était l'extension de l'ALE Canada-États-Unis qui a pris effet en 1989. De par son contenu et sa dynamique politique et économique nord-sud, il devint une sorte de modèle pour la vague d'accords commerciaux bilatéraux qui allait survenir. L'ALENA innovait en:

- *Abolissant les tarifs douaniers sur les importations agricoles américaines.* Le maïs, le lait et d'autres produits américains devinrent si bon marché au sud

du Rio Grande que leurs ventes purent dépasser celles des produits mexicains. En conséquence, plus d'un million de paysans mexicains ont été forcés d'abandonner leurs terres, incapables de concurrencer l'agro-industrie américaine subventionnée.

- *Facilitant l'établissement d'entreprises américaines au Mexique* pour l'assemblage de produits usinés et leur réexpédition bon-marché vers les États-Unis. Le prix a été payé par les travailleurs mexicains: suppression des

droits du travail, augmentation de la violence sociale (plus particulièrement contre les femmes) et incitation à l'émigration.

- *Donnant aux grandes sociétés américaines et canadiennes le droit légal d'engager des poursuites contre le gouvernement mexicain* pour toute décision politique ou omission affectant directement ou indirectement les perspectives de rentabilité de leurs investissements au Mexique. Le gouvernement mexicain a été poursuivi pour plus de 1,7 milliards de dollars US dans 15 différends investisseur-état dans le cadre de l'ALENA depuis 1996.¹
- *Fournissant une plateforme permettant aux États-Unis d'imposer leurs politiques de sécurité et d'immigration au Mexique* (sous le "partenariat") et, cela va sans dire, leurs normes en termes d'environnement et de travail qui servent les intérêts des grandes sociétés américaines. On peut trouver un exemple de ce que cela signifie dans le domaine des biotechnologies, où le Mexique a pris la tête du mouvement visant à établir la prééminence juridique des dispositions des ALE en matière d'étiquetage des aliments génétiquement modifiés sur (et contre) celles du protocole sur la biosécurité de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies.²

L'ALENA a tout simplement établi un nouveau paradigme de ce que les ALE peuvent offrir aux sociétés transnationales.



Les communautés thaïlandaises ont énergiquement protesté contre le contenu "ADPIC-plus" de la proposition d'ALE États-Unis-Thaïlande, à cause de ses implications pour les agriculteurs et les personnes vivant avec le VIH/sida.

¹ Pour de plus amples détails, voir Scott Sinclair, "NAFTA dispute table", Centre canadien de politiques alternatives, mars 2007, à l'adresse : http://policyalternatives.ca/documents/National_Office_Pubs/2007/NAFTA_Dispute_Table_March2007.pdf

² Voir GRAIN et le Centre africain pour la biosécurité, "La tyrannie des accords bilatéraux de sécurité", octobre 2006, <http://www.grain.org/briefings/?id=200>.

Alors que la pleine mesure de l'énorme impact de l'ALENA est encore en développement, le système commercial multilatéral est entré dans une sévère phase d'inertie, donnant une impulsion sans précédent aux ALE en tant que moyen de dynamiser la libéralisation du commerce et de l'investissement. Le cycle actuel de négociations commerciales de l'OMC – visant à réduire les tarifs douaniers sur les marchandises agricoles et usinées importées, à ouvrir le commerce dans le domaine des services, à déréguler les pêcheries, etc. – n'a pratiquement abouti à rien. Il n'a pas pu démarrer à Seattle, en novembre 1999, à cause des tensions existantes entre les membres de l'OMC au sujet du rythme et de l'envergure des négociations de l'OMC, d'un ressentiment croissant envers la domination d'une poignée de gouvernements du nord, et la pression extérieure venant des manifestations de rue massives qui ont secoué la ville pendant la réunion des membres de l'OMC. Peu après le début du cycle de Doha, en novembre 2001, il se heurta à un mur à Cancun, en septembre 2003, lorsque l'exaspération politique créée par le refus de l'UE et des États-Unis de réduire leurs subventions nationales à l'agriculture (alors qu'eux-mêmes demandaient aux autres pays d'ouvrir de nouveaux domaines à la libéralisation) était tout simplement intolérable pour les gouvernements du sud, menés par l'Inde et le Brésil. Les négociations s'écroulèrent une fois encore à Genève, en juillet 2006. Des tentatives ultérieures visant à ressusciter les négociations ont pour l'instant échoué, mais il serait imprudent de complètement cesser de prendre l'OMC au sérieux.

Dans cette série de crises, deux moments ont été essentiels :

- Cancun a déclenché un changement important de la pression et une focalisation sur les ALE. Robert Zoellick, alors représentant du commerce américain, répliqua immédiatement avec son programme de "libéralisation concurrentielle", par lequel les États-Unis montaient les pays du sud les uns contre les autres pour qu'ils se battent pour entrer sur le marché américain, un par un et de façon sélective. En un temps record, Washington annonçait des négociations ALE avec la Thaïlande, l'Équateur, le Pérou, la Colombie puis, peu après avec cinq pays d'Amérique centrale. Le Japon, la Chine et nombre d'autres gouvernements de la région Asie-Pacifique ont également commencé à se pencher attentivement sur la question des ALE et se sont lancés dans les négociations. C'est pendant cette période que de nombreuses personnes adoptèrent la phrase d'un économiste de l'université de Columbia, Jagdish Bhagwati, "l'effet du bol de spaghetti" pour décrire les dangers d'un réseau compliqué de règles commerciales bilatérales divergentes venant remplacer un système multilatéral plus cohérent que seul un forum mondial comme l'OMC pourrait maintenir.
- La suspension du cycle de Doha, en juillet 2006, a également fait prendre un sérieux virage vers les ALE. Tandis que les États-Unis n'entamèrent pas de nouvelles négociations en conséquence, l'UE, quant à elle, fut stimulée et elle débuta d'importantes négociations ALE avec 21 pays d'Amérique latine et d'Asie. Cependant, à cette époque, beaucoup de choses avaient changé depuis Cancun. Les pays d'Amérique latine avaient plus ou moins "enterré" l'initiative de zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et certains, menés par le Venezuela, s'étaient embarqués

dans une Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA) rivale. Le Venezuela avait abandonné la Communauté andine et avait rejoint le MERCOSUR en signe de protestation contre les ALE de plusieurs pays andins avec Washington. Les 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique du groupe ACP entraient dans la phase finale de leurs négociations avec Bruxelles sur les accords de partenariat économique (APE). Et la Chine, s'étant assurée d'accords partiels mais importants avec la Thaïlande et avec l'ASEAN en général, en plus de commencer à s'impliquer avec les pays occidentaux par des initiatives de négociations d'ALE globales avec la Nouvelle-Zélande, puis avec l'Australie – s'embarquait dans une stratégie d'ALE plus large à multiples échelons.

La conformité avec les accords de l'OMC était déjà extrêmement difficile, mais des accords bilatéraux avec des dispositions plus exigeantes que celles de l'OMC sont encore plus ardues. Il est clair que la stratégie des accords bilatéraux est considérée par les négociateurs commerciaux de l'UE et des États-Unis comme un moyen de faire aller les gouvernements encore plus loin, et plus rapidement, tandis qu'ils échouent à parvenir à ce qu'ils souhaitent à l'OMC.

Les ALE comparés à l'OMC

Alors qu'ils semblent aller dans des directions différentes, les ALE bilatéraux et l'OMC multilatéral créent une émulation réciproque de nombreuses façons.

Les ALE semblent plus limités que l'OMC en ce qui concerne les parties affectées – mais il ne s'agit que d'une apparence. L'ALE Canada-Corée, par exemple, affecte principalement les opportunités commerciales – et par conséquent les emplois, les droits sociaux et toutes sortes de marchés régis par des cadres réglementaires – entre le Canada et la Corée. Mais, grâce au principe de "nation la plus favorisée" que tous les membres de l'OMC doivent respecter, tout privilège octroyé par la Corée au Canada dans le cadre d'un tel ALE, devra être étendu aux autres pays signant des accords similaires avec la Corée. Donc, alors que les ALE se limitent aux pays signataires, il existe un effet boule de neige intrinsèque qui étend les privilèges de marché bilatéral aux autres. Ceci facilite grandement le développement de nouvelles réglementations et normes internationales, du bas vers le haut. Plutôt que de négocier des politiques ou des bonnes pratiques – par exemple, mettre fin aux obstacles à l'investissement – au niveau mondial (c'est-à-dire de façon lente et visible), les pays peuvent créer une série de *faits accomplis* en les étendant par le biais des accords bilatéraux. Cet effet viral est l'un des principaux avantages des ALE pour les puissances comme les États-Unis, la Suisse, le Japon et l'UE. Les grandes puissances peuvent en effet parler de "normes internationales émergentes" – par exemple les droits de retransmission, la réglementation sur les droits d'auteur ou la protection des données pharmaceutiques – et peuvent ensuite forcer les autres à s'aligner.

Les ALE nord-sud vont bien au-delà de l'OMC. Les ALE entre les pays industrialisés et les pays du sud sont généralement plus exigeants que l'OMC. Ils utilisent les accords de l'OMC comme norme minimum et vont ensuite au-delà. C'est ce qui se produit dans les domaines de la propriété intellectuelle (ADPIC), l'investissement, et les services (GATS) – trois domaines que les pays industrialisés ont le plus grand intérêt à voir modi-

fié au profit de leurs grandes sociétés. Les États-Unis, l'UE et l'ALE ont été les plus habiles dans l'utilisation des ALE à cet effet. Jusqu'à présent, le Japon a été plus enclin à faire marche arrière lorsque ces partenaires de négociation protestaient, par exemple sur les DPI, bien que cela pourrait changer très bientôt.³ Les ALE entre les pays du sud ne s'imposent généralement pas les uns les autres de modifications importantes des politiques, encore moins des politiques plus exigeantes que l'OMC. Une exception d'importance au caractère plus exigeant que l'OMC des ALE nord-sud est la migration. Le capital du premier monde doit pouvoir se déplacer librement au-delà les frontières, mais la mobilité des travailleurs du tiers-monde, quant à elle, demeure un sujet délicat.⁴

Les ALE affaiblissent l'OMC dans la réalisation de ses objectifs. L'OMC permet les ALE dans certaines conditions.⁵ Les ALE sont considérés par l'OMC, au mieux, comme des "exceptions" à la règle de non-discrimination dans les relations commerciales. Ils sont tolérés comme des activités extracurriculaires, tandis que le véritable but de la réforme mondiale des réglementations commerciales doit s'effectuer à un niveau multilatéral englobant tout. Les experts et les politiciens se déchirent sur le fait de savoir si les ALE sont préjudiciables à l'OMC (en dispersant la capacité de négociation et en détournant le commerce lui-même) ou si, au contraire, ils la soutiennent (en promouvant la libéralisation du commerce dans la réalité). Ce qui est évident, c'est qu'une grande énergie est déployée pour conceptualiser des accords commerciaux qui, doucement mais sûrement, s'éloignent d'une OMC qui va trop lentement.⁶ Pendant ce temps, de grands pays du sud, comme la Chine, l'Inde et le Brésil, se taillent une part toujours plus importante du gâteau des échanges (pas à cause des ALE, mais à cause de programmes nationaux agressifs). Les ALE permettent aux pays de sélectionner leurs partenaires commerciaux privilégiés (marchés), alors que la puissance commerciale se déplace.

Les ALE ont un objectif beaucoup plus large que celui de l'OMC. Tandis que les ALE font à la fois moins et plus que l'OMC, et qu'ils freinent l'OMC dans la réalisation de nouveaux niveaux de consensus en termes de réforme des échanges, là s'arrête la comparaison. Alors que les ALE contiennent un élément incitateur aux échanges - que ce soit sur une base de concurrence ou de coopération, ou les deux - ils sont tout d'abord des instruments permettant de faire avancer les relations. Dans le cas des accords nord-sud, il s'agit généralement de relations de domination. Par exemple, les États-Unis baissent leurs tarifs douaniers pour certaines exportations colombiennes ("accès au marché") et, en échange, ils obtiennent une liberté et une souveraineté incalculables pour les opérations de leurs grandes entreprises en Colombie. Un pays comme les États-Unis ne choisit pas un pays comme la Colombie pour un ALE parce que c'est



(Photo: Chamsaesang)

"Les ALE bilatéraux et régionaux en Asie-Pacifique sont les manifestations formalisées de là où nos secteurs privés respectifs nous ont emmenés ... c'est véritablement le monde des affaires et le gouvernement qui évoluent en tandem."

Susan Schwab, Bureau du représentant américain du commerce, 2006⁷

un partenaire commercial important, mais pour des raisons géopolitiques: par ex. pour asseoir sa présence en Amérique latine, pour isoler et ébranler Chavez, le président de son voisin vénézuélien, pour d'obtenir plus de prise sur la Colombie pour qu'elle permette la pulvérisation aérienne des cultures de *coca*, pour manœuvrer plus étroitement dans la guerre contre les guérilleros du FARC, etc. Dans les accords sud-sud, il existe également un certain positionnement de pouvoir, mais la plupart de ces accords se déroulent dans un contexte régional, là où une dose constructive de coopération est nécessaire. Les ALE sont à la fois des outils de politique extérieure et des instruments économiques utilisés par des gouvernements individuels (ou des groupes régionaux de pays).

Les entreprises décident du programme

Les objectifs de négociation des ALE sont décidés par les grandes sociétés et par les gouvernements, dans une étroite collaboration. Par exemple, les entreprises agroindustrielles et pharmaceutiques américaines sont à la fois les scénaristes et les meneurs de bandes des dispositions ADPIC-plus des ALE. Le comité consultatif fonctionnel pour l'industrie sur les droits de propriété intellectuelle pour les questions de politiques (IFAC-3) du

³ Voir GRAIN, "Avec les accords de libre-échange, le Japon plonge ses griffes dans le cœur de la biodiversité" Against the grain, août 2007, <http://www.grain.org/articles/?id=32>

⁴ Il y a actuellement 192 millions de migrants dans le monde, dont la plupart issus de pays du tiers-monde qui se sont déplacés vers les pays industrialisés pour y trouver du travail.

⁵ Ces conditions sont exposées dans ce qui est appelé l'article XXIV du GATT. Il y est dit que les membres de l'OMC peuvent entreprendre des ALE en parallèle dès lors qu'ils: (a) éliminent, et non pas seulement réduisent, leurs barrières tarifaires et non tarifaires (b) sur une période de temps raisonnable (généralement interprétée comme étant de 10 à 12 ans) et (c) couvrent "de façon substantielle tout le commerce" entre les parties (généralement interprété comme 85 à 90%). L'article XXIV du GATT ne s'applique qu'au commerce de marchandises et, en tant que tel, il ne permet pas de traitement "spécial et différencié"

entre les pays. Les ALE qui couvrent le commerce des services doivent se conformer à l'article 5 du GATS, qui permet un traitement un traitement spécial et différencié, ainsi que certaines flexibilités supplémentaires.

⁶ Malgré toutes ses règles et sa bureaucratie, l'OMC ne surveille pas vraiment les ALE. Un comité est censé les examiner, pour s'assurer que l'article XXIV et autres sont respectés. Mais bien que le comité se réunisse, ce travail n'a pratiquement pas été fait depuis que l'OMC a commencé à fonctionner en 1994. Seuls 19, parmi les 194 ALE soumis au comité pour examen jusqu'en mars 2007, sont passés par la procédure d'examen complète - soit 9 malheureux pour cent.

⁷ "Transcription : entretien de Susan Schwab", Financial Times, Londres, 17 novembre 2006. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=6505



(Photo : Health Gap)

gouvernement américain, dans son rapport d'avril 2004 sur les dispositions DPI de l'ALE États-Unis-Maroc, déclare qu' "il se réjouit de la déclaration faite par le Maroc de fournir des protections par brevet pour la flore et la faune et de la confirmation donnée par les deux Parties que les brevets seront valides pour tout nouvel usage ou méthode d'utilisation d'un produit connu pour le traitement des humains et des animaux. La protection par brevet s'ouvre donc aux plantes et aux animaux transgéniques qui sont nouveaux, impliquent une étape inventive et peuvent faire l'objet d'une application industrielle." Le comité poursuit en remarquant qu' "il s'agit d'une amélioration importante par rapport aux engagements pris par le Chili et le CAFTA dans leurs ALE et exhorte les négociateurs américains à insister dans tous les ALE à venir pour que s'ouvre la protection par brevet à la fois aux plantes et aux animaux."⁸

Il est évident que ce que l'on voit ici, c'est une stratégie globale, et non au cas par cas, pour l'industrie américaine. L'IFAC-3 est un véritable pépinière des colossales sociétés américaines. Parmi ses membres figurent Pfizer, Merck, Eli Lilly, l'Organisation de l'industrie biotechnologique (Biotechnology Industry Organisation), le Syndicat des laboratoires pharmaceutiques américain (PhRMA), Time Warner, Anheuser-Busch, et la coalition du secteur privé pour les industries américaines liées aux droits d'auteur, l'Alliance internationale pour la protection de la propriété intellectuelle.⁹ Selon les mots de l'expert en propriété intellectuelle, Peter Drahos, "l'IFAC est le comité qui se salit les mains en révisant et en rédigeant des accords spécifiques. Il effectue ce travail technique pour toutes les initiatives commerciales américaines en propriété intellectuelle et ce, qu'elles soient bilatérales, régionales ou multilatérales. Il est, par conséquent, capable de coordonner, au niveau technique, le travail qu'il effectue sur les différents forums, s'assurant ainsi que les initiatives de négociation commerciales américaines poussent les normes de propriété intellectuelle dans la direction souhaitée par l'industrie américaine. L'expertise technique de l'IFAC, ainsi que l'expertise disponible qui lui est offerte de la part des départements juridiques de ses membres, signifie, par exemple, qu'il peut évaluer en détail les normes de propriété intellectuelle d'un pays lorsque ce dernier souhaite son accession à l'OMC et il peut fournir des évaluations détaillées des normes que les négociateurs du commerce américain doivent rapporter dans leurs bagages."¹⁰

⁸ The US-Morocco Free Trade Agreement (FTA): The Intellectual Property Provisions. Report of the Industry Functional Advisory Committee on Intellectual Property Rights for Trade Policy Matters (IFAC-3), 6 avril 2004. http://www.ustr.gov/assets/Trade_Agreements/Bilateral/Morocco_FTA/Reports/asset_upload_file164_3139.pdf

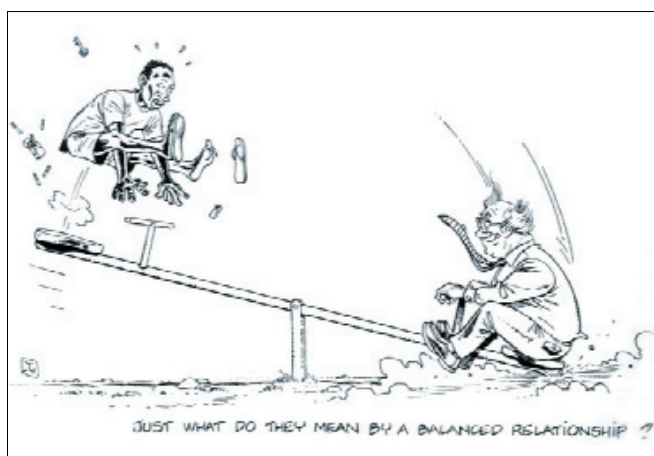
⁹ IFAC-3 Report, 6 avril 2004, ibid.

¹⁰ Peter Drahos, "Expanding intellectual property's empire: the role of FTAs", Research School of Social Sciences, Australian National

University, Canberra, novembre 2003. <http://www.grain.org/rights/tripsplus.cfm?id=28>

Le secrétariat de la Coalition des entreprises pour l'ALE États-Unis-Thaïlande comprend le Conseil des entreprises USA-ASEAN, représentant les grandes sociétés américaines ayant des intérêts dans l'ASEAN, et l'Association nationale des fabricants, la NAM (National Association of Manufacturers), le plus grand groupe de pression industriel aux États-Unis. La NAM est fière de déclarer: "Notre voix n'est pas troublée par des intérêts non industriels."¹¹ FedEx, General Electric, New York Life, Time Warner et Unocal sont les entreprises qui président cette coalition. Les membres du comité directeur incluent: AIG, Cargill, Caterpillar, Citigroup, l'Association des raffineurs de maïs (Corn Refiners Association), la Coalition des industries de services (Coalition of Services Industries), Dow Chemical, Ford, le Conseil national des producteurs porcins (National Pork Producers Council), PhRMA, PriceWaterhouseCoopers, l'Association de l'industrie des valeurs (Securities Industry Association), United Parcel Service et la Chambre de commerce américaine.¹² Ces coalitions d'entreprise jouent un rôle complet dans la formation des objectifs de négociation américains pour les ALE et elles ne cachent pas leur intérêt propre et leur empressement à faire monter les enchères. Une force importante derrière l'ALE récemment signé entre les États-Unis et la Corée a été l'Association américaine des assureurs (American Insurance Association), qui cherche à ouvrir le huitième marché mondial des assurances. BusinessEurope (anciennement l'Union des industriels et employeurs européens, l'UNICE) est également très direct quant à ses objectifs dans les accords ALE: "Étant donné le rôle sans cesse croissant des services dans les exportations européennes, tous les ALE futurs doivent comprendre la libéralisation exhaustive des secteurs clés, y compris les services financiers, les télécommunications, les services professionnels et d'entreprise et les services de courrier rapide. ... L'UE a un avantage comparatif dans tous les domaines en termes de services et elle doit s'assurer que cet avantage soit préservé dans de futurs ALE."¹³

Nippon Keidanren – la fédération des grandes entreprises japonaises – s'est révélé un groupe de pression clé dans le façonnement des ambitions pour les ALE de



Qu'est-ce qu'ils entendent par cette histoire de "relation équilibrée"?

¹¹ NAM en un coup d'œil. Site institutionnel NAM: www.nam.org/s_nam/doc1.asp?CID=53&DID=224181

¹² Site institutionnel de la Coalition des entreprises pour l'ALE États-Unis-Thaïlande. <http://www.us-asean.org/us-thai-fta/>

¹³ "UNICE strategy on an EU approach to free trade agreements", Union des industriels et employeurs européens, Bruxelles, 7 décembre 2006, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=7265

Tokyo avec Singapour, le Mexique, la Corée du Sud et l'Indonésie. Le conglomérat de produits laitiers néo-zélandais, Fonterra, formé par la fusion des deux plus grandes coopératives laitières du pays et la Fédération des laiteries néo-zélandaises (New Zealand Dairy Board), jouit d'une étroite relation avec les représentants du ministère du commerce et il est un farouche opposant de la libéralisation du commerce agricole. Fonterra est un ardent partisan d'un l'ALE Chine-Nouvelle-Zélande, car il veut profiter de la demande croissante en produits laitiers de la Chine. Le Conseil des entreprises Australie-Chine, qui fait activement pression pour un ALE Chine-Australie, compte, parmi ses vice-présidents, les présidents d'Australia/Asia Gas et de BHP Billiton Petroleum, et un dirigeant des relations d'entreprises de Rio Tinto.

Mais les sociétés transnationales du sud, telles que la thaïlandaise Charoen Pokphand (CP), jouent aussi un rôle actif pour influencer les pourparlers sur les ALE et ce, pour le compte de leurs propres intérêts, qui vont souvent à l'encontre de ceux des petits agriculteurs. "Notre premier ministre Thaksin Shinawatra s'est entretenu avec le premier ministre du Japon sur le fait que la Thaïlande abandonnera son insistance à exclure le riz des négociations [de l'ALE Japon-Thaïlande] de façon à ce que ces négociations puissent aller de l'avant. Je pense que le Japon doit prouver sa sincérité en n'excluant pas d'autres produits comme les crevettes, le poulet, le poisson et les fruits de mer" a dit Pornsilpa Patcharintanakul, cadre supérieur de CP et vice secrétaire de la Chambre de Thaïlande.¹⁴

Points clés permettant de comprendre les ALE

Pour comprendre le jeu joué par les ALE dans son ensemble, il nous faut voir l'ensemble des différents processus et en extraire les caractéristiques principales de ces accords. Ce n'est pas difficile – et c'est essentiel pour comprendre leur puissance et définir comment nous pouvons les combattre.

Les ALE ne sont qu'un outil. Malgré la puissante concentration sur les ALE, personne ne met tous ses œufs dans le même panier. Les grandes puissances comme les États-Unis ou l'UE sont particulièrement habiles lorsqu'il s'agit d'utiliser tout un arsenal d'instruments de coercition sur les petits pays pour que ces derniers suivent leurs prescriptions de politique économique. Ils utilisent les agences de l'ONU, les institutions financières internationales (la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, les banques régionales de développement), l'OMC, leurs propres mécanismes d'aide au développement, les politiques unilatérales et des accords ordinaires suivant le schéma du bâton et de la carotte pour construire des alliances et obtenir des changements de politique. Même si les ALE vont très loin, il est important de ne pas les concevoir comme la seule chose qui se passe.

Tous les ALE ne sont pas créés égaux. Certains ALE sont essentiellement basés sur la domination.¹⁵ D'autres

sont plutôt basés sur la coopération. La plupart sont inévitablement un mélange des deux, mais à de différents degrés.

Les ALE nord-sud sont généralement conçus pour ouvrir les pays du sud aux entreprises privées du nord, leur offrant une liberté d'action. Ils procèdent surtout par le biais de l'investissement, les DPI et les dispositions liées aux services. (Les traités bilatéraux d'investissement font la même chose.) Ces trois domaines sont les chapitres les plus importants des ALE pour les pays industrialisés et ce, bien qu'il y en ait beaucoup d'autres aussi importants (voir encadré: *Anatomie d'un ALE*). Les pays du sud sont supposés y gagner un meilleur accès au marché: ils sont supposés obtenir la capacité de vendre davantage dans le pays "développé" puisque des tarifs douaniers moins élevés rendront leurs marchandises (et leurs services, s'ils en exportent) plus concurrentielles. La réciprocité entre deux partenaires inégaux ne les rend pas égaux mais elle renforce plutôt des relations de pouvoir inégales. Afin de faire fonctionner l'ensemble du projet, les pays du nord jettent souvent dans l'arène quelques cadeaux en liquide en guise d'aide à la capacité de construction du commerce ou de coopération au développement – une "douceur" amicale qui aidera à faire avaler l'amère "potion" de la domination.

Les ALE sud-sud, qui éclosent actuellement comme des champignons, sont invariablement des accords plus faibles. Jusqu'à présent, ils n'ont été que des plans de réduction des tarifs douaniers: les deux (ou davantage) parties acceptent de baisser les tarifs qu'ils appliquent mutuellement à leurs exportations réciproques et seulement pour une liste de marchandises limitée.¹⁶ Les gouvernements latino-américains se sont engagés dans de nombreux accords de ce type tandis qu'ils s'éloignaient de la substitution des importations et qu'ils adoptaient des stratégies de développement orientées vers l'exportation, dans les années 1980. Récemment, ce genre d'ALE simpliste est devenu populaire parmi les gouvernements asiatiques, en tant que moyen d'entretenir le commerce régional et d'aller plus loin dans l'expérimentation du potentiel de l'intégration économique, qui, malgré des années de déclarations officielles, n'est pas très développé en Asie. Aujourd'hui, néanmoins, les ALE sud-sud commencent à se répandre et vont du simple plan de réduction des tarifs douaniers au pacte de libéralisation économique plus large traitant à la fois des services et de l'investissement. Mais ils n'imposent pas encore de changements de politique aux pays signataires comme le font les accords nord-sud.

Les ALE sont motivés par des préoccupations plus larges que le "commerce". Ils sont principalement mus par un mélange de préoccupations géopolitiques, sécuritaires et économiques. Les préoccupations géopolitiques – les relations de pouvoir entre les pays – sont très évidentes dans les ALE des États-Unis et de l'UE, non seulement dans le choix des partenaires pour les ALE, mais aussi pour leur contenu même. Quelques exemples.

- Les États-Unis utilisent les ALE pour affaiblir l'opposition politique et sociale à Israël au Moyen-Orient et dans le monde arabe en général. Les exemples sont les ALE conclus avec la Jordanie, le Bahreïn et le Maroc: l'élément palestinien de l'ALE USA-Israël; les zones industrielles qualifiées entre Israël et l'Égypte, sponsorisées par les États-Unis; le jeu que l'on joue

¹⁴ Cité dans le SiamRath Daily du 27 octobre 2004.

¹⁵ Mis à part leur spectre domination-coopération, les ALE diffèrent énormément, par leur nom et leurs nuances. Nous avons les accords de libre-échange (ALE), les accords d'échanges préférentiels (AEP), les accords de coopération économique (ACE), les accords de partenariat économique (APE), les accords de partenariat économique globaux, les accords de partenariat économique stratégiques, les accords de coopération économique globaux, les accords commerciaux régionaux (ACR), les accords d'association (AA), etc.

¹⁶ On y fait généralement référence en tant qu'"accords commerciaux préférentiels" (ACP) ou même ACP "partiels".

avec l'Égypte (dans lequel les États-Unis tendent une carotte ALE, l'escamotent, la retendent et l'escamotent à nouveau, en fonction de la question du moment); et le projet d'ALE USA-Moyen-Orient dans son ensemble.

- Les ALE des États-Unis dans le monde arabe ont créé d'importantes difficultés aux alliances régionales telles que le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et la Ligue arabe. L'une des règles du CCG stipule qu'aucun membre ne peut s'engager indépendamment dans un ALE avec une tierce partie. Le Bahreïn a brisé cette règle en signant avec les États-Unis, causant une énorme tension dans le groupe, tension qui a duré plusieurs années. D'autres accords américains avec le

sultanat d'Oman et des négociations avec les EAU ont créé un *fait accompli* que le CCG – et surtout l'Arabie Saoudite – a été forcé d'accepter. Le Bahreïn a dû abandonner le long boycott d'Israël par la Ligue arabe à cause de son ALE avec Washington. L'accord États-Unis-Maroc empêche le Maroc d'appliquer des préférences tarifaires à des tierces parties qui ne sont pas exportatrices nettes de certains produits agricoles. Par conséquent, le Maroc n'est pas en mesure de respecter pleinement les engagements qu'il a pris dans l'accord d'Agadir, un ALE entre quatre pays arabes, qui devait servir de tremplin à l'ALE de la Ligue arabe. Et il y a aussi la tendance "le capitalisme arrête le terrorisme". À l'annonce de l'ouverture des négociations du TBI États-Unis-Pakistan, en septem-

Anatomie d'un ALE

Un typique ALE américain "intégral" peut couvrir 20 questions.

- **investissement:** un dispositif de droits permettant d'assurer aux entreprises d'une partie de pouvoir s'établir et avoir des activités dans un autre pays sans l'interférence de l'état ; comprend la mise en vigueur de ces droits, le droit pour les investisseurs de poursuivre le gouvernement étranger, ainsi qu'un mécanisme indépendant de règlement des différends qui repose sur une arbitration à huis clos à la Banque mondiale, plutôt que par les tribunaux nationaux
- **propriété intellectuelle:** un dispositif de droits permettant d'assurer aux entreprises d'une partie de posséder, en tant que propriété exclusive et pour la plus longue durée possible, toute forme de connaissance ou d'information (marques, variétés végétales et animales, formules pharmaceutiques, transmissions par satellite, pages Internet téléchargées sur les ordinateurs, méthodes d'affaires, etc.) dans un autre pays; comprend la mise en vigueur de ces droits par le droit pénal, plutôt que par le droit civil ; comprend habituellement la conformité obligatoire avec un certain nombre de traités internationaux sur la propriété intellectuelle
- **services:** le droit pour les entreprises d'une partie de posséder et d'opérer dans toutes les industries de service de l'autre pays: la banque,

le droit, la comptabilité, la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie, la culture, les communications, les transport, etc. (Un "service", comme il est dit, est tout ce qui ne peut pas vous tomber sur le pied.)

- **services financiers:** dispositions particulières visant à libéraliser les assurances, les retraites et les services liés à la banque, et l'élimination des contrôles sur le capital s'ils existent
- **environnement:** les deux parties s'accordent à appliquer leurs propres lois environnementales; peut comprendre la conformité obligatoire à quelques traités internationaux sur l'environnement
- **marchés publics:** le droit pour les entreprises d'une partie de fournir au gouvernement (national, provincial / état et municipal) de l'autre des biens et services acquis ou utilisés à des fins gouvernementales
- **mesures sanitaires et phytosanitaires:** les normes américaines seront appliquées (par ex. absence de barrières à la commercialisation des OGM)
- **barrières techniques au commerce:** les normes américaines seront appliquées (par ex. absence d'étiquetage des OGM)
- **accès au marché:** des tarifs douaniers et des quotas spécifiques, notamment pour l'agriculture, la pêche et les produits textiles
- **transparence:** le droit pour les entreprises d'une partie à être informées de l'élaboration de nouvelles lois dans l'autre pays et le droit de commenter

ces lois avant qu'elles ne soient adoptées, pour qu'elles ne soient pas défavorables à l'investisseur étranger

- **travail:** les deux parties s'accordent à appliquer leurs propres lois du travail ; peut comprendre un engagement à appliquer un certain nombre de normes du Bureau international du travail (mais pas les conventions du BIT)
- **commerce électronique:** empêcher la taxation des transactions commerciales menées sur Internet
- **règles d'origine:** seuils permettant de déterminer quand un produit peut être considéré "fabriqué en ___" pour raisons d'accès à un marché; pour les textiles, les États-Unis appliquent la règle "à partir du fil" (le fil lui-même doit provenir des États-Unis)
- **politique de concurrence:** les deux parties s'accordent à appliquer leurs propres politiques de concurrence
- **douane:** mesures concordées pour l'accélération des procédures douanières
- **recours commerciaux:** allocation limitée pour des garanties temporaires dans le cas de surimportation, en conséquence des ouvertures de marché
- **règlement des différends:** arbitrage auprès d'un forum au choix; permet le paiement de redevances en compensation, lorsqu'il s'agit d'une plainte relative au droit du travail ou à l'environnement

Plusieurs de ces questions ont été déclarées comme étant "non négociables" par les gouvernements du sud à l'OMC.

bre 2004, Robert Zoellick a déclaré: "Le Pakistan et les États-Unis sont partenaires dans le combat contre le terrorisme mondial. Un TBI basé sur les normes élevées contenues dans notre texte modèle peut jouer un rôle important dans le renforcement de l'économie pakistanaise, créant ainsi de nouvelles opportunités pour les exportateurs et les investisseurs des deux économies et contribuant à satisfaire aux conditions économiques permettant de contrer le terrorisme."¹⁷

- En Amérique latine, les ALE ont été utilisés par Washington dans plusieurs objectifs géopolitiques : contrôler la frontière avec le Mexique (par le biais de l'ALÉNA), pour créer une zone tampon contre Chavez (en offrant un Accord Cadre d'Investissement et de Commerce (TIFA), un TBI et un ALE à l'Uruguay, ce qui a divisé le MERCOSUR, une pierre angulaire économique sur laquelle Chavez voudrait pouvoir s'appuyer), isoler le Brésil (encore une fois en courtisant l'Uruguay et en déstabilisant le MERCOSUR) et maintenir la domination économique (par ex. le canal de Panama) et militaire dans la région (notamment en Colombie, où les conseillers militaires américains sont stationnés près de la frontière vénézuélienne pour aider l'armée colombienne dans son combat contre les FARC). En ce qui concerne le Moyen-Orient, la force motrice pour les ALE de Washington en Amérique latine a également imposé une énorme tension aux blocs régionaux – pas seulement le MERCOSUR, mais aussi la Communauté andine. Lorsque le sénat américain a applaudi l'ALE États-Unis-Pérou, le monde des affaires s'épancha: "Dans la mesure où les Péruviens peuvent [désormais] faire des choix au sujet de leur futur, il n'auront pas à se tourner vers Chavez pour obtenir des réponses."¹⁸ Bush fait maintenant pression sur le congrès pour qu'il ratifie l'accord États-Unis-Colombie, accord qualifié de "principal instrument politique dont disposent les États-Unis" pour contrer Chavez.¹⁹
- Les ALE américains traitent explicitement des questions militaires. L'accord paraphé avec la Syrie contient une disposition spéciale par laquelle Damas s'engage à rechercher "une zone moyen-orientale vérifiable sans armes de destruction massive, sans armes nucléaires, biologiques ou chimiques, et sans système de distribution de ces mêmes armes".²⁰ L'UE a cherché à obtenir le même accord avec l'Iran, et a même réussi à arrêter (du moins de façon temporaire) le programme d'enrichissement d'uranium de Téhéran comme préalable à la reprise des négociations ALE.²¹ Pendant ce temps, Bruxelles hésite quant à savoir s'il doit inclure ou exclure une clause sur les

armes de destruction massive dans ses ALE avec cette puissance nucléaire qu'est l'Inde,²² et évoluer vers un engagement plus large, non seulement pour prévenir la "prolifération des ADM", mais également pour "combattre le terrorisme" dans ses prochains ALE avec l'Amérique centrale et la Communauté andine.²³

- Les plans d'ALE du gouvernement australien commencent à fusionner sans complexe avec ses objectifs militaires. Avant d'ouvrir ses négociations ALE avec le Japon, en 2007, il a signé un pacte conjoint de coopération en matière de sécurité avec ce pays officiellement démilitarisé.²⁴ Des projets d'ALE Australie-Israël, devant être conclus à temps pour le sixième anniversaire d'Israël en 2008, sont étroitement liés à des plans conjoints de coopération en matière de défense, en plus d'inclure des opportunités d'affaires en armement high-tech que l'accord devrait apporter.²⁵

"Le sentiment qui est désormais transmis au monde est que la politique américaine est de ne signer des ALE avec d'autres pays que s'ils sont prêts à adhérer aux positions de la politique étrangère américaine. En d'autres termes, un ALE n'est pas nécessairement un accord par lequel toutes les parties tirent profit de l'expansion du commerce, mais plutôt une faveur à octroyer en fonction du soutien témoigné à la politique étrangère américaine."²⁶

Sidney Weintraub, Centre pour les études stratégiques et internationales

Le puissant ordre du jour de politique étrangère qui était les ALE américaines aide à comprendre pourquoi Washington choisit des pays avec lesquels les États-Unis ont très peu d'échanges commerciaux pour des ALE. Il est difficile de démêler les questions géopolitiques des questions sécuritaires qui mènent les ALE. Les questions sécuritaires ne sont pas simplement une histoire de fusils et de frontières. Les ordres du jour sur la sécurité recherchés par le biais des ALE s'étendent aujourd'hui visiblement à l'énergie et à l'alimentation, même s'ils s'appuient sur le commerce.

- Des pays comme la Chine, le Japon, les États-Unis et l'UE – tous de fervents incitateurs aux ALE – sont hautement dépendants des pays étrangers pour leurs besoins énergétiques. Dans son accord en attente avec le Brunei, le Japon a inclus, pour la première fois,

¹⁷ "United States, Pakistan Begin Bilateral Investment Treaty Negotiations", déclaration de presse USTR, 28 septembre 2004, <http://www.state.gov/e/eb/rls/prsr/2004/36573.htm>

¹⁸ "Peru is in, now where's Colombia?" Business Investor's Daily, éditorial, 4 décembre 2007. <http://www.investors.com/editorial/editorial-content.asp?secid=1501&status=article&id=281664179614983>

¹⁹ Agence France-Presse, "Bush wields Colombia trade deal to halt Venezuela", Washington DC, 8 décembre 2007, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=10626

²⁰ Accord d'association États-Unis-Syrie de 2004, article 4, à l'adresse : http://www.bilaterals.org/IMG/pdf/com2004_0808en01.pdf

²¹ Dilip Hiro, "No Carrots, All Stick", Mother Jones, 8 novembre 2004, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=941

²² "EU aide worried by calls to drop India WMD clause", Reuters, 2 mars 2007, à l'adresse : http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=7311

²³ Avant-projet de directive de négociation du projet UE-Canada à l'adresse : http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=8334 et avant-projet de directive de négociation du projet UE-Amérique centrale à l'adresse : http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=8336. Il n'est pas fait mention du terrorisme ou des ADM dans la directive de négociation du projet UE-ANASE.

²⁴ Kyodo, "Japan, Australia strike strategic security cooperation agreement", Tokyo, 13 mars 2007. http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=9759

²⁵ Mark Dodd, "Israeli deal to boost defence", The Australian, 26 septembre 2007. <http://www.theaustralian.news.com.au/story/0,25197,22483470-15084,00.html>

²⁶ Sidney Weintraub, "The politics of US trade policy", BBC, 3 septembre 2003. <http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/3169649.stm>

un chapitre sur l'énergie, assurant à Tokyo un approvisionnement garanti en pétrole et en gaz. C'est également ce qui a été conclu dans l'ALE Japon-Indonésie. L'ALE entre l'UE et le CCG, en attente depuis longtemps, négocié depuis 1990, est supposé permettre à l'UE de posséder des entreprises pétrochimiques dans les pays du Golfe. Les tarifs douaniers appliqués par l'Inde pour l'huile de palme, utilisée pour la production d'agrocarburant, ont constitué un problème épineux immobilisant l'ALE Inde-ASEAN.

- Le Japon et la Chine sont hautement dépendants du monde extérieur pour leur sécurité alimentaire, et ceci se reflète dans leurs stratégies d'ALE. Les ALE fournissent au Japon l'assurance d'approvisionnement en certaines denrées pour lesquelles il peut imposer des normes sanitaires et de sécurité au pays fournisseur. Avec les pays de l'ASEAN, le Japon a élaboré des dispositions sur les fruits tropicaux et les produits de la mer; avec l'Australie, il en élaborera sur le bœuf et les produits laitiers, et tout ALE potentiel avec la Chine couvrira certainement de façon spécifique les légumes et les oléagineux. Les préoccupations du Japon pour sa sécurité alimentaire se traduisent par l'exclusion systématique du riz de ses ALE et ce, afin de maintenir des tarifs douaniers élevés sur les importations (jusqu'à 500%), afin de conserver la viabilité de son industrie nationale du riz, et par la négociation visant à obtenir un meilleur accès aux eaux de pêche. Le programme chinois en matière de sécurité alimentaire se révèle de façon éclatante en Asie, où l'on voit que les Chinois construisent, pour le long terme, un système en sous-traitance de soutien à l'approvisionnement alimentaire. La libéralisation du commerce agricole a été le premier impact de l'ALE Chine-ANASE, l'ALE Chine-Thaïlande et les accords Chine-Philippines.²⁷ Un aspect de cet impact a été l'inondation du marché local par des fruits et des légumes chinois



Bush "négocie" avec Toledo [Pérou]. "Comme tu le sais, les conditions pour avoir un ALE sont: moi je garde mes subventions agricoles, toi tu abolis tes prix garantis, moi j'élargis mes brevets sur les médicaments, et toi tu me laisses privatiser votre biodiversité. Qu'en dis-tu?" "Quel que soit le prix!" (Image: Carlin)

bon marché, menant les agriculteurs thaïlandais et philippins à de sérieuses difficultés. Mais l'autre aspect est le flot d'acquisitions de terrains et d'investissements d'entreprise chinois visant à développer la production alimentaire locale destinée à l'exportation vers la Chine, notamment les denrées de base, comme le riz.²⁸

Des principes économiques rudimentaires, mais puissants: Les ALE et les TBI nord-sud sont vraiment des outils servant à élargir les droits d'investissement, les opportunités et les spectres d'action des sociétés transnationales du nord. Dans ce cadre, les droits de propriété – et plus particulièrement les DPI – sont un facteur crucial. Les droits d'investissement et les droits de propriété sont presque les deux faces d'une même médaille : ce qui est en jeu ici, c'est le contrôle sur les biens. Beaucoup d'ALE et de TBI incluent spécifiquement les DPI dans leurs définitions d'"investissement". Cela signifie un contrôle *privé* sur des biens *privés*, au-dessus et contre l'intérêt public et l'idée de ce qu'était auparavant le rôle de l'État. C'est à cela que la plupart des

ALE nord-sud se résument: étendre le contrôle et la propriété sur des ressources productives au bénéfice de sociétés transnationales ayant des racines historiques au nord.

Les ALE fournissent le contrôle en établissant des règlements et des normes – voulus par le nord – sur lesquels les deux parties finissent par s'accorder. Une fois qu'ils sont d'accord, les gouvernements du sud doivent souvent réécrire un certain nombre de leurs lois nationales pour qu'elles reflètent ces normes, et les deux parties désignent des organes conjoints pour voir leur accord mis en vigueur. Pour s'assurer de la bonne marche de tout ceci, un certain nombre de mécanismes de règlement des différends sont établis.

Plusieurs études de la Banque mondiale et de la CNUCED montrent qu'il n'y a pas de relation directe entre la signature d'un accord d'investissement et la réception d'une plus grande quantité d'investissement étranger. La Chine, l'Afrique du Sud et le Brésil sont des exemples de choix de pays qui ont capturé de grosses entrées de capitaux au cours de ces dernières années sans recours à de tels accords. Bien au

²⁷ Voir : la section sur le Chine-ANASE de [bilaterals.org](http://www.bilaterals.org/rubrique.php?id_rubrique=95) à l'adresse http://www.bilaterals.org/rubrique.php?id_rubrique=95; Kingkorn Narintarakul, "Thailand-China free trade agreement for whose benefit?", Asia Pacific Network on Food Sovereignty (APNFS), 2004 à l'adresse <http://www.apnfs.org/docs/apnfs2004kingkorn.pdf>; Natividad

Bernadino, "The ASEAN-China free trade area: issues & prospects", APNFS, 2004 à l'adresse <http://www.apnfs.org/docs/apnfs2004naty.pdf>

²⁸ GRAIN, "China-Philippines hybrid rice tie-up", 29 octobre 2002 at <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=18> et "Hybrid rice and China's expanding empire",

6 février 2007 at <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=176>. Voir aussi TJ Burgonio, "Probe sought on biofuels pacts between RP and China", Philippine Daily Inquirer, 20 mai 2007, à l'adresse http://newsinfo.inquirer.net/breakingnews/nation/view_article.php?article_id=67037

contraire, la signature d'un tel accord peut plutôt vous impliquer dans des différends juridiques coûteux pour ne pas avoir respecté les conditions d'investissement, se traduisant par des pertes financières nettes.

Les droits des sociétés transnationales créés par ces accords comportent le droit :

- d'être traité ni mieux, ni moins bien que les entreprises nationales ("traitement national")
- d'obtenir tout "meilleur" traitement qui est offert aux sociétés transnationales sous d'autres accords commerciaux ("nation la plus favorisée")
- de jouir d'une propriété sûre de tous ses biens: pas d'expropriation (aussi bien directe qu'indirecte), pas de nationalisation et des possibilités moindres que l'État n'émette des licences obligatoires dans l'intérêt public
- de réaliser les bénéfices anticipés – et le droit de poursuivre l'État au cas où une mesure ou une décision d'ordre public se met en travers du chemin
- de mener ses affaires avec le moins possible de tracasseries émanant du gouvernement: pas d'obligation à l'embauche de travailleurs locaux, pas d'obligation de transfert de technologie, pleine et entière liberté de transférer des fonds hors du pays et, généralement, peu de restrictions à la mobilité du capital
- d'avoir un accès direct aux processus locaux d'élaboration des politiques
- d'étendre leurs monopoles commerciaux à travers toute une liste de droits de propriété intellectuelle (marques déposées sur les sons et les odeurs; brevets sur la flore et la faune; des durées plus longues pour les droits d'auteur et les brevets; extension des brevets pharmaceutiques pour faire des tests sur les données, pour empêcher la 'commercialisation de génériques; nouvelles indications géographiques, émises sur la base du "premier arrivé, premier servi"; extension des droits d'auteur aux transmissions codées par satellite; etc.) et engagement de la part de l'État en question pour qu'il fasse respecter ces droits.

Après le programme du contrôle vient l'ouverture de nouveaux marchés. Les ALE ouvrent de nouveaux horizons alors qu'ils touchent des domaines sensibles sur lesquels les gouvernements ne peuvent se mettre d'accord à l'OMC: les services, l'investissement, le commerce électronique, et même certains domaines du commerce agricole et de la pêche. Tous les ALE nord-sud couvrent le commerce non seulement des marchandises, mais aussi celui des services. Les services représentent 60-70% des économies industrielles, en termes d'emplois et de revenus, et il s'agit du secteur du commerce mondial qui a crû le plus rapidement ces 15 dernières années. L'UE est le plus gros exportateur de services dans le monde (52%), suivi des États-Unis, de la Chine et du Japon.²⁹ De nombreux pays espèrent construire leur richesse future par le biais d'un commerce des services accru. Les ALE jouent un rôle clé dans ceci en engageant les pays à "ouvrir" – par la déréglementation et par la privatisation – le commerce des services au-delà des niveaux requis par l'OMC. Cela signifie permettre aux grandes entreprises étrangères de faire des affaires dans des secteurs auxquels elles n'auraient pas accès autrement. Cela peut être dans l'éducation, la banque, la comptabilité, les services

juridiques, les assurances, les retraites, les médias (journaux, radio, télévision) et le spectacle, les télécommunications, les transports et les services de distribution (poste, courrier rapide), les services d'utilité publique (énergie, eau), les services médicaux (hôpitaux), la vente alimentaire de détail et même la sécurité. Dans les ALE nord-sud les plus puissants, ceci est une invitation pour les entreprises occidentales à venir se saisir d'immenses zones de ce qui était jadis considéré comme des services publics et du rôle de l'État. Comme le montre de nombreuses expériences – surtout dans la privatisation de l'eau – ceci conduit à la dégradation du niveau de vie, surtout pour les pauvres, dans la mesure où les prix augmentent (rendant ainsi ces services inaccessibles) tandis que la responsabilité décroît.

Pour les pays du sud, le principal intérêt des ALE est d'obtenir un accès potentiel au marché. Cela se fait à un coût exorbitant.

- Dans les ALE nord-sud, l'accès des pays du sud au marché est en général de très petite taille. À travers l'accord de partenariat économique Japon-Philippines (JPEPA), le Japon a obtenu un meilleur accès au marché automobile philippin, de nouvelles opportunités de pêche dans les eaux philippines (pour remplacer les importations), de meilleures garanties à l'investissement et même le feu vert pour l'exportation de déchets toxiques, alors que les Philippines n'ont obtenu qu'une réduction des tarifs douaniers sur quelques fruits d'exportation et un quota leur permettant d'envoyer 100 infirmières par an au Japon. Avec l'accord Japon-Thaïlande, le Japon a obtenu de nouvelles opportunités d'investissement majeures dans les secteurs de l'automobile et de la santé, alors que la Thaïlande n'a obtenu qu'un misérable quota pour envoyer des cuisiniers et des masseuses au Japon.
- Dans l'agriculture, le déséquilibre est terrible. Les pays du tiers-monde doivent généralement démanteler leurs protections agricoles, sous la forme de contrôle sur les tarifs douaniers et les prix, alors que le pays industrialisé ne doit pas même toucher à ses subventions à l'agriculture, ce qui forme la base du dumping. L'accord États-Unis-Colombie en est un parfait exemple. Pendant la première année de l'ALE, il est estimé que les exportations agricoles américaines vers la Colombie vont grossir 73 fois plus que les exportations agricoles colombiennes vers les États-Unis.³¹
- De nombreux ALE nord-sud dressent des pays voisins du sud les uns contre les autres pour une concurrence sur l'ouverture du marché pour quelques produits. Par exemple, le Japon a individuellement promis aux Philippines, à la Thaïlande et à l'Indonésie, dans leurs ALE séparés, de grandes ouvertures nouvelles pour leurs mangues et leurs crevettes. Mais, les Japonais ne peuvent pas consommer des mangues et des crevettes au-delà de leur capacité. Et pourtant, les exportateurs des trois pays ont été amenés à croire qu'ils obtenaient là des accords spéciaux, sur une base privilégiée. Il s'est produit la même chose en Amérique latine, où les États-Unis ont promis à la Colombie, à l'Équateur et au Pérou de grandes oppor-

mars 2007, à l'adresse http://www.recalca.org.co/AAdoceducativos/4_AGRIO_BALANCE_AGRO_TLC.pdf

³² Aurelio Suárez Montoya, "La CAN obtiene nichos para comida exótica y entrega todos sus mercados masivos de cereales", BolPress, 5 novembre 2005, à l'adresse <http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2006051132>

²⁹ OMC, "Rapport sur le commerce mondial 2006", p. 12.

³⁰ Il est prévu que le Japon investisse lourdement dans l'industrie du tourisme de santé en Thaïlande pour les riches Japonais vieillissants.

³¹ Aurelio Suárez Montoya, "Agrío balance del agro en el TLC", RECALCA,

tunités pour leurs mangues, en échange de ce qui sera en fait la destruction de leur production nationale de céréales, de viande, de produits laitiers et leurs cultures d'oléagineux.³²

Alors qu'il y a des exceptions, l'accès au marché des pays du tiers-monde par les ALE nord-sud n'est le plus souvent qu'un mirage. Beaucoup de pays du sud ne sont spécialisés que dans quelques exportations primaires qui sont de plus en plus contrôlées structurellement par les sociétés transnationales. Les ALE les enfoncent davantage dans ce piège, plutôt que de soutenir la diversification – sans parler de souveraineté alimentaire. Les gouvernements du sud essaient toujours davantage d'appliquer la même formule aux accords commerciaux régionaux qu'ils signent entre eux, sans nécessairement traiter le problème de leurs similarités structurelles, ce qui mène à une concurrence inutile.

Tenir le public éloigné: Le secret enveloppe invariablement les ALE. Négociés à huis clos, seul un petit groupe d'experts désignés par le gouvernement y participe, les textes sont gardés secrets jusqu'à ce qu'ils soient signés et, dans la plupart des cas, les représentants élus n'ont que peu ou pas du tout d'influence sur la question. Pourquoi les pays les négocient, qu'est-ce qui est négocié, qui est impliqué dans le secteur des affaires, quels en seront les impacts: voici quelques-unes des questions qui surgissent constamment et qui reçoivent

toujours les mêmes réponses bancales. On nous dit que tout le monde le fait, et que l'on ne peut pas se permettre d'en être exclus, que nous ne pouvons pas connaître les détails de ce qui est en négociation parce que c'est confidentiel, mais d'espérer que nous allons voir de nouveaux emplois et de nouvelles perspectives d'affaires comme résultat.

Finalement, le plus gros souci avec le secret qui enveloppe les négociations ALE, ce n'est pas tellement le manque d'information ou de participation au processus du public. C'est le fait que de nombreux ALE subvertissent les lois nationales, qu'ils privent les systèmes juridiques nationaux de leur autorité et qu'ils ébranlent les principes établis dans les constitutions des états.

Le tapage économique, le langage sur le combat contre le terrorisme par le biais d'un commerce et d'un investissement libéralisés, et le discours sur le soutien à la démocratie qui entourent ces accords bilatéraux nous rappellent que le néolibéralisme et la force brute de l'impérialisme marchent main dans la main, dans ce 21^e siècle. Avec la diabolisation et la criminalisation en tant qu'ennemis de l'état de nombreux mouvements populaires contre les ALE et leur confrontation à la répression et aux opérations brutales des forces de sécurité, de telles connexions ne sont pas si éloignées des nombreuses luttes quotidiennes pour la justice, la dignité et la survie.



Mobilisation contre l'ALE Japon-Philippines, face à l'ambassade du Japon à Manille, novembre 2006

Les ALE et la biodiversité

bilaterals.org et GRAIN

(Septembre 2007)

Les accords bilatéraux de commerce et d'investissement (ALE) facilitent la privatisation, l'exploitation et la contamination de la biodiversité par les intérêts des grandes entreprises mondiales. La biodiversité est tellement cruciale pour la vie des populations locales et pour toute "alternative" aux modèles de développement dominants, et si complexement liée aux cultures locales, que les impacts des ALE sont une préoccupation vitale pour de nombreux mouvements populaires.

Privatisation

Les ALE poussent à la privatisation de la biodiversité en forçant les pays à modifier leurs lois sur la propriété intellectuelle, afin d'obtenir un niveau d'appropriation privée du vivant plus puissant que ce que l'OMC prescrit. Les pays concernés doivent souvent (a) modifier leurs lois nationales pour permettre le dépôt de brevets sur les plantes et les animaux ; (b) mettre en place des conditions de propriété sur les variétés végétales (semences) fiables pour les entreprises, en adhérant à l'Union internationale de protection des obtentions végétales (UPOV) ; et (c) faciliter le brevetage de microorganismes, en ratifiant le traité de Budapest. Certains gouvernements du sud essaient même d'utiliser les ALE pour mettre en place des droits de propriété intellectuelle (DPI) sur la connaissance traditionnelle liée à la biodiversité.

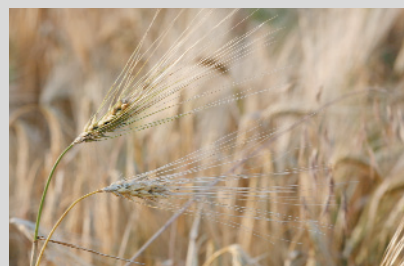
Ces modifications des droits nationaux ont transformé ce qui jadis "appartenait" aux communautés en propriété exclusive des sociétés transnationales. Les personnes doivent donc désormais s'acquitter de royalties sur l'utilisation de "leurs" produits. Sauvegarder et échanger des semences provenant de cultures qui sont dès lors la "propriété intellectuelle" de quelqu'un devient illégal. Les agriculteurs peuvent faire l'objet de poursuites si l'on trouve des gènes brevetés dans leur champ, même s'ils n'ont pas acheté ces semences auprès de la société en ques-

tion. Le but est d'accroître le profit et le contrôle du marché global pour l'industrie agroalimentaire et ses actionnaires. Les États-Unis ne signent pas d'ALE si ces dispositions n'y sont pas incluses. L'Union européenne (UE) incite également à la plupart de ces dispositions. Les gouvernements de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et le Japon utilisent également les ALE pour obtenir des DPI sur la biodiversité d'autres pays.

Exploitation

Les ALE facilitent l'exploitation de la biodiversité d'un pays par les sociétés transnationales et ce, de plusieurs façons. La bioprospection - la prospection et la recherche sur la biodiversité visant à isoler les gènes, les caractéristiques génétiques ou les processus à appliquer à de nouveaux produits commerciaux - est incluse dans ces accords commerciaux, généralement sous la rubrique des services et de l'investissement. Beaucoup de libertés et de droits nouveaux sont taillés sur mesure pour les compagnies étrangères : le droit de venir et d'effectuer des recherches, d'exporter du matériel biologique collecté, d'obtenir des droits de propriété sur le résultat des recherches, le fait de ne pas avoir à obtenir de domiciliation légale dans le pays dans lequel vous faites de la bioprospection, etc. Tout ceci pouvant aller à l'encontre de, et même avoir le dessus sur, certaines lois nationales sur la biodiversité.

Le Costa Rica, par exemple - le pays qui est à l'origine du mot bioprospection, lorsqu'en 1991, l'entreprise pharmaceutique TNC Merck a signé un contrat de 1 million d'USD avec INBio, l'institut national sur la biodiversité, pour passer au peigne fin les forêts de Costa Rica à la recherche de nouvelles plantes médicinales - a établi des règles très précises sur la façon dont les étrangers peuvent venir recueillir des échantillons biologiques. Ces règles se sont envolées avec l'accord de libre-



Les ALE constituent la ligne de front de l'expansion du brevetage du vivant aujourd'hui. Les implications pour les paysans, et pour la souveraineté alimentaire, sont énormes. Les brevets sur les semences donnent un profond pouvoir aux multinationales sur le système alimentaire mondial.

(Photo: Daniel Schwen)

échange de l'Amérique centrale (CAFTA), dont les libertés pour les investisseurs américains seront désormais appliquées en lieu et place de la loi nationale sur la biodiversité. Le gouvernement malaisien s'inquiétait que ce phénomène puisse se reproduire à travers son ALE avec le Japon, il a donc exclu de la réglementation de l'ALE régissant l'investissement ses lois sur la bioprospection.

Dans l'ensemble, les ALE facilitent également l'organisation de la production, la transformation et/ou les installations d'exportation pour les sociétés transnationales. Ceci ne se produit pas uniquement par l'expansion des entreprises du nord, mais aussi par celle des entreprises du sud, comme Charoen Pokphand (CP) en Asie. En offrant de nouveaux droits et de nouvelles libertés d'opération à ces sociétés transnationales, ainsi que d'autres incitations financières, les firmes sont encouragées à mettre en place des filiales locales. Dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage, ceci implique généralement que les agriculteurs adoptent des semences et des races développées pour les conditions de monoculture et de haute technologie. En ce qui concerne la pêche, cela peut signifier que des entreprises étrangères obtiennent le droit d'exploiter des peuplements de poisson locaux, une préoccupation majeure de l'ALE Japon-Philippines (JPEPA). L'expansion de la production alimentaire industrielle détruit la biodiversité locale, soit en l'épuisant, soit en la remplaçant par quelques espèces hautement profitables et vendables, et approuvées par les sociétés.



Des agriculteurs à Araypalla, Pérou, en 2006: "Un domaine de plus qui sera libéralisé avec les ALE, c'est la distribution des semences et des produits génétiquement modifiés. L'arrivée massive du maïs transgénique en provenance des États-Unis va priver les cultivateurs latino-américains de la capacité de protéger leurs cultures de la contamination génétique et va nier le droit des gens à savoir ce qu'ils mangent" (Photo : Francisco Molino)

Contamination

De plus en plus, les ALE sont instrumentalisées pour que les pays ne puissent empêcher les essais, le lancement commercial et la consommation de masse d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Les dispositions sur les SSP (standards sanitaires et phytosanitaires) déterminent quelles normes de santé et de sécurité peuvent "interférer dans" le commerce agricole, qui normalement ne devraient pas être altérées. Alors que la production alimentaire mondiale se délocalise de plus en plus, et que le commerce agricole mondial croît, les pays sont désireux de préserver leurs propres normes de santé et de sécurité. Mais, les États-Unis insistent avec véhémence pour que leurs normes soient appliquées à leurs partenaires dans les ALE. L'UE adopte le même comportement avec ses propres normes MPS, qu'elle appelle "non-négociables". Et parallèlement, les dispositions sur les OTC (obstacles techniques au commerce) limitent la réglementation sur l'étiquetage.

Washington demande de plus en plus à ses partenaires d'ALE d'accepter que tout aliment ou produit agricole autorisé pour l'exportation depuis les États-Unis soit automatiquement approuvé pour l'importa-

tion. Les États-Unis se chargent de tous les tests, en appliquant leurs propres critères, et l'autre gouvernement doit accepter de leur faire confiance. (Les différends ne sont même pas autorisés.) Et pourtant, les États-Unis n'ont pas de système de sécurité alimentaire national, et encore moins crédible, alors qu'ils pratiquent une agriculture extrêmement

dépendante des produits chimiques, des OGM et d'autres technologies controversées comme l'irradiation. La Corée a interdit l'importation de bœuf américain dès que l'ESB (la maladie de la vache folle) a été découverte aux États-Unis, et pourtant Washington a émis comme condition préalable à la signature de son ALE avec Séoul la réouverture de marché coréen du bœuf.

Pendant ce temps, les mouvements de consommateurs, les organisations paysannes et beaucoup d'autres organisations

encore essaient d'empêcher la contamination des aliments et des systèmes alimentaires par les OGM. Sous la pression de Monsanto et d'autres entreprises, le gouvernement américain utilise des voies détournées offertes par les négociations des ALE pour forcer l'acceptation des OGM par ces pays qui y sont encore réfractaires. Ils ont fait pression sur l'Australie, l'Équateur, la Thaïlande, la Malaisie et la Corée, entre autres, pour qu'ils suivent cette voie. La pression populaire en Australie a empêché toute ouverture immédiate du marché aux produits génétiquement modifiés en provenance des États-Unis. Mais, les deux gouvernements se sont mis d'accord pour créer un comité qui poursuivra ces pourparlers. Washington et Séoul auraient signé un protocole d'accord par lequel la Corée s'engagerait à ne pas discriminer les marchandises américaines dans sa mise en application du Protocole sur la biosécurité de la Convention sur la diversité biologique. Cela signifie que les aliments génétiquement modifiés en provenance des États-Unis ne devraient pas, dans la mesure du possible, être étiquetés en tant que tels lorsqu'ils arrivent sur le marché coréen, puisque cela pourrait être dommageable aux ventes américaines agroalimentaires.



La menace de la maladie de la vache folle est un élément important de l'opposition publique à l'ALE États-Unis-Corée. Washington utilise offensivement son ALE pour rouvrir le marché coréen aux exportations américaines de bœuf. (Photo : Chamsaesang)

Que se passe-t-il, et où?

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

Selon la Banque mondiale, à la mi-2004, il y avait un total de 229 ALE en vigueur dans le monde, et 174 pays en avaient signé au moins un.¹ C'est une estimation prudente, et évidemment obsolète, bien que ce soit le dernier chiffre publié. Il ne prend pas en compte les ALE signés mais pas encore appliqués, ni ceux encore en négociation ou qui se profilent déjà.

Selon l'OMC, au début mars 2007, un total de 194 ALE avait été "notifiés" à l'organisation.² Il ne s'agit que d'un sous-ensemble de tous les ALE. L'OMC requiert que ses membres l'informent de tout accord commercial externe qu'ils signent, afin d'en examiner la compatibilité avec ses propres règles. En réalité, tous les membres de l'OMC ne le font pas, ils ne le font pas non plus pour tous leurs ALE. De nombreux pays non-membres de l'OMC ont passé des ALE.

Selon la Banque asiatique de développement, à la fin 2006, il y avait 192 ALE — 84 conclus, 57 en négociation et 51 proposés — en Asie et dans le Pacifique uniquement.³ En Amérique latine, l'Organisation des États américains parle de 81 ALE (de toutes sortes) en vigueur et ce, du Canada au Chili.⁴

La CNUCED dit avoir recensé 5.500 accords internationaux liés à l'investissement en place au début 2007 — un chiffre qui grossit de trois par semaine.⁵ Ceci inclut non seulement les TBI et les ALE avec un chapitre sur l'investissement, mais aussi les conventions en matière de double imposition (accords entre deux pays visant à ne pas imposer deux fois la même entité, que ce soit une entreprise ou un travailleur). À part ceux-ci, on compte environ 2.500 TBI en application. Près de 644 d'entre eux sont des TBI sud-sud, le segment qui croît le plus rapidement ces dix dernières années.⁶

Il y a de nombreux processus et différentes logiques en jeu. Pour comprendre les différents dynamiques, nous allons regarder les grands acteurs, région par région.

Asie et Pacifique

En termes de dynamique nord-sud, les États-Unis, l'UE, l'AELE, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande essaient activement d'obtenir des ALE en Asie.

Les États-Unis jouent plusieurs cartes à la fois. Alors que les rumeurs concernant une zone de libre-échange entre les membres de l'APEC couvrant tout le Pacifique vont et viennent, Washington agite encore plus fort quelques autres manettes. Les États-Unis veulent un ALE avec l'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique), qu'ils poursuivent en allant du bas vers le haut: tout d'abord des ALE bilatéraux avec chaque



La frénésie pour les ALE : tous les gouvernements du monde semblent en vouloir un - et s'ils n'en ont pas, ils se sentent mis à l'écart (à l'écart de quoi ?)

membre, puis un seul ALE avec l'ASEAN dans son ensemble. Après qu'ils ont obtenu un ALE très fort avec Singapour, les Américains sont ensuite allés en Thaïlande et en Malaisie. Les négociations thaïlandaises échouèrent à cause des protestations populaires, suivies d'un coup d'état, et l'Indonésie et les Philippines ne sont pas prêtes à commencer les négociations (aux yeux de Washington), c'est pourquoi c'est un plan qui avance avec lenteur. Pendant ce temps, les États-Unis ont remporté un accord mitigé avec la Corée du Sud — un partenaire commercial très puissant et un point d'ancrage géopolitique important pour Washington — mais il n'a pas encore été ratifié. En Asie du sud, les États-Unis prennent les choses pas à pas avec l'Inde — s'assurant dans un premier temps d'un accord nucléaire, puis passant à une coopération agricole plus approfondie — et, prudemment, ils ne sont pas pressés. Avec le Pakistan et le Bangladesh, les États-Unis essaient d'établir tout d'abord des relations d'affaires claires grâce aux TBI. Pendant ce temps, les États-Unis ont trop de problèmes urgents avec Pékin — un déficit commercial phénoménal, le besoin que le yuan soit

¹ Denis Medvedev, "Preferential trade agreements and their role in world trade", document de travail de recherche de la Banque mondiale 4038, octobre 2006, <http://go.worldbank.org/2KKER5K700>.

² Voir http://www.wto.org/english/tratop_e/region_e/summary_e.xls.

³ La base de données sur les ALE est disponible sur le site Internet de l'Asia Regional Integration Centre (Centre d'intégration régionale Asie), lancée par la BAD en octobre 2006: <http://aric.adb.org/FTABCountryAll.php>

⁴ Voir la base de données SICE à l'adresse: http://www.sice.oas.org/agreements_e.asp. Nous excluons l'accord multilatéral du décompte, mais nous conservons le reste.

⁵ Voir <http://www.unctad.org/Templates/meeting.asp?intItemID=1942&lang=1&m=13507>.

⁶ CNUCED, "Rapport sur l'investissement dans le monde, 2006" <http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intItemID=3968&lang=2>

dévalué – pour pouvoir même envisager un ALE.

L'Europe reste quelque peu distante. L'Association européenne de libre-échange (AELE) a obtenu quelques accords ici et là, et l'UE a promis à l'ASEAN un ALE comme celui des États-Unis. Mais l'UE a été distraite par d'autres problèmes ces dernières années,⁷ et ce n'est que maintenant que les choses commencent à bouger. D'ici à 2008, l'UE s'attend à avoir conclu des accords avec la Corée, l'ASEAN et l'Inde. Elle a aussi commencé à travailler avec la Chine afin d'affermir leurs relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont sélectivement essayé d'enranger des accords avec d'autres pays de la région. Le menu type, à savoir Thaïlande, Malaisie, Corée et Inde, est sur leur radar. Et les deux pays veulent attraper les gros poissons: la Chine et le Japon. Le gouvernement travailliste australien, élu fin 2007, est un partisan convaincu du libre échange.

Malgré sa forte dépendance extérieure alimentaire et énergétique, et sa position géopolitique cruciale, Tokyo n'a jamais réellement eu de stratégie ALE. Son secteur des affaires, officiellement représenté par la fédération Nippon Keidanren, fait pression sur le gouvernement depuis des années, mais les gouvernements Démocrates Libéraux successifs n'ont pas été capables de lui offrir davantage que de simples traités d'amitié un peu arrangés. Le Mexique, Singapour, la Malaisie, la Thaïlande et les Philippines composèrent les premières incursions japonaises en matière d'ALE — et ce n'étaient pas des accords inoffensifs. Mais maintenant que Washington, le grand rival, a signé un accord avec Séoul, dont les répercussions sont évidentes et immédiates pour certains conglomérats japonais, Tokyo essaie d'être plus audacieux et plus offensif,⁸ avec pour objectif final d'orchestrer un ALE englobant toute l'Asie, y compris l'Inde, la Chine, l'ASEAN et la Corée. À moins que quelque chose ne change dans ses relations avec la Chine et la Corée, c'est encore un rêve hors de portée. Il est à prévoir que le Japon décide d'augmenter la profondeur et la portée de ses ALE ; ceci est visible dans ses accords les plus récents avec Bangkok, Manille et Kuala Lumpur.

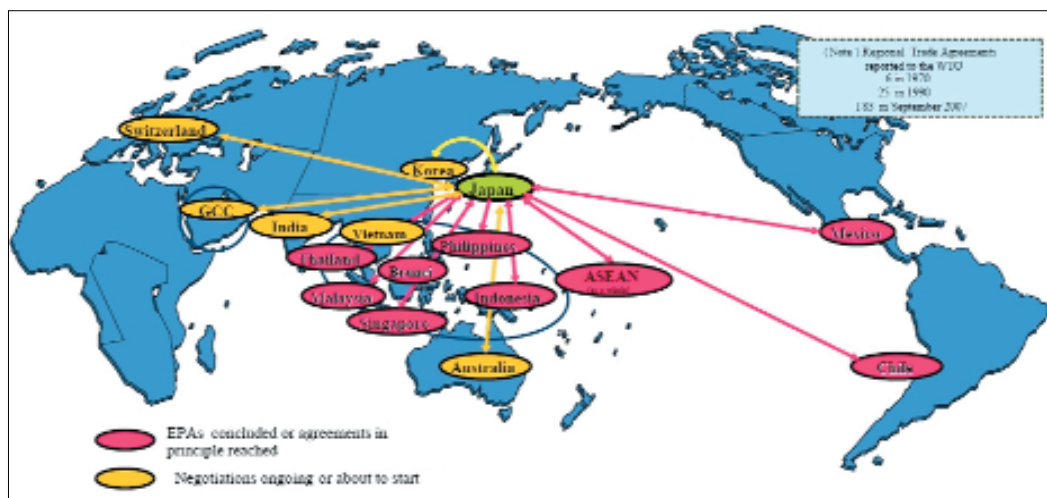
Sur l'axe sud-sud, les acteurs principaux des ALE dans la région sont la Chine, l'Inde, la Corée, Singapour, la Thaïlande et Taïwan. Tout le monde recherche un

accord avec l'ASEAN, bien que son secrétariat ne commence que depuis peu à admettre la notion que des ALE peuvent compenser un OMC défaillant. De gros accords, vus depuis la base, sont en construction aux niveaux Chine-ASEAN, Inde-ASEAN et Corée-ASEAN. Singapour, la Corée, la Thaïlande et Taïwan passent des accords avec quelques pays, et Singapour s'est engagé dans un programme d'ALE très actif. L'Inde a quelques ALE avec le Sri Lanka, Singapour et l'île Maurice et, en dehors de la région, elle s'est engagée avec le MERCOSUR, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et l'UE, mais elle ne semble pas avoir un plan bien défini. La Chine et l'Inde sont les grandes puissances asiatiques convaincues que les ALE sont une approche nécessaire et qui travaillent activement à étendre leurs réseaux.

En termes de blocs régionaux, il ne se passe pas grand-chose. L'ASEAN, le SAARC (Association sud-asiatique de coopération régionale), le BIMSTEC (Bay of Bengal Initiative for Multi-Sectoral Technical and Economic Cooperation) planifient tous de créer des marchés communs, mais ils sont soit peu puissants (par ex. l'accord de libre-échange de l'ASEAN (AFTA) et l'ALE BIMSTEC), soit ils n'arrivent pas à décoller (l'accord de libre-échange sud-asiatique, SAFTA).

Asie occidentale et Afrique du Nord

En ce qui concerne la politique nord-sud, le Moyen-Orient est un carrefour de concurrence pour l'obtention des accords et ce, pour deux raisons évidentes: le pétrole et Israël. Les États-Unis et l'UE ont tous deux des plans grandioses pour des ALE séparés englobant la région. Celui des États-Unis s'appelle l'ALE US-Moyen-Orient (Middle-East Free Trade Agreement, MEFTA), dont l'achèvement est prévu en 2013. Celui de Bruxelles s'appelle l'ALE euro-méditerranéen (Euro-Mediterranean FTA, EMFTA), prévu quant à lui pour 2010. S'ils réussissent, ces deux accords différeront de la même façon dont les ALE américains et européens diffèrent: le MEFTA mettra l'accent sur des règles d'affaires intraitables et ôtera toute discrimination à l'égard d'Israël; l'EMFTA amènera la région vers une harmonisation politique avec l'UE. Mais ils engloberont les mêmes pays (sauf la Libye et la Turquie) et les soumettront à une forte pression pour qu'ils se conforment aux ordres du jour commerciaux et géopolitiques occidentaux, par des offres de marché entrant en



La carte des ALE du Japon, en octobre 2007
(Image : Ministère japonais des affaires étrangères)

⁷ Elle s'est davantage concentrée sur l'énergie en Amérique latine, dans les pays du Golfe, dans la région méditerranéenne et à l'OMC.

⁸ Voir MITI, "Japan releases 2007 report on compliance by major trad-

ing partners with trade agreements – WTO, FTA/EPA, and BIT", 16 avril 2007, wikifié à l'adresse:

http://www.bilaterals.org/article.php?id_article=7911

concurrence.⁹ L'UE est bien avancée sur sa feuille de route vers l'EMFTA, bien qu'elle subisse les conséquences de la non-exécution de la clause sur les droits humains contenue dans ses ALE avec Israël et qu'elle n'ait pas encore été en mesure de signer un accord avec la Syrie. Les États-Unis sont moins avancés sur leur feuille de route vers le MEFTA. Ils ont des ALE en vigueur avec Israël, le Bahreïn, la Jordanie et le Maroc; un accord est conclu avec Oman, l'accord USA-EAU a calé à cause de la paranoïa sur la sécurité aux États-Unis; et le reste est en construction.

Là où l'EMFTA et le MEFTA ne se concurrencent pas géographiquement, l'UE essaie d'obtenir des accords séparés. Cette pratique concerne l'Iran, l'Irak et les pays du Golfe, avec lesquels l'UE négocie un ALE bloc à bloc depuis 1990. L'accord UE-CCG tarde à aboutir à cause de l'hésitation des pays du Golfe à donner aux entreprises de l'UE des droits de propriété sur les entreprises pétrochimiques de la région.

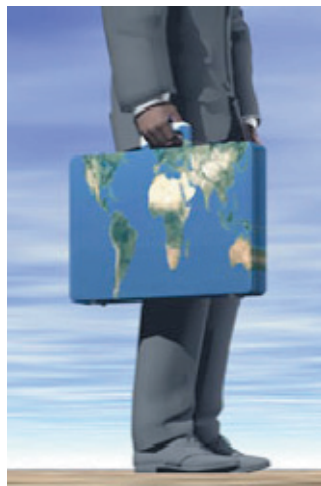
En ce qui concerne d'autres parties du globe, le groupe AELE, mené par la Suisse et la Norvège, n'est qu'à un pas derrière les États-Unis et l'UE. L'AELE a ses propres ALE avec la plupart des pays de la région.

La plupart des autres puissantes économies essaient de sceller leurs propres ALE avec le CCG. Le Japon, l'AELE, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont soit débuté leurs négociations, soit sont sur le point de lancer des négociations avec le CCG.

Il existe plusieurs initiatives régionales d'importance visant à former des blocs commerciaux sud-sud : l'Union maghrébine arabe (Algérie, Libye, Mauritanie, Maroc et Tunisie), l'accord d'Agadir (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc), le grand ALE arabe (pays de la Ligue arabe) et le CCG. Le CCG attire la plupart des demandes d'ALE en provenance de l'extérieur de la région à cause de son pétrole. La Chine, le MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay et Venezuela), la Corée, le Pakistan et Singapour sont les premiers sur la liste. Sous forme bilatérale, l'Égypte, Israël et le Maroc sont ceux qui comptent le plus d'ALE avec d'autres pays.

Afrique sub-saharienne

La scène commerciale en Afrique est le théâtre d'une lutte acharnée entre les accords de partenariat économique (APE) de l'UE, la lutte visant à établir les formations régionales sur de meilleures bases, et l'importante pénétration chinoise du continent.



En tournée : il n'y a presque aucun pays qui ne soit engagé dans un ALE, ou des négociations pour un ALE, à l'heure actuelle.

Les APE de l'UE sont les plus gros projets en discussion, puisqu'ils promettent de façonner les économies africaines d'une manière massive et dévastatrice.¹⁰ Ces accords sont simplement des ALE entre l'UE et quatre différentes régions africaines crûment définies par Bruxelles pour des motifs de négociation : l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique orientale et australe, et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).¹¹ Les APE devaient être signés avant la fin 2007 et ils devraient donner à l'UE une couverture complète de l'Afrique en terme d'ALE.¹² Ils visent à remplacer l'actuelle relation commerciale préférentielle entre l'Europe et l'Afrique (par laquelle l'Afrique a accès en franchise du marché européen) par un mécanisme réciproque de libéralisation à pleine échelle (par lequel l'Europe aura accès en franchise à l'Afrique) : investissement, services, agriculture,

DPI, pêcheries, travaux. Si les APE finissent par être instaurés, l'Afrique sera inondée de produits et d'entreprises européennes qui vont s'emparer de tout. Les états africains perdront leur principale source de revenus et le peu de capacité qu'ils ont d'être compétitifs.

La simple menace des APE a poussé de nombreux gouvernements africains à prendre plus au sérieux la possibilité de renforcer leurs propres blocs commerciaux régionaux. L'Afrique est couverte d'un patchwork de formations sous-régionales – SADC, SACU, COMESA, CEDEAO, CEMAC, COMESSA, UEMOA,¹³ etc. – qui se situent à plusieurs niveaux d'intégration, y compris par des ALE. La SADC et la SACU sont supposées avoir des marchés libres, le COMESA est sur le point d'en mettre un en place et la CEDEAO est sur la voie (suite à quoi elle fusionnera avec l'UEMOA). La question qui fait couler beaucoup d'encre est de savoir s'il faut (et si oui, comment) construire une plus profonde intégration régionale par le biais de communautés économiques fragiles, si on les compare aux APE de l'UE.

Les États-Unis n'ont pas remporté de grands succès avec leurs ALE en Afrique. Ils ont essayé pendant de nombreuses années auprès de la SACU (Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland), afin d'être à la hauteur de la présence européenne ancrée en Afrique du Sud, mais cela s'est retourné contre eux, principalement à cause des exigences excessives de Washington en termes de DPI. (L'AELE qui, par contraste, a adouci ses exigences DPI auprès de la SACU et a remporté un ALE.) Les États-Unis s'appuient sur une loi américaine unilatérale sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunities Act, AGOA) pour conquérir le cœur et l'esprit des gouvernements africains, pendant qu'ils essaient d'estimer la possibilité d'ALE bilatéraux – tout en négociant pendant ce temps des accords-cadres sur le commerce et l'investissement (Trade and

organes d'intégration économique locaux. Par exemple, la Zambie fait partie du groupe ESA pour les négociations UE et ce, même si en Afrique, elle fait normalement partie de la CDAA.

¹² Auparavant, l'UE n'avait un ALE qu'avec l'Afrique du Sud.

¹³ La Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Union douanière d'Afrique australe, le Marché commun de l'Afrique australe et orientale, la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale, la Communauté des États sahélo-sahariens et l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

⁹ Le niveau de concurrence dépend de ce que les États-Unis décident sur les règles d'origine: soit ils respectent le système UE, qui reconnaît tous les pays de la région comme un seul et unique pays d'origine (règles "cumulatives"), soit ils continuent à vouloir imposer leur propre système.

¹⁰ Pour une vision d'ensemble, voir la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Afrique, "The economic and welfare implications of the EU-Africa Economic Partnership Agreements", ATPC Briefing N° 6, mai 2005, à l'adresse http://www.uneca.org/atpc/Briefing_papers/6.pdf

¹¹ La constitution actuelle de ces groupes est en contradiction avec les

BUSH'S LEGACY ON BILATERAL TRADE & INVESTMENT DEALS

FTAs signed:

- Chile (2002)
- Singapore (2003)
- Australia (2004)
- Bahrain (2004)
- Morocco (2004)
- Laos (2004)
- Costa Rica (2005)
- Dominican Republic (2005)
- El Salvador (2005)
- Honduras (2005)
- Guatemala (2005)
- Nicaragua (2005)
- Oman (2006)
- Colombia (2006)
- Peru (2006)
- Panama (2007)
- Korea (2007)

FTA talks started/ongoing:

- SACU (since 2003)
- Thailand (since 2004)
- Ecuador (since 2004)
- UAE (since 2005)
- Malaysia (since 2006)

BITs signed:

- Azerbaijan (2001)
- Croatia (2001)
- Uruguay (2005)

TIFAs signed:

- Algeria (2001)
- COMESA (2001)
- Bahrain (2002)
- Brunei (2002)
- Sri Lanka (2002)
- Thailand (2002)
- WAEMU (2002)
- Saudi Arabia (2003)
- Central Asia (2004)
- Kuwait (2004)
- Malaysia (2004)
- Qatar (2004)
- UAE (2004)
- Yemen (2004)
- Mozambique (2005)
- ASEAN (2006)
- Cambodia (2006)
- Liberia (2007)
- Uruguay (2007)

Other pursuits:

- Algeria FTA
- APEC FTA
- ASEAN FTA
- Bangladesh TIFA
- CARICOM (Caribbean) FTA
- Egypt FTA
- Free Trade Area of the Americas
- Georgia FTA
- Ghana FTA
- India FTA
- Middle East FTA
- New Zealand FTA
- Switzerland FTA
- Tunisia FTA
- Uruguay FTA



L'administration Bush s'achèvera avec un lourd héritage sur le front de l'élaboration d'accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement.

(Source : GRAIN)

Investment Framework Agreements, TIFA), une condition préalable pour un ALE avec les États-Unis), et des TBI – avec des pays individuels.¹⁴

Mis à part l'UE et les États-Unis, la plupart des pays essaient d'obtenir des ALE avec des pays africains en passant directement par la locomotive économique de la région, l'Afrique du Sud, avec sa formation d'union douanière, la SACU. La Chine et Singapour négocient actuellement des ALE avec la SACU. L'AELE et le MERCOSUR en ont déjà signé un. L'Inde se prépare à faire une offre. Les ALE de la Chine et de l'Inde avec la SACU sont importants parce que ces deux pays engagent actuellement d'énormes investissements en Afrique. La Chine assure surtout son approvisionnement en pétrole et en minerais, alors que l'Inde s'intéresse à l'activité minière, à l'automobile et à l'industrie textile. Bien qu'historiquement, l'UE ait été le partenaire commercial principal de l'Afrique, la Chine, et jusqu'à un certain point l'Inde, s'approprient une part de plus en plus grande du gâteau. L'officialisation de ces relations par des ALE — et les politiques qui les accompagnent — semble être la prochaine étape évidente.

Amérique latine et Caraïbes

L'Amérique latine est un monde très différent de l'Asie et de l'Afrique en termes d'ALE. La région a été durement frappée par la poussée excessive vers le néolibéralisme exercée par les États-Unis. Historiquement, cette poussée a été en majorité impulsée par l'intermédiaire de la Banque mondiale et du FMI et, plus récemment, par les ALE et autres accords bilatéraux. En plus de l'ALENA, les États-Unis sont également parvenus à des ALE avec le Chili, le Pérou, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, la République dominicaine, le Salvador et le Panama. Les négociations n'ont pas abouti avec l'Équateur, après que Quito a insisté pour que Occidental Petroleum paie les impôts dus. Les États-Unis essaient maintenant de briser la cohésion du MERCOSUR, dans lequel règnent les géants commerciaux que sont l'Argentine et le

Brésil, en attirant l'Uruguay dans la sphère de Washington. Bon nombre de ces accords bilatéraux ont été conçus parce que les États-Unis ont échoué à réaliser l'accord de libre-échange des Amériques couvrant toute la région et englobant toute l'Amérique du nord, du sud et centrale, excepté Cuba.

L'UE a suivi les États-Unis à la trace de leurs ALE dans la région. Après que l'ALENA ait été signé, l'UE a négocié son propre accord avec le Mexique. Cela s'est produit également avec le Chili, l'Amérique centrale et la région des Andes. La seule et unique différence est que l'UE est en train de négocier un ALE avec le MERCOSUR, chose politiquement impossible pour les États-Unis.

L'AELE, comme les États-Unis et l'UE, possède un accord commercial avec le Mexique et le Chili, et elle se prépare à engager des pourparlers avec la Colombie et le Pérou. Le Japon a signé un ALE avec le Mexique et le Chili, mais rien d'autre en vue pour l'instant. L'Australie fait de l'œil au Chili, et peut-être même au Mexique, alors que le Canada a déjà un traité avec le Chili et le Costa Rica et qu'il espère nouer quelque chose de plus conséquent avec l'Amérique centrale. La Nouvelle-Zélande, le Chili, Singapour et le Brunei ont signé ensemble un ALE appelé P4 – l'accord de partenariat économique et stratégique transpacifique.

À l'exception de l'éventualité d'accords avec l'Uruguay et les Caraïbes, il est improbable que les États-Unis aillent plus loin pour l'instant sur le front des ALE en Amérique latine. La tendance parmi les gouvernements vise bien davantage le renforcement du commerce et de l'investissement régionaux, que ce soit par la Communauté andine, le MERCOSUR, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ou l'ALBA (l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, le programme anti-ALE de Chavez). La majorité démocratique au Congrès américain et le non-renouvellement du pouvoir de procédure rapide à Bush font que la Maison blanche a moins de liberté pour utiliser tous les coups possibles afin de voir son ordre du jour commercial appliqué.

¹⁴ Selon l'*International Trade Daily*, Washington essaie de développer une "maquette" pour la négociation des ALE dans la région, surtout depuis que, en plus des pays de l'UDAA, le Mozambique et le Ghana ont exprimé leur intérêt dans la négociation d'ALE avec les États-

Unis. (Voir Gary Yerkey, "US, Five African nations set new talks on free trade accord for February, April", ITD, Washington DC, 18 janvier 2006.) Depuis lors, les États-Unis ont signé un TIFA avec le Mozambique.

Une dynamique sud-sud de commerce et d'investissement changeante

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

La plupart des gens pensent la politique commerciale internationale en termes d'une dynamique typique nord-sud: un nord riche et impérialiste qui brime un sud pauvre et opprimé. Et pourtant, alors que les ALE nord-sud et les traités d'investissement demeurent les véhicules les plus puissants pour paver la route des multinationales du nord, les ALE sud-sud et l'émergence de multinationales des régions australes constituent de nouvelles réalités importantes qui nous poussent à changer notre façon de concevoir les relations économiques et les puissances mondiales, plus particulièrement lorsque cette façon de voir vient du sud.

Le nouvel axe sud-sud

Le commerce sud-sud représente dans le monde environ 6% de l'ensemble du commerce des marchandises et 10% du commerce des services. Mais il croît relativement rapidement, de 11% par an, avec un point de départ très bas il n'y a pas si longtemps.¹ 27% des exportations africaines se dirigent maintenant vers l'Asie, presque à égalité avec les exportations vers l'UE (32 %) ou les États-Unis (29 %).² La moitié du commerce des pays en développement d'Asie se fait entre ces pays eux-mêmes.³ Ainsi, il n'est plus possible de tout voir au travers du prisme nord-sud.

C'est dans l'investissement sud-sud, en revanche que les choses bougent véritablement.⁴ Il ne passe rarement un jour sans que les journaux locaux de Mumbai ou de São Paulo ne rapportent de nouveaux contrats d'investissement signés par des multinationales de pays en développement, ou des gouvernements eux-mêmes, vers d'autres pays en développement. Il s'agit souvent de projets d'infrastructures lourdes, d'extraction, d'usinage ou de transformation: le roi du soja en Argentine développant des plantations au Venezuela, la Chine signant un emprunt massif avec la République Démocratique du Congo, avec du cobalt en contrepartie, la Malaisie, qui fait libérer des champs pour la production d'huile de palme à Mindanao (Philippines), l'entreprise publique de fourniture d'énergie électrique de Zambie qui signe un contrat de 150 millions de dollars avec l'empire indien Tata afin de construire une nouvelle centrale électrique, etc. Parfois, ces entreprises se concentrent purement et simplement sur la restructuration financière, comme, par exemple, la création de la

toute neuve Banque du Sud, en Amérique latine, ou la récente annulation de 1,3 milliards de dollars de dette africaine par la Chine. Mais, si on laisse la finance de côté, les contrats d'affaires sud-sud orientés vers la production se multiplient pour des raisons simples: ils offrent un accès facilité au crédit, la technologie n'est pas très compliquée à transférer, les entreprises comprennent les conditions de travail dans les autres pays en développement et ils fournissent au moins un vernis de souveraineté ou de contrôle national. Et il est surtout évident qu'il existe une forte motivation politique de la part des élites nationales, ce qui fait que de telles entreprises fonctionnent. Avec chaque fois davantage d'argent concentré dans les mains des capitalistes du sud — que ce soit des consortiums privés, des dynasties familiales ou des entreprises publiques — cette impulsion générale vers un brassage d'affaires sud-sud croissant commence à refaçonner l'économie mondiale.

L'avènement des multinationales du sud (sans parler des capitalistes d'État)

Selon les dernières statistiques de la CNUCED (2006):⁵

- Un quart des multinationales de la planète vient des pays en développement ou en transition. En 1990, 19 d'entre elles apparaissaient dans la liste des plus importantes firmes mondiales de Fortune 500. En 2006, elles étaient 57 sur la liste.
- Si on laisse de côté les économies en transition comme la Russie et la Turquie, les pays en développement avec le plus grand nombre de multinationales du pays sont actuellement le Mexique, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie. Le Mexique est d'ailleurs le pays de la troisième personne la plus riche au monde, Carlos Slim Helu, qui a fait fortune en achetant des entreprises de télécommunications en Amérique latine.



Un fonds d'investissement des Émirats arabes unis est devenu l'un des plus importants actionnaires de Citigroup (Photo: AFP)

¹ Organisation pour la coopération et le développement économiques, "South-South trade: vital for development", OCDE, Paris, 2006. <https://www.oecd.org/dataoecd/30/50/37400725.pdf>

² Harry G. Broadman, "Africa's Silk Road: China and India's New Economic Frontier", Banque mondiale, Washington DC, 2007. Comme le fait remarquer Broadman, les parts de marché de l'UE dans les exportations africaines ont en fait été divisées par deux ces dernières années. <http://go.worldbank.org/PKNA9OP5E0>

³ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Rapport sur le commerce et le développement 2007, CNUCED, Genève, 2007. <http://www.unctad.org/Templates/WebFlyer.asp?intItemID=4330&lang=1>. Les chiffres sont de 20 % pour l'Amérique latine et 10 % pour l'Afrique.

⁴ Voir Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, World Investment Report 2006, CNUCED, Genève, 2006,

http://www.unctad.org/en/docs/wir2006_en.pdf

⁵ Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, World Investment Report 2006, CNUCED, Genève, 2006, http://www.unctad.org/en/docs/wir2006_en.pdf

- Actuellement, 80 des 100 multinationales de pays en développement sont asiatiques. Beaucoup d'entre elles trouvent leurs racines dans la diaspora chinoise.

La plupart des opérations de ces nouveaux empires du sud sont menées dans leur région respective. Les multinationales chiliennes investissent majoritairement en Amérique latine alors que les thaïlandaises essayent de construire leur fief dans les pays asiatiques voisins. Dans certains cas, ceci alimente la perception des hégémonies régionales, particulièrement lorsque les économies motrices les plus importantes, comme l'Inde, la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud se taillent des parts substantielles dans les pays voisins, établissant des entreprises, accédant à la terre et prenant une part sans cesse grandissante dans les industries locales sensibles, comme le développement des infrastructures. Des tensions ont lieu lorsque des questions de souveraineté sur les ressources naturelles, la pollution, les conflits dûs au travail, la manipulation politique émergent de ces contrats. Aux Philippines, le récent tollé public contre divers accords Philippines-Chine, qui vont des télécommunications à l'agriculture, en est un bon exemple.

Combien de gros contrats sud-sud sont-ils signés chaque année? C'est difficile à dire.⁶ Au niveau mondial, le nombre de fusions transfrontalières et d'acquisitions conclues entre 1990 et 2004 a doublé. (2500 gros contrats ont été signés en 1990 et 5000 en 2004.) La part des pays en développement dans cet investissement fou a été multipliée par six. (Du côté achats, elle représente 5 % de toutes les acquisitions d'entreprises étrangères en 1990 et 16 % en 2004. Du côté ventes, elle se monte à 7 % des contrats transfrontaliers en 1990 et 20 % d'ici à 2004.) Le problème, c'est que ces chiffres ne représentent pas seulement le capital en provenance du sud. Bon nombre de ces contrats sont menés par des filiales locales de multinationales du nord. Les chiffres ne font pas non plus la distinction entre les opérations publiques et les opérations privées. Beaucoup de grandes sociétés transnationales du sud demeurent, malgré les incitations à la privatisation, des entreprises publiques.

Au total, et selon l'OCDE, le plus gros investisseur des fusions et acquisitions sud-sud est Singapour, suivi par la Chine, la Malaisie et l'Afrique du Sud.⁷

Le facteur Chine...

La Chine est très visiblement en tête du boom actuel du commerce sud-sud et des contrats d'investissement. Elle est maintenant le deuxième investisseur en Afrique,

juste derrière les États-Unis, et sa présence est croissante dans de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine. Il ne s'agit pas uniquement d'inonder les marchés de jouets en plastique ou de T-shirts légers, à des prix que de nombreux pays ne sont pas en mesure d'égaler de par leur important coût du travail. La grande impulsion derrière l'expansion chinoise vers l'extérieur est un immense besoin en importation d'énergie et d'autres matières dites premières qui visent à alimenter sa croissance économique. La soif qu'a la Chine pour le pétrole et le gaz, suivi par les minerais, est la principale raison pour laquelle elle investit autant en Afrique à l'heure actuelle – et verse d'énormes sommes d'argent pour construire des infrastructures servant à transporter physiquement les biens, surtout au travers des pays voisins en Asie centrale et en Asie du Sud-Est.⁸ La Chine fait également de lourds investissements dans l'agriculture vivrière des pays voisins en tant que source d'agrocaburant pour sa propre production d'énergie. Les Chinois ont signé des contrats pour la production de canne à sucre et de manioc à cet usage en Indonésie⁹, du riz hybride, du manioc, du maïs et de canne à sucre aux Philippines¹⁰ et commencent à explorer les possibilités de développement de la production agricole – parallèlement à cinq zones de traitement vouées à l'exportation – en Afrique¹¹. La signature de l'ALE Chine-Thaïlande a fait faire un immense bond à l'investissement chinois en Thaïlande du nord, avec 100 entreprises chinoises actuellement actives¹² et la mise à disposition d'un capital de 277 millions de dollars US dans cette région par ailleurs assez calme.¹³ Les banques chinoises, et surtout la China Development Bank (CDB), et d'autres acteurs chinois ont également investi dans de nombreuses banques étrangères et dans des entreprises financières. Beaucoup de multinationales chinoises proviennent de sociétés publiques et/ou se sont agrandies par l'acquisition de sociétés publiques.

La Chine, qui est depuis longtemps la destination numéro un des investissements étrangers dirigés vers le sud, est en train de devenir un investisseur étranger majeur, en particulier dans d'autres pays en développement. Ceci n'est pas seulement dû à la croissance spectaculaire de l'accumulation de capital en Chine, mais des tout aussi spectaculaires changements de la politique d'État, avec le Parti Communiste annonçant que son programme "Go Out" ne se base plus sur la croissance menée par l'exportation et promeut l'investissement chinois vers l'étranger en 2002.¹⁴ Il est très difficile d'obtenir des chiffres sûrs et non contradictoires mais, selon le ministère du commerce de Pékin, les entreprises chinoises ont investi 21 milliards de dollars US à l'étranger et ce, uniquement en 2006, parmi lesquels 17 milliards de dollars US étaient destinés au secteur non

⁶ Les données suivantes proviennent de la base de données WDS "Beyond 20/20": <http://stats.unctad.org/FDI/>

⁷ Hans Christiansen et al., "Trends and recent developments in foreign direct investment", OCDE, Paris, juin 2007, p. 15. <http://www.oecd.org/dataoecd/62/43/38818788.pdf>

⁸ Voir par exemple, Marwaan Macan-Markar, "China turns Mekong into oil-shipping route", IPS, Bangkok, 5 janvier 2007, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=36074> et Raphael Minder et Isabel Gorst, "Historic Asia trade route to be rebuilt", *Financial Times*, Londres, 18 septembre 2007, <http://www.ft.com/cms/s/0/8c7b80e8-6604-11dc-9fbb-0000779fd2ac.html>

⁹ "China's Bright Food ties with Salim to grow abroad", Reuters, 18 janvier 2008. http://www.flexnews.com/pages/10258/China/Dairy/chinas_bright_food_ties_salim_grow_abroad.html

¹⁰ GRAIN, "Hybrid rice and China's expanding empire", 6 février 2007, <http://www.grain.org/hybridrice/?lid=176>

¹¹ Cole Mallard, "China continues gaining economic equity in Africa through agricultural investment", La Voix de l'Amérique, Washington

DC, 23 août 2007, <http://www.voanews.com/english/Africa/2007-08-23-voa26.cfm>

¹² Stephen Frost, "Chinese outward direct investment in Southeast Asia: How much and what are the regional implications?", Southeast Asia Research Centre, City University of Hong Kong, Working Papers Series No. 67, juillet 2004, http://www.cityu.edu.hk/searc/WP67_04_Frost.pdf

¹³ Thai Board of Investments, cité par Lorine Schaefer <http://www.interdependence.org/Outward%20Direct%20Investment-China%20in%20Africa,%20Southeast%20Asia,%20and%20Brazil.doc>

¹⁴ Yuen Pau Woo et Kenny Zhang, "China goes global: the implications of outward direct investment", Fondation Asie Pacifique du Canada, 2006, <http://economics.ca/2006/papers/0892.pdf>. Selon le groupe de conseil américain Accenture, une partie de la politique "Go Out" de Pékin nourrit 10 à 20 "champions nationaux" – des entreprises publiques clés renforcées et protégées – , l'écurie motrice de son économie extérieure. Voir "China spreads its wings", Accenture, 2005 à <http://www.accenture.com/NR/rdonlyres/6A4C9C07-8C84-4287-9417-203DF3E6A3D1/0/Chinaspreadsitswings.pdf>

financier.¹⁵ Ceci nous donnerait des chiffres totaux de 5000 entreprises chinoises gérant 10.000 activités commerciales dans 172 pays, avec des valeurs d'investissement extérieur cumulées comprises entre 50 et 70 milliards de dollars US.

Quant au futur, une enquête de 2006 faite par la Banque mondiale¹⁶ démontre que 60% des entreprises chinoises consultées projetaient de faire de nouveaux investissements à l'étranger dans les années à venir, avec l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-est et l'Afrique arrivant en tête des destinations de prédilection. Leurs principales motivations ? L'accès aux marchés, l'accès aux "atouts stratégiques" et les stratégies de concurrence mondiale.

... mais aussi le Golfe et les autres

Les états arabes du Golfe, qui ont leur propre projet d'intégration régionale par le biais du conseil de coopération du Golfe (CCG) et de forts engagements dans le développement aussi bien de la Ligue arabe que de l'Organisation de la conférence islamique, sont un autre point central dans le rapide renforcement du commerce et de la carte des investissements sud-sud. Tout d'abord, tout le monde ces jours-ci semble vouloir faire des affaires avec ou dans les états membres du CCG.¹⁷ Ensuite, il y a un argent fou à gagner dans le Golfe, et surtout si vous avez un accès privilégié aux investissements dans le cadre d'un ALE. La queue pour les ALE du CCG s'allonge chaque jour. Mais les états du Golfe deviennent également des investisseurs extérieurs expansifs — achetant la plupart du temps des parts des plus gros opérateurs sur les marchés des pays développés mais injectant également de l'argent dans les pays en développement. En 2006, les états du Golfe ont investi 30,8 milliards de dollars US à l'étranger. En ce qui concerne 2007, au début septembre, le chiffre de 2006 avait déjà doublé et ces états avaient réalisé 64 milliards de dollars US d'investissements étrangers.¹⁸ Les premiers investisseurs extérieurs du Golfe en dollars sont les EAU, le Koweït, l'Arabie Saoudite et le Bahreïn.

Quelques instantanés donnent une idée de la réalité actuelle:

- Les plus importants promoteurs immobiliers de Dubaï – Emaar, Dubai Holding et Dubai World, tous majoritairement détenus par la famille Maktoum – construisent à échelle massive pour les marchés de luxe de Syrie, du Pakistan, de Jordanie, d'Egypte, du Liban, de Libye, du Maroc et d'une demi douzaine d'autres pays en développement dans le monde.¹⁹
- Les investissements transfrontaliers entre les pays de l'OCI augmentent. Les Émirats Arabes Unis sont, et de loin, le plus gros investisseur parmi les états de l'OCI (voir figure 1), alors que les premiers destinataires de

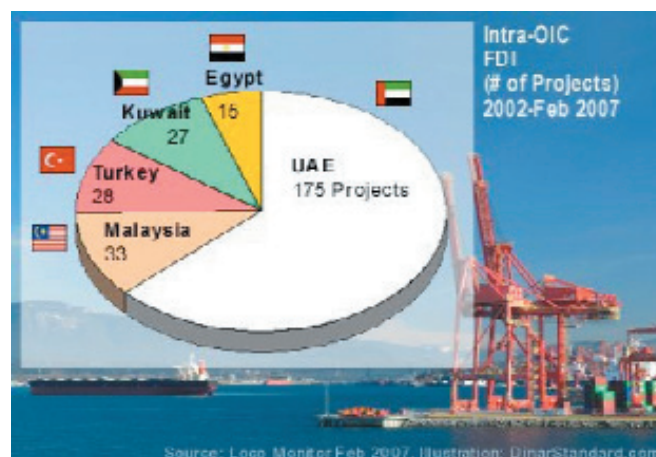


Figure 1

l'investissement intra-OCI sont l'Arabie Saoudite, la Jordanie, la Syrie, l'Indonésie et le Liban, avec 25 projets chacun provenant des autres états membres de l'OCI entre 2002 et 2007.²⁰ L'OCI est important parce qu'il s'agit d'une communauté de pays principalement développés unis autour d'un ordre du jour politique commun et avec une forte capacité à la solidarité.

- Alors que les états du Golfe essaient de tirer parti des prix record du pétrole, tout en s'attendant au besoin de se diversifier en dehors des revenus du pétrole, il y a une grande quantité d'investissement transfrontalier qui se dirige vers les secteurs de la banque et des télécommunications, à la fois entre États du Golfe et avec des voisins moyen-orientaux tels que l'Egypte et la Syrie.

Mais, il y a beaucoup plus. Selon une étude de mars 2007 entreprise par l'ASSOCHAM, le groupe de pression des PDG indiens, les investissements vers l'étranger de l'Inde devaient, selon les prévisions, atteindre les 15 milliards de dollars US au cours de l'année civile 2007, dépassant les flux d'investissement dirigés vers l'Inde.²¹ Le FICCI et Ernst & Young ont publié un autre rapport en juin 2007 déclarant que le chiffre devrait atteindre les 35 milliards de dollars US pour l'année civile 2007-2008.²² La plupart des investissements extérieurs de l'Inde – concentrés dans les secteurs de l'informatique, de l'automobile et de la pharmacie – vont aux États-Unis ou en Europe. Mais l'Afrique vient en troisième place et le rythme de changement est rapide. Les problèmes des emprunts à haut risque peuvent bien secouer l'économie des États-Unis, il n'y pas de crise du crédit en Inde!

En Amérique latine, les investissements extérieurs en provenance des multinationales et des entreprises publiques de la région ont grimpé de 115%, soit 41 milliards de dollars US en 2006. Ceci est principalement attribué à la rapide internationalisation de quelques sociétés géantes au Brésil et au Mexique²³ – la majeure partie

¹⁵ "China invests billions abroad", Manufacturing.net, 17 septembre 2007, <http://www.manufacturing.net/China-Invests-Billions-Abroad.aspx>

¹⁶ Joe Battat, "China's outward investment", 13 avril 2006, à http://psdblog.worldbank.org/psdblog/2006/04/chinas_outward_.html

¹⁷ Halliburton, entrepreneur de la défense américaine basé à Houston, a ouvert un second siège à Dubaï en mars 2007.

¹⁸ Andrew Ross Sorkin, "The Mideast money flows", *New York Times*, 27 septembre 2007.

¹⁹ Emily Flynn Vencat, "Dubai's glitz goes global", *Newsweek*, 30 octobre 2006 à <http://www.msnbc.msn.com/id/15359298/site/newsweek>

²⁰ Sajjad Chowdhry, "Foreign direct investment (FDI) on the rise in OIC economies", *DinarStandard*, 10 avril 2007 à http://www.dinarstandard.com/current/OIC_FDI040907.htm

²¹ "FDI outflow of \$15 billion likely in 2007", *News behind the news*, 19 mars 2007. <http://www.news.indiamart.com/news-analysis/fdi-outflow-of-15-bi-15100.html>

²² "FDI outflow may touch \$35 bn: study", *Financial Express*, 18 juin 2007. http://www.ficci.com/news/viewnews1.asp?news_id=1195

²³ "Latam and Caribbean show huge FDI outflow increase", *Foreign Direct Investment Magazine*, 6 août 2007. http://www.fdimagazine.com/news/fullstory.php/aid/2067/Latam_and_Caribbean_show_huge_FDI_outflow_increase.html

Entreprises investisseuses sud-sud les plus actives, uniquement en fusions et acquisitions, par pays source (1990 – mai 2007)

Pays d'origine	Valeurs des contrats (en milliards de dollars US)
Singapour	35,8
Chine	18,3
Malaisie	12,7
Afrique du Sud	11,6
Émirats arabes unis	7,2
Brésil	6,7
Chili	6,1
Inde	4,7
Qatar	4,7

Source: Adapté de l'OCDE, *Tendances récentes de l'investissement direct étranger*, juin 2007

étant injectée dans les états voisins d'Amérique latine et des Caraïbes.

Le tableau ci-dessous résume les plus hauts niveaux d'activité d'investissement sud-sud sur les 17 dernières années, par pays source.

Nouveaux partenaires ou nouveaux rivaux?

Alors que de plus en plus d'argent circule entre les pays en voie de développement, deux choses vont se produire. Premièrement, le rôle du capital en provenance du nord – qu'il vienne du FMI ou d'agences de coopération au développement comme USAID ou de ministères des affaires étrangères – va certainement diminuer un peu. Dans de nombreux cas, il s'agit d'un mouvement délibéré. La Banque du Sud, en Amérique latine, est destinée à remplacer à la fois la Banque Interaméricaine de Développement et le FMI dans l'octroi de prêts et d'autres formes de fonds de roulement dans la région. Et la Chine a un puissant ordre du jour politique pour proposer non seulement de l'investissement, mais aussi des mécanismes de crédit favorables avec des contraintes très différentes de celles provenant des sources du nord, afin de construire une base d'alliance politique.²⁴ Dans l'ensemble, c'est une bonne chose. Mais il serait erroné de penser que parce qu'il s'agit d'un mouvement sud-sud, c'est forcément mieux. Dans quelle mesure les gouvernements des pays en voie de développement promeuvent-ils et solidifient-ils le néolibéralisme dans leur commerce et leur gestion des affaires transfrontalières?

²⁴ Par exemple, adhérer à la politique de la "Chine unique" – y compris l'absence de relations formelles avec Taiwan – fait partie des attitudes attendues des pays récepteurs des largesses néolibérales de Pékin. Étant donné l'histoire de la période de la guerre froide, le réseau d'investissement chinois et les bénéficiaires d'emprunts doivent également soutenir la RPC dans ses inclinaisons politiques au Conseil de sécurité de Nations unies. En outre, les investissements chinois en Afrique sont à l'origine d'une vague de conseils

Voilà la question clé. Chavez mis à part (et peut-être pas!), ils sont peut-être aussi néfastes que n'importe quel gouvernement du nord.

Deuxièmement, il est certain que des rivalités et des rancunes vont se faire jour. C'est d'ores et déjà évident en Amérique latine, où les différences idéologiques et les intérêts antagonistes sont à l'origine de nombreuses tensions dans le commerce transfrontalier et les velléités d'investissement. (Voir Zibechi, *"Intégration ou libre-échange ?"*, plus loin dans ce rapport.) En Asie, l'Inde et la Chine ont des intérêts qui les mettent en compétition et en conflit, et ce, même s'ils sont souvent minimisés dans les sphères diplomatiques. Le Pakistan et le Bangladesh sont tous deux d'importants théâtres de cette rivalité et, alors que l'investissement chinois s'accroît dans ces pays, il se peut que la tension politique avec Delhi augmente aussi. En Afrique, il existe de nombreux problèmes sociaux, mais aussi gouvernementaux, avec le rôle économique grandissant de la Chine dans la région, plus particulièrement dans la mesure où la Chine a tendance à apporter sa propre main d'œuvre pour mettre ses projets d'investissement à exécution. Tandis que la Chine essaie d'y remédier, l'accent stratégique qu'elle met sur les zones de traitement vouées à l'exportation – ce qui a en soi son propre ensemble de problèmes intrinsèques – pourrait peser davantage que certains efforts correctifs visant à diminuer l'importation de la main d'œuvre chinoise.

La structure des forces économiques mondiales change vite aujourd'hui, avec le commerce et les investissements sud-sud qui commencent à s'accroître rapidement au moment où les gouvernements des pays en voie de développement se tournent, avec plus de zèle, vers des ALE bilatéraux et des efforts d'intégration économique régionale. Il reste à voir où cela va nous mener. Il est néanmoins certain que la croissance en richesse et en puissance des multinationales du sud et l'alliance agressive des gouvernements des pays en voie de développement visant à refaçonner les flux financiers et d'investissement entre eux va changer les économies nationales du sud dans les années à venir. Davantage d'analyse de la dynamique des flux boursiers du sud, l'implication des entreprises du sud vendant des parts publiques, et les niveaux d'intégration avec le capital du nord est garanti. Mais à quel niveau cela va-t-il creuser encore davantage les divisions de classe, le démantèlement des modèles de redistribution et les paradigmes néolibéraux d'une privatisation débridée ? Là est la véritable question.

présidentiels en investissements, qui sont des forums nationaux de haut niveau, au travers desquels Pékin interagit directement avec les magnats de l'industrie, qu'il s'agisse de filiales nationales ou internationales, et ce, afin de débattre et éventuellement d'orienter les changements de l'environnement commercial local, y compris les politiques nationales. (Voir Broadman, *Africa's Silk Road*, Banque mondiale, Washington DC, 2007, pp 146-7.)



(Photo: jinbo.net)

L'activisme social autour des ALE

bilaterals.org et GRAIN (Septembre 2007)

Les mouvements sociaux et les organisations populaires ont combattu les ALE depuis des décennies. L'activisme ciblé est né en Amérique latine dans les années 1990, lorsque Washington a commencé à pousser des gouvernements spécifiques à accepter des accords bilatéraux afin d'étendre le pouvoir des grandes entreprises américaines dans la région: des accords sur la propriété intellectuelle, des traités sur les investissements et finalement, des ALE. Des groupes en Colombie, en Équateur, au Nicaragua, et ailleurs, ont rapidement compris le pouvoir des accords bilatéraux lorsque des votes en urgence furent demandés aux parlements sur des traités surprises provenant de ministres des finances ou du commerce, qui engageaient leur pays à de nouvelles obligations telles que le brevetage des semences ou le droit des entreprises américaines à poursuivre le gouvernement du pays où elles étaient installées. Les gens virent que les rouages de la démocratie et du droit public – les congrès, les constitutions et les tribunaux – étaient délibérément subvertis pour donner de nouveaux pouvoirs à de grandes entreprises américaines, depuis Enron jusqu'à Occidental Petroleum. Ce n'est pas un hasard si l'armée zapatiste de libération nationale a lancé sa révolte contre le néolibéralisme depuis le Chiapas, au sud du Mexique, le jour même où l'ALENA est entré en vigueur, le 1^{er} janvier 1994.

L'Amérique latine a été le théâtre d'importantes luttes sociales contre les accords de commerce et d'investissement bilatéraux:

- la lutte qui se poursuit contre l'ALENA, notamment par les agriculteurs mexicains et les communautés indigènes, telle que la campagne *"El campo no aguanta más"* (la campagne n'en peut plus), sans parler des luttes pour la justice et la dignité engagées par des personnes travaillant dans des *maquiladoras*, au nord du pays, près de la frontière avec les États-Unis
- une forte résistance communautaire à Buenos Aires, en Argentine, contre la privatisation de la distribution d'eau et des réseaux d'assainissement par Azurix, une filiale d'Enron, dans le cadre du TBI États-Unis-Argentine (1999-2001)

- le soulèvement populaire de Cochabamba, en Bolivie, contre une filiale de Bechtel qui s'était emparé du système public de distribution d'eau, dans le cadre du TBI Pays-Bas-Bolivie (2001)
- la campagne continentale anti-ZLEA (zone de libre-échange des Amériques), qui a généré une profonde compréhension de l'ensemble de l'ordre du jour de Washington en termes de commerce et d'investissement en Amérique latine (particulièrement pendant la période 2001-2005)
- la lutte des communautés locales contre la construction d'usines de pâte à papier espagnole (ENCE) et néerlandaise (Botnia) sur la rive uruguayenne du fleuve séparant l'Uruguay et l'Argentine, dans le cadre des TBI entre Montevideo et les pays européens d'origine de ces entreprises (2003-2006)
- l'organisation de référendums populaires et d'assemblées constituintes dans lesquels les peuples de Colombie et d'Équateur ont voté contre les ALE américains (2006)
- de nouvelles luttes émergentes dans toute la cordillère des Andes contre l'expansion des activités minières argentines au Chili dans le cadre du TBI entre les deux gouvernements
- la résistance populaire contre la privatisation de l'eau au Salvador, rendue possible



"Nous sommes un défi au néolibéralisme. Nous sommes venus pour vous montrer qu'il est possible de se rebeller – et que le jeu en vaut la chandelle."

(Image : Armée zapatiste de libération nationale)



Une paysanne au Burkina Faso déclare "Non aux d'APE sans souveraineté alimentaire" (Photo: ABC Burkina)

par un changement de la loi nationale pour la rendre conforme au CAFTA, ce qui s'est traduit très récemment par une accusation de terrorisme de 13 personnes, dans le cadre de la loi anti-terrorisme, que les gens perçoivent également comme découlant du CAFTA (2006-2007)

En Afrique et dans le monde arabe, plusieurs points chauds de lutte contre les ALE ont émergé:

- L'Afrique du Sud a été l'une des premières victimes d'un ALE avec les États-Unis (2000), dont les effets se font ressentir, le temps passant, dans tous les domaines. Alors qu'il n'y a pas eu de mouvement spécifique anti-ALE ou anti-TBI à proprement parler dans le pays, la politique de néolibéralisme que l'ALE avec les États-Unis impose à l'Afrique du Sud a donné naissance à d'importantes luttes sociales urbaines, surtout contre la privatisation de l'eau et de l'électricité et pour un accès aux médicaments essentiels (contre les brevets)

- Au niveau de l'Afrique australe, une grande prise de conscience sur les traités bilatéraux et sur l'investissement régional a généré de nombreuses activités conjointes de recherche et d'éducation de la part des syndicats (début des années 2000)

- Le Maroc a été témoin d'une très importante lutte sociale contre l'ALE États-Unis-Maroc, lutte pour laquelle les questions mobilisatrices comprenaient les implications de l'accord en termes de santé, de diversité culturelle, d'autonomie économique et politique du pays et de la totalité du processus de négociation (2003-2005)

- Plus récemment, un large front social d'opposition aux APE UE-Afrique, qui devaient être signés avant le 31 décembre 2007, s'est développé dans toute l'Afrique sub-saharienne. Ces accords vont entièrement changer les relations économiques de l'Afrique avec l'Europe, et les implications font que nombre de différents secteurs se battent pour arrêter, ou du moins retarder les accords, en

partie conjointement avec des ONG européennes (2005-2007)

En Asie et dans le Pacifique, la lutte sociale contre les ALE a été inégale jusqu'à présent:



Des paysans coréens traversent la mer en direction de l'île de Jeju sur laquelle les négociateurs de l'ALE États-Unis-Corée se cachaient pour leur quatrième cycle de négociation, en octobre 2006. En Corée, les mobilisations contre l'accord de libre-échange ont été massives, avec plus de 100.000 personnes dans les rues. (Photo: Chamsaesang)

- Relativement tôt, il y a eu des contestations sur les ALE en Nouvelle-Zélande, où certains groupes et syndicats se sont opposés à un ALE avec Singapour, et ont aidé à arrêter les négociations sur l'ALE Nouvelle-Zélande-Hong Kong
- Les Coréens ont mené des mouvements nationaux majeurs contre les ALE, en commençant par l'accord Corée-Chili auquel les paysans et les travailleurs se sont vigoureusement opposés (2001-2003). Il s'en est suivi une résistance populaire énorme contre l'ALE États-Unis-Corée (2005-2007) – le plus grand mouvement organisé en Corée depuis la révolte des étudiants de 1987. Ils essaient maintenant d'arrêter l'ALE UE-Corée.
- La société australienne a connu une lutte tumultueuse contre l'ALE États-Unis-Australie (2003). Commencant par de premiers débats sur les implications au niveau des systèmes de santé et d'alimentation australiens, l'ALE est devenu un enjeu électoral majeur concernant la souveraineté de l'Australie.
- Un fort mouvement thaïlandais contre les ALE a émergé à l'occasion des négociations des accords Australie-Thaïlande et États-Unis-Thaïlande (2005-2006). Cela a conduit à la formation de la coalition nationale anti-ALE qui s'est également battue contre les ALE Japon-Thaïlande, Chine-Thaïlande, Nouvelle-Zélande-Thaïlande et maintenant, contre l'UE-ASEAN. Les motifs de préoccupation ont été différents en fonction des différents accords, mais les moyens de subsistance des agriculteurs, l'accès aux médicaments et la question de savoir à qui profite ces accords ont été des questions mobilisatrices clés.
- Un petit front social d'opposition à l'ALE États-Unis-Malaisie a commencé à croître en Malaisie (2006-2007).
- Aux Philippines, de nombreux secteurs ont travaillé à arrêter l'accord de partenariat économique entre le Japon et les Philippines (2005-2007)
- La solidarité et le travail en réseau au niveau régional commencent actuellement à se développer autour des négociations UE-ASEAN (2007).



Les personnes vivant avec le VIH/sida ont été l'une des forces d'opposition les plus actives contre l'ALE États-Unis en Malaisie, à cause des atteintes à la vie que représentaient les exigences de Washington en matière de brevets pharmaceutiques. (Photo: grâce à Third World Network)

Des syndicalistes, agriculteurs, immigrés, écologistes, populations autochtones, activistes contre la guerre et autres se sont aussi mobilisés contre les ALE du côté des États-Unis. Ici, un sidérurgiste de la Pennsylvanie manifeste contre le CAFTA lors d'une action à Washington en mai 2005. (Photo: H. Darr Beiser)



2 Impacts et ripostes

Asie et Pacifique

L'accord de libre-échange Australie-États-Unis: Équité ou saleté?

Jemma Bailey (Septembre 2007)

L'une des images qui restera de la campagne contre l'accord de libre-échange Australie-États-Unis, l'AUSFTA (Australia-US Free Trade Agreement) est un dessin qui avait paru en couverture d'un livre sur les négociations intitulé *How to Kill a Country* (Comment tuer un pays).

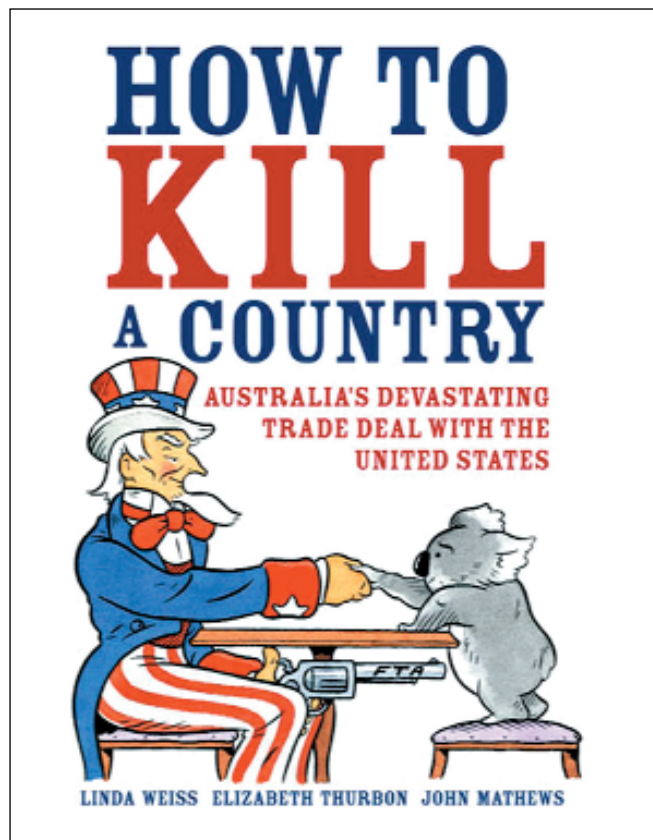
Ce dessin humoristique montrait un koala (pour l'Australie) assis sur une chaise, tendant le cou pour voir au-dessus d'une table. De l'autre côté de la table, est assis l'Oncle Sam (les États-Unis), habillé de rouge, blanc et bleu. Le koala et l'Oncle Sam sourient et échangent une poignée de main par dessus la table. Sous la table, l'Oncle Sam tient fermement un revolver à bout portant du ventre du koala.

En réalité, l'histoire de l'AUSFTA n'est pas aussi simple que cela. Le parti politique au pouvoir en Australie pendant les négociations – le parti libéral conservateur – était très enclin au libre-échange et bien trop désireux de se faire bien voir des États-Unis. Mais comme dans la plupart des négociations commerciales avec les États-Unis, le gouvernement australien était loin d'être un partenaire de jeu égal. C'est finalement un très mauvais accord pour le public australien qui a été signé.

Les tribulations de la campagne de l'AUSFTA

Les négociations de l'AUSFTA commencèrent en mars 2003. Dès février 2004, l'accord était arrêté et son texte final – ses 800 pages dans leur totalité – sorti du huis clos.

Le déséquilibre de pouvoir dans les négociations était évident – l'économie australienne ne représente que 4% de l'économie américaine. Néanmoins, le gouvernement australien continua les négociations avec un petit plus qu'un engagement sincère envers le libre échange et le



La célèbre couverture du livre *How to Kill a Country* (Comment tuer un pays) (Allen & Unwin, Sydney, 2004)



Le peuple australien a largement perçu l'ALE USA-Australie comme un accord livrant le pays aux États-Unis et à son puissant secteur des affaires.

néolibéralisme, une fausse perception que les États-Unis ouvriraient leurs marchés agricoles et la conviction erronée que les États-Unis était un "pote" qui prendrait soin de nos intérêts pendant les négociations.

Le gouvernement australien, avec l'aide des lobbyistes des affaires et les médias de Rupert Murdoch, ont furieusement monté en épingle la valeur de l'accord. Le premier ministre, John Howard, a décrit l'AUSFTA comme une "rencontre des planètes ... qui ne se reproduira plus avant une génération ou davantage". Pour le secrétaire parlementaire auprès de la ministre du commerce, De-Anne Kelly, l'AUSFTA était la "coupe du monde du commerce".

Une forte campagne populaire s'opposa à la nature non démocratique des négociations et exigea que les politiques de santé, sociales et environnementales soient exclues de l'AUSFTA. Les étapes finales de la campagne ciblaient principalement le parti d'opposition le plus progressiste, le parti travailliste australien, l'ALP (Australian Labor Party), dans l'espoir que l'ALP s'opposerait à toute modification des lois australiennes au parlement.

L'accord fut présenté au parlement en août 2004. Il fut voté après que la faction la plus conservatrice au sein de l'ALP utilisa sa majorité afin de forcer le soutien à l'accord – bien qu'il contienne des amendements pénalisant l'abus de brevets par les entreprises pharmaceutiques et conservant des protections aux formes actuelles des médias.

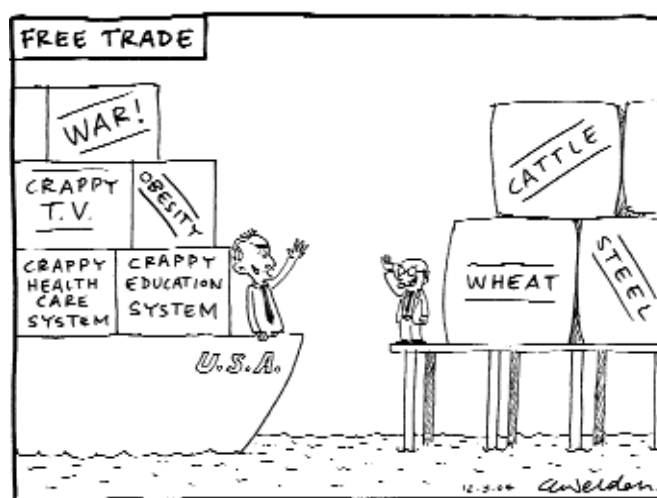
L'accord final était plutôt mal proportionné, c'est le moins qu'on puisse dire. Les exportations australiennes les plus compétitives, notamment les ferry-boats, les fruits à noyaux et le vin sont toujours interdits sur le territoire américain, ou fortement restreints. Le sucre est totalement exclu de l'accord et les réductions tarifaires sur le bœuf et les produits laitiers seront revus d'ici à 18 ans.

Ajuster les cibles – Les impacts de l'AUSFTA

En 2002, l'ancien représentant des États-Unis pour le Commerce, Robert Zoellick, communiqua au congrès américain une liste de politiques sociales de prime importance en Australie, que les États-Unis avaient identifiées comme étant de lourds "obstacles au commerce". Cette lettre était un document important désignant les domaines clés de la campagne contre l'AUSFTA.

• Des médicaments abordables – Le régime de prestations sociales pour les produits pharmaceutiques (PBS)

Les négociateurs américains avaient identifié le régime australien de prestations sociales pour les produits pharmaceutiques (Pharmaceutical Benefits Scheme, PBS) comme un obstacle au commerce. Grâce au PBS, le gouvernement australien achète en gros les médicaments agréés à des prix de gros et ce, afin de garantir des prix abordables sur les médicaments en Australie. Les médicaments en Australie sont de 3 à 10 fois moins chers qu'aux États-Unis. Il n'est pas étonnant que les intérêts de l'industrie pharmaceutique américaine la pousse à vouloir que l'AUSFTA offre plus de droits à ses entreprises ... et bien sûr, des médicaments plus chers. La campagne menée par les communautés locales a sauvé la majeure partie du PBS. Néanmoins, il est probable que de petites modifications, telles que l'autorisation d'étendre la durée des brevets de médicaments, parviennent à saper le PBS et à retarder la distribution de médicaments génériques meilleur marché.



Les concessions impliquées par l'ALE États-Unis-Australie
(Image Andrew Weldon)

• L'étiquetage des aliments génétiquement modifiés

Grâce aux campagnes de sensibilisation des consommateurs sur l'impact des aliments génétiquement modifiés (GM) sur l'environnement et sur la santé, la loi australienne leur impose un étiquetage. Les négociateurs américains souhaitent affaiblir ces lois, en les alignant avec les faibles exigences du droit américain en la matière. Une puissante campagne des agriculteurs et des groupes environnementaux en Australie bloqua les tentatives américaines visant à se débarrasser de ce système d'étiquetage.

• L'adoption du droit américain sur le copyright

Les États-Unis cherchaient à remplacer les lois australiennes sur le copyright par les leurs. Le chapitre dédié à la propriété intellectuelle dans l'AUSFTA est pratiquement un copier/coller des lois américaines. Entre autres, l'AUSFTA étend la durée de vie du copyright de 50 à 70 ans. Les bibliothèques et les organes de l'éducation publique menèrent une forte campagne sur ce point, car il supposait des coûts supérieurs pour la reproduction du matériel, même à but éducatif.

- **Les règles de la préférence nationale dans les médias**

Les lois sur la préférence nationale exigent qu'un nombre minimum d'heures soit réservé au matériel produit en Australie dans le film, la télévision et la radio. Les lois sur la préférence nationale soutiennent l'industrie médiatique nationale et permettent que diverses voix australiennes soient entendues. Les entreprises américaines des médias dominent le marché local et sans cette disposition sur la production nationale, l'industrie des médias australiens devrait lutter pour survivre. La campagne populaire réussit à maintenir les règles de préférence nationale pour les formes de médias déjà existantes, mais pas pour des formes de médias émergentes ou nouvelles. Ceci signifie que l'industrie australienne perdra sa protection vis à vis des avancées technologiques dans le film, la télévision et la radio.

- **Quarantaine**

L'Australie a des lois de quarantaine plutôt strictes, que les États-Unis ont identifiées comme un obstacle au commerce. Les producteurs australiens de vin, de porc et de poulet affirmaient que l'assouplissement des lois de quarantaine les rendrait plus vulnérables aux maladies, virus et parasites américains absents en Australie. Après une forte campagne publique, les lois de quarantaine australiennes furent en grande partie maintenues.

- **Les limites sur l'investissement étranger**

Le comité australien d'évaluation de l'investissement étranger évalue les propositions d'investissements par des entreprises étrangères en Australie. Les États-Unis voulaient ôter ces contrôles pour pouvoir accéder à nos industries stratégiques, telles que les médias, les télécommunications, les compagnies aériennes et la banque. Les États-Unis ont réussi à augmenter le seuil au-delà duquel les investissements

doivent être évalués de 50 à 800 millions de dollars.

- **La régulation des services et de l'investissement**

Les États-Unis cherchaient à changer les lois de façon à ce que les entreprises américaines puissent avoir le même traitement que les entreprises australiennes. La campagne se focalisa sur les services essentiels. Certains services publics capitaux, tels que la santé, l'éducation et la télévision publique furent spécifiquement exclus de l'AUSFTA. L'eau, l'énergie et les transports publics font cependant toujours partie de l'accord.

- **Les tarifs douaniers liés aux principales industries manufacturières**

L'Australie a maintenu des tarifs douaniers élevés pour le textile, le vêtement, la chaussure et l'automobile. Le syndicat australien des ouvriers de la fabrication avançait qu'une baisse des tarifs douaniers par l'AUSFTA ferait littéralement fermer ces secteurs et signifierait une perte de plus de 130.000 emplois dans les communautés régionales.

- **Le mécanisme de règlement de différends investisseur-état**

Les États-Unis voulaient établir un mécanisme de règlement des différends investisseur-état dans l'AUSFTA. Ceci aurait permis aux entreprises américaines de récuser certaines lois australiennes sur la base qu'elles n'étaient pas en cohérence avec l'AUSFTA et qu'elles nuisaient aux profits des entreprises. Ceci aurait en fait lié les mains du gouvernement australien dans le dos au moment de rédiger de nouvelles lois susceptibles d'affecter des entreprises américaines. Avec un processus de règlement des différends investisseur-état, les plaintes seraient entendues par un panel d'experts dans le cadre d'un tribunal international, fermé au public.

Qui tire les ficelles – les forces derrière l'AUSFTA

Il était flagrant que l'AUSFTA était une mauvaise affaire pour l'Australie – une majorité de personnes en Australie s'y opposaient et la plupart des économistes le mettaient en doute. Il y a même une rumeur selon laquelle les bureaucrates du gouvernement spécialisés dans le commerce eux-mêmes recommandèrent de ne pas signer l'accord. Alors, qu'est-ce qui a bien pu obliger le gouvernement australien à apposer sa signature sur les pointillés?

Idéologie. Le gouvernement conservateur d'Howard était idéologiquement dévoué au néolibéralisme. Il semble que l'AUSFTA était un bon moyen de sceller son ordre du jour en termes de dérégulation et de privatisation.

Les groupes de pression du monde des affaires. Un certain nombre de puissants groupes de

pression liés aux entreprises a joué un rôle clé pour influencer la signature de l'AUSFTA. En particulier:

- AUSTA – Une coalition entrepreneuriale menée par Alan Oxley. Et comprenant la Chambre du commerce et d'industrie australienne et la Chambre du commerce américaine en Australie.
- Le Conseil des affaires d'Australie – Composé d'entreprises soi-disant "australiennes", mais, en réalité, un grand nombre des plus grandes entreprises australiennes est sous contrôle étranger.
- Medicines Australia – Représente les entreprises pharmaceutiques en Australie, notamment les filiales locales des entreprises pharmaceutiques américaines.

Le gouvernement australien prit également soin de compenser les

pertes des grandes industries générées par l'AUSFTA. Par exemple, les entreprises sucrières reçurent une enveloppe d'ajustement de 444 millions de dollars australiens. Pour acheter leur silence, peut-être?

La guerre. L'AUSFTA a été négociée dans l'ombre de la soi-disante guerre contre le terrorisme et le soutien du gouvernement australien – sans l'autorisation du peuple australien – pour l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. L'AUSFTA devint de plus en plus lié aux intérêts militaires australiens. Ayant accroché le wagon australien si étroitement au train américain de la "coalition des volontaires", le premier ministre australien paraissait maintenant incapable de faire marche arrière pour l'AUSFTA.

Une forte campagne contre l'AUSFTA se servit des exemples dans le cadre de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) sur des entreprises récusant des lois nationales. La campagne réussit à ce que le mécanisme de règlement de différends investisseur-état ne soit pas inclus dans l'AUSFTA.

La campagne

La campagne contre l'AUSFTA réunit divers types d'organisations et de mouvements en Australie, notamment des syndicats, des groupes confessionnels ou environnementaux, des défenseurs de la santé publique et de l'éducation, des bibliothécaires, des retraités et des étudiants. Beaucoup de ces groupes n'avaient jamais travaillé ensemble auparavant – ni d'ailleurs travaillé sur des questions de commerce auparavant – et des alliances se formèrent qui devaient perdurer et ce, même après l'AUSFTA.

Ces groupes se sont unis principalement par le biais du réseau australien sur le commerce et l'investissement équitables (Australian Fair Trade and Investment Network, AFTINET). L'AFTINET a coordonné un grand nombre d'actions conjointes pendant la campagne. Mais à quoi ressemblait donc cette campagne?

- **Information populaire** – Un grand objectif de la campagne. Au début de la campagne, beaucoup de gens ne comprenaient toujours pas bien ce qu'était un ALE, et encore moins pourquoi ils devraient se soucier des ALE. Il y eut des forums, des réunions et des stands publics dans toutes les grandes villes, ainsi que des villes moins importantes. Des publications d'information populaires furent distribuées, ainsi que des bandes dessinées et des films d'animation, mettant en lumière différents aspects de l'AUSFTA. (Voir le film d'animation au sujet du contenu national des médias monté par l'Association des producteurs cinématographiques australiens à l'adresse: <http://www.spaa.org.au/freetrade.html>)
- **Mobilisation et construction du mouvement** – Allant au-delà de l'information, la campagne chercha à ce que les gens s'impliquent et s'activent. Des rassemblements publics se tinrent dans la plupart des grandes villes. Des organisations organisèrent des ateliers de campagne et de rédaction de correspondance. Des ateliers d'enseignement d'une journée eurent lieu à Sydney et à Melbourne, ainsi que des sessions de formation des formateurs sur l'AUSFTA.
- **Pression directe (lobbying)** – L'AUSFTA fut négocié dans la période précédant les élections fédérales en Australie, la campagne s'est donc également focalisée sur l'influence qu'elle pouvait avoir sur les politiciens et notamment les politiciens de l'ALP et des partis de moindre importance mais sympathisants au mouvement. Des milliers de lettres et de courriels furent envoyés aux politiciens pendant la campagne et l'AFTINET coordonna des visites de personnes auprès de leurs politiciens pour faire pression. La campagne força deux enquêtes parlementaires, qui reçurent plus de 700 soumissions publiques. Au niveau des conseils locaux, des motions furent proposées contre l'AUSFTA.
- **Médias** – La campagne a attiré beaucoup d'attention des médias dominants et alternatifs. Le syndicat des

médias attira des acteurs célèbres (et des chanteurs essayant de percer), tels que Toni Collette et Russell Crowe, pour faire davantage parler de la campagne.

Il y eut des activités de campagne conjointes avec des activistes aux États-Unis et en Australie. Par exemple, le Conseil australien des syndicats et la Fédération américaine du travail et le Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) émisent un communiqué de presse conjoint, de même que les organisations environnementales. Malheureusement, la plupart de ces activités conjointes se firent par le biais de grandes organisations et elles ne durèrent pas très longtemps.

L'un des aspects importants de cette campagne fut la recherche entreprise pour discréditer la rhétorique gouvernementale selon laquelle l'AUSFTA serait fantastique pour l'économie australienne. Le gouvernement s'appuyait sur les recherches produites par le Centre en économie internationale qui affirmait que l'ALE allait générer 2 milliards de dollars américains de bénéfices économiques après 10 ans. Là où le bât blesse était que ces études se basaient sur un commerce agricole absolument libéralisé – ce qui ne devait jamais se produire. Des groupes au sein de la campagne ont fait faire leurs propres études qui projetaient des pertes et sapèrent les déclarations du gouvernement.

Des petites choses naissent les grandes – Mesurer le succès dans la campagne

Malgré la force de la campagne, l'AUSFTA a été signé. Certains pourraient dire que nous avons perdu un combat gagné d'avance. Mais la campagne a réussi à créer un authentique changement du débat public sur le libre échange. Dans la politique australienne, le libre échange était devenu une vache sacrée qu'il fallait respecter. La dogme était que le libre échange conduirait à plus de richesse et de prospérité pour tous. Et l'ALP était sur la même longueur d'ondes que le gouvernement libéral conservateur sur ce point.

La campagne de l'AUSFTA suscita le plus grand débat que l'Australie ait connu sur un accord commercial. Le débat à la base – et même dans les principaux médias – était de savoir si le but réel des accords de libre échange était de rendre le commerce plus ouvert ou s'ils servaient à assurer des droits aux grandes entreprises et à ébranler le contrôle public sur la politique sociale.

La campagne a fait changer l'opinion publique. Au début de la campagne, le soutien pour l'AUSFTA était de 65%, au moment de sa signature, il avait chuté à 35%. Même si l'AUSFTA a été signé, en Australie, il est désormais généralement reconnu comme un mauvais accord. La campagne a aussi réussi à rendre un mauvais accord ... un peu moins mauvais qu'il l'aurait été sans elle. Il n'y a pas de processus de règlement de différends investisseur-état, les lois de quarantaine australiennes demeurent relativement intactes, ainsi que les lois sur l'étiquetage des aliments génétiquement modifiés. Les règles de préférence nationale pour les formes actuelles de médias ont été maintenues et les limites existantes en termes d'investissement étranger dans Qantas, Telstra et la propriété des médias, préservées.

Dans le domaine clé des médicaments, la campagne a fait pression sur l'ALP pour obtenir un amendement visant la sauvegarde de la politique pharmaceutique

australienne contre la pratique de “rafraîchissement perpétuel” des entreprises pharmaceutiques. Le rafraîchissement perpétuel est une pratique selon laquelle les entreprises pharmaceutiques revendent des brevets fictifs pour retarder le marketing de médicaments génériques moins chers après l'expiration des brevets.

La mauvaise surprise, c'est que là où les États-Unis n'ont pas atteint leur but, ils ont mis en place des comités conjoints Australie-États-Unis pour permettre l'ingérence constante et sans responsabilité envers le public dans l'élaboration de la politique australienne. L'AUSFTA a institué des comités conjoints sur les médicaments, la quarantaine et les normes techniques, y compris l'étiquetage alimentaire. Trois ans ont passé et nous ne sommes toujours pas en mesure de savoir qui siège dans ces comités, quand ils se rencontrent et de quoi ils débattent.

Le koala et le revolver en perspective

Il est important de replacer l'AUSFTA dans le contexte d'autres négociations commerciales australiennes. Le gouvernement australien, bien qu'il soit le koala avec un revolver sur le ventre dans l'AUSFTA, est loin d'être innocent. Un simple coup d'œil aux négociations commerciales de l'Australie avec la Thaïlande et les pays du Pacifique montrent que le gouvernement australien est lui-même adepte du revolver sous la table et qu'il négocie ses propres accords commerciaux qui favorisent des politiques néolibérales néfastes.

Le défi que le mouvement doit encore relever en Australie est de savoir exploiter l'élan de la campagne contre l'AUSFTA pour que le gouvernement australien reconnaisse sa responsabilité dans le fait que lui aussi, joue au tyran avec d'autres pays.

Ressources

Réseau australien sur le commerce et l'investissement équitables (Australian Australian Fair Trade and Investment Network) www.aftinet.org.au. L'AFTINET a réuni plus de 80 organisations durant la campagne contre l'AUSFTA. Ce site contient d'excellentes archives sur les bulletins de la campagne. Pour plus d'information sur les impacts causés par l'AUSFTA, voir la brochure les “10 détails diaboliques” de l'AFTINET.

Global Trade Watch Australia <http://tradewatchoz.org/>. Ce site compile une liste complète de médias sur la campagne de l'AUSFTA.

Syndicat australien des ouvriers manufacturiers (Australian Manufacturing Workers Union), Dites non à la campagne de l'USFTA <http://www.amwu.asn.au/default.asp?Action=Category&id=68>

Campagne AUSFTA de Friends of the Earth, à l'adresse <http://www.foe.org.au/trade/learning-resources/australia-2013-united-states-free-trade-agreement/>

La campagne continue ...

L'AUSFTA est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Après près de trois ans d'activité, ses impacts deviennent évidents. Malgré les promesses de retombées économiques, la balance commerciale de l'Australie avec les États-Unis a décliné de 32%, soit une détérioration of 3,3 milliards de dollars. Le syndicat australien des ouvriers d'usine estime que plus de 10.000 emplois ont été perdus suite à cet accord.

Il n'est pas surprenant que le gouvernement australien ait refusé de conduire le réexamen public de l'AUSFTA. Au lieu de cela, le gouvernement parade avec une poignée d'histoires de réussites individuelles. Apparemment, une compagnie australienne qui vend des tartes se porte bien. Des groupes communautaires et des universitaires continuent de contrôler et de mettre en lumière les impacts de l'AUSFTA, et il y a eu quelques petites victoires en chemin. Par exemple, l'AUSFTA a ouvert la porte aux firmes américaines pour des offres de contrats de fourniture de sang. En 2007, les actions de campagne de la communauté ont poussé les administrations des états fédérés à rejeter la tentative du gouvernement fédéral de faire accepter cette pratique.

L'AUSFTA permet à l'un ou à l'autre des pays signataires de se retirer de l'accord avec un préavis de 6 mois. La campagne contre l'AUSFTA continue.

Pat Ranald, *The Australia-US Free Trade Agreement: a contest of interests*, Journal of Australian Political Economy, No. 57 juin 2006. www.jape.org. Bonne présentation des forces sociales et celles du monde des affaires pour et contre l'AUSFTA.

An Environmental Impact Assessment (EIA) of the US Free Trade Agreement <http://www.OzProspect.org>

Entretien radiophonique ABC sur l'impact de l'AUSFTA après 2 ans, avec John Matthews, co-auteur de l'ouvrage *How to Kill a Country* http://bilaterals.org/article.php?id_article=7828

Déclaration conjointe des groupes australiens demandant au sénat australien de s'opposer à la législation AUSFTA http://aftinet.org.au/campaigns/US_FTA/usftasignonstatement.html



Le mouvement populaire contre les ALE a ouvert un important espace politique en Thaïlande.

Combattre les accords de libre-échange (ALE): L'expérience de la Thaïlande

BIOTHAI (Octobre 2007)

Le 11 janvier 2006, entre 15 et 20.000 personnes ont assiégé l'hôtel Sheraton situé au bord de la rivière Ping, dans la province de Chiang Mai, le lieu choisi pour le sixième cycle de négociations sur l'accord de libre échange entre les États-Unis et la Thaïlande.

De nombreuses différences de position dans les négociations avaient pu être réglées au cours des cycles précédents, sauf sur les questions de propriété intellectuelle et d'investissement. La plupart des manifestants étaient issus des rangs des personnes vivant avec le VIH/SIDA (PVVS) et des groupes d'agriculteurs. Une cinquantaine d'entre eux, un foulard noir au cou, traversèrent la rivière torrentielle, dans une tentative désespérée d'entrer dans l'hôtel par l'arrière. À la grille d'entrée, des foules de gens essayaient de repousser les barricades installées et soutenues par 1000 officiers de police. Puis, alors que les policiers étaient dépassés par le nombre de manifestants, l'obstacle fut finalement repoussé et les mécontents purent se rapprocher des grilles de l'hôtel. Nous avons assiégé l'hôtel toute la nuit et les négociateurs États-Unis-Thaïlande, y compris Barbara Weisen, directrice de l'équipe de négociation américaine, durent s'écarter discrètement au milieu de la nuit. Ce fut le dernier cycle de négociations pour un ALE jusqu'à présent.

Les tentatives du gouvernement de Thaksin Shinawatra pour empêcher la couverture médiatique de la campagne anti-ALE échouèrent. La chaîne de télévision publique commenta vivement cet événement et la couverture médiatique passa d'un simple entrefilet dans les sections financières à la une, dédiée au mouvement anti-ALE. Le ministre de l'intérieur, un proche allié de la famille de (l'ex-premier ministre) Shinawatra, et même les manifestants de "Onze réseaux populaires contre la ALE" dirigé par FTA Watch, furent surpris par le nombre de gens qui nous ont rejoints au cours des deuxième et troisième jours de la manifestation. Chiang Mai est la

ville d'origine de Thaksin et c'était un bastion pour son parti qui venait tout juste de remporter une victoire écrasante lors de l'élection précédente. Et pourtant, le long des routes menant à l'hôtel, beaucoup de gens nous encourageaient, invitant même certains d'entre nous chez eux, pour nous offrir nourriture et rafraîchissements. Sous une telle pression, Nittaya Piboonsongkram, le chef des négociations thaïlandaises, démissionna une semaine plus tard.

Le mouvement anti-ALE grandit parallèlement au sentiment anti-gouvernement parmi la classe moyenne et, fort de cela, FTA Watch rejoignit la campagne pour faire chuter le gouvernement avec le PAD, l'"Alliance populaire pour la démocratie". Dès le début du second semestre 2006, des centaines de milliers de personnes se ralliaient quotidiennement à nous pour exiger la démission du gouvernement à Sanamluang et dans de nombreux quartiers d'affaires de Bangkok. Même si les manifestations s'achevèrent par le coup d'état du 11 septembre 2006, la campagne populaire, particulièrement le mouvement contre l'ALE et d'autres accords commerciaux, avait ouvert un important espace politique et elle aura dorénavant un poids important sur la politique de libéralisation du commerce dans le futur.

Le début de la campagne ALE

Le mouvement populaire contre l'ALE a commencé lorsque Thaksin et le président américain Bush ont déclaré, pendant la réunion des dirigeants de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) d'octobre 2003 qui s'est tenue à Bangkok, que leurs gouvernements commencent

La police thaïlandaise réprimant le mouvement populaire contre l'ALE américain à Chiang Mai, janvier 2006.
(Photo : grâce à BIOTHAI)



raient des négociations pour un ALE bilatéral. C'était à la suite de la conclusion de l'ALE États-Unis-Singapour.

Thaksin et son parti, le TRT (Thai Rak Thai), venaient de remporter une victoire écrasante lors des élections législatives et il devint premier ministre pour un second mandat avec les voix de plus des deux tiers des députés de la chambre basse. Thaksin devient le plus puissant premier ministre de l'histoire démocratique de la Thaïlande. Son gouvernement savait recourir à de fines tactiques lui permettant de maîtriser et de saper toute contestation. D'un côté, ils essayaient d'accroître leur popularité parmi les pauvres des milieux ruraux en établissant des fonds destinés aux villages, leur distribuant directement de l'argent et les aidant à avoir un meilleur accès aux services de santé publique. De l'autre, ils essayaient de contrôler de d'interférer avec les médias et les organismes de réglementation indépendants, comme la Commission thaïlandaise des droits de l'homme, la NHRC, et même la majorité des sénateurs.

Le gouvernement annonça des plans pour établir des ALE en collaboration avec plus de 10 pays, y compris la Chine, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Bahreïn, le Pérou, le Chili, le Japon, les États-Unis et un ou deux pays du BIMSTEC (Initiative pour la coopération multisectorielle technique et économique des pays du golfe du Bengale – comprenant le Bangladesh, le Bhoutan, la Birmanie, le Sri Lanka, l'Inde, le Népal et la Thaïlande), l'AELE (Association européenne de libre-échange – qui comprend la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein et l'Islande) et la libéralisation unilatérale partielle des marchés agricoles vers d'autres pays en Indochine sous l'ACMECS (Stratégie de coopération économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mékong – comprenant la Thaïlande, le Cambodge, la Birmanie, le Laos et le Viêt-Nam). La logique de Thaksin, derrière ces ALE, était d'ouvrir grand le marché national, alors que la Thaïlande était sur le point de signer un accord avec les deux pays les plus peuplés au monde, c'est-à-dire la Chine et l'Inde, dont l'ensemble combiné des citoyens est de plus de 2 milliards, soit un tiers de la population mondiale. Nous étions sur le point de sceller des accords avec des

pays ayant le plus haut pouvoir d'achat du monde, les deux premières économies mondiales, les États-Unis et le Japon. Thaksin avait des rêves de grandeur et il fit beaucoup de promesses vides. Les gens ont été trompés en croyant qu'aucun autre dirigeant national ne pourrait être à sa hauteur, et qu'il conduirait le pays sur le chemin du développement, sur un pied d'égalité avec d'autres grands pays développés, tels que la Corée du Sud, Taiwan et Singapour.

Tandis que le gouvernement thaïlandais organisait une réception grandiose pour la réunion de l'APEC et accueillait les invités avec une spectaculaire procession de barge royale, FTA Watch, tout récemment créé, émettait une déclaration de protestation contre le début des négociations commerciales avec les États-Unis. Très peu de médias prêtèrent attention à notre campagne pendant l'APEC. Nos rassemblements pour la campagne contre la globalisation et contre la guerre, plutôt modestes, ne pouvaient pas attirer beaucoup de monde. Un sondage indépendant déclara que plus de 90% des personnes interrogées désapprouvaient le fait de faire une campagne pendant la période pendant laquelle le pays recevait l'APEC.

FTA Watch

Au moment où la popularité de Thaksin était croissante, le secteur populaire se mit progressivement à faire campagne sur les questions relatives à l'ALE et ce, avec beaucoup de difficultés et de précautions, espérant obtenir le soutien des foules. Après la consultation et l'analyse d'organisations populaires, d'ONG et d'un petit groupe d'universitaires, en décembre 2003, FTA Watch fut fondé, comprenant des ONG, des organisations populaires et des universitaires, engagés sur les questions des ressources biologiques, de la propriété intellectuelle, de la santé publique, de la protection du consommateur et des groupes suivants les mouvements d'opposition à l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, et à la globalisation, des réseaux paysans travaillant sur l'agriculture durable, et des réseaux de person-

nes vivant avec le VIH/SIDA. Nos membres étaient également des cadres et des membres d'organisations indépendantes de réglementation telles que la NHRC et le NESAC, le Conseil national de consultation économique et social.

FTA Watch a pour but d'aider à la coordination des analyses et de la défense du secteur populaire et de nombreuses alliances n'ayant pas de bureau de permanence sur les questions de commerce international. Les 30 à 40 membres principaux viennent d'environ 20 organisations. Nous avons communiqué et rapporté l'évolution du mouvement par l'intermédiaire d'une liste électronique et nous sommes parvenus à de nombreuses décisions grâce à la communication électronique. Des questions sensibles et des décisions importantes ont été dégagées lors de rencontres régulièrement organisées par les membres de l'organisation.

FTA Watch a développé le site www.ftawatch.org comme porte-parole officiel en ligne, et afin de répandre les informations. Des rapports sur les questions d'ALE publiés par de nombreux journaux thaïlandais ont été compilés, ainsi que des articles sur le même sujet, des analyses de l'impact de la libéralisation dans de nombreux domaines et des rapports d'investigation sur des débats entre des représentants de la société civile et le gouvernement, menés par l'équipe de négociation. Plus de 20.000 éléments d'information ont été mis en ligne, la plupart en thaïlandais. Le site a été visité plus de trois millions de fois. Nous avons également émis des programmes Internet en direct lors d'événements spéciaux, comme par exemple des discussions universitaires publiques, avec parfois plus de 500 participants, et les manifestations à Chiang Mai.

Le groupe a également publié de nombreux ouvrages rédigés par des universitaires et des activistes afin de répandre des analyses sur l'impact des ALE, tels que *"La souveraineté n'est pas à vendre: une analyse de l'impact de l'ALE Thaïlande-États-Unis"* et *"Révélation sur les raisons derrière l'ALE Thaïlande-Japon"*, en plus de petites publications et de photocopies destinées à divers publics. Nous avons commencé par de petits échanges publics, avec 30 ou 40 personnes, qui se sont transformés en séminaires nationaux, allant de 300 à 700 participants. Les discussions abordaient de nombreux domaines, notamment les impacts sur les agriculteurs et les malades, une analyse des accords relatifs aux dispositions sur la propriété intellectuelle, les clauses d'investissement, et une analyse d'ensemble des questions sur les ALE, telles que le manque de transparence du processus de négociation, les conflits d'intérêt et le rôle des multinationales.

Dès que le groupe s'est fait mieux connaître, et que les médias et le public ont été de plus en plus informés sur l'analyse et les impacts, FTA Watch est devenu un centre de coordination des activistes faisant campagne sur les questions concernées. Nous avons commencé par une manifestation contre la signature de l'ALE Thaïlande-Australie en 2003, devant le palais gouvernemental, avec près de 1000 manifestants, puis par une manifestation contre le troisième cycle de négociations pour l'ALE entre les États-Unis et la Thaïlande, à Pattaya, du 4 au 8 avril 2005, et la grande manifestation de Chiang Mai. Nous nous sommes également joints au PAD pour protester contre l'ALE, la privatisation des entreprises publiques et pour la démission du gouvernement Thaksin. Cette campagne a réuni des centaines de mil-

liers de manifestants. (Cependant, plusieurs mois avant le coup d'état qui a renversé Thaksin, FTA Watch s'est progressivement retiré de son rôle dans la campagne dans l'arène politique nationale pour revenir à sa mission initiale visant à servir l'objectif politique du secteur populaire.)

Les membres de FTA Watch ont également donné une importance égale au lobbying, en entreprenant une analyse des impacts et de la mobilisation des masses. Certains de nos membres siègent auprès de plusieurs commissions au sénat, tels que la Commission permanente aux affaires étrangères et la Commission permanente pour le développement social et la sécurité humaine. D'autres membres siègent auprès de sous-comités désignés par des organismes réglementaires indépendants, tels que le NESAC, la NHRC, etc. Nous avons également envoyé des représentants afin qu'ils rencontrent officiellement le premier ministre, le vice premier ministre et les dirigeants de tous les partis politiques d'opposition, et nous avons fait parvenir nos exposés à de nombreuses commissions au parlement.

Après le coup d'état, nos membres sont restés activement engagés dans le lobbying de nos propositions aux membres de l'Assemblée législative nationale (NLA) et ont milité pour l'insertion de clauses dans la nouvelle constitution qui garantissent la transparence et la démocratie au cours du processus menant à des accords commerciaux internationaux, faisant en sorte que le processus soit plus transparent pour le public.

Une analyse des questions d'ALE

FTA Watch considère que l'impulsion pour les ALE est principalement donnée par l'intérêt matériel qu'y trouvent les grandes puissances du monde, particulièrement les États-Unis, et le gouvernement thaïlandais et ses acolytes qui tirent profit de la libéralisation du commerce.

Le gouvernement se rend compte que cet élan vers la libéralisation du commerce et de l'investissement au travers de l'OMC rencontre des difficultés, surtout depuis que les principaux pays en développement, y compris la Chine, l'Inde, le Brésil, et d'autres plus petits pays en développement, s'unissent. Et pendant ce temps, le monde est témoin d'un mouvement croissant contre la globalisation. Par conséquent, le gouvernement américain a eu l'idée de faire avancer les ALE bilatéraux avec des économies majeures, plutôt que les négociations de l'OMC. En Asie du Sud-est, ils ont commencé par Singapour, puis la Thaïlande, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie, respectivement.

En Thaïlande, la principale force motrice pour un ALE est venue de Thaksin, du groupe Charoen Pokhand (CP), l'un des géants agroindustriels de la région dont le siège social est en Thaïlande, et d'autres groupes d'intérêt liés aux membres du cabinet, y compris l'industrie des pièces automobiles.

Le fait de signer l'accord d'ALE avec la Chine a provoqué un véritable désastre pour les agriculteurs thaïlandais qui cultivent des légumes et des fruits dans le climat tempéré du nord du pays. Des légumes et des fruits, comme l'ail, les brocolis, le chou frisé, la pomme et la pêche ont inondé la Thaïlande à des prix 2 à 4 fois plus bas que la production locale. Suite à cela, une centaine



(Photo : grâce à
BIOTHAI)

de milliers de famille ont fait faillite.

Pendant ce même temps, l'ALE Thaïlande-Australie, signé en juillet 2004, causait de sérieux problèmes aux éleveurs laitiers. Des produits laitiers moins chers, surtout le lait en poudre, ont inondé la Thaïlande. Les 100.000 familles du secteur laitier thaïlandais de petite échelle ne peuvent pas concurrencer les exploitations australiennes parce que les produits d'Australie arrivent sur le marché à la moitié du coût de production de la Thaïlande. Un tiers des exploitations laitières thaïlandaises se sont effondrées seulement 1 an après la mise en application de l'accord.

De nombreux intérêts du monde des affaires thaïlandais bénéficient des ALE, y compris les capitalistes au sein du gouvernement, notamment les entreprises de télécommunications appartenant à la famille Thaksin profitant des ALE avec la Chine, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les exportateurs de crevettes et de produits de la mer, comme le groupe CP, ont profité d'une augmentation de 50% des exportations et ce, au cours de la première année de prise d'effet de l'ALE avec l'Australie. Les entreprises automobiles, l'une d'entre elles appartenant au ministre des transports, Suriya Jungrungkit, ont bénéficié d'une augmentation de 75% des exportations de pièces détachées vers l'Australie.

Mis à part ce conflit d'intérêt, la procédure de négociation de l'ALE s'entoure de secret et elle n'est ni transparente, ni démocratique. Les contenus et l'attitude de ces négociations sont sujets à la manipulation exclusive des grosses entreprises et des officiels gouvernementaux. Le contenu des négociations et les documents qui s'y rapportent sont dissimulés à l'accès public et ne sont divulgués qu'une fois l'accord signé. Le peuple thaïlandais n'a pu voir les ALE conclues avec l'Australie et le Japon qu'après les cérémonies de signature. Le gouvernement a refusé d'ajourner les textes de la ALE pour délibération et approbation du parlement et ce, même si elle a un large impact sur le public. Thaksin a expliqué qu'une telle mesure n'était pas nécessaire du fait que les "membres du parlement n'ont pas une connaissance assez

étendue pour délibérer sur la question" (même si deux tiers des parlementaires sont issus de son parti, le TRT).

Un ALE avec les États-Unis aurait eu un impact encore plus étendu et plus profond que les accords signés avec la Chine et l'Australie, puisque le cadre des négociations était vraiment complet et couvrait de nombreux domaines, notamment la propriété intellectuelle et la libéralisation de l'investissement. La mobilisation de Chiang Mai contre l'ALE avec les États-Unis a eu un gros impact public et a également mis les nerfs des officiels gouvernementaux à vif. Et au moment où le coup d'état a eu lieu, l'attitude de nombreux Thaïlandais avait changé en défaveur de Thaksin et les projets qu'il caressait, notamment l'ALE. Ainsi, effectivement, le mouvement du peuple contre l'ALE avec les États-Unis a réussi à l'arrêter – pour l'instant.

L'Alternative Agriculture Network, un réseau d'universitaires et d'ONG travaillant sur les questions de ressources biologiques et la propriété intellectuelle est venu à la conclusion que l'insertion de clauses visant la brevetabilité du vivant et la libéralisation des produits génétiquement modifiés (GM) ouvre la voie à la domination des ressources biologiques et au contrôle monopolistique d'une variété de plantes utilisées par les agriculteurs et les communautés locales de tout le pays. De la même façon, en acceptant le brevetage de médicaments alignés sur les normes américaines, les patients et les consommateurs thaïlandais devraient acheter des médicaments plus chers, soit une augmentation de 30% et même parfois plusieurs fois davantage pour de nombreux médicaments. Les impacts se feraient profondément ressentir parmi ceux qui dépendent de médicaments réguliers, tels les personnes vivant avec le VIH/SIDA.

Les impacts de l'ALE affecteront les agriculteurs, les pauvres et les plus démunis, qui constituent la majorité de la population et, en termes plus généraux, saperont la souveraineté nationale.



À Chiang Mai, les négociateurs thaïlandais et américains ont littéralement été assiégés dans l'hôtel Sheraton.

La stratégie de la mobilisation

Quand Thaksin était au pouvoir, la mobilisation populaire a été confrontée à de nombreuses difficultés. Outre le fait qu'il distribuait de l'argent par ci par là, principalement aux populations rurales, le premier ministre avait aussi à ses côtés des anciens activistes sociaux, des personnes travaillant dans des ONG, des universitaires, et certains chefs de communauté, qui étaient ses conseillers. Ils étaient vraiment habiles et subtils dans leur manière d'interférer avec les médias et les organismes de réglementation indépendants. Par conséquent, au cours des quatre premières années de son premier mandat et pendant la première année de son second mandat, nous n'avons été témoins d'aucune mobilisation importante des masses, comme cela avait été le cas par le passé.

Auparavant, les mouvements populaires, telles que les manifestations par l'"Assembly of the Poor" (Assemblée des Pauvres) en 1997, pouvaient rassembler jusqu'à 30.000 personnes et les manifestations pouvaient durer pendant trois mois. Ces mobilisations ont permis à de nombreux objectifs et exigences du mouvement demandant un changement immédiat et une orientation politique différente d'être remplis. Mais sous Thaksin, il n'y eut pratiquement pas de manifestation importante. Si elles se produisaient, elles étaient rapidement dispersées parce que Thaksin utilisait ses dons personnels de marketing et s'appuyait sur l'expérience de ses proches collaborateurs. Un exemple à souligner est celui de la grande manifestation du syndicat de l'Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT) protestant contre la privatisation de ses installations principales. Au début, plus de 30.000 personnes y participaient. Mais après que le gouvernement a proposé la distribution gratuite d'actions du nouvel EGAT S.A., de nombreux travailleurs d'EGAT ont changé leur position et l'opposition à la privatisation s'est écroulée.

Thaksin n'aimait pas les mouvements populaires qu'il ne pouvait contrôler. Il essayait de faire succomber tous les groupes sociaux à son pouvoir. Par conséquent, tout mouvement du secteur populaire et conduit par des intellectuels et des ONG s'enlisait et ses leaders étaient discrédités en tant qu'"agents qui exploitent la pauvreté". La reproduction de ce discours dans les médias a noirci l'image des ONG et ce discrédit a également touché d'autres institutions sociales, y compris les médias. Il en a résulté que le gouvernement Thaksin a pu facilement signer son ALE avec l'Australie et ce, même s'il



Les personnes vivant avec le VIH/sida en première ligne de la lutte contre l'ALE, à Chiang Mai. (Photo : grâce à BIOTHAÏ)

devait avoir des impacts désastreux sur des centaines de milliers d'éleveurs de bovins laitiers et plus d'un million d'éleveurs de bovins de boucherie. De nombreux éleveurs étaient satisfaits des gains de court terme tels que le fait de recevoir gratuitement des vaches à élever dans le cadre du projet gouvernemental "Un million de vaches".

La manifestation contre le sixième cycle des négociations pour une ALE à Chiang Mai était une remobilisation du secteur populaire qui s'était dissipé. Avant la manifestation, le public et les médias avaient été informés des impacts des ALE et ce, jusqu'à un certain point, particulièrement alors que les effets de l'ALE Thaïlande-Chine commençaient à se faire profondément ressentir parmi les cultivateurs d'oignons, d'ail et de légumes du nord de la Thaïlande. Des impacts sur les éleveurs de bovins laitiers et de bovins de boucherie commençaient à se faire sentir après l'ALE avec l'Australie.

Malgré cet effet de levier, nous savions que les stratégies de manifestation devaient être préparées avec soin car Chiang Mai était la ville du premier ministre et son parti avait gagné une victoire électorale écrasante. De plus, les médias, et surtout les médias et les télévisions contrôlés par l'État, faisaient l'objet d'une surveillance gouvernementale étroite.

Les manifestations de Chiang Mai visaient à attaquer les multinationales pharmaceutiques et les agro-industries qui essayaient de forcer des clauses sur la propriété intellectuelle. Ce qui ne ferait qu'empirer l'accès des malades aux médicaments indispensables et miner la souveraineté alimentaire des agriculteurs. Des clauses sur l'investissement affecteraient les petits investisseurs et entrepreneurs, ainsi que les entreprises locales. Bien que le processus de négociations de l'ALE manquait de toute évidence de transparence et qu'il impliquait un conflit d'intérêt parmi les membres du cabinet, nous avons décidé de faire de ceci une préoccupation secondaire par rapport à celle des impacts.

C'est cette stratégie et le nombre de manifestants à Chiang Mai qui ont fait que les médias, à la fois ceux appartenant au gouvernement et les journaux, consacraient davantage d'espace à la couverture de nos mouvements. C'était la première fois que FTA Watch et des universitaires alliés avaient une chance d'exposer problèmes et impacts et d'expliquer clairement notre position d'opposition à l'ALE aux 65 millions de Thaïlandais et ce, pendant trois jours de manifestation.

Le soulèvement de Chiang Mai a eu lieu au moment où la classe moyenne de Bangkok et des villes principales ont commencé à ne plus apprécier la gestion du gouvernement. Le taux de popularité de Thaksin a atteint son point le plus bas, exacerbé par sa décision de vendre, sans payer d'impôt, les entreprises familiales de satellites, téléphone portable, télévision et compagnie aérienne au Groupe Temasak de Singapour.

Selon un sondage indépendant sur les accords d'ALE signés avec de nombreux pays, cinq fois plus de personnes étaient opposées à ces accords commerciaux que de personnes y étant favorables (sondage ABAC).

Les Onze réseaux populaires contre l'ALE

FTA Watch fonctionne généralement comme un centre de coordination des mouvements populaires réagissant aux activités liées aux ALE et au commerce international. Mais au cours de cette mobilisation massive, il nous a été nécessaire d'avoir une organisation plus forte et d'une meilleure cohésion. Par conséquent, le "Réseau des Onze réseaux populaires contre l'ALE" a été formé peu avant le sixième cycle de négociations sur l'ALE.

Dans ce réseaux de onze réseaux populaires contre l'ALE, figuraient: le réseau thaïlandais de PVVS ou TNP+, le réseau Alternative Agriculture Network (AAN), la Confédération des organisations de consommateurs, la Fédération des paysans du nord, le Réseau des bidonvilles des quatre régions, le Conseil des réseaux des organisations populaires de Thaïlande, l'Assemblée des pauvres (AOP), la Fédération des étudiants de Thaïlande, le Réseau d'action des pauvres pour la réforme agraire, le Réseau des forêts communautaires du sud, la Fédération des syndicats et les Alliances des mouvements pour le travail et FTA Watch. Les membres de TNP+ et d'Alternative Agriculture Network constituaient la majorité des manifestants de Chiang Mai.

TNP+ est une puissante organisation populaire et ses membres viennent de plus de 1000 organisations différentes, soit plus de 100.000 individus. Le total de la population des PVVS en Thaïlande s'élève à 900.000. Ce réseau a été fondé en 1997 et a été depuis lors très actif dans la défense des droits et de l'accès au traitement et aux médicaments, ainsi que d'autres droits des PVVS. Ils travaillent en étroite collaboration avec les ONG liées au SIDA en Thaïlande. L'ALE Thaïlande-États-Unis aurait eu un impact encore plus lourd et concret sur les PVVS. Avec cet accord, il était probable que les frais médicaux mensuels pour chaque PVVS serait passé d'entre 2.500 et 5.000 à 20.000 baht, à cause de l'extension d'assurance pour les médicaments et des clauses disposant de l'exclusivité des données, ainsi que des licences obligatoires. Près 3.000 membres de TNP+ nous ont rejoints pendant les manifestations de Chiang Mai.

L'AAN a été créé en 1989 et compte comme membres plus de 50.000 foyers sur tout le territoire. Près 2000 membres de l'AAN nous ont rejoints pendant les manifestations de Chiang Mai. Le réseau a acquis beaucoup d'expérience dans la défense des questions de politique relatives à l'agriculture durable et à la sécurité alimentaire. Leurs réussites passées comprenaient le fait d'avoir convaincu le gouvernement de changer les buts de la transformation agricole afin d'atteindre l'objectif minimum de 25 % d'agriculture durable en 1997. Ils avaient également réussi à faire campagne avec plusieurs ONG travaillant sur la biodiversité pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il émette une interdiction des essais en champs de cultures GM depuis 2001. L'AAN s'oppose fermement à la protection des variétés végétales et aux lois sur les brevets de la vie qui exacerberaient l'accès et l'échange des ressources biologiques, celles-là même qui fournissent la base de la sécurité et la souveraineté alimentaires. L'ouverture du marché des denrées agricoles de base conduirait à l'augmentation rapide des importations et à la vente au rabais de produits agricoles américains bon marché et fortement subventionnés.



(Photo : grâce à BIOTHAI)

D'autres réseaux populaires, comprenant la confédération des organisations de consommateurs, la fédération des paysans du nord, le réseau des bidonvilles des quatre régions et l'AOP, avaient également acquis une grande expérience dans la défense au niveau national et partageaient les mêmes positions politiques. Ils avaient aussi travaillé ensemble dans plusieurs manifestations.

Des décisions sur les mouvements dans les rues ont été prises collectivement par des représentants de tous les groupes. FTA Watch a simplement fourni des informations et a aidé à l'analyse d'ensemble, ainsi qu'aux relations publiques. Les membres de l'AOP ont joué un grand rôle dans la logistique de la manifestation. Ils étaient mieux aguerris sur les situations dans lesquelles nous devions affronter les autorités de l'État.

Descendre dans la rue fit passer le mouvement du débat sur le commerce international dans les sections financières de la presse au débat public et politique. L'espace médiatique s'est ouvert aux réseaux populaires et cela a rendu le contrôle du gouvernement sur les médias difficile. Les succès obtenus par la campagne sont surtout venus de la réaction du public, puisque le fait de gagner un soutien accru était vital pour l'avenir de la mobilisation.

Les réalisations du secteur populaire dans leur œuvre contre l'ALE en Thaïlande

Plaidoyer pour une modification des dispositions des accords

Lorsque l'accord d'ALE avec la Chine a été signé, FTA Watch n'existait pas encore. Nous ne faisons que commencer lorsque l'accord d'ALE Thaïlande-Australie a pris place en 2003. Nous ne pouvions alors pas faire grand chose pour obtenir la modification des détails.

Mais, pendant les négociations de l'ALE Thaïlande-Japon (JTEPA), le mouvement populaire avait déjà appris quelques leçons des premiers combats contre les ALE. Nous avons engagé quelques actions pour obtenir un meilleur accès au contenu de l'accord, par exemple.



Adieu, ALE.... Un ballon à air chaud traditionnel thaïlandais relâché pendant une manif. (Photo: grâce à BIOTHAI)

(L'équipe de négociation thaïlandaise avait permis à notre représentant de voir le texte dans un lieu donné et pendant un laps de temps donné.) Cela a servi à notre analyse des impacts du projet d'accord, et particulièrement sur deux sujets, les déchets toxiques et les brevets des microorganismes existant naturellement. FTA Watch répandit ensuite l'information que nous avions largement obtenue grâce aux mécanismes de l'Assemblée législative nationale, le NESAC, la NHRC, etc. Nous avons fait une marche vers la chaîne ITV afin de la forcer à émettre l'information en provenance du secteur populaire puis, nous avons engagé une action en justice auprès du tribunal administratif pour vice de procédure dans l'audience publique du JTEPA.

Les campagnes ont forcé le gouvernement à rédiger un document annexe et les représentants japonais ont du signer ce document affirmant que l'interprétation des clauses sur les déchets toxiques et les brevets des microorganismes existant naturellement devrait se faire de façon à ne pas être dommageable à la Thaïlande. Même si ce document annexe semble n'avoir qu'une faible valeur légale, le texte principal n'étant pas modifié, c'est néanmoins la première fois que les gens ont réalisé qu'ils peuvent véritablement changer un accord commercial.

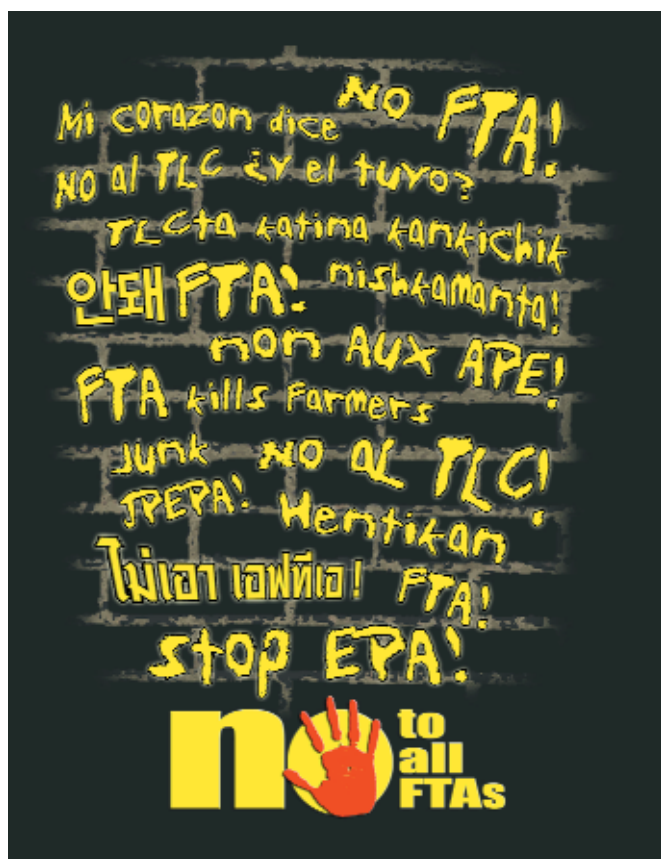
Réforme du processus législatif

Après que Thaksin Shinawatra a été chassé de son poste de premier ministre par la classe moyenne et par les militaires, FTA Watch, le réseau universitaire progresse et les organisations populaires ont lancé une campagne pour un amendement constitutionnel relatif au processus législatif de conclusion d'accords commerciaux internationaux. La section 190 de la nouvelle constitution stipule de nombreux détails générés par le secteur populaire pour une plus grande transparence du processus, comme suit :

- 1 Le parlement doit être informé du processus de développement et de négociation des accords commerciaux internationaux.
- 2 Une audience publique doit être tenue avant la négociation.
- 3 Au cas où les accords commerciaux pourraient avoir un impact sur les personnes, il faudra mettre en place des solutions et des compensations.
- 4 Le contenu des accords devra préalablement être rendu public.
- 5 Les accords doivent être approuvés par le parlement.
- 6 Il faudra promulguer une loi visant la procédure et les détails de cette procédure accompagnant le développement d'un tel accord commercial international.
- 7 Nous avons réussi à ce que ces clauses soient incluses dans la nouvelle constitution grâce à plusieurs formes de campagne, y compris le lobbying sur la politique, une prise de conscience accrue, des relations publiques et des manœuvres politiques constantes pendant les 3 à 4 années précédentes.

Croissance des organisations populaires

Prises dans la lutte tendue au nom du libre échange menée par les sociétés transnationales pour étendre leur exploitation des ressources et leurs marchés dans le monde, les institutions politiques nationales ont échoué dans l'exercice de leurs fonctions. Même si l'on ne peut pas être entièrement d'accord avec l'insulte lancée au parlement par Thaksin Shinawatra lorsqu'il a



(Conception tee-shirt : Paulo Angelo Veluz)

prétendu que les parlementaires n'avaient pas une connaissance assez étendue pour comprendre les accords commerciaux, elle reflète certainement quelques réalités. Les institutions politiques actuelles ne sont pas capables de gérer la tendance de la globalisation néolibérale.

D'un côté, l'émergence de FTA Watch a souligné la faiblesse des institutions politiques, du système bureaucratique, des institutions éducationnelles et de plusieurs grandes institutions sociales. De l'autre, cela indique que dans le futur, la seule force qui peut contre-balancer le pouvoir des sociétés transnationales proviendra de la coalition des mouvements populaires et du public, tellement déçu qu'il est du rôle des grandes institutions. Ces organisations joueront un rôle majeur dans l'établissement de la voie du développement démocratique en Thaïlande.

Si l'on regarde l'agenda des accords d'ALE avec de nombreux pays depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons vérifier l'échec total du gouvernement dans la protection des intérêts du peuple. Il a été incapable de prévenir l'exploitation de la majorité des personnes par le système commercial mondial et il fait même dorénavant partie du problème. Les partis d'opposition étaient trop faibles pour résister aux critiques et à l'opposition puisque tous les partis politiques ont bénéficié du soutien offert par les gros intérêts capitalistes, comme le groupe CP. Bien que le gouvernement clame qu'il s'est attaqué à la corruption, il maintient toujours d'excellentes relations avec ces grands groupes d'affaires.

Des institutions universitaires, qui avaient l'habitude de jouer un rôle important dans l'éclairage des questions de société, sont maintenant devenues des porte-parole promouvant les vertus du libre échange sans égard pour la qualité de vie, les inégalités sociales, l'impact sur l'en-

vironnement et la détérioration des ressources naturelles générés par le libre échange.

Des leçons apprises et des suggestions

Établir une liaison entre tous les groupes travaillant sur les questions d'ALE

Les succès du mouvement thaïlandais anti-ALE peuvent être attribués à la bonne liaison des organisations du secteur populaire, des ONG, des universitaires de différents domaines, des organismes réglementaires indépendants et de certaines personnes appartenant aux institutions politiques principales. Ils ont joué leur rôle, parfois ensemble, parfois séparément, sur certaines questions. Ils ont travaillé ensemble pour l'échange d'informations et la planification stratégique.

Faire la liaison entre les personnes concernées et provenant des différents secteurs, notamment les agriculteurs et les PVVS, permet un apprentissage mutuel et rend le mouvement plus fort que si chacun ne se concentrait que sur ses intérêts personnels. En fait, une telle consolidation d'efforts parmi de nombreux groupes a déjà été mise en place, comme c'est le cas de l'AOP qui est une coalition de plus de cent groupes affectés de façons diverses. La différence est que le mouvement sur le libre échange traite d'une question plus étendue.

L'une des grandes faiblesses des mouvements contre le libre échange en Thaïlande est que les organisations populaires qui ont fait partie du mouvement ont surtout travaillé en étroite collaboration avec des ONG. Les ONG ont certaines contraintes pour faire appel à d'autres organisations populaires, comme les syndicats de nombreux secteurs et les groupes d'agriculteurs qui reçoivent l'impact de l'accord d'ALE de plein fouet (comme les coopératives de laiteries et de bovins de boucherie).

De nombreux mouvements ouvriers et groupes d'agriculteurs ont souffert de l'interférence des hommes politiques cherchant un soutien politique et des grandes entreprises (comme CP et Monsanto qui travaillent avec acharnement dans de nombreux pays à l'organisation de groupes d'agriculteurs qui seront ensuite favorables aux intérêts de l'entreprise). Certaines interférences sont également venues du Centre américain pour la solidarité internationale du travail de la Fédération américaine du travail (ACILS) qui travaille étroitement avec l'ambassade américaine en Thaïlande. Ils ont essayé de faire croire aux travailleurs qu'un ALE mènerait à une nourriture moins chère et de meilleurs droits du travail, ainsi qu'une qualité de vie comparable à celles des travailleurs américains. Il est important que les organisations populaires ne subissent pas de telles interférences politiques et par conséquent, qu'elles puissent mieux travailler à l'avenir.

Alternatives aux ALE et au libre échange

Le gouvernement, les grandes entreprises et certains universitaires en Thaïlande sont devenus de fervents défenseurs des ALE. Pour combattre les ALE, nous devons affronter le gouvernement et tous ces groupes d'intérêt, et lutter avec des forces extérieures au pays. Ce n'est pas tâche facile. Et pendant ce temps, l'idéologie de développement influencée par le libre échange et menée par l'OMC et certaines grandes institutions

économiques et politiques est devenue le discours principal et dominant les autres idées sociales et politiques. C'est ce qui rend le combat contre les ALE une tâche encore plus ardue, puisqu'il nous faut nous battre contre une doctrine du libre échange défendue également par l'OMC.

Depuis la crise économique de 1997, Sa Majesté le roi de Thaïlande a promu l'idée de l'"économie de suffisance" qui est interprétée comme un modèle économique qui s'oppose au néolibéralisme. ("L'économie de suffisance" insiste sur une voie médiane comme un principe primordial pour une conduite appropriée du peuple, à tous les niveaux. Ceci s'applique à la conduite au niveau des individus, des familles et des communautés, ainsi qu'au choix d'une stratégie de développement équilibrée pour la nation et ce, afin de moderniser en accord avec les forces de globalisation tout en se protégeant des chocs inévitables et des excès qui surviennent. "Suffisance" signifie modération et considération qui convient à tous les modes de conduite, ainsi que le besoin d'une protection suffisante des chocs internes et externes. (Documentation distribuée à l'occasion de la conférence de fin d'année de l'Institut thaïlandais pour le développement et la recherche, 1999)) Mais le concept a été sujet à de nombreuses interprétations et ce, par de nombreuses entreprises. Coca Cola – un symbole majeur de capitalisme – utilise ce concept d'"économie de suffisance" pour faire la promotion de ses boissons!

Les organisations populaires thaïlandaises sont nées de mouvements qui essayaient d'explorer un développe-

ment alternatif, tels que le réseau agricole alternatif, le réseau des forêts communautaires, la médecine parallèle et la médecine par les plantes, le développement orienté vers la communauté et la santé, etc. Mais, actuellement, la mise en relation des solutions au niveau de la communauté et de la politique n'a pas généré une "nouvelle imagination" ou une "nouvelle idéologie sociale" pour la majorité des citoyens dans le court terme.

Établir une liaison avec les groupes internationaux anti-ALE

Ces dernières années, les secteurs populaires du monde entier se sont donnés la main pour s'opposer à la libéralisation du commerce par l'OMC. À l'heure actuelle, les mouvements contre les négociations commerciales bilatérales ont gagné en importance. Mais d'autres formes de relations commerciales, comme les ALE, les accords de partenariat économique (APE) ou d'autres accords d'investissement, ainsi que les projets unilatéraux de libéralisation commerciale comme l'ACMECS ont reçu moins d'attention. Il nous faut creuser ces questions, au même niveau que l'action de campagne contre l'OMC et s'assurer qu'elles soient bien connues du public. Le secteur populaire thaïlandais doit forger des relations permettant l'échange d'informations, l'analyse et l'apprentissage mutuel du développement de stratégie dans la lutte contre les ALE dans de nombreux domaines, en collaboration avec des mouvements semblables en Asie du Sud-est, en Corée du Sud et en Amérique latine. L'option la plus probable est l'établissement d'un mouvement asiatique anti-ALE.

“JPEPA, aux ordures!” est le cri de ralliement de nombreux mouvements sociaux combattant l'accord de partenariat économique Japon-Philippines.



Sceller le JPEPA: par la ruse et par la force

Sandra Nicolas* (Octobre 2007)

Il est facile de raconter une histoire claire de l'accord de partenariat économique Japon-Philippines (Japan-Philippines Economic Partnership Agreement, JPEPA), jusqu'au point où, à première vue, elle semble plausible. Dans un tel récit, on dirait que les négociations JPEPA traînent depuis six ans à cause de la vigoureuse opposition qu'il rencontre, et que même ses défenseurs, sur la défensive, concèdent ces difficultés.

C'est un récit optimiste, mais malheureusement aussi, inexact. Il empêche également de tirer des leçons potentiellement importantes de cette expérience philippine particulière d'opposition aux accords de libre-échange (ALE).

Il ne fait aucun doute que la résistance au JPEPA a pris de l'ampleur et qu'elle est l'un des facteurs principaux qui retarde l'accord, pour lequel les négociations ont duré presque aussi longtemps que le cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais l'opposition n'a véritablement commencé à s'accélérer que depuis la fin 2006, soit près de quatre ans après que l'accord a commencé à prendre forme. Ceux qui, au gouvernement, ont proposé le JPEPA semblent aussi depuis peu perdre le débat pendant les audiences parlementaires où l'accord est discuté. Mais, même si les arguments de l'opposition sont percutants, c'est aussi par pure chance que le gouvernement, de son côté, a été complaisant, étonnamment inepte et peu préparé à défendre l'accord.

Alors que le JPEPA menace de réviser l'élaboration de la politique économique philippine d'une façon telle que l'OMC a essayé mais à laquelle elle a finalement dû renoncer, il a généralement attiré bien moins d'attention publique que cette institution multilatérale, calomniée

au niveau mondial. Mis à part un article de temps en temps et des protestations sporadiques dans la capitale, le public, en général, ne semble pas savoir que le pays s'apprête à entrer dans l'un des accords économiques les plus tentaculaires de son histoire post-coloniale.

Tout ce ceci n'est pas pour minimiser l'importance et le rôle capital de la vibrante opposition anti-JPEPA. On doit en effet porter à leur crédit le fait que leur analyse est tellement fine que même une réponse tardive a été si efficace. Il reste néanmoins beaucoup à faire en termes du JPEPA et d'autres accords commerciaux auxquels le peuple philippin doit faire face. Même si, jusqu'à ce jour, nous ne savons pas encore si la lutte anti-JPEPA a réussi ou échoué, l'expérience qu'elle a généré permet déjà d'éclairer certaines des difficultés rencontrées pour s'organiser contre les ALE – et souligne combien la préparation et la détermination des mouvements sociaux est, au final, ce qui compte le plus.

Des manifestations démobilisatrices

En grande partie, la raison pour laquelle la réaction a été tardive provient du processus du JPEPA lui-même, puis, ensuite, de l'impact qu'a l'accord sur le pays. Le contenu de l'accord a été maintenu secret jusqu'après sa signature; c'est pourquoi, pendant longtemps, les groupes anti-JPEPA n'avaient aucun matériau pour composer des positions de campagne concrètes. Puis, il se trouve que l'économie philippine est tellement à la traîne et déjà si

* Sandra Nicolas est une journaliste free-lance spécialisée dans les questions politiques et économiques aux Philippines. Entre autres publications, elle a écrit pour l'hebdomadaire en ligne *Bulatlat* et le magazine *Philippine Graphic*.

subordonnée à celle du Japon qu'en dépit des vastes dommages stratégiques de l'accord, peu de secteurs en sont immédiatement affectés.

L'idée de l'accord a fait surface dès janvier 2002, et il faisait partie de la proposition du premier ministre Junichiro Koizumi de créer une "Initiative pour un partenariat économique global Japon-ASEan". La présidente philippine, Gloria Macapagal-Arroyo, une économiste, a apporté son soutien total à cette proposition et ce, même si les détails restaient à rédiger et à transmettre à un groupe de travail qui devait étudier le JPEPA dans les mois suivants. Une série de consultations et des réunions de la commission conjointe et du groupe de travail avaient, depuis fin 2002, préparé le terrain pour le lancement des négociations officielles en décembre 2003, et pour leur début réel en février, l'année suivante. Les négociations ont duré jusqu'à juillet 2005 et elles ont été suivies d'une révision légale, jusqu'en octobre 2005.

Le JPEPA a finalement été signé par les chefs d'état des pays respectifs en septembre 2006, dans les coulisses de la réunion du sommet Asie-Europe (ASEM), à Helsinki. Il a ensuite été rapidement ratifié par la Diète japonaise, au mois de décembre suivant, et il ne lui manque plus que la ratification du sénat philippin pour entrer en application.

Le contenu du JPEPA était pratiquement inconnu en dehors de parties négociatrices, jusqu'à la signature effective, en 2006. Alors que les grandes lignes avaient été révélées très tôt, les détails substantiels, par lesquels ses effets pouvaient être évalués, n'avaient jamais été révélés. Le gouvernement philippin prétend avoir fait une poignée de "consultations publiques" en octobre 2002, août 2004 et septembre 2004, ainsi qu'avoir assisté à quelques audiences de la commission spéciale sur la mondialisation à la chambre des représentants. (Les Philippines ont un pouvoir législatif bicaméral composé du sénat et de la chambre des représentants). Cependant, les négociateurs ont régulièrement refusé de rendre publics les projets du JPEPA et ont soutenu que le faire aurait rendu leur position de négociation difficile. Des déclarations de presse périodiques au sujet d'innovations ou de points importants de l'accord ont été faites mais, là encore, sans fournir de détails vraiment importants.

La seule vraie source de pression politique sur le JPEPA venait alors d'une poignée de groupes de la gauche au parlement qui étaient, par exemple, actifs au sein de la commission spéciale sur la mondialisation. Ces quelques précieuses voix critiques qui s'élevaient contre la politique de "marché libre" de la "mondialisation" incluaient des représentants de la liste de Bayan Muna, Anakpawis, Gabriela Women's Party et Akbayan. Ces législateurs travaillaient en étroite collaboration avec des organisations populaires et des organisations non gouvernementales (ONG). Des demandes officielles des copies du projet JPEPA avaient été faites auprès du ministère du commerce et de l'industrie et ce, dès 2004, puis au cours des audiences de la chambre des représentants, mais ces demandes ont soit été ignorées, soit purement et simplement refusées. Le travail d'alliance au sein du parlement était aussi limité et n'a pas été suffisant pour que le président de la chambre des représentants, un proche allié de la présidente, donne à ces requêtes plus de poids au niveau parlementaire.

Agacés, les législateurs de la liste Akbayan et certaines

ONG allèrent devant la cour suprême, en décembre 2005, pour tenter d'obtenir une interdiction d'exécution provisoire qui empêcherait le gouvernement de signer l'accord sans en avoir dévoilé les dispositions au public. Le solliciteur général, à son tour, alléguait que la cour n'était pas compétente pour émettre une décision sur cette demande. Il est vrai que la cour a montré à de nombreuses occasions qu'elle ne décidait pas uniquement sur une base strictement juridique, mais également sur la base de réalités politiques. La regrettable réalité politique, dans cette affaire, cependant, était l'absence d'importantes protestations publiques contre le JPEPA (qui auraient peut-être aussi été utilisées pour faire changer de camp les parlementaires). Mais tout ceci devint caduc à la signature finale et à la révélation de l'accord.

Toute la période pré-signature avait alors des négociateurs gouvernementaux pro-JPEPA qui dominaient facilement la situation et les pourparlers traînaient en longueur, malgré le manque d'opposition forte et pas vraiment à cause de cela, non plus. Les communautés et les organisations de la base étaient littéralement invisibles sur la question du JPEPA. Le succès que le gouvernement a remporté en gardant le contenu de l'accord secret a véritablement entravé l'opposition anti-JPEPA qui était ainsi privée de tout point d'ancrage sur des questions concrètes pour faire campagne. Il y avait peu d'opposition et des groupes comme le Fair Trade Alliance (FTA), parmi une poignée d'autres, finirent par être détournés vers des batailles défensives et tangentielles sur le manque de transparence et d'accès à l'information. Pourtant, alors que ces dernières sont des questions légitimes et troublantes pour certains intellectuels, parlementaires et ONG, elles sont regrettablement éloignées des préoccupations des secteurs de base du pays et paraissent être de second plan pour une mobilisation.

La signature de l'accord en septembre 2006 et la révélation de l'accord ont permis à l'opposition anti-JPEPA de prendre de la vitesse. Des projections plus précises sur les impacts ont pu être faites, les groupes affectés ont pu être identifiés et les groupes de défense, mobilisés. Les activistes philippins participants au forum populaire Asie-Europe (FPAE) ont immédiatement réagi à la signature en raison de la question récurrente du secret des négociations. Quant à l'impact du JPEPA, parmi les premiers à réagir dans les semaines qui suivirent la signature se trouvaient des groupements syndicaux comme le Kilusang Mayo Uno (KMU), préoccupé par des licenciements dans les secteurs de l'automobile et de l'acier, le Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (KMP), craignant les déplacements de paysans et la conversion de terres en décharges publiques, et le Pambansang Lakas ng Kilusang Mamamalakaya ng Pilipinas (Pamalakaya), opposé au fait que des pêcheurs japonais n'attrapent du thon local.

Ce qui a également aidé, c'est le fait d'avoir maintenant un lieu précis sur lequel l'attention pouvait se porter - le sénat philippin qui n'avait plus qu'à ratifier le JPEPA pour l'accord prenne finalement effet. Des actions de protestations, principalement au sénat philippin, et aussi devant l'ambassade du Japon, sont passées de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes, et il est probable que leurs rangs grossissent encore, non seulement en nouveauté, mais également en taille. La coalition Magkaisa Junk JPEPA a été la première grande formation multisectorielle à s'unir spécifiquement contre le

Des pêcheurs brûlent de l'encens lors de la mobilisation du 3 octobre 2007 à Manille, pour chasser les mauvais esprits travaillant à la ratification du JPEPA. La manifestation a martelé le message au niveau national que, au cas où le JPEPA passerait, ce serait les entreprises japonaises qui pêcheraient le thon des eaux philippines, avec de grands navires de pêche, ce qui épuiserait les réserves halieutiques des petites communautés de pêcheurs philippins.

(Photo : Pat Roque/AP)



JPEPA et à lancer une série de manifestations plus particulièrement focalisées sur la question des déchets toxiques et dangereux. Parmi les groupes les plus actifs à se rassembler, on trouve Initiatives pour le dialogue et le renforcement du pouvoir au travers de services juridique alternatifs (IDEALS, Inc.), Avocats pour l'environnement (Lawyers for the Environment), Initiatives vertes (Green Initiatives), la Coalition éco-déchets (Ecowaste Coalition) et l'Association philippine des infirmiers (Philippine Nurses Association, PNA). La coalition s'est aussi liée avec certains officiels gouvernementaux et parlementaires.

Le réseau multisectoriel Bayan s'est également occupé de la question des déchets toxiques, mais depuis le début, il a également souligné le pillage japonais des ressources philippines. Le groupe de réflexion IBON Fondation, quant à lui, s'est appliqué à mettre en lumière les termes inégaux de l'accord et la perte de la souveraineté en matière de politique économique — puisque les Philippines libéraliseraient plus que le Japon et ne pourraient même pas utiliser leurs instruments vitaux de politique commerciale et d'investissement pour le développement national. Au parlement, les partis de la gauche à la chambre des représentants réitéraient leur opposition, mais l'arène de la bataille avait déjà transité vers le sénat et dans les rues.

Les écologistes s'opposaient au fait que le Japon puisse se débarrasser de ses déchets toxiques aux Philippines, les pêcheurs s'opposaient au fait de livrer aux pêcheurs japonais un vaste accès à leurs ressources piscicoles locales, les agriculteurs protestaient contre les pressions qui en découlaient et qui les forçaient au déplacement au profit de l'agro-industrie, les ouvriers de fabrication des industries automobile et sidérurgique protestaient contre les faillites et les licenciements à prévoir, et les infirmiers et le personnel soignant mettaient en doute que l'accord signifierait des gains pour eux. Mais même tout ceci ne se produisait que par à-coups et ce, pour un ensemble de raisons.

Le fait d'avoir finalement le texte complet et les détails de l'accord permet davantage d'analyse substantive de ses impacts défavorables. Cela fournit une base claire permettant d'identifier les secteurs spécifiquement tou-

chés et les autres groupes d'intérêt à mobiliser, ce qui se traduit par une augmentation des actions de masse — en général des piquets, de petits rassemblements ou des occasions de prendre la pose devant les médias. Des groupes de plaidoyer ont diffusé des analyses sur des sites internet et ont fait circuler des copies par des listes de diffusion et des e-groupes. Les médias écrits, radiophoniques et télévisés ont été nourris d'un courant régulier de petits communiqués attirant l'attention sur des points particuliers. Les publications des recherches, détaillées ou sous forme simplifiée, ont été distribuées et des forums publics ont été organisés. Une campagne de signatures électroniques d'une pétition en ligne a été lancée. La force de pression exercée sur les sénateurs a été particulièrement importante.

Cependant, il y avait également des facteurs qui n'étaient pas intrinsèquement liés à l'accord et qui ont retardé le processus. Le cycle électoral philippin était important et beaucoup de temps et de ressources, des deux côtés du fossé creusé par le JPEPA, a été consacré aux élections de mi-mandat de 2007. Le sénat, par exemple, s'est attelé au JPEPA, dans son processus de ratification, fin 2006, mais la question a été rapidement mise en attente alors que la période des élections approchait. La question demeura dans les tiroirs du début 2007 jusqu'au début de la campagne électorale, pendant toute la campagne et après les élections, en mai. L'accord est revenu sur le devant de la scène comme une question de niveau national, mais seulement lorsqu'il a été envoyé devant le nouveau sénat, peu après la session d'ouverture du congrès en juillet 2007.

Le secret dans lequel le JPEPA fut négocié a donc été très loin dans la préemption de l'opposition et dans l'affaiblissement des réactions. Et pourtant, déjà plus d'un an après sa révélation intégrale, l'opposition de masse au JPEPA n'est pas encore complètement organisée. Il y a peut-être une condition objective particulière qui lui est sous-jacente et qu'il est peut-être utile de souligner : l'économie philippine a déjà été si émaciée par près de trois décennies de "mondialisation" qu'il ne reste au JPEPA, presque paradoxalement, que très peu à détruire. L'économie a également été progressivement subordonnée, notamment au Japon, depuis la fin des années 1980.



Le mouvement "Pas d'Accord!" des Philippines en lutte contre le JPEPA

La base la plus fiable et la plus large sur laquelle peut se reposer l'opposition aux ALE, tels que le JPEPA, ne peut venir que des rangs pauvres et majoritaires des populations des pays : les agriculteurs, les ouvriers, les petits entrepreneurs, les professionnels aux bas salaires et ainsi de suite. Parmi ces catégories, les plus importantes à mobiliser sont celles dont les vies et les moyens de subsistance sont directement touchés par la mise en application d'une ALE. Le JPEPA arrive cependant à un moment très spécifique de l'histoire économique du pays.

Depuis le début de l'ère de la "globalisation", dans les années 1980, les gouvernements philippins successifs ont imposé une politique de "libre marché" très ample aux Philippines. Le pays compte maintenant parmi les économies les plus ouvertes du sud-est asiatique et il applique les tarifs douaniers les plus bas et les restrictions les plus infimes aux investissements étrangers, seulement comparables à ceux de Singapour. C'est ce qui a graduellement érodé les secteurs productifs du pays et la dévastation cumulative est grave. Les industries de transformation représentent aujourd'hui une part économique plus petite que dans les années 1960, elles sont aussi davantage aux mains du capital étranger qu'elles ne l'ont jamais été dans toute leur histoire. L'agriculture est à son niveau historique le plus bas, le déficit commercial agricole a augmenté depuis le milieu des années 1990, et le pays est plus dépendant que jamais de l'importation alimentaire. Le chômage atteint des niveaux record.

Les mesures de libéralisation du JPEPA vont par conséquent être imposées sur un régime de politique économique qui a déjà cédé tant de choses, à cause des dernières décennies de "mondialisation" enragée. Ceci explique aussi certainement pourquoi les Philippines libéralisent beaucoup plus avec le JPEPA que la Malaisie, l'Indonésie ou la Thaïlande ne le font dans les accords similaires qu'elles ont avec le Japon — nous venons d'une base déjà amplement libéralisée.

En termes d'impact immédiat, le pays n'a donc que peu d'industries existantes à signaler qui seront négativement affectées. À peine neuf pour cent de la main d'œuvre est employée par l'industrie, ce qui inclut même

ceux qui travaillent dans des entreprises japonaises situées dans les zones franches vouées à l'exportation au sein d'une chaîne de production à l'échelle de la région. De plus, le Japon contrairement à ses consœurs, les grandes puissances des Etats-Unis (US) et de l'Union Européenne (UE), n'a pas, pour l'instant, d'exportations agricoles majeures subventionnées par l'État qui pourraient venir menacer la production agricole nationale. S'il y a un secteur qui va ressentir l'impact du JPEPA de plein fouet, il est probable que sera celui des petits pêcheurs nationaux qui pourraient être envahis et submergés par la grande pêche commerciale japonaise, lourdement subventionnée.

Le JPEPA est en outre le premier traité économique bilatéral digne de ce nom depuis l'ère coloniale américaine, il y a plus d'un demi-siècle. Le fait que le JPEPA soit le premier de tels accords signifie que l'opposition anti-JPEPA ne bénéficie pas de l'expérience négative d'un ALE antérieur, qui permettrait de réfuter les bénéfices que le gouvernement proclame. D'un autre côté, le groupe de pression pro-JPEPA, qui a bénéficié de la "globalisation" du pays et qui clairoonne les chiffres reluisants de l'investissement étranger et des exportations. Parmi les plus tonitruants, on retrouve les grands groupes du pays : les Industries des semiconducteurs and de l'électronique des Philippines, Inc. (SEPI), la chambre de commerce et d'industrie des Philippines, et la confédération des exportateurs philippins.

Pourtant, ceci ne représente en aucun cas des contraintes insurmontables, surtout du fait que le JPEPA cause à la fois des dommages immédiats et des dommages stratégiques à long terme, plus graves encore. L'accord, qui établit un précédent, ferme effectivement la porte au développement des Philippines en l'empêchant d'utiliser des instruments de politique économique de protection et de soutien auxquels pratiquement tous les pays avancés, y compris le Japon, ont eu besoin d'avoir recours dans les premières étapes de leur développement. Les mouvements de masse et les mouvements sociaux, menés par l'idéologie, sont sur le terrain depuis assez longtemps pour ne plus compter entièrement sur l'agitation générée par des dangers clairs et présents. Les campagnes anti-OMC, depuis le milieu des années 1990, par exemple, ont apporté une innovation importante en

termes de mobilisation des secteurs de base sur ce qui était autrement vu comme des questions abstraites et techniques de commerce et d'investissement.

Cependant, cette contrainte a eu une influence. Même après que les détails du JPEPA aient été rendus publics, et plus d'un an après, une importante partie de l'opposition anti-JPEPA opte toujours pour souligner la question de la libéralisation des importations de déchets toxiques. Ce sujet est une préoccupation valable et importante au niveau tactique : le fait que l'on puisse le présenter sous une forme simple en fait un point d'entrée pour les sénateurs qui pourraient sans cela ne pas se préoccuper d'un accord bilatéral technique, ainsi que pour les médias qui préfèrent les questions faciles à saisir. Mais, bien que cette question cause beaucoup de retard, il est improbable qu'elle tue l'accord, au mieux le modifiera-t-elle peut-être. Le choix de la question reflète aussi en partie la nature des forces politiques qui ont été capables de faire campagne là où une campagne plus orientée vers les agriculteurs, les ouvriers ou la communauté auraient peut-être donné plus d'importance à une préoccupation moins étroite. Tandis qu'une coalition multisectorielle a été formée, et qui a su accroître efficacement la visibilité médiatique du JPEPA, sa bannière de ralliement demeure les déchets toxiques, ce qui n'est probablement pas un sujet qui fera bouger le public issu des classes moyennes, ou, moins encore, celui des secteurs de base.

Le mouvement récemment formé et multisectoriel "Pas d'accord : Mouvement contre les accords de libre-échange inégaux" approche la question du JPEPA d'un angle différent. Il vise à élargir le débat social sur l'accord afin d'y inclure aussi des aspects plus vastes, tels que le verrouillage du sous-développement philippin, l'intérêt à long terme des Philippines dans une économie qui leur donnera des moyens de subsistance suffisants, l'exploitation de la main d'œuvre et des ressources naturelles du pays par des grandes sociétés japonaises, et les ambitions hégémoniques japonaises sur l'Asie orientale. Défaire la ratification du JPEPA est l'un de ses objectifs primordiaux, mais il veut également y parvenir en attirant le plus grand nombre de secteurs de base, en expliquant les questions concrètes et les plus importantes pour eux, et en contribuant, de façon constructive, à la lutte anti-"globalisation" générale. Ou, dans d'autres termes, dans la perspective de ne pas uniquement construire des groupes de défense anti-JPEPA, mais plutôt des mouvements sociaux et de masse qui s'opposent à la "globalisation" et qui affirment la souveraineté nationale.

Réprimer l'opposition

La trajectoire de l'opposition anti-JPEPA a été influencée par une multitude de choses. Mais puisque toute campagne anti-ALE est confrontée à des situations imprévisibles et difficiles, au final, c'est l'état du mécanisme organisationnel avec lequel il faut débiter, mobiliser et maintenir la protestation de la base, qui est le plus décisif. C'est ici que l'opposition potentielle anti-JPEPA aux Philippines a rencontré ses plus grands défis.

La campagne gouvernementale de répression politique est l'unique grand facteur ayant ralenti le développement de protestations de masse plus importantes contre le JPEPA. Cette campagne a compris des attaques contre les forces politiques progressistes d'opposition et les groupes qui, de par leur lutte pour la démocratie et le

développement, qui, sans cela, auraient été en première ligne de la question du JPEPA. Les mesures prises contre la principale opposition de gauche – isolée par le gouvernement alors que la plupart des groupes de la société civile ont été laissés en paix – ont été particulièrement sévères. Les rangs organisés des agriculteurs, des ouvriers, des personnes s'occupant des droits humains, l'église et d'autres groupes ont souffert 1.500 assassinats, tentatives d'assassinat et disparitions forcées depuis 2001. Le problème est si grave qu'il a été rapporté auprès de l'assemblée générale des Nations Unies (ONU).

Faire campagne contre le JPEPA était parmi les nombreuses questions à être inévitablement touchées. Les ressources limitées en matière de recherche, de mobilisation et d'alliance et dans les domaines juridique et organisationnel ont été utilisées à des fins plus urgentes, pour une survie organisationnelle. Une contre-offensive politique a été lancée afin d'éviter d'avoir une position purement défensive qui aurait pu se révéler paralysante; on donna la priorité à des campagnes sur les droits humains, contre les assassinats politiques et contre une loi "anti-terroriste" draconienne.

À part cette diversion des ressources, les méthodes normales de travail ont été modifiées. Les organisations ont commencé à prendre un grand nombre de petites mesures – comme le changement de bureaux, des moyens de communications plus discrets, le changement de trajet, et l'évitement des lieux habituels – ce qui a inévitablement brisé les habitudes. Le dénigrement et une propagande négative ont également fait fuir certains alliés, tandis que les dispersions et le harcèlement physique ont rendu les actions de masse et les rassemblements plus difficiles. Néanmoins, le mouvement a essayé de continuer à s'organiser et à travailler à la campagne, dans la mesure où la situation le permettait.

La répression politique continue mais les efforts ont chassé le climat de peur et a permis au réseau touché de poursuivre, bien qu'avec un peu de retard, les efforts de construction d'une coalition large, substantielle et impliquée dans toutes les questions. Elles comprennent le développement d'alliances avec le reste des petits acteurs du secteur secondaire, comme celui des pièces détachées auto, de la sidérurgie, et des biens électriques et électroniques, dont la cession serait précipitée par les importations japonaises dans le cadre du JPEPA. Il en va de même pour les petits et moyens pêcheurs de thon qui n'ont toujours pas accès au marché japonais et qui craignent en même temps l'incursion des gros pêcheurs japonais.

Une campagne d'information de base a également débuté dans la région capitale nationale (National Capital Region, NCR) avec la distribution de premières œuvres populaires en philippin, des débats informationnels avec les dirigeants d'organisations communautaires et populaires et de petits forums communautaires. La question du JPEPA est consciemment traitée d'une façon qui la relie aux précédentes campagnes anti-"mondialisation", pour maintenir un défi constant au néolibéralisme, et se concentre sur les problèmes concrets du chômage et des conditions de travail.

Il existe néanmoins un point faible en termes d'obtention de matériel de recherche plus complet et détaillé, et qui soit approprié pour les parlementaires, les officiels gouvernementaux, les universitaires et les profession-

nels. Il serait utile non uniquement à la construction d'alliances, en général, mais aussi, et plus particulièrement, au sénat, lieu capital puisque c'est au sénat que la ratification du JPEPA doit s'effectuer. Les audiences qui y ont eu lieu ont montré que les sénateurs manquent en général de la capacité et de l'intérêt nécessaires aux questions économiques techniques et qu'ils dépendent énormément des informations fournies par les personnes invitées qui les leur fournissent. Cela signifie que les audiences ouvrent la possibilité de faire changer d'avis les sénateurs individuels ou, au minimum, d'utiliser les audiences publiques en tant que plateforme à forte visibilité pour élaborer des positions. Le manque de préparation des négociateurs gouvernementaux est surprenant – et il renferme la possibilité qu'ils s'endorment dans la complaisance d'avoir eu la possibilité de négocier secrètement le JPEPA – et il souligne d'ailleurs de telles possibilités.

Pourtant, les intérêts pro-JPEPA se regroupent pour faire osciller le sénat. Après la débâcle lors des premières audiences au sénat, la présidente Arroyo a créé un groupe de travail interagences avec des membres de 16 agences gouvernementales, notamment les ministères des affaires étrangères, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, du budget et de la gestion, des finances, entre autres. Les gros groupes d'affaires d'élite du pays, ayant des liens étroits au capital étranger, ont également émis un manifeste conjoint insistant auprès du sénat pour qu'il ratifie l'accord. On ne peut pas sous-estimer leur influence, d'autant qu'un certain nombre de sénateurs couvent des ambitions présidentielles en 2010 – puisque le monde des affaires est toujours une excellente source de fonds de campagne.

Le premier cycle d'audiences du sénat a paru se diriger dans le sens de l'opposition anti-JPEPA. Les panels gouvernementaux ont échoué dans leur présentation d'arguments convaincants en faveur de l'accord. D'un autre côté, l'opposition a su donner des arguments lucides sur des aspects négatifs de questions spécifiques, telles que l'importation de déchets toxiques, et démentir les bénéfices supposés des infirmières et du personnel soignant. Un argument de poids a également été que le JPEPA donne des privilèges excessifs aux investisseurs japonais et qu'il viole de nombreuses dispositions économiques de la constitution philippine de 1987.

En dépit de tout ceci, il n'y a manifestement toujours aucun bloc substantiellement et clairement anti-JPEPA au sénat qui pourrait empêcher la ratification du traité; encore moins un bloc anti-"mondialisation". Les sénateurs à qui l'on demandait de commenter la question ont été très prudents et le ton général était qu'ils pouvaient encore se laisser convaincre et que les audiences, même après avoir entendu les présentations des deux parties, n'étaient pas concluantes. Même la question potentiellement décisive de l'anticonstitutionnalité du JPEPA, du fait qu'il s'agisse d'une question principalement juridique, élude en fait à la question centrale de savoir si la politique du "libre marché" de la "mondialisation" est dommageable à l'économie, à l'environnement et au bien-être des personnes. Le danger réside peut-être dans le fait qu'il faille faire davantage pour dépasser l'inertie des intérêts élitistes, ainsi que le conservatisme politique et judiciaire, et que le JPEPA, ou un accord similaire, tentera toujours de passer, d'une façon ou d'une autre.

La trajectoire de l'opposition au JPEPA est l'histoire d'une lutte sur une question complexe dans des conditions économiques et politiques loin d'être idéales. Les mouvements sociaux et de masse des Philippines ont de nombreuses décennies d'expérience dans la lutte face aux questions économiques et politiques les plus urgentes auxquelles est confronté le peuple philippin. Directement en rapport avec la lutte actuelle contre l'ALE, il faut inclure la résistance longue et vigoureuse qui, depuis les années 1990, s'est déroulée contre les accords extrêmement techniques de l'OMC. D'une certaine façon, ce sont ces succès qui ont déclenché la récente contre campagne de suppression contre eux et qui a rendu le démarrage d'une opposition toute aussi large au JPEPA difficile.

Le JPEPA est quelque peu retardé, mais il peut encore passer – l'engagement des gestionnaires économiques gouvernementaux envers l'idéologie du libre marché et celui des grandes élites d'entreprise envers leurs profits n'est qu'à peine ébranlé par le souci de la pauvreté et du sous-développement. Néanmoins, l'opposition au JPEPA grandit ainsi que ses efforts, et notamment à la base. Voici ce qui laisse surtout bien présager de la résistance, pas seulement au JPEPA, mais à d'autres accords semblables et à l'agression néolibérale, sous toutes ses formes, contre le peuple.



La lutte contre le néolibéralisme en Corée du Sud: histoire et leçons

(Juillet 2007) Korea Alliance against the Korea-US FTA (Alliance coréenne contre l'ALE Corée-USA, KoA)

La transformation de la société sud-coréenne par le libéralisme et la résistance

Le gouvernement militaire des années 1980

Le gouvernement de Chun Doo Hwan, arrivé au pouvoir par le massacre de citoyens sud-coréens à Gwangju, en mai 1980, a poursuivi une politique d'ouverture du marché et de libéralisation économique. C'était un virage radical par rapport au modèle économique appliqué par le président précédent, Park Chung Hee, qui se basait sur un marché des capitaux fermé, un protectionnisme du marché national et un contrôle gouvernemental des taux d'intérêt et des finances. Au lieu de cela, Chun mit l'accent sur l'ouverture de l'économie au capital étranger et la libre activité du marché, sans contrôle du gouvernement.

À partir des années 1986-89, les gouvernements militaires de Chun et Roh Tae-woo mirent en œuvre des politiques économiques qui réussirent, grâce au cadre formé par les "trois conditions prospères." Ce terme fait référence aux trois importantes conditions favorables de l'économie sud-coréenne de l'époque – la dévaluation du won, des taux d'intérêt peu élevés et le bas prix du pétrole – qui générèrent un boom économique d'une ampleur inconnue jusqu'alors. Si l'économie d'exportation antérieure avait été basée sur de bas salaires et sur l'exploitation, les trois conditions prospères ont permis la première période d'excédents commerciaux des 45 années de l'histoire de l'économie sud-coréenne, période qui a duré quatre ans. Dans cet élan, de grands acteurs économiques tels que Hyundai Motors et Samsung Electronics sont apparus et les fruits du boom aux exportations commença à rejaillir sur le pays sous la forme d'une augmentation des salaires, créant ainsi un cycle positif: expansion des exportations → retour national des bénéfices → croissance intérieure et croissance des investissements → boom économique.

À peu près à la même période, un intense mouvement de démocratisation était en train de grandir. Ceci eut lieu dans le contexte d'un mouvement de grève de travailleurs. De nombreux syndicats furent fondés pendant cette lutte qui se déroula en juillet-août 1987 (en 1987, le nombre des syndicats passa de 2675 à 4103 et le taux de syndicalisation augmenta de 12,3% à 13,8%); 1989 fut le témoin de la période la plus animée de l'activité syndicale (7883 syndicats, 1.932.000 syndiqués et un taux de syndicalisation de 18,7%). La fédération des syndicats coréens soutenue par le gouvernement, qui avait été l'unique organisation syndicale nationale, fut rejetée et la base pour le développement d'une alliance syndicale démocratique prit naissance. Des syndicats de femmes et d'ouvriers d'usine, ainsi que des syndicats dans les grandes usines et des syndicats d'employés, furent formés et le statut social des ouvriers en tant que classe, augmenta.

Cependant, à la fin de nombreuses phases de lutte, un compromis fut trouvé, qui comprenait une retraite partielle du gouvernement militaire et la participation d'hommes politiques civils conservateurs dans les affaires de l'État. Le rôle central des autorités militaires et des forces civiles conservatrices dans la réforme démocratique modérée montra d'évidents signes de limitation, car il était bâti sur un ordre démocratique/capitaliste libre. En fait, comme cela avait été confirmé dans le processus de la lutte anti-ALE, cette réforme a eu pour résultat final de saper la démocratie.

La politique de marché ouvert poursuivie par le gouvernement militaire s'est soldée par deux conséquences. La première est la résistance des agriculteurs. Dans les années 1970, Park Chung Hee poursuivait une politique de révolution verte et une augmentation de la production agricole basée sur le principe d'autosuffisance. Bien



(Photo: Chamsaesang)

que sa politique de développement équilibré de la ville et de la campagne était, en fait, anti-agriculteur, plus favorable à la ville et au capital, ses restrictions de l'ouverture du marché agricole ont effectivement permis d'accroître la production agricole. Cependant, la politique agricole du gouvernement militaire avait un franc caractère anti-agriculteur. Elle sacrifiait les produits agricoles pour assurer les marchés d'exportation aux grands capitalistes par l'ouverture du marché agricole national. Les agriculteurs résistèrent par des manifestations de toutes tailles entreprises dans chacune des régions agricoles, se battant contre la fluctuation des prix du bœuf et du poivron. Les manifestations des agriculteurs se développèrent peu à peu et parvinrent à maintenir un pan important du mouvement de démocratisation, devenant une lutte à grande échelle contre le gouvernement et conduisant à des manifestations nationales dans le centre-ville de Séoul en 1987-88. Les fruits de cette lutte ont créé les conditions à l'organisation indépendante de la base de la masse des agriculteurs, la Ligue des paysans coréens, le KPL (Korean Peasants' League).

Un autre élément important a été la friction créée par les exigences américaines pour l'ouverture du marché des importations. La politique de libéralisation du marché des administrations militaires s'est étendue à la libéralisation du domaine des importations des produits industriels. Cependant, le gouvernement Reagan, qui enregistrait des doubles déficits du budget de l'État et du commerce extérieur sans précédents, fit pression pour un marché ouvert des produits industriels, dans lequel les États-Unis étaient plus compétitifs. Cette friction commerciale entre les deux pays pour l'ouverture du marché finit par s'aggraver.

La période de l'après-guerre froide et l'avènement du gouvernement de Kim Young Sam

Deux changements importants se produisent dans la société sud-coréenne au début des années 1990. Le premier est la chute du socialisme après l'effondrement de l'Union soviétique, qui conduit à l'éveil de la lutte idéologique progressiste. Le second a été l'éveil du mouvement de démocratisation avec l'avènement du gouvernement de Kim Young Sam. Le résultat de ces changements a été l'affaiblissement du

mouvement pour un développement national progressiste et l'émergence d'une tendance pro-USA, pro-capitaliste, présentée comme s'il n'y avait pas d'autre alternative. Voici la toile de fond de l'impulsion du gouvernement Kim Young Sam vers le néolibéralisme sous le slogan de la globalisation qui commença en 1993.

Au moment où Kim Young Sam est arrivé au pouvoir, la conclusion du cycle d'Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'avènement de l'OMC ont amené des exigences d'ouverture du marché des finances et du capital sud-coréen à l'économie mondiale. Le gouvernement Kim Young Sam chercha sans relâche à obtenir l'entrée de la Corée à l'OMC et l'OCDE. Il a également développé le discours de la globalisation. Le secteur des grandes sociétés coréennes acquiesça à ce discours avec enthousiasme et mit en place des slogans tels que "humanité mondiale (world humankind)" (Samsung) et "gestion mondiale (world management)" (Daewoo) en tant que mécanismes produisant des concessions dans le secteur du travail.

L'avènement de l'OMC et l'ouverture du marché financier

Au cours de 1994, avec le lancement de l'OMC qui s'annonçait pour janvier 1995, des manifestations de grande envergure contre les négociations du cycle d'Uruguay eurent lieu en Corée du Sud. Dans la période suivant la création de l'OMC, le noyau fondamental de la politique générale d'ouverture des marchés fut l'ouverture du marché financier. Alors qu'avec le modèle de Park Chung Hee le marché des capitaux était fermé, la politique de marché ouvert de Kim Young Sam apporta un assouplissement à large assise des réglementations du secteur financier, comme la possibilité pour les entreprises et les banques de contracter des emprunts à l'étranger. Ceci conduisit, vers le milieu et la fin des années 1990, à un apport de 100 milliards de prêts étrangers. S'ensuivit une réaction en chaîne, dans laquelle le soudain apport de capital transnational a, tout d'abord, conduit à une surchauffe de l'économie et à une bulle immobilière, puis à une évasion rapide de capitaux et finalement, à une crise des marchés de change. La base de la crise économique sud-coréenne était semblable aux situations auxquelles devaient faire face de

Un manifestant en train de lancer la chaussure d'un policier anti-émeutes lors d'une mobilisation anti-ALE à Séoul le 11 novembre 2007.

(Photo : Ahn Young-joon, AP)





Rassemblement anti-ALE à Séoul, pendant le 6e cycle de pourparlers gouvernementaux États-Unis-Corée. (Photo: Chamsaesang)

nombreux autres pays de l'Asie du Sud-Est. Entre-temps, les États-Unis empêchaient la Corée du Sud d'obtenir de l'aide et des prêts du Japon et forçaient l'intervention du Fonds monétaire international (FMI) afin de parvenir à la restructuration rapide de l'économie sud-coréenne.

Bien que l'intervention injuste des États-Unis et du FMI conduisirent à l'incorporation hâtive du cadre sous-jacent du néolibéralisme dans l'économie sud-coréenne, il n'y eut aucune résistance des masses et ce, par manque de connaissance sur le néolibéralisme.

En particulier, la confédération coréenne des syndicats, qui avait organisé la plus grande manifestation de l'histoire du mouvement syndical contre la détérioration du droit du travail à la fin de 1996 et au début de 1997, ne se souleva pas en masse lorsque le système de gestion de l'IMF fut initialement introduit moins d'un an plus tard. Ceci démontre clairement la faiblesse de l'état du mouvement syndical et des forces progressistes.

Les acteurs les plus forts, les plus impressionnants, dans le milieu des années 1990, étaient les paysans. Tout au long de l'année 1994, les paysans coréens entreprirent des manifestations massives contre l'ouverture du marché agricole. À l'époque, les étudiants, qui surent également maintenir un haut niveau de mobilisation, aidèrent la lutte des paysans. De nombreux intellectuels progressistes y participèrent également. Au cœur du combat des agriculteurs, se trouvait la question de l'ouverture du marché du riz. Le riz, ce symbole de la société coréenne depuis des milliers d'années, est aussi le centre de l'agriculture coréenne. L'échelle de la lutte qui visait à protéger le marché du riz était à la hauteur de la force symbolique du riz. Cependant, confronté au manque de soutien de la part des grandes villes et au sentiment du public que l'ouverture du marché était inévitable, le mouvement des paysans ne sut pas dépasser les obstacles et il finit par s'affaiblir.

Le développement d'un mouvement anti-néolibéral à part entière

La crise asiatique de 1997, qui jeta la société sud-coréenne dans la confusion et les revers, était l'expres-

sion dramatique de la puissante influence que la globalisation peut exercer sur un état-nation. Le système de gestion du FMI, introduit en Corée du Sud en conséquence de la crise de change des devises, eut une influence directe et absolue sur l'économie et il a indirectement et fortement affecté d'autres secteurs de la société. La lutte contre le néolibéralisme devint totale lorsque le système du FMI fut incorporé en 1997, et que son impact se fit graduellement sentir sur l'ensemble de la société.

La résistance de gens d'horizons divers contre le néolibéralisme

(1) Le combat des ouvriers.

Le système du FMI a bien évidemment apporté la libéralisation du marché agricole, du marché financier et de la société dans son ensemble, la privatisation des entreprises publiques et un ajustement structurel accompagné de licenciements massifs. Le résultat de ces transformations dans l'économie était évident : la détérioration de la vie des ouvriers et des agriculteurs, les amenant peu à peu vers la destruction.

Tandis que les entreprises étaient bradées et que l'ajustement structurel se produisait, un grand nombre d'ouvriers se retrouvèrent au chômage. C'est ainsi que naquit le mouvement de résistance. La lutte pour empêcher la vente des automobiles Daewoo au capital étranger était représentative de ce mouvement. Suite à la crise du FMI, le groupe Daewoo fut confronté à une crise d'insolvabilité et à un grand besoin d'argent pour s'en sortir. Il chercha à se procurer de l'argent avec la vente de ses biens les moins fiables. Cependant, il ne fut pas facile de trouver un acheteur et Daewoo finit par être vendu à l'entreprise américaine General Motors, pour un montant très inférieur à sa valeur. Afin d'affaiblir les activités du syndicat de Daewoo Auto, qui était connu pour sa puissance, et pour simultanément accroître sa productivité par un dégraissage, GM exigea de licenciements massifs avant même qu'il n'achète Daewoo. Le résultat de tout cela fut qu'un matin, quelques 1.740 ouvriers se réveillèrent pour se retrouver au chômage, puis s'organisèrent pour commencer une lutte de grande ampleur.

Cette lutte pour arrêter la vente de Daewoo Auto, qui atteignit son paroxysme en 2001, finit par l'emprisonnement de nombreuses personnes et le chômage de 1.740 personnes, mais elle conduisit aussi au réveil des ouvriers coréens à la rudesse de la globalisation néolibérale. Elle a servi également à motiver l'engagement actif des ouvriers dans la lutte contre le néolibéralisme. Le début de la lutte totale pour arrêter la privatisation de grandes entreprises publiques peut être datée de l'annonce du gouvernement de son intention de privatiser des entreprises publiques en 2002. Suite à la crise du FMI, le gouvernement sud-coréen chercha à démanteler l'entreprise publique Korea Electric Power, et à vendre les morceaux, une fois ce démantèlement complet. Il annonça également un plan pour diviser l'industrie des chemins de fer en deux secteurs, installations et gestion, et la privatiser, et un autre plan de privatisation de l'entreprise publique Korea Gas.

En réponse, les syndicats de l'entreprise Korea Railroad, Korea Electric Power et Korea Gas débutèrent une grève simultanée visant à arrêter les privatisations et menèrent une lutte historique en février 2002.

La grève du syndicat des installations électriques dura 37 jours. Cette lutte se transforma en une grande opportunité de faire largement connaître les effets négatifs de la privatisation à la société sud-coréenne. Si elle n'avait pas eu lieu, presque toutes les entreprises publiques sud-coréennes seraient aujourd'hui privatisées.

Un autre effet du néolibéralisme sur les ouvriers est l'augmentation du travail précaire ; les manifestations s'étendirent également contre ce problème. Dans la période précédant le programme du FMI, le "travail irrégulier" était une notion mal connue, mais en 2007, 8,6 millions d'ouvriers sur 13 millions travaillent de façon irrégulière. Ces travailleurs irréguliers gagnent la moitié du salaire des travailleurs réguliers et travaillent un grand nombre d'heures. Le pourcentage du marché du travail occupé par des travailleurs irréguliers augmente rapidement, et pourtant le pourcentage des travailleurs syndiqués, lui, n'augmente pas et la solidarité avec les travailleurs réguliers n'est pas très répandue. Cependant la lutte des travailleurs irréguliers a pris très rapidement.

Cette lutte des ouvriers n'a pas débuté comme une critique offensive de la globalisation néolibérale dans son ensemble, mais plutôt comme une protestation défensive contre la menace du droit de vivre des ouvriers. Cependant, pendant cette lutte, la prise de conscience s'est faite sur le fait que le combat contre la privatisation des entreprises publiques, la lutte visant à arrêter l'expansion du travail irrégulier et d'autres formes de travail précaire, la lutte contre les acquisitions étrangères d'entreprises coréennes et le combat contre les licenciements massifs ne sont pas des questions séparées mais, qu'au contraire, elles font toutes partie du mouvement contre le néolibéralisme.

(2) La lutte des employés de l'industrie cinématographique et des intellectuels.

Depuis le début des années 1990, les employés de l'industrie cinématographique ont résisté à l'ouverture de leur marché et ont entrepris une protestation populaire contre la diminution du quota à l'écran, qui exigeait que les propriétaires de salles montrent des films coréens pendant 146 jours par an. Cette lutte marque la renaissance de l'industrie cinématographique coréenne et la



Mobilisation des paysans à Jeju, octobre 2006.

(Photo : Chamsaesang)

popularité rencontrée par ces employés s'est soldée par le développement d'une force de mobilisation considérable et par l'augmentation de leur influence sociale. Les intellectuels ont également concrétisé leur résistance au néolibéralisme. Après la crise du FMI et avec l'antipathie croissante des citoyens vis à vis du comportement immoral du capital transnational qui ne recherche que le profit, des formes théoriques et matérielles de résistance contre le capital spéculatif s'instaurèrent. L'expansion des groupes d'influence d'intellectuels a exposé les conditions du dépérissement de l'investissement dans l'économie coréenne et de la banalisation de l'ajustement structurel, soulignant une direction pour la lutte. .

(3) La lutte des paysans pris une immense ampleur.

Dû à la politique de soutien agricole du gouvernement suite à la crise du FMI, le mouvement stagnant des paysans commença à grandir en 2000, et la lutte des paysans resurgit parmi les masses une fois encore. En 2000, ils se battirent pour que soit annulée la dette des familles d'agriculteurs et en 2002, ayant en vue l'élection présidentielle, ils furent 130.000 à Séoul à avoir comme programme l'opposition à l'ouverture du marché du riz. Un mouvement extensif cherchant à protéger l'existence des paysans et de l'agriculture coréenne mis en danger par la globalisation néolibérale, se fit jour.

(4) Les combats conjoints de solidarité contre la globalisation néolibérale se renforcèrent.

À commencer par le KCTU et le KPL, tous les mouvements sociaux progressistes s'unirent pour former la "solidarité du peuple coréen", et ils organisèrent des manifestations conjointes sur diverses questions et des événements conjoints en opposition aux organisations internationales appliquant le néolibéralisme, telles que la réunion ministérielle de l'OMC, le Conseil de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le plan d'action de Doha pour le développement (ADD), etc. Ces luttes solidaires contre le néolibéralisme, telles que celle entreprise sous les slogans "Anti-libéralisation du riz/libéralisation du marché des services par l'OMC ! Anti-ALE Corée-Japon/anti-TBI Corée-USA ! Anti-globalisation néolibérale ! Augmentez l'aspect public de la société !" se réunirent dans des actions de lutte collective contre le néolibéralisme.

(5) La résistance contre les organisations économiques

mondiales s'est répandue dans tout le pays et a augmenté les activités de solidarité internationales.

Outre la résistance contre la politique et le régime néolibéraux nationaux de la Corée du Sud, un mouvement d'opposition populaire contre les sièges des certaines institutions du système économique mondial débuta. Une participation organisée par des organisations sociales de masse dans les manifestations eut lieu contre les réunions ministérielles de l'OMC à Cancun (2003) et Hong Kong (2005). De plus, la lutte d'opposition d'organisations sociales de masse contre le Forum mondial de l'économie (FME) et l'APEC qui se sont tenus en Corée du Sud a démontré l'ampleur de la prise de conscience politique reliant les intérêts du peuple coréen aux questions mondiales.

L'expérience tirée de cette série de protestations de masse devint la force et la puissance motrice derrière la lutte contre les accords commerciaux bilatéraux, en particulier la vigoureuse lutte de près de deux ans contre l'ALE Corée-USA. L'opposition à la globalisation néolibérale, à l'OMC/ADD/FMI et aux autres réunions d'organisations internationales, et aux ALE bilatéraux est conduite dans la société coréenne dans le même contexte.

Le combat anti-ALE

Après le programme de gestion du FMI de 1997, l'opinion publique coréenne put sentir de façon tangible quel impact les principes fondamentaux de la globalisation néolibérale avaient sur la société coréenne. En pleine opposition publique, le gouvernement Noh Moo-hyun commença à promouvoir de façon sérieuse une ALE bilatérale en février 2003, sous le prétexte de faire de la Corée du Sud une nation avancée en matière de commerce. C'est la raison pour laquelle le combat anti-ALE demeure essentiellement lié au combat plus large contre la globalisation néolibérale. Le résultat de cette impulsion gouvernementale vers les ALE fut que des accords furent conclus avec le Chili (prise d'effet avril 2004), Singapour (prise d'effet mars 2006), l'AELE (prise d'effet septembre 2006), l'ASEAN (prise d'effet juin 2007), et qu'un accord d'ALE a été conclu avec les États-Unis (avril 2007). La Corée du Sud est actuellement en négociation avec 41 pays, y compris les États-Unis, l'ASEAN (sur les services et l'investissement), le Canada, l'Inde, le Mexique et le Japon.

Le combat contre l'ALE Corée-Chili

L'ALE Corée-Chili a marqué le début des luttes anti-ALE. On pouvait prévoir que cet ALE allait porter un coup beaucoup plus important à l'industrie agricole qu'aux secteurs industriels et des services. Par conséquent, une confrontation entre les paysans et le gouvernement coréen, qui militait pour une ALE moins lourde avant de sérieusement passer des ALE avec des pays avancés, s'ensuivit. Peu avant que le gouvernement Noh Moo-hyun n'arrive au pouvoir, en janvier 2003, le président Kim Dae-Jung conclut soudain l'ALE Corée-Chili, pour laquelle les négociations traînaient depuis plusieurs années. Jusqu'à sa ratification par l'assemblée nationale le 16 février 2004, 114 jours de manifestations basées à Séoul, y compris la manifestation du pont de la rivière Han et l'occupation de l'autoroute, le 20 juin, retardèrent trois fois la ratification de l'ALE. Puisque ces événements eurent lieu juste avant les élections générales de



En mai 2007, les cultivateurs coréens sont allés à Paris pour exprimer leur opposition à l'Organisation mondiale de la santé animale (Office international des épizooties, OIE), qui émet des règles de sécurité alimentaire pour le commerce de la viande. Les Coréens ont essayé de tenir le bœuf américain hors de leur territoire à cause de la préoccupation de la maladie de la vache folle, mais l'ALE américain a pour but offensif de faire levier pour que ce marché rouvre.

2004, la lutte des paysans permit de susciter l'opposition de plus de la moitié des parlementaires. Cependant, en janvier 2004, la presse chilienne écrivait que la Corée du Sud faisait tout son possible pour conclure un ALE avec le Chili parce que les États-Unis avaient récemment signé un ALE avec le Chili. L'ambassadeur coréen auprès des États-Unis, Han Seung-Joo, alerta alors le président du Grand parti national, le GNP, conservateur, d'extrême droite et ayant la majorité, que les États-Unis demandaient la mise en place immédiate de l'ALE Corée-Chili. Le président du GNP se mit alors à appeler chaque membre du GNP à l'assemblée nationale et menaça de refuser leur nomination aux élections générales s'ils n'adoptaient pas à l'unanimité le programme du parti en faveur de l'ALE. À cause de l'écrasante approbation des membres du GNP, l'ALE Corée-Chili fut ratifiée par l'assemblée nationale le 16 février.

En 2004, la renégociation sur le riz par l'OMC mena à une augmentation de 8 % des exportations de riz et un accord visant l'ouverture totale du marché du riz coréen avant 2015. Organisés grâce à des paysans activistes, 230.000 personnes prirent part au vote des agriculteurs contre l'ouverture du marché du riz en 2004 et le 10 septembre, une manifestation nationale eut lieu dans 100 quartiers, avec 170.000 personnes. Malgré la forte résistance des agriculteurs, les conclusions des négociations sur le riz de 2005 passèrent en force à l'assemblée nationale. De plus, le martyr Jun Yong-Chul fut battu à mort par la police le 15 novembre. Et une délégation de 2.000 personnes, y compris 1.500 agriculteurs, se rendit à Hong Kong pour manifester lors de la 5e réunion ministérielle de l'OMC. Cette délégation fut louée par la



La répression contre le mouvement, notamment par l'emprisonnement de leaders comme Oh Jong-ryul, a été très forte.

communauté internationale pour sa Samboilbae (trois pas, une inclination) et pour ses efforts pour disperser la réunion ministérielle. Cependant, l'accord sur le riz fut finalement ratifié par l'assemblée nationale.

La lutte pour arrêter l'ALE Corée-USA

En février 2006, le gouvernement coréen annonça qu'il souhaitait aller de l'avant dans son projet d'ALE avec les États-Unis. L'ALE Corée-USA fut précipité non seulement pour des raisons économiques, mais également parce qu'il s'agissait d'une tentative de bénéficier de la stratégie politico-militaire américaine de blocage de la Chine. Le gouvernement de Noh Moo-hyun déclara que l'une des raisons pour lesquelles il décida d'aller de l'avant avec l'ALE Corée-USA était de contrôler la croissance de la Chine en s'alignant avec les États-Unis. Ceci montre qu'il y avait un puissant motif politique pour cet élan vers un ALE avec les États-Unis. Cette impulsion inattendue fut alors dénoncée comme étant une négociation hâtive et honteuse. Non seulement les négociations commencèrent-elles sans préparation suffisante, mais depuis leur début, ces négociations furent précipitées afin qu'elles soient achevées à la fin du mois de juin, permettant ainsi le respect de la date butoir de la loi de promotion commerciale du Congrès Américain. C'est pour cela que 8 cycles de négociations eurent lieu et que l'ALE fut signé en seulement 11 mois.

Le gouvernement coréen fut accommodant sur les quatre conditions préalables américaines au début des négociations, notamment la réduction du quota à l'écran, la reprise des importations bovines, des changements visant à réformer le système de tarification des médicaments et un assouplissement des normes des émissions des gaz d'échappement afin de permettre une hausse des importations des voitures américaines. Il ne s'agissait pas là de négociations normales entre des états, mais de l'étalage symbolique de la position humiliante du gouvernement coréen face aux demandes coercitives de la part des États-Unis. Ces quatre principaux éléments de l'ALE furent accueillis par une forte opposition du mouvement anti-ALE.

L'ALE Corée-USA unifia le mouvement contre la globalisation néolibérale qui avançait de façon dispersée

depuis la crise du FMI. Le 28 mars, des ouvriers, des agriculteurs, des intellectuels, des professionnels de l'industrie cinématographique et des mouvements sociaux progressistes qui s'étaient fermement battus en solidarité contre la globalisation néolibérale, s'unirent pour former l'Alliance coréenne contre l'ALE Corée-USA (Korean Alliance Against the KorUS FTA, KoA). Fidèle à son nom, la KoA devint le cadre des luttes collectives contre le néolibéralisme. Elle comprend des sous-comités pour de nombreux secteurs, tels que les consommateurs, la finance et la santé. Elle a transcendé les factions politiques et les statuts sociaux pour devenir l'organisation générale des mouvements de masse et des mouvements sociaux progressistes de Corée. La KoA a organisé des opérations de protestation coïncidant avec les négociations pour un ALE avec les États-Unis et a organisé des manifestations de grande ampleur en Corée. La KoA a, dans un même temps, développé une variété d'activités telles que des événements publicitaires et des conférences publiques, qui ont reçu une participation massive.

Le gouvernement procéda rapidement et ouvrit un premier cycle de négociation le 5 juin 2006, tandis que les forces anti-ALE rassemblaient leurs forces. À la fin juillet, alors que se tenait le deuxième cycle de pourparlers, une vision critique de l'ALE était dominante dans l'opinion. Suite à cela, le gouvernement créa le comité de soutien à l'ALE Corée-USA et renforça le contrôle de l'opinion publique et la répression contre le mouvement anti-ALE. La répression contre les forces anti-ALE augmenta de telle sorte que, lorsque débuta le troisième cycle de négociation sur l'île de Jeju, plus de dix mille policiers étaient sur les lieux, mettant ainsi de fait l'île sous la loi martiale. De plus, depuis l'automne 2006 et jusqu'au printemps 2007, le gouvernement fit un blocus pour que les agriculteurs des zones rurales ne puissent pas entrer à Séoul pour y participer à des manifestations, refusa d'octroyer des permis pour tous types de manifestations et censurant les publicités anti-ALE. Ces actes grotesques démontrent la nature fasciste du gouvernement de Roh Moo-hyun, qui avait la prétention de représenter les forces de la démocratie. Le gouvernement arrêta et emprisonna également Oh Jong-ryul et Jung Gwang-hoon, deux dirigeants symboliques de la KoA, et arrêta de nombreux agriculteurs et ouvriers luttant contre l'ALE dans toutes les régions.

Après beaucoup de hauts et bas, l’ALE Corée-USA fut conclu le 2 avril 2007. Après cette signature, l’opinion publique favorable à l’accord surpassa celle qui lui était défavorable. Cela représentait une forte augmentation des personnes pour l’accord, si l’on compare avec 2006, année pendant laquelle il y avait plutôt un équilibre entre les deux opinions. Ce changement est représentatif du fait que le programme-clé de la lutte anti-ALE avait été de critiquer les négociations pour leur hâte — une fois l’accord signé, il y avait un sens général de résignation. L’une des raisons qui avait arrêté le développement du mouvement anti-ALE avant la conclusion de l’accord, était la configuration idéologique particulière de la société sud-coréenne. Après que Kim Young Sam ait professé l’adoption officielle de la globalisation, une tendance générale à voir l’ouverture du marché et la globalisation comme courue d’avance pris ancrage dans la pensée commune. C’est en partie le résultat de l’influence de la vie dans une économie tournée vers l’exportation selon Park Chung Hee, entre 1961 et 1979. Ceci a généré un fort courant de pensée qui dit que même si l’ALE Corée-USA est problématique, il doit être signé. Une autre raison se situe dans l’attitude particulière de la société sud-coréenne vis-à-vis des États-Unis. La majorité des citoyens croit que l’ALE Corée-USA implique des dommages à la Corée du Sud et que les États-Unis ont le dessus. Cependant, parmi ces personnes, la grande majorité croit que parce qu’il s’agit d’un accord avec les États-Unis, il faut le signer. Ceci est dû à la grande influence que les États-Unis ont sur la société sud-coréenne et la formation d’une idéologie pro-américaine sous cette influence. On peut dire que le pouvoir des États-Unis en Corée du Sud est absolu. La raison pour laquelle l’ALE a pu être conclu malgré des dispositions sans précédent dans leur nocuité, c’est la croyance en la suprématie des États-Unis et la résignation sur le fait qu’elle est inévitable pour le bien de l’al-



Veillée à la bougie, le 11 mai 2007. (Photo: Courtesy of KoA)

liance Corée du Sud-États-Unis. La situation est rendue encore plus difficile du fait que les groupes à la plus forte influence sur la société sont également ceux qui ont la plus forte inclination à ces croyances.

Conclusion

L’ALE Corée-USA est l’accomplissement de la marche en avant de la globalisation néolibérale depuis 1980. Cet ALE ainsi que d’autres ALE sont au cœur de la politique néolibérale. C’est encore plus vrai lorsque des personnes continuent à être confrontées aux épreuves générées par la globalisation néolibérale. Les conséquences de l’ALE Corée-USA auront dorénavant un impact décisif sur la voie que suivra l’économie coréenne. Actuellement, l’ALE Corée-USA n’attend plus que d’être ratifiée par l’assemblée nationale. Il est donc maintenant d’une importance vitale de renforcer et de se concentrer efficacement sur le mouvement de masse qui se produit depuis plus d’un an et d’utiliser les élections générales et les élections présidentielles comme une nouvelle opportunité



Les États-Unis et la Chine se disputent tous deux la plus grande part du marché indien des fruits importés. (Photo : Thomas Wahl)

L'assassinat des agriculteurs indiens par le "libre" échange

Devinder Sharma (Novembre 2007)

"Si vous voulez transformer le monde en village global, il vous faudra supprimer tous les villages qui existent déjà" dit un refrain punjabi.

Le processus qui vise à supprimer les villages existants – la lien vital des économies en développement – a déjà commencé. Alors que les agriculteurs disparaissent aux États-Unis, et l'UE qui suit rapidement le mouvement, c'est maintenant le tour des pays en développement. Il n'est donc pas étonnant que les économies en développement aient été confrontées à un assaut sans précédent et venant de toutes les directions. Après tout, il faut transformer le monde en village global. Le bouleversement social, économique et politique qui accompagne la rapide transformation des villages qu'il faut intégrer globalement, va déterminer l'avenir de l'Inde – avec 600.000 villages –, probablement le plus grand agrégat de villages au monde. L'Inde vit dans ses villages.

S'appuyant sur de sous-jacentes réalités économiques difficiles, et peut-être la plus avilissante et la plus dégradante de toutes les inégalités dans le monde, il s'agit de la façon dont on prend soin du bétail dans les pays riches au prix de plusieurs centaines de millions d'agriculteurs en Inde. Lorsque, pour la première fois, j'ai comparé la vie d'une vache occidentale à celle d'un agriculteur indien, je n'ai pas réalisé que cela allait heurter la sensibilité (pour le moins) de certains grands économistes et décideurs. L'UE fournit une subvention quotidienne de 2,7 dollars par vache, et le Japon offre trois fois plus, soit 9 dollars, alors que 77 pour cent de l'Inde survit avec moins de cinquante cents par jour.¹

La voie vers la croissance et par cette croissance, vers la réduction d'inégalités absolues, est établie par la liberté économique. Pour l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la liberté signifie marché "libre", échanges et investissement "libres". La

liberté fournit en fait un accès mondial sans restriction au capital américain pour qu'il puisse faire ce qu'il veut, là où il veut et quand ça lui chante. La liberté signifie écraser la démocratie, usurper les ressources naturelles et piétiner les droits des personnes dans la plus grande partie du monde, afin de s'assurer que les riches restent riches.

La survie du monde des affaires dépend du succès du "libre" commerce et du "libre" investissement. Cette liberté-là n'a frappé nulle part plus durement que dans l'agriculture. Il est étrange de constater que depuis 1995 et au-delà – l'année qui vit la naissance de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) – les agriculteurs du monde entier sont tourmentés. Ils vivent dans l'incertitude de savoir ce que leurs confrères de l'autre côté des frontières nationales vont écouler à des prix artificiellement bas. Ces agriculteurs sont devenus les victimes des marchés "libres" qui déclenchent une libéralisation commerciale déloyale, en détruisant au passage les moyens de subsistance.

Le paradigme du libre échange a dressé très intelligemment les communautés agricoles d'un pays contre celles d'un autre. Les agriculteurs jamaïcains sont préoccupés par les importations à bas prix de produits laitiers en provenance du Royaume-Uni. ; Les agriculteurs philippins s'inquiètent des importations de riz à des prix dérisoires en provenance des États-Unis ; les agriculteurs indonésiens s'alarment aussi des prix du riz en provenance des États-Unis et du Viêt Nam ; les cultivateurs de pommes sont inquiets des importations de pommes moins chères venant de Chine ; et les agriculteurs indiens sont consternés par l'arrivée d'huile alimentaire à bas prix venant d'Indonésie, de Malaisie, du Brésil et d'Argentine, et du thé bon marché du Sri Lanka ; la liste est interminable.

¹ Rapport de la commission nationale sur les entreprises du secteur non-organisé, 2007

Les revirements de l'autosuffisance alimentaire

Il y quarante ans, feu la première ministre indienne, Indira Ghandi, avait lancé un timbre-poste pour marquer une récolte de blé record de 17 millions de tonnes – un surplus de cinq millions de tonnes par rapport à la meilleure récolte enregistrée et un saut étonnant depuis la pénurie alimentaire de 1965-66 – qui allait poser les jalons de la “révolution verte”. Cette révolution allait apporter avec elle une ère d'autosuffisance alimentaire, et du fait de cette sécurité alimentaire acquise, inaugurer une véritable souveraineté nationale.

La saga de la révolution verte fait désormais partie de l'histoire. Ce qui a fait sortir le pays d'une perpétuelle existence “du bateau à la bouche” de la période de la post-indépendance est une combinaison de facteurs: une puissante volonté politique de faire que le pays ne dépende que de lui-même en terme d'alimentation, une communauté scientifique active, une série de programmes de mesures politiques protectrices et surtout, toute une communauté de vaillants agriculteurs.

Aujourd'hui, 60 ans après l'indépendance de l'Inde, un revirement total des politiques agricoles nationales ramène actuellement le pays aux jours anciens d'une existence “du bateau à la bouche”. En sacrifiant l'agriculture sur l'autel de la libéralisation économique, le marché est la nouvelle mantra agricole. D'où la multiplication des importations de denrées agricoles, les années passant. Dans la période post-mondialisation, entre 1996-97 et 2003-04, les importations ont augmenté de 270% en volume et de 300% en valeur.² Pour une économie agraire, une telle importation alimentaire équivaut à importer du chômage.

L'Inde a importé 5,5 millions de tonnes de blé en 2006 et il est prévu qu'elle en importe cinq tonnes supplémentaires en 2007-08, dans ce qui semble être un effort d'intégration de l'agriculture indienne à l'économie globale. En l'absence de toute faute apparente de la part des agriculteurs, et sans aucun déficit de production, l'Inde est devenue le plus gros importateur mondial de blé. La décision d'importer du blé est absurde: le gouverne-

ment permet aux entreprises agroindustrielles d'acheter du blé national à très bas prix (probablement le plus bas du monde), puis importe du blé étranger beaucoup plus cher. Le libre-échange et ses politiques d'accompagnement forcent donc le pays à entrer dans la dépendance.

Des importations de blé à une telle échelle font penser à la grande famine bengalaise de 1943, le pire désastre alimentaire jamais enregistré dans le monde. Il est estimé que quatre millions de personnes ont succombé à la faim et à la famine et ce, à un moment où il n'y avait pas de déficit dans la production alimentaire. Quelques 65 ans plus tard, conduite par les politiques de libre-échange mondial, l'Inde semble reprendre le même chemin. À un moment où il n'y a pas de déficit de production, le secteur privé stocke et empile la nourriture. Cette embarrassante histoire de blé va probablement bientôt se reproduire avec le riz.

Depuis le début de la libéralisation économique en 1991, une pléthore de nouvelles politiques d'industrialisation ont été dévoilées. Après avoir établi le cadre politique qui permet le contrôle privé sur les ressources communautaires – eau, biodiversité, forêts, semences, marchés agricoles, ressources minérales – les gouvernements successifs ont posé les fondations d'une “politique de sortie” pour les agriculteurs. Des initiatives qui promeuvent la privatisation des ressources naturelles, les prises de contrôle de terres agricoles, l'intégration de l'agriculture indienne à l'économie globale, et découragent les agriculteurs de continuer leur activité exacerbent encore davantage la crise – en essence, la marque du modèle néolibéral. En 2000, le gouvernement a introduit une politique visant à mettre en place des zones économiques spéciales (ZES) agissant comme une sorte d'espace extraterritorial en ce qui concerne les réglementations nationales, les tarifs et droits douane et les opérations commerciales. Le but est d'améliorer l'investissement national, d'attirer l'investissement direct à l'étranger (IDE) et de promouvoir la production destinée à l'exportation en tant que moteur de croissance économique. Au mois de juin 2007, plus de 500 ZES ont été proposées, nécessitant 41.700 hectares de terre, en grande partie des surfaces cultivées de première qualité.³



Des cultivateurs de coton s'organisent et manifestent contre le libre échange, à Pandharkawada, Maharashtra, en mai 2007.

(Photo: Vidarbha Janandolan Samiti)

² Prakash, T.N.: document présenté lors d'une consultation régionale sur l' "agriculture de petite échelle dans une ère de mondialisation", Dhaka, Bangladesh, 17-18 jan. 2005

³ Economic growth without social justice: EU-India trade negotiations

and their implications for social development and gender justice (2007); Christa Wichterich *et al* www.wide-network.org . Pour une analyse plus complète de la politique des ZES: The New Maharajas <http://www.indiatogether.org/2006/dec/dsh-mahasez.htm>

Dans l'agriculture, l'IDE se profile aussi au nom de la technologie. L'Initiative indo-américaine pour la connaissance dans la recherche agricole, l'éducation et le marketing (Indo-US Knowledge Initiative in Agricultural Research, Education and Marketing) officiellement lancée par le président Bush à Hyderabad le 3 mars 2006, est, dans tous les sens pratiques, le lancement en douceur d'une seconde révolution verte. Elle est mise en place a priori, sans déterminer les raisons qui se cachent derrière cette terrible crise agricole. Deux des sociétés transnationales américaines qui siègent au conseil de direction de l'Initiative indo-américaine pour la connaissance, Monsanto et Wal-Mart, ont déjà fait savoir qu'elles ne sont pas intéressées par la recherche et le développement, mais par la vente de leurs produits.

Préparée dans l'objectif de transférer la technologie non désirée et dangereuse du génie génétique sur les plantes et les animaux qui ne trouve pas beaucoup de preneurs dans le monde, les États-Unis ont trouvé en l'Inde un dépotoir facile. Vus dans l'optique de l'agriculture contractuelle, l'agriculture industrielle, les ZES, l'IDE dans les denrées alimentaires et la vente agricole de détail, et la poussée vers l'agro-industrie, l'ensemble de la focalisation politique est clairement dirigé pour permettre un contrôle privé sur la chaîne alimentaire.

Armées de puissantes lois de propriété intellectuelle et de technologies dangereuses pour l'environnement, comme les cultures génétiquement modifiées, ces sociétés transnationales ont déjà lancé une offensive internationale pour s'emparer de l'agriculture mondiale. La chaîne alimentaire complète a doucement mais sûrement glissé aux mains de trois sortes de conglomerats mondiaux – Monsanto/Syngenta, pour les entreprises technologiques, Cargill/ADM, pour les négociants en alimentation et Wal-Mart/Tesco, pour la vente alimentaire de détail — selon la logique que l'agriculture de petite échelle est devenue un fardeau pour la nation et que plus tôt le pays se débarrassera de cette classe agricole, meilleure en sera sa croissance économique. Les règles du commerce et de l'investissement sont parfaitement adaptées pour renforcer le contrôle des sociétés transnationales sur la chaîne alimentaire.

Les réformes agricoles sont introduites au nom de l'augmentation de la production alimentaire et de la minimisation des risques économiques auxquels les agriculteurs sont confrontés. Mais elles détruisent la capacité de production des terres agricoles et poussent les agriculteurs à abandonner leur activité. Les réformes comprennent l'encouragement à l'agriculture contractuelle, le commerce de futures en denrées agricoles, l'affermage, la formation d'entreprises fonctionnant sur le principe du partage du terrain, l'acquisition directe des denrées agricoles par l'amendement de la loi sur les produits agricoles et la commission de marché (Agricultural Produce and Market Committee Act, APMC). À l'heure actuelle, 16 états ont amendé la loi APMC, certains intégralement, d'autres partiellement, et le gouvernement cherche à démanteler l'acquisition alimentaire et le système de distribution publique dans un futur proche. En amendant la loi APMC, il encourage le développement des liens aux marchés par le biais d'une variété d'instruments comprenant l'agriculture contractuelle et l'agriculture d'entreprise. Un tel système a déjà fait des ravages dans l'acquisition du blé forçant le pays à devenir le plus gros importateur mondial de blé. Il va conduire la majorité des agriculteurs à fermer boutique.



Dans les années 1990, les Indiens ont lancé un mouvement d'action directe pour que Cargill quitte le pays.

(Photo: Thomas Schlijper)

Les agriculteurs doivent être laissés à la merci des forces du marché, selon la mantra. Puisqu'ils sont des producteurs "inefficaces", il faut les remplacer par l'agro-industrie. Le monde aura bientôt, par conséquent, deux sortes de systèmes agricoles: les pays riches produiront les aliments de base pour une planète de plus de 6 milliards d'habitants, et les pays en développement cultiveront des cultures de rente, telles que la tomate, les fleurs coupées, les petits pois, le tournesol, les fraises et les légumes. Les dollars que les pays en développement gagneront en exportant ces cultures serviront au final à acheter des céréales auprès des pays développés. En réalité, nous voilà revenus à la période d'une existence "du bateau à la bouche".

S'opposer à l'OMC

Avant même que l'OMC ne voie le jour, le 1^{er} janvier 1995, les agriculteurs indiens étaient aux premières lignes de la campagne mondiale contre la formation de règles commerciales injustes, comme l'attestent les mobilisations contre le projet Dunkel. (Arthur Dunkel était le directeur de la commission des négociations commerciales du GATT.) Ce qui a essentiellement fait débiter les protestations contre l'entrée de grandes sociétés transnationales dans le secteur indien des semences (pour empêcher le contrôle des entreprises sur les semences par le biais de l'accord sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce, les ADPIC), s'est ensuite embrasé, et est devenu l'une des oppositions les plus importantes au paradigme du libre-échange.

Dès le début décembre 1992, le Karnataka Rajya Rayota Sangha, mené par feu le professeur M.D. Nanjudaswamy, a conduit les agriculteurs à prendre d'assaut les bureaux de Cargill dans l'état de Karnataka, et à se débarrasser de tous les documents et de toutes les semences qu'ils avaient pu trouver. Le pillage des bureaux des semences de Cargill a généré de fortes protestations de la part de l'ambassade américaine, mettant le premier ministre P V Narasimha Rao dans l'obligation de faire de plates excuses.

En mars 1993, plus de 50.000 agriculteurs organisèrent une manifestation massive contre le projet Dunkel, à New Delhi. Il est possible que peu d'agriculteurs manifestant aient compris toutes les complexités du projet Dunkel à l'époque, mais ils étaient suffisamment

conscients du fait que ces propositions allaient leur être néfastes. Les leaders du "satyagrah des semences", selon le nom donné à ces troubles, mirent en garde le gouvernement contre toute mesure qui pourrait transférer le contrôle des semences aux sociétés transnationales.

Le mouvement contre l'agriculture à l'OMC a continué. Après les agriculteurs, les syndicats, les ONG et plusieurs autres groupes de la société civile sont descendus dans la rue. Peu à peu, les partis politiques ont compris les complexités et les enjeux impliqués dans les négociations en cours, ce qui a fait d'"OMC" un acronyme bientôt couramment utilisé. Le mouvement contre l'OMC s'est répandu dans tout le pays, et des partis politiques de tous bords s'y sont ralliés.



Les hommes au volant: le président de la Confédération de l'industrie indienne Sunil Bharti Mittal, le Secrétaire-général de BusinessEurope Philippe de Buck, le Commissaire pour le commerce de l'Union européenne Peter Mandelson et le Ministre indien du commerce et de l'industrie Kamal Nath célèbrent le lancement des pourparlers pour un ALE UE-Inde à Nouvelle Delhi en novembre 2007.

(Photo : Raveendran, AFP)

Les leaders de l'opposition ont accusé de façon répétée le gouvernement d'être insensible à l'opinion publique et de prendre des engagements sans en aviser le parlement. L'OMC est devenu l'une des questions de commerce international les plus contentieuses à attirer l'attention du pays. Graduellement, le feu émanant de la base a commencé à balayer le système politique. D'anciens premiers ministres, d'éminentes personnalités, des figures littéraires et plusieurs mouvements de masse sont ensuite venus soutenir de leur poids le mouvement national.

C'est essentiellement à cause de la tension générée dans le pays que la position de l'Inde à l'OMC s'est durcie au cours des années. Sachant que chaque mouvement au siège de l'OMC à Genève ou aux réunions ministérielles de l'OMC est surveillé, minutieusement scruté et analysé, les négociateurs indiens ont, pour l'instant, conservé les intérêts nationaux à l'esprit dans leur manière de négocier. Mais les années passant, la fatigue qui s'est insinuée parmi les organisations de masse donne aux négociateurs plus d'espace pour finalement céder du terrain. L'opposition contre l'OMC a également galvanisé de nouvelles manifestations contre les ZES, l'acquisition de terrains et l'IDE dans la vente alimentaire de détail. L'intensité de ces protestations a été telle que le gouvernement a dû introduire une nouvelle

politique de réinsertion pour les personnes déplacées suite à des acquisitions de terres, et a constitué un groupe d'experts pour superviser la politique de distribution des terres.

Néanmoins, le chemin vers la libéralisation économique se poursuit. Après la suspension du cycle de négociations de Doha, à la mi-2006, New Delhi a subi des pressions pour abandonner sa position intransigeante. Pascal Lamy, le directeur de l'OMC, a fait des voyages répétés en Inde, saisissant toutes les opportunités de faire pression au nom des pays développés. Parfaitement au courant que la position "dure" de Kamal Nath n'est destinée qu'à la crédibilité des médias, Lamy a rendu très clair le fait que cet accord de Doha doit être atteint le plus rapidement possible. Plus important encore, New Delhi a fait un pas offensif vers la signature d'accords de libre-échange régionaux et bilatéraux (ALE).

Les ALE assassinent les agriculteurs

La libéralisation du commerce a déjà exposé les agriculteurs des pays en développement à une concurrence ruineuse, faisant chuter les prix, affaiblissant les salaires ruraux et exacerbant le chômage. Il y a une vingtaine d'années, alors que la Banque mondiale/FMI liait clairement le crédit aux politiques d'ajustement structurel à la diversification des cultures, la politique agricole commença à changer. Ce faisant, les pays en développement ont été forcés de démanteler leur aide publique à l'acquisition alimentaire, à supprimer le mécanisme de soutien aux prix agricoles, et à assouplir les lois plancher-plafond qui ont permis au secteur des affaires de pénétrer dans le domaine de l'agriculture. Le processus de transfert

de la production des aliments de base et des denrées commerciales principales aux mains des pays riches et industrialisés a fini par obtenir une légitimité dans le cadre de l'OMC. La diversification des cultures est la nouvelle mantra agricole des pays en développement. En renforçant la place forte protégeant l'agriculture fortement subventionnée des pays développés, ceci promet un futur sombre aux pays en développement. Avec des produits agricoles à bas prix submergeant les pays en développement, le monde va bientôt être témoin d'un gigantesque déplacement environnemental : pas vers de grands barrages, ni vers de projets hydroélectriques, mais vers l'agriculture.

Contrairement à l'agriculture des pays de l'OCDE, l'agriculture indienne est diversifiée et fondée sur la richesse qu'offre la biodiversité. L'Inde cultive 260 cultures par an, alors que l'Europe et les États-Unis n'arrivent qu'à 30 cultures, parmi lesquelles 10 sont importantes commercialement. En Inde, chacune de ces 260 cultures sont liées aux moyens de subsistance de millions de personnes.

Pour un pays qui compte près du quart de la population mondiale des paysans – près de 650 millions d'entre eux – l'agriculture durable est l'unique façon de fournir des moyens de subsistance viables. Tandis que le lien

entre les suicides d'agriculteurs et l'impact d'importations subventionnées à prix dérisoire commence à être établi (le gouvernement admet que plus de 150.000 paysans ont été acculés au suicide entre 1997-2007, et ce chiffre augmente rapidement avec un suicide de paysan signalé chaque demi-heure), les raisons sont à trouver dans la diminution des prix des importations conduisant à des prix nationaux en baisse et à des revenus des agriculteurs grignotés.

La continuelle impasse dans laquelle se trouve l'OMC a donné à l'Inde l'élan pour réorienter sa politique commerciale des accords multilatéraux vers les accords bilatéraux. L'Inde commence à explorer la possibilité d'entrer dans des accords de partenariat économique globaux (APE) avec 16 pays de l'est asiatique, comprenant les 10 membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Chine, le Japon, la Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Inde a donné la priorité à des liens plus étroits avec ses voisins de l'est asiatique depuis 1992, le but sous-jacent étant que, puisque les pays développés ont formé des blocs commerciaux régionaux, l'Inde devrait bâtir, elle aussi, des partenariats similaires avec ses alliés régionaux naturels.

L'Inde recherche également des ALE transcontinentaux. Un accord commercial bilatéral avec l'UE est en cours et des pourparlers ont déjà commencé avec l'Afrique du Sud et le MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay). L'Inde prépare aussi le début d'accords commerciaux préférentiels avec l'Union douanière d'Afrique australe (Afrique du Sud, Botswana, Namibie, Lesotho et Swaziland).

Des accords bilatéraux ou ALE visent à éliminer les obstacles tarifaires au cours de la dizaine d'années qui vient, et également les barrières techniques à l'importation. Des garanties explicites ont été fournies sur le traitement réservé aux investisseurs étrangers et aux fournisseurs de service. Les barrières actuelles à la biotechnologie agricole sont actuellement en cours d'élimination. Des engagements spécifiques appartenant au droit national et des engagements envers des disciplines fortes et transparentes sur les marchés publics, sur les règles d'origine et sur l'exécution effective des lois nationales sur le travail et sur l'environnement, sont mis en place. En bref, le moindre obstacle à l'avancée des sociétés transnationales est éliminé.

Les paysans indiens continuent d'en payer le prix. Depuis près de sept ans maintenant, Kerala, dans le sud de l'Inde, est en proie à une crise agraire sans précédent. Les prix de la plupart des cultures de rente, y compris le caoutchouc, se sont effondrés, essentiellement à cause de la politique d'import-export résultant de la libéralisation économique et des conditions imposées puisque faisant partie des ALE: l'ALE Inde-Sri Lanka, l'ALE Inde-Thaïlande et l'accord de libre-échange d'Asie du Sud. Ceci se produit à un moment où plus de 80 pour cent des produits agricoles de Kerala est exportée. En 2006, les tarifs douaniers à l'importation pour l'huile alimentaire ont été diminués par trois. Depuis lors, les prix du marché du coprah, de l'huile de coco et de la noix de coco fraîche ont radicalement chutés. En 2007, les tarifs douaniers à l'importation pour l'huile de palme raffinée ont été réduits de 67,5% à 57,5% et ceux de l'huile de palme brute sont passés de 60% à 50%. En conséquence, les agriculteurs n'obtiennent qu'une moyenne de 3,80 roupies pour une noix de coco fraîche. Sur le marché de gros, le prix du coprah est de 3.200

Les accords commerciaux bilatéraux de l'Inde

Accord de commerce et d'investissement Inde-UE
Arrangement commercial Inde-Pakistan
Accord commercial Inde-Bhoutan
Accord commercial Inde-Bengladesh
APC Inde-Chili
Forum de politique commerciale Inde-États-Unis
Accord commercial Asie-Pacifique
Plan d'action conjointe de partenariat stratégique Inde-États-Unis
CECA entre la République de l'Inde et la République de Singapour
Accord-cadre avec le Chili
Groupe conjoint d'étude Inde-Corée
Accord-cadre avec les pays du CCG
ACP Inde-MERCOSUR
Accord-cadre avec la Thaïlande
Accord-cadre avec l'ANASE
ACP Inde-Afghanistan
Dialogue commercial Inde-États-Unis
ALE Inde-Sri Lanka
Accord commercial Inde-Mongolie
Traité commercial Inde-Népal
Accord commercial Inde-Chine
Accord commercial Inde-Maldives
Accord commercial Inde-Corée
Accord commercial Inde-RDP Corée
Accord commercial Inde-Ceylan
Accord commercial Inde-Japon

Source: ministère du commerce, gouvernement de l'Inde
(<http://commerce.nic.in>)

roupies par quintal (100 kilos) et pour l'huile de coco, il est de 4.750 roupies par quintal.⁴ Pendant ce temps, les importations d'huile de coco sont passées de 7.291 tonnes en 2004-05 à 22.307 tonnes en 2005-06. Quatre millions de cultivateurs de noix de coco à Kerala sont défavorablement affectés par cette déferlante d'importations.

De même, l'élimination des subventions aux exportations du poivre et l'augmentation du nombre de jours (de 120 à 180) de stockage du poivre importé pour extraction des oléorésines est devenu autre menace pour les cultivateurs du poivre. Les importations de poivre sont passées de 2.186,3 tonnes en 1995-96 à 17.725,3 tonnes en 2004-05. Il n'est pas étonnant que deux districts de Kerala ayant un taux record de suicides produisent également de façon prédominante du poivre et du café.

Presque toutes les cultures de Kerala (le caoutchouc, le poivre, la cardamome, le gingembre, le curcuma, le café, le thé et la vanille) vont rencontrer une crise similaire à celle de la noix de coco. Comme le dit Thomas Varghese, la plus grande menace pesant sur les cultures de rente de Kerala demeure l'ALE Inde-ASEAN, selon

⁴ Thomas Varghese (2007): Asean trade agreement will hurt Kerala farmers <http://www.indiatogether.org/2007/jul/agr-tradefarm.htm>

lequel l'Inde va devoir réduire radicalement ses tarifs douaniers sur l'huile alimentaire, le poivre, le thé et le café, devant les avoir réduits à zéro d'ici à 2018.⁵

Les pays de l'ASEAN exigent également l'inclusion de plus de produits agricoles à la liste tarif douanier-zéro. Ils n'ont pas accédé à l'offre de l'Inde de diminuer les tarifs douaniers sur les quatre denrées agricoles mentionnées ci-dessus de 50%, par phases, d'ici à 2022.

Mais Kerala n'est pas le seul état indien à avoir été affecté négativement par ces mesures. Au cours de la période 1990-2005, l'importation de peluche de coton a augmenté d'un taux de croissance moyen de plus de 75%. Les importations à bas prix ont déprimé les prix nationaux, rendant économiquement inviables les cultivateurs de coton. La majorité des suicides d'agriculteurs se sont produits parmi les cultivateurs de coton. Pendant ce temps, l'Inde est le plus gros producteur laitier du monde. L'élevage laitier indien est cependant caractérisé par des coopératives impliquant des millions d'hommes et de femmes. Pourtant, les importations ont enregistré une augmentation de 292% au cours de 2001 et de 2003.⁶ D'un niveau proche de l'autosuffisance en 1994-95, l'Inde est également devenue le plus gros importateur du monde en huile alimentaire, avec des importations bon marché qui poussent là encore les agriculteurs nationaux à abandonner la culture d'oléagineux.

L'Inde est aussi le plus gros producteur mondial de légumes. Tandis que près de 40% des légumes produits pourrissent à cause de la mauvaise gestion après

récolte, l'importation des légumes a presque doublé en seulement un an — passant de 92,8 millions de roupies en 2001-02 à 171 millions de roupies en 2002-03.⁷ Les importations ont dépassé 2,7 millions de tonnes, d'une valeur de 480 millions de roupies, en 2003-04. Ironiquement, ce qui est importé — pois, pomme de terre, ail, noix de cajou, dattes, cornichons — sont des cultures pour lesquelles l'Inde a un surplus et un avantage comparatif. Tandis que les exportations indiennes sont refusées à cause de barrières non tarifaires, les importations de légumes continuent d'inonder le marché.

Avec les ALE combinés à l'OMC et aux programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale/FMI, conçus pour transformer les pays en développement en pays importateurs nets en alimentation, il est apparemment temps pour les paysans de changer de métier. Le Dr Ismael Serageldin, ancien vice-président de la Banque mondiale et ancien directeur du groupe consultatif sur la recherche agricole internationale, les financiers de la révolution verte, avait déjà émis des réserves, il y a quelques années, sur le fait que le chiffre estimé de personnes qui allaient migrer des zones rurales vers les zones urbaines en Inde d'ici à 2005 allait certainement être égal au double des populations combinées de la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. Cela signifie que quelques 400 millions de personnes — des réfugiés agricoles — vont atteindre les villes dans huit ans. Jadis vénérés et respectés pour alimenter la nation, les héros de l'Inde sont aujourd'hui clairement abandonnés par elle.

Avec des villages désertés, c'est sûr, le monde deviendra un vrai village global.

⁵ Thomas Varghese (2007): Asean trade agreement will hurt Kerala farmers, <http://www.indiatogether.org/2007/jul/agr-tradefarm.htm>

⁶ Calculées avec FAOSTAT

⁷ Mishra, S. 2003. Foreign fruits and vegetables imports at what cost, *Hindustan Times*, 1^{er} juillet

Afrique et Moyen-Orient

Le Maroc et sa fièvre d'ALE

GRAIN (Septembre 2007)

Au début 2003, le gouvernement Bush, sur le point de déclencher sa guerre sur l'Irak, proposa un accord bilatéral de libre-échange au royaume du Maroc.

Les pourparlers furent entamés au début 2003 et s'achevèrent approximativement un an après. En juillet 2004, le texte fut approuvé par le congrès américain. En janvier 2005, il fut approuvé par le parlement marocain. En dépit du fait que les gouvernements américain et marocain avaient des vues divergentes quant à savoir si l'ALE devait s'appliquer au Sahara occidental, il entra en vigueur au 1^{er} janvier 2006.¹

L'ALE US-Maroc est importante et controversée pour plusieurs raisons.

Premièrement, et ce, malgré son nom, l'initiative dans son ensemble n'a que peu de rapport avec le commerce. Le principal objectif américain était politique : il s'agissait d'attirer un royaume d'Afrique du Nord déjà ami plus loin encore dans sa "sphère d'influence" et par conséquent, gagner du terrain dans le monde arabe. L'accord avec le Maroc fut fièrement annoncé par Washington comme étant son second ALE avec un état musulman et comme un pas majeur vers un grand accord de libre-échange avec le Moyen-Orient, (Middle East Free Trade Agreement, MEFTA), devant être réalisé pour 2013. Tout accord régional de cette ampleur combinerait tous les fils conducteurs de la politique américaine au Moyen-Orient. Il "démocratiserait" la gouvernance des pays arabes, les ouvrirait à la pénétration américaine et finalement neutraliserait toute agression contre Israël. Comme la commission du 11/9 de l'administration américaine l'a dépeint, quelle autre meilleure façon y aurait-il de combattre le "terrorisme" – que cette commission lie insidieusement à l'Islam – que d'appuyer une réforme économique et politique par le biais des ALE? Le Maroc vend très peu aux États-Unis. Cet ALE était plutôt une manière d'assurer une base plus forte à la dominance et au contrôle américains en Afrique du Nord.

Mais l'Afrique du Nord n'est pas juste une partie du monde arabe; elle se situe également juste en face de la côte méditerranéenne de l'Europe. Un des intérêts stratégiques parallèles des États-Unis était d'améliorer sa position dans la région par rapport à l'Union européenne. Le Maroc est une ancienne colonie française, avec de forts liens à la France. Il a un accès spécial aux marchés de l'UE, par le biais d'un ALE bilatéral, que les États-Unis, eux, n'ont pas. Les sociétés transnationales



Pour l'administration Bush, l'accord États-Unis-Maroc était principalement une mesure politique permettant de poser le pied en Afrique du Nord, tandis qu'ils essaient de boucler un ALE US-Moyen-Orient d'ici à 2013.

françaises et espagnoles y sont des acteurs majeurs dans les domaines de l'agro-industrie, de la banque, de l'automobile et de l'énergie. En s'assurant des conditions privilégiées de commerce et d'investissement par le biais de cet ALE, les États-Unis ont gagné un point d'entrée amélioré aux marchés de l'UE, ainsi qu'un avantage sur les firmes européennes opérant sur le territoire marocain.

Deuxièmement, les retombées socioéconomiques prévues de l'accord étaient franchement floues pour le Maroc. Un certain nombre d'étude ont montré que l'impact de l'ALE au Maroc serait au mieux marginale et, au pire, préjudiciable, car elle augmenterait la pauvreté.² Toute une gamme de questions sensibles était en jeu ici: l'ouverture du marché marocain au blé américain subventionné, l'application des règles américaines d'origine aux exportations textiles marocaines, l'augmentation projetée des prix des médicaments sur le marché local, etc. Alors que les négociateurs marocains ont obtenus

¹ Le gouvernement marocain considère le Sahara occidental comme faisant partie intégrante de la souveraineté du territoire national. Mais pas le gouvernement américain.

² Voir, par exemple, Ahmed Galal et Robert Lawrence, "Egypt-US and Morocco-US Free Trade Agreements", document de travail n°. 87, Centre égyptien d'études économiques, Le Caire, juillet 2003, <http://www.cgdev.org/doc/event%20docs/10.23.03%20GDN%20Conf>

/galal%20-%20Egypt-US%20and%20Morocco-US%20Free%20Trade%20Agreements.pdf, et Nathan Associates Inc, "Assessment of Morocco's Technical Assistance Needs in Negotiating and Implementing a Free Trade Agreement with the United States", Arlington, États-Unis, 2003, [http://www.nathaninc.com/NATHAN/files/ccPageContentdocfilename140890705546Morocco_English_\(dst\).pdf](http://www.nathaninc.com/NATHAN/files/ccPageContentdocfilename140890705546Morocco_English_(dst).pdf).

Le combat au Maroc

Benzekri Abdelkhalek, Association marocaine pour les droits humains (AMDH), interviewé par Jo Dongwon, MediaCulture Action en juillet 2006.

La population a subi les effets néfastes des accords de libre-échange. Pourquoi? Parce que les accords prônent la libéralisation de tous les services y compris l'éducation, y compris la santé, les transports, l'eau et l'électricité. Cela veut dire que tous les services qui étaient gratuits vont devenir payants. Or, la population, qui est une population extrêmement pauvre, n'a pas les moyens de payer ces services. Ce que nous demandons, c'est que ces services de base restent gratuits alors que nous sommes entrés dans un processus, notamment avec les accords de libre-échange, où les services vont devenir payants à l'avenir, ce qui fera que les populations ne pourront pas les payer et nous ne pourrions donc pas répondre aux besoins de la population à l'échelle du pays. C'est pour cela d'ailleurs que nous menons une campagne

contre ces accords de libre-échange qui prônent également une politique économique allant à l'encontre des aspirations du peuple marocain. Plusieurs mouvements au Maroc se sont associés pour dénoncer cette politique économique qui est véhiculée à travers les accords de libre échange. Nous avons jusqu'à présent réussi à bloquer l'application de cette politique économique au sein du Maroc. Mais nous n'avons pu que la bloquer. Parce que [ce mouvement] essaie de revenir par d'autres moyens en vue d'appliquer cette politique de libéralisation. Mais nous avons essayé de combattre d'abord à l'intérieur du Maroc, puis avec l'aide d'autres organisations à l'échelle internationale qui luttent pour les mêmes idéaux, à savoir arrêter cette politique néolibérale qui est une politique qui détruit tous les acquis des peuples et qui tend à diviser la société en deux classes: une classe extrêmement riche et une autre, extrêmement pauvre. C'est donc contre cette politique qui, en fait, établit la loi du plus fort, que nous sommes en train de lutter au Maroc.

quelques filets de sécurité temporaires contre les menaces du blé et du vêtement, le message sous-jacent d'enquêtes purement économétriques était que sans un afflux important d'aide américaine supplémentaire, le royaume ne serait pas en mesure de respecter les engagements qu'il avait pris dans cet accord sans revers sociaux majeurs.³ En somme, le rapport coût/bénéfice était extrêmement disproportionné. Et les préoccupations économiques n'étaient pas sans fondement. Entre 2004, lorsque l'accord a été signé, et 2006, la dernière année pour laquelle des statistiques complètes sont disponibles, l'excédent commercial américain avec le Maroc est passé d'un modeste 9 millions de dollars US à 354 millions de dollars.⁴ C'est une augmentation de 4000 %. Le Maroc ne gagne tout simplement pas d'argent avec cet accord.

Troisièmement, une importante opposition s'est faite entendre au niveau national contre les négociations, fait malheureusement méconnu dans le monde. De nombreux groupes sociaux, politiques, artistiques, agricoles, scientifiques, et même industriels, se sont mobilisés contre toute une série de problèmes posés par l'ALE. L'une des questions principales du débat et de la mobi-

lisation était l'accès aux médicaments, mis en péril par les règles extrêmes de propriété intellectuelle stipulées dans l'accord. Une autre question était ce que les Marocains appellent la perte du pluralisme culturel : l'imminent transfert de contrôle des médias et secteurs culturels nationaux vers Walt Disney, Voice of America et CNN. Un autre problème, plus général, était le refus pur et simple de la part du gouvernement de prêter attention aux appels à la consultation, au débat, à la mise en question, à l'écoute et à la participation – qu'ils proviennent de la rue (les manifestations d'activistes contre le SIDA et de producteurs cinématographiques furent violemment réprimées), du parlement (les partis d'opposition durent organiser leur propres auditions du projet de traité avec les ONG) ou du secteur des entreprises (les fabricants pharmaceutiques nationaux prirent très mal le fait d'être exclus du processus). Les seules personnes au Maroc qui semblent satisfaites ne sont qu'une poignée de membres de l'équipe de négociation.

Quatrièmement, l'ALE États-Unis-Maroc brise l'unité arabe. Le gouvernement marocain a joué un rôle clé dans de nombreux processus de développement de cohésion et de solidarité dans les états arabes. Ceci



Le 28 janvier 2004, à Rabat, la police marocaine a violemment interrompu un "sit-in" de la Coalition nationale contre l'ALE États-Unis-Maroc, qui s'était réunie pour défendre le droit à la santé publique menacée par les règles de propriété intellectuelle de l'accord commercial américain en attente de signature. Le lendemain, des membres d'ACT UP Paris, un groupe qui combat le VIH/sida, protestaient devant l'ambassade du Maroc, en dénonçant la « mort sous brevet » que le gouvernement marocain accomplirait en signant l'ALE.

(Photo : ACT UP Paris)

³ Et ceci à un moment où les remboursements du Maroc de l'aide financière américaine excèdent les montants reçus. (Voir Galal et Lawrence, *op cit*, p. 21.)

⁴ En 2007, il dépassera les 460 millions de dollars US, niveau atteint en septembre pour les marchandises uniquement. (Voir le site Internet des données commerciales de la Commission américaine du commerce international à l'adresse: <http://dataweb.usitc.gov>.)

inclut un nombre de projets permettant de réaliser une intégration politique et économique, y compris une encore lointaine zone de libre-échange au sein de la Ligue arabe. Un pas très concret vers cette intégration devait être la mise en place d'une zone initiale de libre-échange entre le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie. L'accord d'Agadir est un ALE entre ces quatre pays. Il prit des années à être finalisé et, une fois qu'il a été signé, il lui fallut encore davantage d'années pour prendre vie. Lorsque l'accord – qui diminue les droits de douane entre ces états et agit comme un outil de stimulation au commerce entre eux plutôt que de dépendre de l'UE ou des États-Unis – entra en vigueur, les douaniers marocains ne pouvaient l'appliquer. Pourquoi? Parce qu'ils avaient une copie de l'ALE États-Unis-Maroc que Rabat avait signée quelques années auparavant, et qu'ils savaient ce qu'elle contenait. Dans cet ALE, Washington avait inséré une clause qui empêchait le Maroc de faire du commerce de biens agricoles à des tarifs douaniers préférentiels avec toute tierce partie n'étant pas "exportateur net" de ces biens (c'est-à-dire un pays qui vend davantage qu'il n'achète).⁵ Cette clause interdit donc au Maroc d'acheter des denrées alimentaires, comme le couscous, auprès de ses partenaires d'Agadir au bas prix auquel s'est engagé le Maroc. Cela signifie qu'il n'y a aucun bénéfice pour eux, et qu'il éviscère par conséquent l'accord d'Agadir, ce pas vers un marché arabe intégré si longtemps attendu.

Le gouvernement marocain est néanmoins enthousiaste au sujet des ALE. Non content de faire le jeu des "bien-faiteurs" américains et européens – les investisseurs venant d'Arizona qui viennent construire des aires de

jeu cinq étoiles pour les touristes étrangers et les bureaucrates de la coopération au développement dont les gros chèques mènent aux contrats de la défense de l'année suivante – Rabat exhibe tout ceci sur le continent africain.⁶ Les opérateurs marocains se déplacent stratégiquement dans les secteurs de la banque et des télécommunications au Sénégal, et le royaume a formellement proposé un ALE à l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), un groupe de neuf états francophones d'Afrique de l'Ouest. C'est le Maroc qui dirigea le mouvement pour essayer de mettre l'accord d'Agadir sur pieds, et c'est lui qui abrite l'Union du Maghreb arabe (UMA) formée par l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie et dont l'objectif est de créer sa propre zone de libre-échange, ainsi qu'une autre ALE avec l'UEMOA et l'Union douanière d'Afrique australe. Et tandis que l'UMA a été surnommée un "chameau de papier", parce qu'elle ne va nulle part pour des raisons politiques, les PDG de ces cinq pays viennent de former l'Union arabe des employeurs afin de pousser ce projet d'ALE.⁷ Même sans un accord de l'UMA, le Maroc incite la Mauritanie et d'autres pays à un accord bilatéral.

Si les réformes néolibérales introduites par les ALE des États-Unis et de l'UE réussissent à passer – et il s'agit largement ici de trouver l'argent pour les financer – et si davantage de capitalistes étrangers prennent le contrôle d'une économie marocaine de plus en plus privatisée, ces groupes finiront par être ceux qui pénétreront d'autres régions d'Afrique grâce au zèle marocain pour les ALE. Mais qui s'occupera des impacts sociaux au niveau national?

⁵ Saâd Benmansour, "Télescopes entre les accords de libre-échange du Maroc", *La Vie Eco*, 10 avril 2007, <http://www.yabiladi.com/article-economie-1100.html>

⁶ "L'ALE Maroc-USA: Un premier investissement", *L'Économiste*, Maroc, 9 novembre 2006, <http://www.leconomiste.com/article.html?a=74127>

⁷ "Les patrons du Maghreb créent leur union", *L'Économiste*, Maroc, 19 février 2007, <http://www.kompass.ma/actualite/detail.php?id=10665>
<http://www.kompass.ma/&menu=1&src=eco&niveau=1>

Les APE de l'UE visent à verrouiller les pays d'Afrique, des Caraïbes et des îles Pacifique dans une position géopolitiquement et économiquement soumise envers l'Europe.

(Photo: Alexandre Seron, janvier 2007)



Poser des questions qui fachent sur les APE UE-ACP

GRAIN (Mai 2007)*

Si vous ne savez pas quelles sont les intentions d'Unilever quant à ses investissements sur les trois prochaines années, construire un plan national n'est qu'un exercice de style.

— JH Mensah, ex-ministre des Finances, Ghana¹

Les débats autour des accords de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne (UE) et les 77 pays du groupe ACP – pour la plupart des anciennes colonies européennes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique – ont soulevé de nombreuses questions importantes. Ces APE diffèrent des accords de libre-échange européens car ils proviennent de l'histoire séquentielle des conventions précédentes, connues sous le nom des villes dans lesquelles ils ont été signés: Yaoundé (1959-1974), Lomé (1975-1995) et Cotonou (2000-). Ces traités établissaient, entre autres, des régimes commerciaux spéciaux pour les quelques denrées de base dans lesquelles les anciennes colonies de l'Europe se sont spécialisées: les bananes, le sucre, le coton, le cacao, le thé, etc. En tant que telles, elles ont perpétué une relation néocoloniale par le biais de laquelle les personnes pauvres du Sud continuent à produire des “matières premières” et les capitalistes riches du Nord continuent à les acheter, à un prix spécial garanti. Il s'agit d'une relation très paternaliste. Mais les vieux maîtres européens se sont servis de ce précieux instrument pour conserver un pied à l'intérieur des portes de leurs anciens empires.²

Et avec les nouveaux APE, 40 ans après, rien n'a changé. Bien sûr, le langage est différent et il y a de nombreux acteurs nouveaux sur scène. Mais si vous creusez un peu ce qui se trouve sur la table et ce qui fait l'objet du débat, les mêmes questions structurelles sont toujours là. Et elles sont terrifiantes.

Il n'y a pratiquement pas de discussion fondamentale sur ce que la relation avec l'Europe devrait être. Même s'il y a la liberté d'évoluer vers de nouvelles directions, personne ne semble se demander si les APE ne sont pas une phase nouvelle, encore plus outrancière, du néocolonialisme.

- Le concept du “partenariat” est accepté, dans son ensemble, comme étant un but commun, malgré les inégalités flagrantes sur lesquelles la relation UE-ACP est fondée. Au lieu de cela, ce pourquoi l'on se bat est de savoir quel niveau d'asymétrie – ou de déséquilibres – devrait être appliqué au sein de la relation, étant donné les inégalités sous-jacentes. Ceci perpétuera les inégalités, cela ne les changera pas.

* Vers septembre 2007, et particulièrement après la précipitation pour signer ou ne pas signer les APE avant le 31 décembre 2007, un nombre de points soulevés dans ce commentaire ont commencé à se faire sentir avec plus de poids dans les discussions.

¹ BBC World Service, “Inside the global giants”, non daté mais vers janvier/février 2003, http://www.bbc.co.uk/worldservice/specials/151_globalgiants/page3.shtml

² Les Français, en particulier, ont largement utilisé cette relation à leur avantage, et notamment en Afrique de l'Ouest. Ils conservent une énorme influence – un jeu qui va dans les deux sens, avec les élites

africaines jouant leur rôle – et même un contrôle économique sur la région. En guise d'exemple, Dagris, une société de holding du gouvernement français, a acheté des parts des entreprises commerciales de coton anciennement publiques de la région. En février 2007, Dagris lui-même fut vendu à deux entreprises françaises : Sofiproteol, un groupe financier qui est un acteur majeur de l'industrie des huiles alimentaires (ils possèdent Lesieur, par ex.), ainsi que de l'alimentation animale, des semences, et avec Bunge, des biocarburants; et IDI, une maison d'investissement spécialisée dans le développement des entreprises de taille moyenne.



Des paysannes de la Confédération paysanne du Faso protestant contre l'APE UE-CEDEAO, à Ouagadougou, mi-2007 (Photo : ABC Burkina)

- L'argument selon lequel l'OMC exige de l'UE et de ses partenaires ACP qu'ils passent d'un plan de préférence unilatérale (selon lequel l'Europe diminue, elle seule, ses tarifs douaniers) à une préférence bilatérale (selon lequel les pays ACP diminuent également les leurs, détruisant par conséquent leurs économies) est également apparemment accepté et ce, malgré toutes les preuves qui le rendent difficile à avaler. Il y a plus d'une demi-douzaine de plans de préférences unilatérales semblables en application et aucun d'entre eux n'est contesté pour sa compatibilité avec l'OMC.³ Il est vrai que l'Équateur et d'autres pays ont remporté des différends à l'OMC contre les préférences que l'UE donnait à ses anciennes colonies pour les bananes et le sucre. Mais, plutôt que de trouver un arrangement convenable pour les bananes et le sucre, l'UE utilise cela comme une excuse pour réviser la relation commerciale dans son ensemble et, se faisant, ajouter de nouvelles modalités (l'ouverture des investissements et des services). L'UE et les pays ACP pourraient également négocier une extension de dispense (pour permettre de poursuivre leur plan unilatéral, en tant qu'exception des règles de l'OMC) à la place. Pour aller encore plus loin, ni l'UE, ni les États-Unis ne font quoi que ce soit, la plupart du temps, lorsqu'ils perdent un différend à l'OMC.⁴ Alors pourquoi agir sur celui-ci particulièrement? Globalement, cette courbette devant "l'excuse de l'OMC" n'est pas nécessaire et étendra énormément la puissance de l'Europe dans les pays ACP. C'est donc véritablement délibéré.
- Le débat sur les APE est myope en ce qui concerne l'UE et l'ACP. Dans le cas de l'Afrique par exemple, il paraîtrait impossible de négocier une relation commerciale avec l'Europe sans prendre en compte ce qui se passe avec d'autres pays comme la Chine, les États-Unis, l'Afrique du Sud, l'Inde et même le Brésil. Ces derniers sont des puissances majeures en termes d'investissement et de commerce, avec des intérêts

réels et croissants dans toute l'Afrique. L'investissement chinois explose en Afrique, les États-Unis s'intéressent à leurs propres ALE avec différents pays africains, l'Inde mise gros sur ce continent ... Mais, d'une certaine façon, ces questions sont compartimentées et, par conséquent, elles désassocient la discussion d'une analyse "d'une vue plus large" cruciale. De même, la stratégie essayant de forcer une intégration régionale sine qua non à n'importe quelle APE avec l'Europe souffre d'une vue étroite. Elle est trop souvent focalisée sur l'intégration intérieure et ne considère pas les relations interrégionales (par ex. entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord).

- Essayer d'orienter ces accords vers le "développement" sans considérer les réalités structurelles d'entreprise est un problème. L'accord de Cotonou autorise les parties à poursuivre un ordre du jour de "développement" dans l'ensemble de la coopération. Certains groupes sociaux ont fortement insisté pour que cet ordre du jour serve de tampon protégeant de la fonction de néolibéralisation des APE. Cet état de fait n'a pas rencontré de résistance de la part de Bruxelles, créant ainsi un fort sentiment de trahison (et donc, de crise) dans les pourparlers. Mais, étant donné le rôle des grandes entreprises transnationales dans les économies ACP – et plus particulièrement dans les secteurs d'exportation des ACP, puisque la véritable question ici est de réviser le régime commercial – il est difficile de poser une exigence de développement avec une réalité de contrôle par les entreprises étrangères. Cela nous conduit à la deuxième grande question structurelle.

Les économies ACP demeurent encore enfoncé dans une incroyable dépendance sur quelques exportations primaires. Malgré tous les pourparlers en matière d'agriculture dans ces accords – question cruciale s'il en est, puisque la subsistance de tant de personnes dans ces pays dépendent de cette question – le commerce

³ L'Initiative pour le bassin des Caraïbes entre les États-Unis et les pays des Caraïbes; le système de préférences généralisées des États-Unis; la loi sur la croissance et les opportunités africaines des États-Unis (African Growth and Opportunities Act), qui a été révisé en 2005; la loi sur le commerce andin et les préférences de développement (Andean Trade and Development Preferences Act), renouvelé en décembre 2006; l'accord commercial Caraïbes-Canada, CARIBCAN;

l'accord de coopération économique et commerciale de la région Pacifique sud entre la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

⁴ Le bœuf aux hormones, Boeing, les OGM, les paradis fiscaux, les jeux de hasard sur Internet ... le nombre des différends de l'OMC que les États-Unis ou l'UE ont perdus sans prendre la moindre action corrective est substantiel.

agricole entre les pays de l'ACP et l'UE est une affaire extrêmement étroite, concentrée sur quelques pays et sur quelques types de cultures. L'ensemble de la relation avec l'Europe, toutes ces années durant, n'est tout simplement pas vraiment pensée en terme de diversification, et encore moins en termes de "grimper à la chaîne de la valeur ajoutée" à partir de la production de matières premières.

Selon les réseaux d'agriculteurs de l'ACP, seulement quatre des 77 pays constituent plus de 66% de tout le commerce agricole de l'ACP avec l'Europe.⁵ Du côté des exportations, ils vendent principalement du cacao (surtout de Côte d'Ivoire et du Ghana), du poisson (la Namibie est aux premiers rangs), du sucre (l'île Maurice en est la première source), du café (l'Éthiopie, le Kenya et la Tanzanie) et des bananes (le Cameroun et la République dominicaine sont les plus concernés). Presqu'aucune transformation n'est faite de ces récoltes avant qu'elles ne partent en Europe, les revenus nationaux qui en proviennent sont donc limités.

Pire encore, grâce aux réformes du marché instiguées par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international au cours des années 1980, le marché de nombre de ces denrées est désormais strictement contrôlé par quelques grandes entreprises transnationales.

- Quatre entreprises – Barry Callebaut de Suisse, Hosta d'Allemagne et Cargill et Arthur Daniel Midland des États-Unis – dominent le commerce mondial du cacao. Ces négociants fournissent un secteur de transformation hautement concentré, dans lequel Cargill, ADM et Barry Callebaut contrôlent 45% du concassage. Au bout de la ligne, seulement six fabricants sont responsables de la moitié de la production mondiale de chocolat, principalement consommé en Europe, et ils sont actuellement en conflit avec les détaillants quant à toute marge qui pourrait encore être réduite. Les cultivateurs africains de cacao et leur gouvernement n'ont virtuellement aucun pouvoir sur la fixation des prix et ce, même si une part plus importante du concassage se déplace vers leur territoire.
- Quatre entreprises – NK d'Allemagne, Volcafe de Suisse, le groupe hispano-suisse Ecom et Dreyfus de France – contrôlent 40% du commerce mondial du café. Ces sociétés fournissent un secteur de la torréfaction encore plus concentré : Nestlé de Suisse, ainsi que Kraft, Procter & Gamble et Sara Lee des États-Unis contrôlent 45% de la transformation.
- Cinq entreprises – Dole, Chiquita et Del Monte des États-Unis, Fyffes d'Irlande et Noboa d'Équateur – contrôlent 80% du commerce mondial de la banane.
- Dans le secteur de la pêche, la plupart des gains reviennent à de grandes sociétés transnationales lourdement subventionnées, telles que l'européenne Pescanova.
- Même l'industrie d'exportation de légumes au Kenya, souvent présentée comme un succès national, est contrôlée par pas plus de cinq grandes entreprises (comprenant Sunripe Ltd, détenue par la famille Shah,



Des Africains, venant de différents points du continent, se sont rassemblés et ont manifesté dans les rues de Nairobi où ils s'étaient retrouvés pour définir leur stratégie contre les APE UE-Afrique, au cours du Forum social mondial de janvier 2007.

et Homegrown Kenya, maintenant propriété de Flamingo Holdings au R.U.). Cela signifie qu'une grande partie de la valeur générée par le commerce agricole est délibérément capté et contrôlé par quelques intérêts agro-industriels, principalement aux États-Unis et en Europe.

Le véritable problème réside dans ce problème structurel lui-même. En termes de commerce agricole, les pays ACP sont trop dépendants d'un trop petit nombre de produits qui sont contrôlés par un trop petit nombre de firmes américaines et européennes. Les agriculteurs n'obtiendront pas de meilleures conditions avec les accords commerciaux – et par conséquent, il n'y aura guère de soi-disant "développement" – jusqu'à ce que cette structure, dans laquelle de grands conglomerats contrôlent le marché, soit transformée. Alors que les prix et le revenu capturés par différents segments de la chaîne de valeur totale peuvent augmenter et baisser pour une myriade de raisons, le point de blocage à long terme est que, dans cette structure, les agriculteurs n'ont pas de pouvoir de négociation. C'est la raison pour laquelle il est si essentiel de s'occuper de la structure de ces industries, et de leur concentration sans cesse plus profonde, plutôt que de se focaliser sur les tarifs douaniers, la technologie ou la compétitivité, dont la plupart des bénéfices finiront dans les poches d'une poignée d'entreprises.

Le besoin d'attaquer la structure industrielle derrière les exportations agricoles et les exportations de la pêche est urgent car les APE servent essentiellement à accroître l'accès au marché pour l'Europe, et non pour les pays ACP. Les pays ACP ont eu plus ou moins une franchise de droits de douane sur les marchés européens depuis 40 ans. Les APE sont dorénavant supposés créer une situation de réciprocité et mettre fin aux tarifs douaniers du côté des ACP. Mais ils introduiront également la libéralisation de l'investissement qui est la clé d'or des sociétés transnationales pour obtenir davantage des marchés ACP, tout en enfermant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique encore plus étroitement dans une version corrigée de l'exploitation coloniale.

⁵ EAFF, PROPAC, ROPPA, SACAU et WINFA, "Midterm review of the Economic Partnership Agreements: Independent contribution of the

regional networks of farmers' organisations", synthèse d'évaluations régionales, document de travail, 10 décembre 2006, p.17.

Amérique latine et Caraïbes

Les quatorze ans de l'ALENA et la crise de la tortilla

Ana de Ita (Août 2007)

En janvier 2008, le commerce agricole entre le Mexique, les États-Unis et le Canada sera entièrement libre, avec la fin de la période d'application de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Tous les produits américains et canadiens¹ pourront entrer au Mexique sans avoir à acquitter de droits de douane. Il en ira de même avec les exportations mexicaines vers les deux autres pays.

L'accord agricole de l'ALENA (chapitre VII) promeut la libéralisation totale de l'agriculture et de la sylviculture dans la région. Les engagements de l'ALENA sur l'agriculture entre le Mexique et les États-Unis sont les plus radicaux qui n'aient jamais été rédigés dans un accord commercial, puisqu'ils comprennent la libéralisation de tous les échanges agricoles et agroalimentaires sur une période maximale de 14 ans. L'ALENA est le premier accord à traiter deux pays développés et un pays sous-développé en tant qu'égaux. Mais comparé aux secteurs agricoles américain et canadien, celui du Mexique présente d'énormes asymétries en termes d'économie, de technologie, de facteurs de production, de politique agricole et d'aides à l'agriculture.

Avant même de signer l'ALENA, 75% des exportations agricoles mexicaines allaient vers les États-Unis et 69% de importations provenaient des États-Unis.² À cause de la taille bien moindre de l'économie mexicaine, le marché américain est beaucoup plus important pour le Mexique que le contraire : le Mexique ne fournissait que 12% de l'ensemble des importations agricoles entrant aux États-Unis et n'achetait que 7% des exportations américaines. Le Mexique est aussi beaucoup plus lourdement dépendant du Canada que vice-versa : les exportations agricoles du Canada s'élèvent à 28% du total des exportations agricoles mexicaines, tandis que les exportations mexicaines vers le Canada ne représentent que 8% des importations canadiennes.

Les négociations de l'ALENA ont eu lieu sans prendre en ligne de compte les vues de la société civile mexicaine. L'inclusion des secteurs de l'agriculture et de la sylviculture a été l'un des sujets les plus controversés, de par les profondes asymétries existantes entre l'agriculture mexicaine et celles des États-Unis et du Mexique. En 1989, le Mexique a commencé un processus de modernisation de son agriculture par la méthode des "coups de pied et des coups de poing reçus de la part du marché". Les objectifs qui conduisaient la politique agricole

étaient l'ouverture des échanges, le désengagement de l'État de la majorité de ses activités économiques, la réduction des subventions, et la privatisation ou l'élimination de la plupart de ses entreprises publiques. Toutes les réformes néolibérales entreprises étaient coordonnées avec l'ALENA, qui, en 1994, est devenu "le verrou qui protège la porte et qui bloque l'annulation des réformes".³ Il est pratiquement impossible de séparer les effets des réformes de ceux de l'ALENA. Les États-Unis promeuvent l'ALENA comme une mesure de sécurité dans ses relations avec le Mexique et le Canada et ce, afin de renforcer la stabilité économique des deux pays et de garantir la permanence des réformes politiques et commerciales réalisées depuis le milieu des années 1980.⁴ Selon le département américain de l'agriculture, l'un des principaux bénéfices du traité avait été d'empêcher le Mexique de sentir attiré par un recours à une politique protectionniste lors de la crise du peso, en 1995.⁵

L'ALENA garantissait que les réformes structurelles draconiennes imposées à l'agriculture seraient maintenues pour 14 ans et se transformeraient en politique agricole institutionnalisée, en dépit de ses effets dévastateurs sur les producteurs et, notamment, sur les agriculteurs ruraux. Le Mexique est un exemple historique des effets de la libéralisation agricole lorsque cette dernière est imposée "coûte que coûte" sur un marché agricole international organisé autour de la protection et des subventions publiques : les prix sont réajustés et ce, malgré les différences dans les coûts de productions, les rendements ou les subventions agricoles, et offrent des gains extraordinaires à ceux qui peuvent produire à bas prix.

Les effets de l'accord agricole de l'ALENA: 1994-2006

Commerce extérieur et croissance économique

Les concepteurs des politiques néolibérales considèrent qu'un accroissement du commerce international génère un meilleur développement économique et qu'ouvrir les échanges profite à tous les acteurs, dans tous les dom-

¹ L'ALENA est composé de trois traités entre: (1) les États-Unis et le Canada, (2) le Mexique et les États-Unis, et (3) le Canada et le Mexique. Le Canada a exclu les produits laitiers, la volaille et les œufs de ses traités, produits pour lesquels il conserve un système de gestion d'approvisionnement.

² Kenneth Shwedel, "El TLC y el cambio estructural" (L'ALE et le changement structurel), dans: Alejandro Encinas, Juan de la Fuente et Horacio Mackinlay, coord., *La disputa por los mercados. TLC y el sector agropecuario* (Mexique: Editorial Diana, 1992).

³ Luis Hernández, "TLC, Corte de caja" (ALE: Arrêtez et Évaluez), *Cuadernos del Ceccam*, n° 7 (Mexique, 1996).

⁴ Terry Crawford et John Link, coord., *NAFTA International Agriculture and Trade* (Washington, DC: ERS, USDA, septembre 1997), p. 8.

⁵ Crawford et Link, p. 7.



“Le maïs et les haricots, hors de l’ALENA – La souveraineté alimentaire aux paysans”

aines dans lesquels ils ont un avantage comparatif.⁶ Cependant, les asymétries profondes entre l’agriculture mexicaine par rapport à celles des États-Unis et du Canada, en termes généraux, signifient que les principaux secteurs productifs – les céréales de base, les oléagineux, la sylviculture et le bétail (à l’exception de la volaille) – ne jouissent d’aucun avantage sur les concurrents.

Avant 2003, le Mexique avait des mécanismes de sauvegarde pour l’importation de porcs vivants, de porc, de jambon, de lard, de bacon, de volailles, de purée de poulet et de dinde, des œufs, des produits à base de pommes de terre, des pommes fraîches, de l’extrait de café et de jus d’orange. Les États-Unis pouvaient appliquer des mécanismes de sauvegarde pour les produits horticoles, au cours de saisons particulières. Ces sauvegardes pouvaient être déclenchées lorsque les importations excédaient les quotas définis et l’application des tarifs douaniers en vigueur avant l’ALENA était autorisée.⁷ La plupart des produits agricoles étaient libéralisés en 2003, mais les produits “sensibles” qui, pour le Mexique, sont le maïs, les haricots et le lait écrémé en poudre, jouissaient d’une protection “extraordinaire” jusqu’en 2007. Pourtant, le gouvernement mexicain a décidé de favoriser les importateurs et, pendant de nombreuses années, il n’a pas tiré avantage de la protection dont ces produits étaient en droit de bénéficier. En janvier 2008, les importations de sucre et de sirop de sucre de maïs doivent également libéralisées: ces produits, avec les pilons et les cuisses de poulet, avaient fait l’objet d’un différend commercial devant l’OMC et avaient obtenu des mesures spéciales de sauvegarde de 2003 à 2007. Au même moment, les États-Unis étaient supposés permettre l’importation de brocoli, de concombres, d’asperges, de melons, de pastèques, de sucre et de jus d’orange, qui sont toujours protégés. Le sucre a fait l’objet d’une négociation finale par le biais d’accords parallèles qui ont mis fin aux avantages des exportations mexicaines vers les États-Unis. La fin de la période de transition signifie la fin de la période pendant laquelle il sera possible d’établir des mesures bilatérales de sauvegarde qui entrent en jeu lorsqu’une des parties prouve que les importations d’une autre partie cause des dommages à l’industrie nationale.⁸

⁶ Alejandro Diaz Bautista, “El TLCAN y el crecimiento económico de la frontera norte de México” (L’ALENA et la croissance économique de la frontière nord du Mexique), *Revista Comercio Exterior*, Vol. 53, N°. 12 (Mexique, décembre 2003), p. 1090.

⁷ SECOFI, *TLCAN, Texto oficial*, Artículo 703 (ALENA, version officielle, article 703).

Le commerce extérieur agricole a été presque multiplié par trois depuis l’ouverture des échanges. Parce que le Mexique a commencé un processus unilatéral d’ouverture de son secteur agricole depuis le milieu des années 1980,⁹ entre 1993 et 2002, ses importations ont crû plus vite que ses exportations (avec un taux de croissance annuel moyen de 7,3% par rapport à 4,4%), et ce n’est qu’après 2003, à la fin de la période de 10 ans de réduction tarifaire, que les exportations mexicaines ont augmenté et que le fossé s’est comblé. Depuis l’ALENA, le Mexique est devenu le troisième plus grand marché pour les produits agricoles américains. La balance commerciale des produits agricoles et alimentaires a été négative chaque année depuis l’ALENA, sauf en 1995, lorsque l’agriculture a obtenu une balance positive grâce à la dévaluation du peso et à la récession, qui ont mieux fonctionné que n’importe quel tarif douanier. Les importations ont chuté de 3 milliards de dollars en 1994 à 2,5 milliards de dollars en 1995. L’excédent a duré jusqu’à ce que l’inflation ait rattrapé la dévaluation, et à partir de 1996, la balance agricole est redevenue négative.



(Photo: Université nationale autonome du Mexique)

Entre 2001 et 2004, le déficit commercial agricole était en moyenne de plusieurs milliards de dollars par an. Cependant, en 2005, on a constaté une réduction importante du déficit (de 385 millions de dollars) et il a baissé encore davantage en 2006. Le déficit commercial alimentaire du Mexique qui, sous l’ALENA était en moyenne de 1,3 milliards de dollars, est passé en 2001 à plus de 2 milliards de dollars. En 2003, il a atteint 2,7 milliards de dollars. Après 2004, à la fin de la période de transition de la plupart des produits, le déficit a commencé à se réduire en conséquence de l’ouverture des marchés américains et canadiens aux exportations mexicaines. La valeur des exportations a augmenté de 70%, alors que les importations ont crû de 42,5% entre 2003 et 2006. Cependant, la croissance du commerce extérieur agricole n’a pas engendré de forte croissance du secteur en général, comme s’en vantent les néolibéraux. En fait, la croissance dans le secteur agricole, qui était en moyenne de 2,5% entre 1989 et 1993, a chuté à 1,9%, avec l’ALENA. Pendant ces deux périodes, le secteur agricole s’est moins développé que l’économie en général (3,1% et 2%, respectivement), mais le fossé s’est creusé après 1995. Le secteur agricole a réduit sa part de produit national brut (PNB) de 5,8% en 1993 à 5% treize ans plus tard.

⁸ SECOFI, *TLCAN, Texto oficial*, Capítulo VIII (ALENA, version officielle, chapitre VIII).

⁹ Le Mexique est entré dans le GATT en 1986, suite à quoi, il a révisé de façon draconienne sa politique de protection des secteurs productifs nationaux.

La population travaillant dans le secteur primaire (agriculture, bétail, sylviculture, chasse et pêche) a chuté de façon draconienne, de 8,2 millions de personnes en 1991 à 6,1 millions en 2006. C'était délibéré de la part des auteurs de la politique néolibérale, qui croyaient que le développement national dépendait de la réduction de la taille de la population travaillant dans les secteurs agricole et sylvicole. Les personnes travaillant dans le secteur primaire représentaient 26,8% de la population active totale en 1991, mais seulement 14,6% en 2006.¹⁰ Selon une étude mandatée par le gouvernement, le nombre de ménages agricoles a diminué et est passé de 2,3 millions en 1992 à 575.000 en 2002, et le nombre de ménages à revenus mixtes ont chuté de 1,5 millions à 900.000 pendant la même période.¹¹ L'incapacité du Mexique à concurrencer le secteur agroalimentaire des États-Unis a aiguillonné la migration récurrente des travailleurs agricoles et menace d'éliminer la future génération d'agriculteurs.

Les échanges commerciaux agricoles et la souveraineté alimentaire

L'ALENA a été établi pour donner à chacune des parties une opportunité d'accroître son commerce international de produits agricoles pour lesquels elle jouit d'"avantages comparatifs" et par conséquent, de réduire son déficit commercial. Les États-Unis et le Canada sont deux des plus gros et des plus efficaces exportateurs de céréales au monde, tandis que le Mexique est un exportateur compétitif de produits horticoles et fruitiers. Cependant, ceci n'implique pas une relation complémentaire entre les secteurs de la région. Pour le Mexique, les négociations du traité ont signifié un changement du schéma de la sélection des cultures.

Seuls 12,3% des terres du Mexique sont voués à l'agriculture arable, tandis que 54% sont utilisés pour les

ranchs à bétail et 26% sont affectés à la sylviculture. 71% des terres arables sont utilisés pour la culture de céréales de base et d'oléagineux. En termes généraux, le Mexique n'a pas d'avantage comparatif par rapport aux États-Unis pour l'élevage de bétail, les céréales de base, les oléagineux ou la sylviculture. Les fruits, les légumes et les produits tropicaux, tels les ananas, le sucre de canne et le café sont les seuls produits pour lesquels le Mexique peut avoir quelque avantage, mais les fruits n'occupent que 6% des terres arables et les légumes, 3%.

Le Mexique compte 3,1 millions de producteurs, parmi lesquels 85% sont des agriculteurs cultivant des lots de terre inférieurs à 5 hectares (12,4 acres), et ayant pour cultures principales les céréales et les oléagineux.¹² Seuls environ 500.000 producteurs cultivent des légumes et des fruits. La plupart d'entre eux sont de moyens ou de grands agriculteurs, car le gros investissement requis met ce type d'activité hors de portée des petits paysans. Le commerce alimentaire du Mexique avec les États-Unis est basé sur l'importation des denrées alimentaires de base – le maïs, le soja, le riz, le blé, le lait, les huiles et les graisses, le bœuf, le porc et la viande de poulet – et l'exportation de tomates, poivrons, fruits et légumes, aliments pour le bétail, crevettes et, par dessus tout, la bière et la tequila. En 2006, quatre produits ont représenté 73% des exportations agricoles mexicaines: les tomates, les légumes, les fruits frais et les bovins. Et, la même année, quatre autres produits ont composé plus de la moitié des exportations mexicaines en denrées alimentaires: la bière, la tequila, les crevettes et les fruits et légumes en boîte. La bière et la tequila ont représenté respectivement 26% et 10%. Au début 2006, les exportations de bière, un produit relativement nouveau, se sont élevées à 1,138 milliards de dollars, tandis que le sucre et le jus d'orange, considérés comme les produits gagnants des négociations de l'ALENA, ont perdu de l'importance, avec des parts d'exportations qui sont passées de 11,7% et 5,3%, respectivement, à seulement 2% et 1%. Le maïs, le soja et les oléagineux, le sorgho, le blé, le riz et le coton ont représenté 60% des importations agricoles du pays. Les importations de maïs ont crû de façon exponentielle avec l'ALENA. Les denrées alimentaires les plus importées ont été : le bœuf, le porc, la viande de volaille, le lait en poudre, les huiles et les graisses, les céréales, le malt et l'extrait de malt. Sous l'ALENA, les producteurs porcins américains ont augmenté leurs parts de marché mexicain par 130%, et les importations mexicaines de bœuf et de veau ont quintuplé. Ainsi, tandis que les exportations agricoles et alimentaires depuis le Mexique sont concentrées en un petit nombre de produits de luxe destinés aux élites américaines, le Mexique a perdu sa capacité à nourrir sa population et a augmenté sa dépendance des importations de produits de base.

L'intégration des marchés: concentration et déplacements

L'ALENA a conduit à la concentration et à l'intégration



(Poster, EZLN)

¹⁰ INEGI, Anuario Estadístico de los Estados Unidos Mexicanos (Annuaire statistique des États Unis du Mexique) (2006). Pour 2004, les données font référence d'une population de plus de 12 ans, mais pour 2005, elles font référence à ceux de plus de 14 ans, ce qui rend difficile une comparaison de ces dernières années.

¹¹ José Romero and Alicia Puyana, *Diez años con el TLCAN, las experiencias del sector agropecuario mexicano* (Dix ans d'ALENA: Expériences dans le secteur agricole du Mexique) (Mexique: El Colegio de México), p. 227.

¹² ASERCA, le nombre de producteurs selon le Procampo (programme de subventions), 2001.

régionale. Au Mexique, en l'absence de réglementations ou de protections de la part de l'état, de nombreuses petites unités agricoles ont fait faillite, incapables qu'elles étaient de concurrencer les importations qui ont inondé le marché national. Les grands producteurs, mieux lotis en termes de terrain, d'irrigation, de ressources et d'accès au crédit, ont tiré parti de l'ouverture pour se moderniser et absorber de plus grandes proportions des marchés internes.

Le gouvernement mexicain a éliminé les agences publiques de régulation du secteur agricole. Le vide laissé par l'État a été comblé par les sociétés transnationales, les filiales d'entreprises américaines, dont beaucoup ont créé des liens par des fusions et des acquisitions de parts des plus puissantes entreprises mexicaines. L'intégration dans le marché américain par le biais des sociétés transnationales s'est produite à une échelle sans précédent. Elle s'est effectuée de différentes manières, selon le type de production, mais, dans tous les cas, elle a impliqué la médiation de l'État pour un transfert de revenus depuis l'agriculture vers le secteur des affaires. Les producteurs de tomates destinées à l'exportation, à Sinaloa, l'un des quelques secteurs qui a prospéré sous l'ALENA, ont établi des relations officielles avec les producteurs américains de Floride, en collaborant étroitement avec eux, mais ils ont également déplacé de petits producteurs familiaux des états du centre du Mexique qui avaient auparavant fourni le marché interne, dorénavant contrôlé par les producteurs de Sinaloa.

Les marchés des céréales de base, telles que le maïs, le blé, le riz et le soja, sont contrôlés par une poignée d'entreprises transnationales et de filiales d'entreprises américaines qui travaillent des deux côtés de la frontière. En plus d'influencer les prix pour les producteurs et de participer aux importations, elles peuvent agir comme des monopoles, comme elles l'ont fait pendant la crise de la tortilla, en 2007. Après la crise économique de 1995, qui avait provoqué la faillite de la plupart des petits éleveurs de bétail et de volaille, la production nationale de bétail bovin, de porc et de volaille a été modernisée et elle s'est concentrée en une poignée de grandes entreprises, la plupart étant des sociétés transnationales basées aux États-Unis. Le gouvernement mexicain a décidé de les soutenir en démantelant la protection qui avait été donnée auparavant aux producteurs de céréales de base, l'une des principales entrées pour les producteurs de bétail. Ceci a accéléré l'intégration des producteurs de bétail au sein de l'intégration du marché régional nord-américain.

L'investissement direct de l'étranger

L'un des principaux engagements de l'ALENA était le "traitement national" pour les investisseurs étrangers (chapitre XI), ce qui a forcé le Mexique à changer sa législation en matière d'investissement. L'ALENA a renforcé les droits des investisseurs étrangers leur permettant de conserver les gains réalisés par leurs investissements initiaux. Les législateurs néolibéraux ont fait de

l'investissement direct de l'étranger (IDE) la locomotive du développement économique mais, en dépit des réformes, peu d'investissements étrangers supplémentaires ont été injectés dans l'agriculture. Selon les chiffres officiels, l'IDE, dans le secteur agricole, a totalisé 10,8 millions de dollars en 1994, alors qu'au début 2004, il n'atteignait que 16,3 millions de dollars.¹³ Au début de l'ALENA, le secteur n'absorbait que 0,1% de l'investissement total et, au début 2004, moins encore, 0,09%.

L'ALENA a encouragé davantage d'IDE dans les vivres (aliments et boissons), la moitié provenant des États-Unis. En 2005, l'investissement direct américain dans l'industrie de transformation alimentaire au Mexique a atteint 2,9 milliards de dollars, alors que l'investissement mexicain dans des industries similaires aux États-Unis n'était que d'1 milliard de dollars.¹⁴ Encore plus important, les ventes alimentaires au Mexique, avec investissement direct américain, se sont montées à 6 milliards de dollars en 2003, soit plus que la valeur des exportations alimentaires depuis les États-Unis vers le Mexique.¹⁵ Les principales marques alimentaires américaines sont vendues au Mexique. En ce qui concerne les produits alimentaires intermédiaires, l'investissement américain joue un rôle important dans la meunerie, le négoce de céréales et la transformation de la viande. Quelques-unes des entreprises alimentaires mexicaines ont également renforcé leur présence sur le marché américain, par exemple Gruma, sur le marché de la farine de maïs et de la tortilla. Les principales sociétés nationales basées aux États-Unis ont renforcé leur présence dans l'agriculture mexicaine, et leurs parts du marché intérieur ont augmenté tandis qu'elles se sont emparées de grandes portions des marchés du maïs, du soja, du blé, du riz, de la viande de volaille, des œufs et du porc. Le marché mondial de l'agriculture et de l'alimentaire est hautement concentré, et les processus d'intégration verticale et horizontale ont été d'une grande importance depuis les années 1980.

La balance par produits: céréales de base et oléagineux

Pour le Mexique, l'ALENA a signifié le sacrifice de la production nationale des céréales de base en échange de l'accès à de nouveaux marchés de légumes et de fruits tropicaux. Les producteurs de céréales de base et d'oléagineux ont perdu énormément avec le chapitre agricole de l'ALENA. Entre 1991 et 2001, le nombre de producteurs de céréales de base a chuté d'un million, il est passé de 4,1 à 3,1 millions.^{xvi} Au même moment, une diminution de 852.000 hectares (2,1 millions d'acres) a été constatée sur la superficie de terre consacrée à ces cultures entre 2000 et 2005.¹⁷

Le Mexique est un importateur alimentaire net. Plus de 80% de ses importations en grandes cultures et en viande sont composées de céréales de base, d'oléagineux et de leurs dérivés. Les importations sont en constante augmentation depuis l'ALENA; au début 2006, elles avaient même plus que doublé. Le Mexique dépense une moyenne de 4 milliards de dollars par an en importations de céréales de base et d'oléagineux. Le Mexique

¹³ Les méthodes de déclaration de l'investissement direct étranger au Mexique ont varié, ce qui rend difficile une comparaison de ces dernières années ; cependant, et en dépit de variations substantielles pendant la période 1994-2004, l'investissement direct étranger n'a jamais été supérieur à 93 millions de dollars, selon le Secrétariat économique, registre national de l'investissement étranger (Secretaría de Economía, Registro Nacional de Inversión Extranjera).

¹⁴ Steven Zahniser, *NAFTA at 13: Implementation Nears Completion* (Washington, D.C.: ERS, USDA, mars 2007), p. 9.

¹⁵ Zahniser, p. 10.

¹⁶ INEGI, *Censo Agrícola y Ganadero* (Recensement des stocks agricoles et d'animaux), 1991, et ASERCA, *Procampo*, 2001.

¹⁷ Sagarpa. Les terres ensemencées de céréales de base et d'oléagineux ont chuté et sont passées de 14,2 millions d'ha (34,3 millions d'acres) en 2000 à 13,3 millions d'ha (32,9 millions d'acres) en 2005.



“Jeûner pour l'autosuffisance alimentaire: non à l'ALENA, non à l'augmentation des prix de la nourriture, non aux monopoles agroindustriels et non au maïs transgénique”

est le principal marché pour l'exportation du coton et du sorgho en provenance des États-Unis, le deuxième pour le maïs, après le Japon, et le troisième pour le blé et le soja. L'ouverture du marché a signifié une concurrence accrue sur le marché national, conduisant ainsi à la chute des prix. Depuis les réformes de 1989, les prix nationaux des céréales ont chuté de 50%.

Avec l'ALENA, le gouvernement mexicain a accepté de libéraliser son marché de céréales de base et d'oléagineux sur une période de dix ans, période qui s'est achevée en 2003. Une exception a été faite pour le maïs et les haricots, auxquels il a été accordé une protection jusqu'en 2007. Pour le riz, un tarif douanier de 10% seulement avait été initialement établi, pour être totalement éliminé de là à 2003. Avant l'ouverture, quatre tonnes de riz sur dix produites au Mexique étaient exportées, mais au début 2006 sept tonnes de riz consommé sur dix étaient importées. La production a chuté de près de la moitié, et la plupart des petits producteurs ont fait faillite, tandis que les prix nationaux ont chuté de 55% entre 1989 et 2006. L'ALENA avait négocié la libéralisation immédiate des tarifs douaniers saisonniers de 15% pour le sorgho, le principal aliment pour bétail. La production de sorgho a subi une chute draconienne avec l'élimination de sa protection, mais après 1997, elle a commencé à se reprendre et à atteindre ses niveaux d'avant ouverture. L'augmentation de la demande en sorgho pour l'élevage du bétail a été satisfaite par les importations. Actuellement, un tiers de la consommation nationale est satisfait par les importations. En conséquence, les prix du sorgho ont chuté de 57% entre 1989 et 2005. Au début 2006, ils avaient commencé à remonter, stimulés par l'augmentation des prix internationaux du maïs. Le blé était le seul produit à avoir un comportement concurrentiel par rapport à la production américaine. Il bénéficiait d'une protection face aux importations grâce à une autorisation antérieure, qui a été remplacée au début de l'ALENA par un tarif douanier minuscule de 15% devant être progressivement réduit et éliminé jusqu'à 2003. Les importations de blé passèrent de 9% de la consommation nationale, en 1989, avant l'ouverture du commerce, à plus de la moitié, en 2006. Le blé a cessé de rapporter des revenus à de nombreux producteurs, et la production a chuté de 27% en fonction du déclin de 48% des prix du blé, sous la pression des importations.

¹⁸ La protection, par le biais des contingents tarifaires, consiste à déterminer un quota d'importation pouvant entrer dans un pays sans devoir s'acquitter de tarifs douaniers, mais toute quantité dépassant ce quota sera assujettie à des tarifs stricts. Pour le maïs, le quota initial stipulé pour les États-Unis était de 2,5 millions de tonnes et pour le Canada, de 50.000 tonnes. Ces quantités devaient augmenter de 3% chaque année. Le tarif douanier initial était de 215% et devait se réduire graduellement jusqu'à zéro avant 2008.

Le maïs

Le cas du maïs, dans l'ALENA, est paradigmatique, comme l'illustre le comportement du gouvernement et des sociétés transnationales qui ont tiré parti de la libéralisation. Le maïs est la culture la plus importante au Mexique, en termes de volume de production, de terres cultivées, de valeur de production et du nombre de producteurs. Pendant les négociations de l'ALENA – basées sur la théorie de l'avantage comparatif – le maïs était le problème principal, parce qu'il ne pouvait pas concurrencer les productions américaines et canadiennes. Du point de vue des négociateurs, l'activité de 85% des producteurs cultivant moins de 5 hectares (12,4 acres) de terres agricoles n'était pas concurrentielle ; 4,7 millions d'hectares (11,6 millions d'acres) devaient être reconvertis dans d'autres cultures, avec une perte de 7,1 millions de tonnes de maïs qui étaient produites sur ces superficies cultivées. La culture traditionnelle de maïs, sur des petites parcelles, devait disparaître et ce, bien qu'elle constituait la moitié de la production nationale, et que la moitié était destinée à la consommation locale.

La pratique s'est révélée bien différente de la théorie. Dès 1989, d'autres céréales (en plus du maïs) et oléagineux étaient affectés par le processus d'ouverture et de déréglementation. De ce fait, l'agriculture mexicaine a subi un phénomène de “maïsification”, stimulé par le manque de protection pour d'autres cultures. La production de maïs, entre 1989 et 1993, a augmenté de 65%, elle est passée de 11 à 18,1 millions de tonnes. La principale augmentation s'est produite dans des zones irriguées des états du nord-ouest, principalement à Sinaloa, traditionnellement dédiées aux cultures commerciales, principalement à l'exportation. La terre affectée au maïs, dans les zones non irriguées, est restée relativement constante. Le gouvernement mexicain accepta la libéralisation du maïs dans le cadre de l'ALENA et ce, sans l'obtention du soutien de la société civile. Selon les suppositions faites par l'ALENA, l'ouverture des échanges forcerait les agriculteurs à opter pour des cultures plus concurrentielles sur le marché international. Avec l'ALENA, la protection pour le maïs était négociée par contingents tarifaires et une longue période – 15 ans, la plus longue durée autorisée – fut établie pour une adaptation progressive. Ces 15 ans, qui s'achèvent début 2008, devaient permettre aux producteurs de s'adapter à une économie ouverte.¹⁸ Mais la production de maïs n'a pas diminué pendant cette période ; elle a même augmenté, et elle se situe actuellement à plus de 20 millions de tonnes. Les indicateurs suggèrent qu'il n'y avait pas d'alternatives de production pour la nouvelle génération de cultivateurs de maïs, dans les années 1990.

Les importations de maïs dans le cadre de l'ALENA

Le maïs est le perdant net des négociations de l'ALENA en matière d'agriculture. Après 14 ans d'application, la soi-disant extraordinaire protection du maïs a été systématiquement éliminée depuis 1996 (excepté en 1994 et en 1997), à cause de la décision unilatérale du gouvernement mexicain. Pour la production de maïs, il n'y a pas eu de période de transition, parce qu'en réalité, elle fonctionnait déjà comme un marché ouvert. Les importations de maïs excédaient systématiquement le quota négocié, et les importations supplémentaires n'étaient pas assujetties au tarif douanier correspondant. Par conséquent, on refusa la protection promise à 3,2 millions de producteurs, la majorité étant des petits producteurs du pays. L'augmentation des importations



Le prix de la tortilla a augmenté de manière draconienne au Mexique, pas à cause d'une pénurie de maïs, mais à cause de la structure monopolistique de l'industrie que l'ALENA a instaurée.

(Photo: Université autonome nationale du Mexique, janvier 2007)

n'était pas due au manque de production ou à des prix nationaux plus élevés que les prix internationaux. Pendant plusieurs années, les prix payés pour le maïs importé étaient plus élevés que ceux du maïs mexicain. Le cœur de la question se trouve dans les programmes de soutien aux exportations agricoles et de bétail que le gouvernement américain fournit à ses producteurs par le biais de l'Agence fédérale de financement des ventes de produits agricoles (Commodity Credit Corporation, CCC).¹⁹ Par ce programme, les importateurs de maïs peuvent obtenir des prêts à taux réduits et à long terme. Importer des céréales est donc devenu une opération financière rentable.²⁰

En seulement un an, entre 1995 et 1996, la consommation de maïs a augmenté de 3 millions de tonnes. Jusqu'en 1990, les agriculteurs ne pouvaient pas nourrir le bétail au maïs, car il était considéré comme un aliment de base pour la population, mais lorsque l'interdiction a été levée en 1996, le secteur de l'élevage de bétail est devenu la première destination du maïs importé. Les consommateurs de céréales²¹ ont obtenu le pouvoir politique nécessaire pour influencer la politique commerciale et agricole: ils évitaient de payer les tarifs douaniers permis par l'ALENA pour les importations de

maïs dépassant le quota. Le gouvernement mexicain a effectivement pratiqué le dumping contre ses propres producteurs nationaux de maïs en éliminant les tarifs douaniers établis pour protéger leur production. Les petits cultivateurs ont été forcés de supporter un énorme fardeau afin de favoriser les importateurs, parmi lesquels se trouvaient certaines des plus grandes sociétés transnationales du monde.

En 1999, le gouvernement mexicain éliminait l'entreprise publique CONASUPO (Compagnie nationale de subsistance populaire), qui avait la responsabilité de réglementer le marché des céréales de base en soutenant les producteurs et les consommateurs. Le maïs était l'unique produit qui, après l'ALENA, était toujours vendu par la CONASUPO. La fermeture de CONASUPO a livré les producteurs aux mains d'un nombre extrêmement réduit de sociétés transnationales, les seuls acheteurs de leurs récoltes: Maseca, Minisa, Cargill, Arancia, et Archer Daniels Midland (ADM). Ces entreprises sont également les principaux importateurs et exportateurs des États-Unis ; Cargill, ADM et Zen Noh contrôlent 81% des exportations de maïs aux États-Unis.²² Ces dernières années, elles ont absorbé une bonne partie des subventions que le gouvernement mexicain a distribuées pour écouler les excédents en maïs. Le marché privé du maïs a augmenté rapidement, tandis que les sociétés transnationales ont renforcé leur intégration, au détriment des producteurs. Lorsque les restrictions ont été éliminées, les exportations en provenance des États-Unis ont considérablement augmenté. La majorité des exportations est composée de maïs jaune, utilisé pour alimenter le bétail. Les exportations de maïs blanc pour la consommation humaine ne sont pas conséquentes et elles ont même diminué après l'an 2000. Le vaste accès dont bénéficie le maïs américain a fait baisser les prix du maïs national de 59% entre 1991 et 2006, permettant ainsi l'expansion des industries avicoles et porcines. Les deux plus grandes entreprises mexicaines de l'industrie de la farine de maïs – Maseca et Minisa – se sont positionnées sur les marchés nationaux et étrangers.

En 2001, 189 entreprises ont importé 6,1 millions de tonnes de maïs, une quantité record.²³ Le secteur du bétail en a absorbé 47,1%, desquels les entreprises qui produisent du fourrage pour animaux ont absorbé le plus gros pourcentage, tandis que les engraisseurs n'ont acquis que 4%. Le secteur de l'amidon et de la fécule a absorbé 31,2% des importations, secteur au sein duquel Arancia-Corn Products International est arrivé en tête des importateurs de maïs. Le secteur des farines a acquis 11% des importations dont Maseca a géré la plus grande partie. Diconsa, qui est tout ce qui reste de la CONASUPO, a absorbé 3,7% des importations au lieu de remplir sa fonction sociale qui est de soutenir les achats directs des producteurs nationaux. Dès 2003, à cause de la pression des organisations agricoles du mouvement "la campagne n'en peut plus" et de l'opinion publique, Diconsa a arrêté d'importer du maïs et n'a plus acheté qu'auprès des producteurs nationaux, dès

¹⁹ CCC Export Credit Guarantee Program (GSM-102) et CCC Intermediate Export Credit Guarantee Program (GSM-103).

²⁰ Voir Ana de Ita, Schwentesius Ruta, "¿Cuánta liberalización aguanta la agricultura? Impacto del TLCAN en el sector agroalimentario", présentation à la Chambre des députés, législature LXII, Commission d'agriculture, Mexique, 2000.

²¹ Sur l'ensemble des importations de maïs en 1996, 46% est allé au secteur du bétail, 20% au CONASUPO, 16% à l'industrie de la farine de maïs, 11% à l'industrie de l'amidon et de la fécule, et 7% aux grossistes. La CONASUPO a importé 1.270.000 tonnes cette année-là.

²² Voir Ana de Ita, "El control transnacional del mercado de maíz en México y su responsabilidad en la contaminación transgénica del maíz nativo" (Le contrôle transnational du marché du maïs et sa responsabilité dans la contamination du maïs primordial), dans RAPAL, UACH, *Memoria del Foro*, Mexique, août 2002.

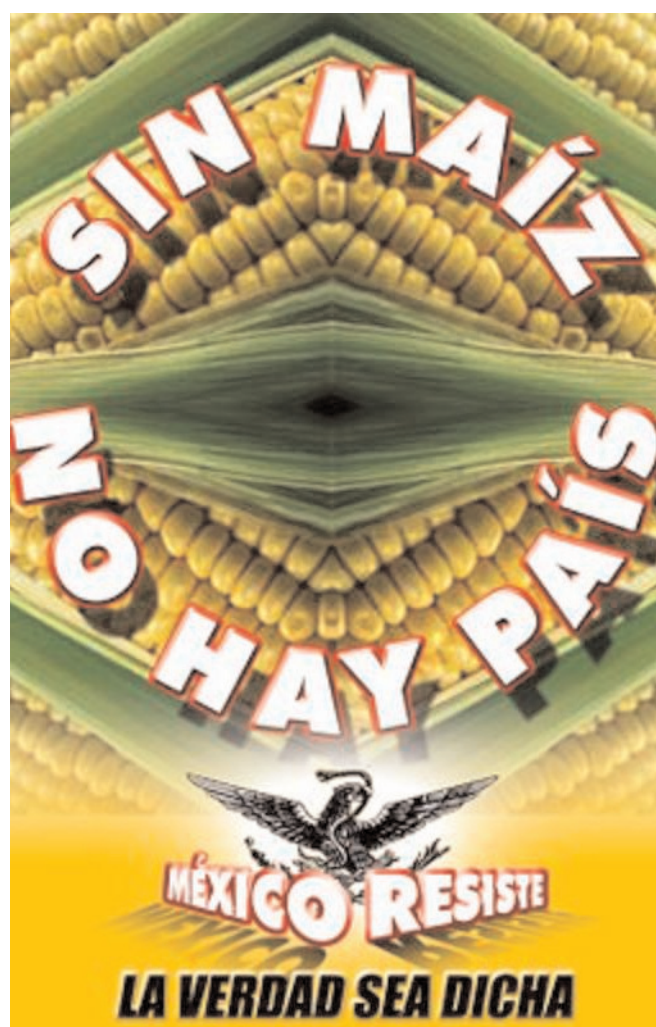
²³ Selon les informations du Comité d'allotements d'importation de maïs, Aserca, Sagarpa.

qu'il a été prouvé que l'entreprise jouait un rôle dans la contamination génétique du maïs primitif.²⁴ La moitié des importations de 2001 ont été achetées par neuf grandes entreprises mexicaines ou américaines : Arancia-Corn Products International, Minsa, Maseca, Archer Daniels Midland (ADM), Diconsa, Cargill, Bachoco, Pilgrims Pride et Purina. Plusieurs d'entre elles sont liées les unes aux autres, par des associations ou des co-investissements, dans un processus de concentration et d'intégration constante. La distribution première et le traitement des céréales sont les maillons de la chaîne alimentaire mondiale qui sont les plus concentrés.²⁵ Trois des cartels mondiaux dominants et actifs dans le secteur de la commercialisation des céréales de base opèrent au Mexique : Cargill-Continental ; ADM-Maseca et Minsa-Arancia-Corn Products International. Diconsa importe en général par le biais d'ADM.

La crise néolibérale de la tortilla

Le début 2007 a vu l'augmentation prononcée (entre 42% et 67%) du prix de la tortilla, qui est passé de 6 à 8,5 pesos minimum. Cette augmentation a fait des ravages sur le pouvoir d'achat des salaires. La crise de la tortilla est un exemple de la faillite des politiques alimentaires et agricoles néolibérales, prônées par les gouvernements successifs de ces 25 dernières années. En traitant du maïs, dans le modèle de substitution de l'importation, l'État a promu une politique agricole dirigée vers l'autosuffisance alimentaire. À cette fin, il a construit un système d'achat auprès des cultivateurs et un système de traitement, de commercialisation et de distribution des produits de base. Le système de la CONASUPO – une institution datant de la présidence de Lázaro Cárdenas (1936–1941), créée pour empêcher le contrôle et la spéculation de monopole sur des produits de base, – était initialement le seul, puis, plus tard, le principal, importateur et exportateur de denrées de base, dans un système économique fermé dans lequel l'agriculture était protégée par l'obligation d'autorisations préalables d'importation. Elle avait également le rôle de gérer une réserve réglementée garantissant l'approvisionnement de produits de base pour environ trois mois. La CONASUPO avait la fonction de premier fournisseur des moulins et des fabricants de céréales nixtamalisées (précuites) pour la fabrication de tortillas. Le dispositif permettait le contrôle des prix de la tortilla, une fonction importante dans un pays où les salaires sont très bas. Dans ce système, les producteurs avaient un prix garanti pour leurs produits et les consommateurs, un prix d'achat maximum et, des deux côtés, ces prix étaient soutenus par des subventions.

Mais la politique néolibérale que l'ALENA institutionnalise a modifié les fonctions centrales de réglementation qu'a l'état et ont éliminé les institutions qui rendaient la réglementation possible, avec comme prémisses que le marché s'autorégule. Dans le cadre des négociations de l'ALENA, avant que le traité ne soit lancé, les prix garantis ont été éliminés et la CONASUPO, liquidée. En 1999 également, les consommateurs pauvres ont reçu un



“Sans maïs, pas de pays”, slogan de la campagne nationale pour la souveraineté alimentaire et la revitalisation de la campagne mexicaine. (Photo: Indymedia Chiapas)

coup sévère par l'élimination de la subvention à la tortilla octroyée à 1,2 millions de familles. Le pénurie de maïs, au cours des premiers mois de 2007 était le produit de trois facteurs: (1) la spéculation par de grands monopoles qui dominent les marchés du maïs et de la tortilla au Mexique; (2) les engagements pris par l'ALENA d'ouvrir totalement les secteurs de l'agriculture et du bétail aux importations en provenance des États-Unis, à partir du 1 janvier 2008, ont eu pour conséquence l'augmentation de la dépendance aux importations alimentaires américaines; et (3) l'augmentation des prix du maïs sur le marché international due à l'augmentation de la demande pour le maïs destiné à la production d'éthanol, ce qui, dans une économie ouverte, touche gravement le marché domestique.

L'augmentation des prix n'était pas due à une pénurie de production nationale puisque depuis 2006, 21,9 millions de tonnes ont été produites, une production record. Au même moment, des volumes record de maïs ont été importés – 7,3 millions de tonnes de maïs jaune et 254.000 tonnes de maïs blanc. Si l'on inclut le maïs concassé, le total atteint 10,3 millions de tonnes. Bizarrement, dans une année de crise prétendument due à une diminution d'approvisionnement de maïs, les stocks de maïs atteignaient les volumes les plus importants jamais atteints. Les entreprises agroindustrielles avaient amassé les récoltes de 2006 et du début de 2007, déclarant qu'il y avait une pénurie de céréales à

²⁴ Voir Ana de Ita, “Maíz transgénico en México: apagar el fuego con gasolina” (Le maïs transgénique au Mexique: éteindre le feu avec de l'essence) dans Julio Muñoz, *Alimentos transgénicos*, Mexique, Siglo XXI, 2003.

²⁵ Voir Ana de Ita, “El control transnacional del mercado de maíz en México y su responsabilidad en la contaminación transgénica del maíz nativo” (Le contrôle transnational du marché du maïs et sa responsabilité dans la contamination du maïs primordial), dans RAPAL, UACH, *Memoria del Foro*, Mexique, août 2002.

un moment d'augmentation des prix internationaux et de bas inventaires, et ils ont poussé à la hausse des prix par la spéculation. Ces entreprises firent des bénéfices extraordinaires car ils achetèrent le maïs à 1.450 pesos des récoltes de l'automne-hiver 2005-2006, qui commencent en avril pour les producteurs de Sinaloa et Tamaulipas, et à 1.760 pesos, des producteurs du cycle printemps-été 2006, qui commence en septembre, mais à la fin décembre, ils le vendaient entre 3.000 et 3.500 pesos, ce qui, bien entendu, fit s'envoler les prix de la tortilla. Elles n'avaient même pas à payer de coûts financiers, ni ceux du stockage de ces produits, puisque les programmes de subvention du commerce d'excédents,²⁶ gérés par le ministère de l'agriculture, visent presque exclusivement les grosses entreprises telles que Cargill, Maseca, Minsa et Arancia, et leur fournissent des subventions pour l'achat garanti, le stockage, le fret, l'expédition et les exportations. Les organisations paysannes se sont plaintes de la façon par laquelle les entreprises agroindustrielles utilisaient ces programmes pour "assécher" artificiellement le marché, et ont rapporté que Cargill avait acheté et stocké 600.000 tonnes de maïs à Sinaloa.²⁷

Les ministères de l'économie et de l'agriculture et l'ASERCA (Appuis et services à la commercialisation agricole) ont fourni des subventions pour que 1,5 millions de tonnes de maïs de la récolte automne-hiver à Sinaloa puisse soit être exportée vers les États-Unis, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, soit être utilisée en tant qu'aliment à bétail par de grandes entreprises, comme Bachoco, à Sonora. Tout ceci a provoqué un stockage artificiel du maïs blanc pour la consommation humaine. Aux États-Unis, en résultat de l'augmentation de la demande sur le maïs jaune pour la production d'éthanol, la superficie affectée à la culture du maïs blanc a été réduite, et les sociétés transnationale basées au Mexique ont tiré avantage de la situation et ont exporté le maïs blanc vers leurs usines aux États-Unis et en Amérique du Sud. Selon les statistiques officielles, seules 174.413 tonnes de maïs ont été exportées en 2006,²⁸ ce qui laisse sans réponse la question de savoir où sont passés les gros volumes de maïs. Au cours du cycle automne-hiver 2006-2007, Cargill ne s'est pas tourné vers Sinaloa pour acheter du maïs, comme il le

faisait d'habitude, ce qui suggère qu'il avait peut-être déjà des inventaires de maïs en sa possession. Le prix du maïs sur le marché mondial a augmenté à cause de l'accroissement de sa demande destinée à la production d'éthanol, mais cette augmentation n'était pas liée au prix auquel il était vendu au Mexique.

La crise de la tortilla a conduit à ce qu'une plus grande part de marché soit détenue par les deux plus importantes entreprises productrices de farine de maïs, Maseca et Minsa. Au Mexique, les tortillas sont produites selon deux méthodes distinctes. Le processus traditionnel de nixtamalisation s'arroe la moitié du marché (51%), et il s'effectue dans près de trois mille petits moulins (dont bon nombre sont actuellement des clients de Cargill). Les 49% des tortillas qui restent sont faites à base de farine de maïs. L'industrie de la farine de maïs est fortement concentrée au Mexique – seules quatre entreprises dominent le marché. Le Grupo Industrial Maseca est le principal, avec 73% de parts de marché, et Minsa, Agroinsa et Harimasa se partagent le reste. Les tortillas de maïs sont principalement distribuées par de grands surfaces de distribution, comme Wal-Mart. La crise de la tortilla va étendre les parts de marché des tortillas de farine de maïs, parce que les grandes entreprises et les chaînes de distribution de détail peuvent réduire leurs marges bénéficiaires et vendre leurs tortilla 30% moins cher que le prix maximum établi conjointement par le gouvernement et l'industrie. Les producteurs de bétail, qui peuvent utiliser le maïs comme aliment pour animaux et qui ont bénéficié durant ces dernières 14 années de l'élimination des protections aux agriculteurs, comptent augmenter les prix de la viande, du lait, des œufs et du poulet, tous des produits de base, à cause de l'augmentation du prix du maïs.

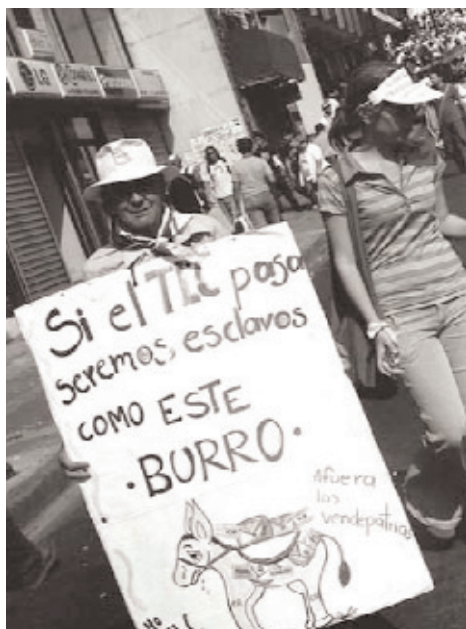
Tout au long de cette dernière année de transition de l'ALENA, les sociétés nationales, qui contrôlent le marché des denrées de base, exhibent leurs capacités monopolistiques et agissent contre les intérêts du producteur et du consommateur. La crise de la tortilla prouve que l'un des présupposés de base de l'ALENA – qu'il profite aux consommateurs et ce, même s'il sacrifie les cultivateurs – n'est qu'une farce macabre.

²⁶ Programme de subventions directes aux producteurs pour la commercialisation des excédents pour une reconversion productive, intégration des chaînes agroalimentaires et attention aux facteurs critiques, qui incluent parmi ses moyens de subventions d'aide pour: l'accès aux céréales fourragères, l'expédition, l'achat garanti, l'exportation et le fret terrestre.

²⁷ Luis Hernández, "Cargill 'El maíz de sus tortillas'", *La Jornada*, 30 janvier 2007.

²⁸ Données de Sagarpa.

“Si l’ALE est adopté, nous serons des esclaves, comme cet âne.”



Des paysans colombiens, professeurs et autres personnes combattant pour la souveraineté contre l’ALE.
(Photo: Indymedia Colombie)

La résistance à l’ALE en Colombie

Entretien avec Aurelio Suárez Montoya
par Silvana Buján
(Novembre 2007)

Quel est le niveau d’organisation de la résistance aux accords de libre-échange en Colombie?

Il y a environ trois ans, lorsque le 8^e cycle de négociations de la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) a eu lieu, plusieurs centaines d’organisations populaires colombiennes, des syndicats, des écologistes, des agriculteurs et des centres de recherche indépendants ont créé le Réseau colombien d’action contre le libre-échange et la ZLEA, ou RECALCA. Ce groupe est devenu le noyau central de la lutte pour la résistance colombienne contre l’accord de libre-échange américain. Au travers du RECALCA, nous avons organisé de la recherche, des forums et des séminaires et soutenu plusieurs mobilisations de différents secteurs sociaux qui, d’une façon ou d’une autre, ont élevé leur voix contre l’ALE États-Unis-Colombie. Cet activisme s’est manifesté par la participation directe à des débats avec le congrès colombien, à la fois au sénat et à la chambre des représentants, par le soutien aux consultations publiques que les communautés indigènes, les agriculteurs, la jeunesse et les ouvriers ont mené sur l’ALE, en tant que “référendums du peuple” et qui se sont traduits par un rejet clair de l’accord au niveau populaire, ainsi que par plusieurs jours de mobilisation sociale contre l’ALE États-Unis-Colombie, que ce soit en tant que front coordonné, ou par groupements séparés.

Quel est le point de mire du RECALCA aujourd’hui?

Il se concentre sur les nouveaux ALE que le gouvernement négocie et veut signer. Cela signifie l’ALE Chili-Colombie, l’ALE Triangle du Nord-Amérique centrale (avec le Guatemala, le Honduras et le Salvador), l’ALE Canada-Colombie, l’accord AELE-Colombie (l’AELE étant l’Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse) et le soi-disant Accord d’association – qui n’est rien d’autre

qu’un ALE – entre la Communauté andine et l’Union européenne.

Comment le gouvernement colombien a-t-il répondu à une telle mobilisation?

Le gouvernement colombien – qui est manifestement néolibéral et autoritaire, et d’une nature extrêmement anti-démocratique – a fait la sourde oreille à son peuple. Il refuse d’écouter l’opinion d’un immense ensemble d’organisations, y compris les organisations paysannes, les petits et moyens producteurs (et même certaines agro-industries), les syndicats, les organisations écologistes et les communautés autochtones et afro-colombiennes. Le gouvernement colombien a simplement remplacé ces gens – la véritable société civile colombienne – par ce que le gouvernement appelle la “société civile” – en réalité, de minuscules organisations qu’il a créées et fondées pour donner un semblant de participation sociale aux négociations. Il a également ignoré non seulement les organisations sociales, les analystes indépendants et beaucoup d’universités, mais aussi des sénateurs et des parlementaires de l’opposition. Le noyau de l’ALE américain – avant que le protocole additionnel n’ait été négocié entre l’administration Bush et le parti démocrate américain – n’a été soutenu que par les voix de 55 sénateurs sur 102. Ce vote a adopté l’accord avec l’idée qu’il s’agissait du texte final – ce qui, en fait, s’est révélé ne pas être le cas. Il s’agit d’un accord approuvé à l’insu du pays. Ceux d’entre nous qui s’y sont opposés au cours de débats publics au congrès ont clairement démontré que ces négociations allaient causer de sérieux dommages à la souveraineté de la Colombie en ce qui concerne son territoire, sa justice, son économie et son alimentation. Malgré nos arguments, le gouvernement est allé de l’avant et a utilisé sa majorité parlementaire pour que l’ALE soit approuvé.



L'ALE américain, selon la vision d'un étudiant colombien.
(Image: Rene Elkin)

Quelle est la relation entre l'ALE et la souveraineté alimentaire en Colombie?

L'accord de libre-échange États-Unis-Colombie a été négocié sur la base de deux critères. Premièrement, la Colombie a accepté de mettre ses tarifs douaniers à zéro pour tous les produits agricoles américains. D'ici cinq ans, 89% des importations américaines entreront en Colombie sans avoir à acquitter de tarif douanier. Dans dix ans, un groupe encore plus large d'articles tombera sous le coup de l'accord. Et dans 18 ans, tous les produits agricoles des États-Unis auront un tarif douanier zéro, à la frontière colombienne. Mais tandis que la Colombie négocie en ce sens, et c'est le second élément, les États-Unis n'ont pas éliminé leur système de subventions à l'agriculture, qui lui permet d'exporter leurs excédents – plus particulièrement les céréales, les oléagineux, la viande, les produits laitiers, les fruits et légumes tempérés – à des prix en deçà de leur coût de production. En d'autres termes, c'est du dumping. Donc, ce que le gouvernement a fait, c'est de légaliser le dumping agricole américain en Colombie. Dans ce sens, notre pays a choisi d'augmenter sa dépendance à l'alimentation étrangère (dépendance qui avait déjà commencé avec l'introduction du modèle néolibéral et de la dite ouverture économique). De fait, 51% de nos protéines et calories d'origine végétale et 33% de nos graisses végétales proviennent déjà de l'extérieur. Ceci va donc accroître notre dépendance alimentaire et diminuer notre autosuffisance en matière de production alimentaire de base.

Quelles sont les implications en rapport?

Ceci implique non seulement un problème de souveraineté, mais cela va également causer la ruine et le déplacement de millions de familles rurales et de petits et moyens producteurs qui développent des activités de production pour le marché national. Par exemple, la capitale de la Colombie, Bogota, s'approvisionne pour 80% de sa consommation alimentaire auprès d'agriculteurs produisant dans un rayon de 300 km. Ces régions vont être frappées de plein fouet lorsque les importations alimentaires américaines vont inonder le marché. Les gros négociants, qui ont un contrôle quasi oligo-

polistique du marché alimentaire et agricole, préféreront abandonner leurs sources locales et acheter des produits américains à bas prix. Notre autosuffisance, notre autodétermination, la sécurité alimentaire des foyers et la souveraineté alimentaire du pays en seront affectées.

Est-ce-qu'en empêchant les agriculteurs colombiens de cultiver des aliments, on ne les force pas à cultiver des cultures illégales?

Il y a quinze ans, dans le département de Nariño, l'une des plus grandes zones de cultures du blé du pays, il n'y avait que 100 hectares de coca. Aujourd'hui, on compte plus de 15.000 hectares de coca. Il est donc fort probable que les choses se passent ainsi. Les communautés paysannes et indigènes, et les secteurs les plus pauvres, seront soit déplacés, soit forcés de produire des cultures utilisées à des fins illégales, comme le coca ou le pavot, parce qu'elles sont les seuls à être rentables.

Quelle est la relation entre l'ALE et l'environnement?

Si vous lisez dans le détail l'accord de libre-échange américain, le chapitre sur l'environnement stipule que les considérations environnementales ne sauraient bloquer le commerce, c'est-à-dire que le commerce a précedence sur les normes environnementales. Les réglementations environnementales de nos pays sont de plus en plus sujettes aux règles énoncées par ces traités supranationaux. Il n'y a rien dans l'ALE qui empêche les investisseurs de s'emparer de nos écosystèmes hydriques, de notre biodiversité, etc. Ils sont libres de s'engager dans des entreprises à but lucratif dans les dits services environnementaux, aux dépens de tout ce pour quoi l'on se bat en termes d'entretien de relations respectueuses et durables avec notre environnement et ce, afin de jouir d'un véritable développement humain.

Quelles sont les attentes pour l'avenir?

L'ALE n'a pas encore été ratifié par le congrès des États-Unis. Pour l'instant, seul l'ALE avec le Pérou a été ratifié, à la fois par la chambre des représentants et par le sénat. Dans le cas de la Colombie, l'accord a été mis en attente grâce à l'opposition du parti démocrate,



L'horrible situation de la Colombie en matière de travail et de droits humains a été l'un des principaux points de friction avec l'élite politique américaine, qui doit approuver l'accord.

actuellement majoritaire dans les deux chambres, étant donné les dénonciations qui pleuvent et qui émanent à la fois de la communauté nationale et internationale contre le gouvernement d'Alvaro Uribe, dont la relation étroite avec les groupes paramilitaires et les trafiquants de drogue a contribué à une escalade de violence, plus particulièrement dans les zones rurales de la Colombie. Il y a une espèce de pause dans l'adoption de cet ALE. La principale candidate du parti démocrate pour la présidence américaine, Hillary Clinton, a déclaré être contre l'ALE avec la Colombie. Il est donc maintenant improbable qu'il soit approuvé par le congrès américain en 2007. L'année 2008 ne sera peut-être pas non plus très propice, puisque les États-Unis seront en processus électoral et que les grands secteurs de l'opinion publique américaine sont extrêmement sensibles sur la question du libre échange. Tout est donc suspendu. Pendant ce temps, notre réseau en Colombie et les organisations avec lesquelles nous travaillons se préparent à mener leur dernière bataille – la bataille juridique devant la cour constitutionnelle qui, avant que l'ALE ne soit finalement approuvée, doit décider si l'ALE est conforme aux règles énoncées dans notre constitution nationale. Mais soyons clairs. Lorsque l'ALE entrera en vigueur, c'est à ce moment-là que la résistance augmentera. Lorsque les gens commenceront à voir des changements dans les politiques publiques et privées, nous sommes sûrs que la résistance croîtra. La résistance ne s'arrête pas à l'adoption d'un ALE. C'est là qu'elle commence à prendre forme.



Mobilisation contre l'ALE et Uribe, le 22 septembre 2005.
(Photo: Indymedia Colombia)

Aurelio Suarez Montoya est le directeur exécutif de l'Association nationale pour la sauvegarde agricole de Colombie (Asociación Nacional por la Salvación Agropecuaria de Colombia), une coalition de plus de 100.000 agriculteurs colombiens, et membre du RECALCA (Réseau colombien d'action contre le libre-échange et la ZLEA).

Pour plus d'information: <http://www.salvacionagropecuaria.net> ou <http://www.recalca.org.co>



Oui a la conservation de l'eau, non a la commercialisation de l'eau, non a l'ALE

(In)certitude juridique – sur quoi, exactement?

Margarita Flórez, ILSA¹ (Août 2007)

L'(in)certitude juridique est, nous dit-on, la cause et l'objectif final des réformes réglementaires visant à protéger les intérêts des investisseurs. Ces réformes consistent en l'adoption de normes uniformes, durables et coercitives qui sont supposées assurer la transparence. Ceci est supposé rendre les lois fiables. En réalité, par ce biais, elles ne vont plus que dans une seule direction.

Ces processus commencent par les traités bilatéraux d'investissement (TBI), étendent leur couverture par les accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), puis se répandent par les accords de libre-échange (ALE). Dans un cas extrême, ils peuvent même garantir que la loi nationale ne doive se soumettre à aucune obligation bilatérale. La loi américaine règne en maître sur son propre accord de libre-échange avec l'Amérique centrale – l'article 102 de la législation d'exécution des États-Unis garantit qu'aucune des dispositions de le CAFTA ne puisse outrepasser une loi américaine. Ces dispositifs favorisent fortement les droits des investisseurs aux dépens des droits des citoyens. Les instruments légaux développés au travers des Nations Unis passent au second plan: les droits de l'homme, la législation sur l'environnement et les réglementations sur le travail. Paradoxalement, la sécurité d'un certain type de législation se traduit par l'insécurité d'autres types de lois.

Les engagements multilatéraux en matière d'environnement et de droits humains se retrouvent affaiblis dans ce processus, et la qualité de vie des personnes en est menacée. La logique suit une spirale, en commençant par le besoin de créer un climat favorable à l'investissement qui, en retour, est supposé se traduire en croissance économique et, finalement, en amélioration du bien-être des personnes. Les objectifs de toute loi non commerciale sont bouleversés. Un libre échange hautement régulé porte en lui-même un mécanisme d'exécution

complet – y compris un règlement des différends, qui est en train de devenir l'idéal de toute loi internationale. Sans ce mécanisme dans d'autres domaines, comme les droits de l'homme, la loi sur l'environnement et le droit du travail, on peut parler de concurrence déloyale.

Les droits de l'homme

Les constitutions nationales en Amérique latine incluent des obligations collectives pour les droits de l'homme, mais, le véritable exercice de ces droits est demeuré fragile et sa voix est maintenant étouffée par la signature des ALE.

Le droit à la santé est violé lorsque la définition des services dans un ALE inclut tous les droits fournis, y compris ceux qui sont obligatoires, comme ceux que l'État est dans l'obligation de fournir dans le cadre de ses obligations envers les droits de l'homme. En effet, la notion selon laquelle la santé est un service que seules les entreprises peuvent fournir, dans une logique tournant autour du bénéfice, empêche ou retarde la réalisation de services de base, qui se réduisent déjà au minimum pour les plus défavorisés. Avec pratiquement la moitié de la population d'Amérique latine sous le seuil de pauvreté absolue, le fait de devoir payer pour recevoir des soins de santé minimaux se traduit, pour ces personnes, par un manque permanent de soins de santé. Les ALE empêchent ou retardent la capacité des gouvernements d'octroyer des licences obligatoires, niant véritablement l'accès aux traitements à bas prix

¹ Instituto Latinoamericano de Servicios Legales Alternativos: <http://www.ilsa.org.co>. Courriel: globaliz_ilsa@ilsa.org.co



“Défendons nos ressources. Disons non à l’ALE.” Pancarte de l’Union nationale des employés de banque, pendant une mobilisation à Bogota en octobre 2005 (Photo: Indymedia Colombie)

pour les maladies graves. Soit l’utilisation de génériques est permise, puisque ce qui est consolidé est une durée plus longue de protection par brevet des médicaments, soit il devient impossible, pendant la durée de vie du brevet, de produire des génériques, rendant également impossible la création de médicaments pour des maladies mortelles comme le SIDA. Certains ALE rendent l’importation parallèle de médicaments brevetés illégale.

Il en va de même avec l’éducation. Les gouvernements du tiers-monde doivent fournir une éducation universelle de base à la majorité des personnes, y compris les adultes, les étudiants ayant des difficultés d’apprentissage et d’autres secteurs prioritaires. Mais, en acceptant la privatisation des services d’éducation, la couverture universelle est minimisée et les coûts éducationnels augmentent vertigineusement, rendant l’accès à l’éducation impossible. Par conséquent, dans un environnement économique précaire, le nombre relevé d’abandons scolaires augmente, parce que les parents ne peuvent pas subvenir aux coûts de nourriture et de transport dont les élèves doivent s’acquitter s’ils veulent poursuivre leurs études.

Les droits de l’environnement

Le champ des normes environnementales est en déclin à cause des décisions gouvernementales d’améliorer les conditions permettant d’attirer l’investissement étranger direct, et à cause de la pression du secteur privé. Ces dernières années, le nombre et le type d’activités pour lesquelles les gouvernements exigent des autorisations environnementales ou des évaluations des impacts sur l’environnement ont diminué. Ceci a une énorme importance en Amérique latine, particulièrement en Colombie, qui a l’un des plus hauts taux d’adhésion à

des traités environnementaux. Une grande partie des lois et des politiques de Colombie sont adaptées pour qu’elles soient conformes aux dispositions de ces accords.² Les pays qui ont signé et ratifié la plupart des accords multilatéraux sur l’environnement ont une double face lorsqu’ils traitent avec des états non signataires, tels que les États-Unis : leur face multilatérale est large par nature, alors que l’autre face est restrictive. La conformité aux obligations d’un accord multilatéral se traduit par une non conformité à un accord bilatéral, ou vice-versa.

Après plus de 15 ans de la Convention sur la Diversité Biologique de l’ONU, l’intention des pays en développement d’obtenir des bénéfices par la valorisation propre de leurs ressources génétiques a été considérablement affaiblie par la primauté des notions commerciales, comme les droits de propriété intellectuelle (DPI). Ceci soit parce que le droit commercial – surtout les ALE – a redéfini la bioprospection comme un service transfrontalier³, ou soit parce que le DPI a été étendu aux formes de vie se produisant naturellement. Toute soi-disant souveraineté sur ces ressources a été véritablement ébranlée, si non éliminée. Un aspect crucial de la discussion est celui des aspects du droit de propriété intellectuelle liés au commerce, et la souveraineté sur les ressources génétiques qui est exprimée dans les mécanismes d’accès nationaux. Il est certain que les ressources biologiques et génétiques dans leur état naturel ne peuvent être protégées par le DPI, puisqu’il n’est question d’aucune innovation. Mais, aux États-Unis, le matériel biologique qui n’a pas été modifié, tel que la séquence naturelle d’un gène qui a simplement fait l’objet d’une description, peut satisfaire aux exigences de base de la protection par brevet.⁴ Dans les pays andins, cela n’est pas autorisé. Et le dilemme est : devez-vous abroger vos propres lois lorsqu’elles sont contraires à un ALE ? Le CAFTA empire la situation.⁵ Désormais, les ALE remplacent presque les parlements parce que les traités internationaux et les accords sur les DPI doivent être directement adoptés, sans besoin de recourir à la ratification nationale.^{6 7 8 9 10}

Un autre exemple concret de l’application des concepts d’une loi environnementale internationale devant préva-

² CEPAL, “La sostenibilidad del desarrollo en América Latina y el Caribe”, chapitre VII. Marco internacional, page 181, 2002.

³ Dans l’annexe sur les services scientifiques et de recherche (article 11.5), sous obligation par rapport à la présence locale, la loi costarienne n° 7788 du 30 avril 1998, loi sur la biodiversité, article 63, est citée. “Description: Services transfrontaliers: Les personnes ou entreprises étrangères domiciliées hors de leur pays d’origine et qui fournissent des services de recherche scientifique et de bioprospection sur la biodiversité au Costa Rica devront désigner un représentant légal résidant au Costa Rica.” Voir ALEAC, annexe 1, avenant sur le Costa Rica.

⁴ Selon certains experts juridiques, le brevetage végétal peut se produire sous différentes formes et par de différents procédés: les protéines isolées ou purifiées, les séquences ADN isolées, les semences, les méthodes de modification génétique d’une plante, etc. Voir Carlos Correa, “Access to plant genetic resources and intellectual property rights”, Commission des ressources génétiques pour l’alimentation et l’agriculture, FAO, 1998.

⁵ “Reflections on the free trade agreement between the United States and Central America: The case of Costa Rica.” Chapitre 6: Silvia Rodríguez et Camila Montecinos, GRAIN, février 2004. Documents recueillis par Penamiento Solidario.

⁶ Art 15.1.2: selon la date d’entrée en vigueur de cet accord: (a) le traité sur les droits d’auteur OMPI (1996); et (b) le traité sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes OMPI (1996)

⁷ Art 15.1.3: au 1^{er} janvier 2006: (a) le traité de coopération en matière de brevet, tel que révisé et amendé (1970); et (b) le traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt de micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1980)

⁸ Art 15.1.4: au 1^{er} janvier 2008: (a) la convention concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1974) ; et (b) le traité sur le droit des marques (1994).

⁹ Art. 15.1.5: au 1^{er} janvier 2006, la convention internationale pour la protection des obtentions végétales (1991) (Convention UPOV de 1991). Le Costa Rica devrait faire de même au 1^{er} juin 2007.

¹⁰ Chaque partie devra faire tous les efforts raisonnables pour ratifier ou accéder aux accords suivants: (a) le traité sur le droit des brevets (2000); (b) l’arrangement de La Haye concernant l’enregistrement international des dessins et modèles industriels (1999) ; et (c) le protocole relatif à l’arrangement de Madrid concernant l’enregistrement international des marques (1989).



Théâtre de rue visant à éduquer les gens sur ce qu'est l'UPOV, une sorte de loi de brevetage sur les semences que le gouvernement doit maintenant adopter à cause du CAFTA, au Costa Rica, en novembre 2007. L'introduction de ce genre de système d'entreprise monopolistique signifie que les agriculteurs costaricains et les communautés autochtones n'auront plus le droit de préserver et d'échanger librement les semences.

(Photo: Bloque Verde)

loir sur les ALE est le principe de précaution: les pays devraient pouvoir exercer des exceptions nationales pour des raisons environnementales sans être accusés de restreindre le commerce et sans être forcés de fournir des preuves scientifiques complètes au sujet de leur préoccupation, comme le requièrent les règles commerciales.¹¹ La précaution est un principe fondamental du droit environnemental colombien. Mais le droit commercial exige soit que le pays en question utilise le principe de précaution tel qu'il est fondé dans le GATT, qui stipule qu'une certitude absolue est requise pour que ce principe soit appliqué, soit que ce pays n'invoque plus ce principe.

Les ALE peuvent stipuler que chaque partie peut élaborer ses propres lois environnementales et être souverain etc., mais ces accords redéfinissent la notion même de la loi environnementale.¹² Pour la Colombie,¹³ il a été dit que *l'exploitation commerciale des ressources naturelles peut être exclue de la définition de la législation environnementale* (c'est nous qui soulignons). Ceci mettrait l'utilisation et le développement des ressources naturelles renouvelables, et l'utilisation durable des ressources

naturelles non-renouvelables, y compris le code minier et la loi sur les hydrocarbures, hors de la sphère de la loi environnementale.¹⁴ Par conséquent, tous les secteurs en Colombie seraient dépouillés de tout pouvoir leur permettant de travailler aux objectifs du "développement durable".

D'autres implications émergent et ce, avant même de signer l'ALE, telles que l'obligation d'abroger ou d'amender les lois existantes ou d'en décréter de nouvelles. Des lois ont été adoptées pour renforcer la protection des investisseurs sans même signer d'ALE. Même les possibilités de modifier les lois sont devenues restreintes, puisque le parlement n'est pas en mesure de changer quoi que ce soit qui n'ait un certain degré de conformité avec les obligations comprises dans l'ALE.¹⁵ Ainsi, une loi ne peut être amendée que si elle n'est pas compatible avec l'ALE, mais le contraire n'est pas vrai. Toute réforme dans l'autre direction, selon la théorie de la "certitude juridique", pourrait être considérée comme une violation des obligations de l'ALE.¹⁶

¹¹ Avis appelant à des observations publiques sur la proposition d'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Chili, présenté le 15 février 2001 par le centre pour le droit environnemental international (Center for International Environmental Law), les défenseurs de la vie sauvage (Defenders of Wildlife), les Amis de la Terre (Friends of the Earth), la société de protection des animaux des États-Unis (Humane Society of the United States), le conseil de défense des ressources naturelles (Natural Resources Defense Council), le centre de ressources et de l'environnement du Pacifique (Pacific Environment and Resources Center), Public Citizen, Sierra Club, section 1, questions juridiques et réglementaires, B Principe de précaution. <http://www.ciel.org/Publications/USChileFRcommentsRevised.pdf>

¹² "Libre-échange et environnement: un tableau plus précis de la situation", document de la commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord, 2002, page 11. <http://www.cec.org/files/PDF/ECONOMY/FreeTrade-en-fin.pdf>. Cette publication accompagne et se réfère aux informations contenues dans: "Symposium nord-américain sur les liens entre l'environnement et le commerce" (octobre 2000), CEC, 2000, p. 15, http://www.cec.org/symposium/2000/index_2000.cfm?varlan=franais&id=1

¹³ Texte d'un communiqué envoyé en janvier 2005 par le ministère du commerce à une liste d'adresses électroniques et dont l'auteur fait partie.

¹⁴ Voir: Décret 2811 de 1974 et ses dispositifs réglementaires, MAVDT, 2002; loi 99 de 1993, ministère de l'environnement, 1994; traités internationaux signés et ratifiés par la Colombie, politiques environnementales et sectorielles, 1998.

¹⁵ Ibidem, (ALEAC art. 10.3.1 et 11.6.1), chapitre 2: La structure et les pouvoirs de l'état de droit social.

¹⁶ Ibidem, Note. L'impact de cette logique sur les processus politiques nationaux, véhiculée par les accords de l'OMC comme le GATS par exemple, a aussi soulevé des questions capitales qui sont également applicables à l'ALE, puisque "Partout où il y a un consensus multipartite national, il est concevable que des exceptions spécifiques au pays [pour les services] perdurent. Mais là où il a des divisions idéologiques importantes sur des questions contentieuses, les limitations spécifiques au pays et qui protègent [certains services nationaux] perdureront probablement et ce, jusqu'à ce qu'un **gouvernement unique** engagé dans une approche orientée vers le marché les élimine, **obligeant ainsi tous les gouvernements futurs**. De cette façon, le GATS interfère avec le flux et le reflux normal de l'élaboration des politiques dans une société démocratique." Le Citizen's Network sur les services essentiels, "Public services at risk: GATS and the privatisation agenda", Social Watch Report 2003 (ce sont les auteurs qui soulignent). http://www.socialwatch.org/en/informelmpreso/pdfs/publicservicesatrisk2003_eng.pdf

Les droits des investisseurs

Le chapitre 11 de l'ALENA, sur lequel sont construits de nombreux ALE, endosse le droit pour les investisseurs de rechercher l'arbitrage international s'ils considèrent qu'une partie de l'état, quelle qu'elle soit, ignore leurs droits. Ceci remplace la relation état-état, qui est propre au droit international, par une relation investisseur-état, qui permet à un individu de déposer une plainte directement contre un état, sans nécessité de la formalité des notes diplomatiques et autres accessoires qui accompagnaient les désaccords entre les pays et ceci facilite une avalanche de procès concernant de futures obligations, c'est-à-dire sans qu'aucun dommage n'ait même encore été causé. Un concept large de l'investissement – lié à l'acquisition, la propriété et l'activité – a été établi.

Ces procédures d'arbitrage investisseur-état sont secrètes, sans aucune participation publique. Pour peu que les procédures émanent d'un intérêt d'entreprise privée et traite de lois et de politiques publiques, la procédure étend généralement les règles de l'arbitrage de litiges privés à des conflits devant être traités dans la sphère publique. Les intérêts des entreprises privées sont placés au-dessus de la souveraineté et de l'indépendance nationales.

Une étude de 2005 sur les cas ayant été portés devant le tribunal de l'ALENA¹⁷ démontre que parmi ces 45 cas, certains manquent d'information à cause du secret de la procédure. Les gouvernements ont été forcés de payer des pénalités à hauteur de 35 millions de dollars, dans la plupart des cas pour des motifs qui n'auraient pas été acceptés sous le droit international. Les réclamations en instance s'élevaient à près 28 milliards de dollars, auxquels devront venir s'ajouter les frais d'avocat, qui incombent aux états, c'est-à-dire aux contribuables/ citoyens.

Parmi les caractéristiques des réclamations, et des procès, on peut voir :

- (i) la perte de l'immunité souveraine des états, c'est-à-dire que tout investisseur privé peut en appeler à un arbitrage et exiger le versement de compensation de par le simple fait qu'un état ait décrété une loi ou décidé d'une politique qui, selon l'investisseur, compromet ses droits. Lorsque le Canada, agissant dans le cadre de la convention de Bâle, a émis un règlement interdisant l'importation d'une substance toxique, son gouvernement a été poursuivi par un investisseur privé qui, selon la décision du panel d'arbitrage, "aurait pu souffrir de la perte d'une opportunité commerciale," c'est-à-dire probable et future incertitude. Dans un autre cas, des agriculteurs canadiens ont invoqué le fait qu'une mesure américaine de fermeture de la frontière pour cause de maladie de la vache folle aurait pu porter préjudice à leurs investissements au Canada parce qu'ils seraient trouvés dans l'impossibilité de vendre leur bétail.

¹⁷ Mary Bottari et Lori Wallach, "NAFTA Chapter 11 Investor-State Disputes: Lessons for the Central America Free Trade Agreement", Public Citizen, octobre 2005, http://www.issuelab.com/browse/browse_pub.php?pub_id=249

- (ii) L'utilisation d'une notion élargie des droits de propriété, liés à la possibilité d'expropriation. À ce titre, les politiques et les lois émises par un état peuvent violer ce "droit" et une compensation peut être réclamée pour "prise de risque", "bénéfices prévus" etc.
- (iii) Un autre aspect est le champ d'application élargi donné à l'expropriation, allant au-delà de ce qui est permis par la législation nationale, y compris aux États-Unis. L'ALENA considère que l'impact d'une mesure décrite en tant qu'expropriation doit être "substantiel" et "significatif". Selon la loi américaine, une expropriation doit affecter 100% de la valeur du bien.
- (iv) Il n'existe pas de protection des normes environnementales dans le cadre du mécanisme de règlement des différends investisseur-état. Dans de nombreux cas, bien que de telles mesures existaient et furent examinées, on a finalement statué en faveur de l'investisseur.

La prétendue certitude juridique générée par les ALE et les TBI crée une incertitude juridique pour les autres types de normes, celles relatives aux droits de l'homme et à l'environnement.

Bibliographie

- "A positive agenda for sustainable development", document préparé pour la 12^e réunion des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes, ministère brésilien de l'environnement, 2002
- Article 20 du GATT ; Accords de l'OMC sur les "entraves techniques au commerce", les "mesures sanitaires et phytosanitaires", les "subventions à l'agriculture et les mesures compensatoires", les "droits de propriété intellectuelle" ; article 14 de l'accord général sur le commerce des services. Site institutionnel : <http://www.wto.org/indexfr.htm> (en français)
- Conférence ministérielle de l'OMC (Doha, 2001) "Déclaration ministérielle", WT/MIN(01)/DEC/1 du 20 novembre 2001 et "Déclaration ministérielle" adoptée le 14 novembre 2001, point 31. Site institutionnel : <http://www.wto.org>
- Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord, 2002, "Libre-échange et environnement : un tableau plus précis de la situation". Revue des prévisions sur l'environnement et le commerce, site institutionnel : <http://www.cec.org>
- Sites Internet: <http://www.twinside.org.pe>, <http://www.grain.org>, <http://www.etc.org>, <http://www.biodiversidadla.org> et <http://www.ilsa.org.co>
- Commission des droits de propriété intellectuelle du ministère britannique du développement international (Department for International Development, DFID), 2002. "Intégrer les droits de propriété intellectuelle et la politique de développement." Site institutionnel: <http://www.iprcommission.org>
- Mary Bottari et Lori Wallach, "NAFTA Chapter 11 Investor-State Disputes: Lessons for the Central America Free Trade Agreement", Public Citizen, octobre 2005, http://www.issuelab.com/browse/browse_pub.php?pub_id=249
- Silvia Rodriguez et Camila Montecinos (GRAIN). "Reflections on the free trade agreement between the United States and Central America (US-CAFTA): The case of Costa Rica." Chapitre 6. Documents recueillis par Pensamiento Solidario. Février 2004
- ALEAC, sec. 15.2, Sec. 15.3, Sec. 15.4, Sec. 15.5. ANNEXE I. Avenant sur le Costa Rica Annexe I, avenant sur le Costa Rica. I-CR-29; art. 19.11 art. 15.1.7 art.17.1.5, <http://www.comex.go.cr/agreements/commercial/CAFTA/default.htm>
- Principe 10, accès à l'information Initiative, <http://www.inicitiivaacceso.org>



L'institutionnalisation d'un mouvement social: l'opposition au CAFTA au Costa Rica

María Eugenia Trejos¹ (Novembre 2007)

1. Le processus de négociation et de prise de décision entourant le CAFTA

L'accord de libre-échange de l'Amérique centrale (US-Dominican Republic-Central America Free Trade Agreement, CAFTA) a été négocié en 2003 et en début 2004. Cinq pays d'Amérique centrale (Guatemala, Honduras, El Salvador, Nicaragua et Costa Rica) y ont tout d'abord participé. Puis, la République dominicaine les a rejoints, en négociant dans un premier temps un ALE avec les États-Unis, puis en rejoignant les autres pays.

Les négociations pour le compte du Costa Rica ont été menées par une équipe de professionnels du ministère du commerce extérieur (COMEX), qui était liée aux intérêts des grandes sociétés transnationales et qui ont, dans plusieurs cas, reçu de jolies gratifications de la part de la Fondation Costa Rica-États-Unis, héritière de l'Agence pour le développement international américaine, USAID. Les négociations stratégiques de notre pays ont été menées par un personnel payé par notre homologue.

La phase de négociation a loin d'avoir été simple. Au départ, de nombreux secteurs ont demandé de pouvoir participer à la définition de paramètres sur ce qui serait négocié, ainsi qu'à pouvoir en contrôler le processus de près. Le COMEX a établi un mécanisme de "consultation" par lequel des organisations invitées prétendaient apparaître comme des participants au processus. Néanmoins, des centaines de recommandations et de promesses furent faites sans que le gouvernement ne s'engage définitivement dans aucune d'elles. Le mécanisme de participation n'était que de pure forme en termes de représentation des secteurs populaires. Des annonces furent publiées dans certains journaux natio-

naux, plusieurs secteurs furent appelés à exposer leurs vues sans qu'on leur dise comment leurs vues seraient traitées, des forums d'information devaient tenir informés les représentants de nombreuses organisations sur la façon dont le processus de négociation se tiendrait, et une chambre dite "parallèle", un espace dans lequel les négociateurs pourraient parler aux organisations et aux entreprises (celles du moins qui avaient les moyens de participer) sur le cours des négociations, fut organisée. Il n'y a pas eu de procédure rendant les engagements un tant soit peu obligatoires ou même une tentative de réaliser une forme d'accord, quelle qu'elle soit, entre les négociateurs et les organisations sociales.

Les mouvements populaires furent traités comme de simples receveurs. Leurs arguments, plus que justifiés, ne furent pas pris en ligne de compte. Cela devint de plus en plus évident lorsque le texte du CAFTA a été publié, bien après que les négociations aient été conclues, puisqu'au cours des pourparlers, les textes avaient été déclarés "confidentiels" afin de "ne pas dévoiler la stratégie nationale" et ce, même à des membres du parlement qui en avaient demandé l'accès. Par exemple, lors d'une réunion avec la vice-ministre Gabriela Llobet, qui était également chargée des questions de l'environnement, deux organisations reçurent des copies des chapitres touchant à l'environnement des ALE États-Unis-Chili et États-Unis-Singapour (en anglais) et on leur demanda de commenter le CAFTA. Ceci, malgré le fait que l'assistant de M^{me} Llobet avait déjà déclaré qu'il existait un projet de chapitre sur l'environnement préparé par les États-Unis et qu'elle ne voyait aucun inconvénient à ce que ces organisations y aient accès afin d'exprimer leur opinion.²

¹ Avec la collaboration d'Eva Carazo, Isaac Rojas, Silvia Rodríguez et Luis Paulino Vargas (par ordre alphabétique).

² Isaac Rojas, représentant la FECON (Fédération pour la conservation de l'environnement), et Manuel López, représentant les COECO-CEIBA-Amigos de la Tierra (Communautés écologistes de la Ceiba-Amis de la Terre), Costa Rica, ont participé à cette réunion.



Un employé de l'entreprise publique d'énergie et de télécommunications du Costa Rica, qui fournit des services à bas coûts à la population. L'ICE est vouée au démantèlement et à la privatisation à cause du CAFTA.

Même après la fin des négociations, il était impossible d'obtenir de la documentation sur le processus puisqu'on avait prétendu qu'elle avait été "perdue" avec le changement de ministres du gouvernement précédent. En fait, les seules personnes ayant accès au processus de négociation, en tant que conseillers du gouvernement, étaient les représentants des chambres du commerce. À un tel point que l'un de leurs chefs d'entreprises est actuellement ministre du commerce extérieur.

Tandis que les négociations se sont achevées en janvier 2004 et que l'ALE a été signé par le président en août, le texte n'a été présenté au parlement pour approbation qu'en octobre 2005, à cause de la résistance croissante qui exprimait plusieurs sortes de contradictions: entre les mouvements populaires et le gouvernement; entre le gouvernement et une partie de la communauté des affaires; et au sein du gouvernement. Le conflit interne du gouvernement s'est achevé par la démission la presque totalité de l'équipe de négociation du CAFTA.

L'élan final donné au CAFTA est venu de l'actuel gouvernement, celui d'Oscar Arias, qui a pris ses fonctions en mai 2006 au milieu d'une immense marche de protestation - une première dans l'histoire électorale du Costa Rica - après des résultats électoraux extrêmement serrés (à peine 1% d'avance sur le Parti Action Citoyenne) et de nombreuses questions entourant le résultat et la position du président réélu. Arias a été ré-institué par la chambre constitutionnelle rejetant une décision législative de 1969. (Arias avait déjà été

président pendant les années 1986-1990.) Pour ce gouvernement, le CAFTA était depuis le commencement une question centrale et il était prêt à le faire approuver par tous les moyens.

L'examen du congrès commença en juin 2006 par une procédure qui a été décrite comme étant antidémocratique et qui a été transmise à des instances supérieures, tel le tribunal constitutionnel. La commission du congrès qui statuait sur l'ALE entendit quelques groupes opposés à l'accord, mais refusa de recevoir les 60 groupes qui avaient demandé audience. Elle refusa de consulter les peuples autochtones comme le recommandait le conseil législatif technique et ce, conformément à la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), et elle prit sa décision sans avoir discuté, ni voté, les plus de 300 amendements en attente, et sans débattre des contenus de l'accord.

Audiences devant la commission des affaires internationales		Neutre ou ambiguë		
	Pour	Contre		Total
Total	35 (58%)	18 (30%)	7 (12%)	60

Différents secteurs de l'opposition au CAFTA ont vu leurs tentatives d'être entendus contrecarrées. Même ceux qui avaient accès aux audiences de la commission se sont rendu compte que personne ne débattait, ni n'avait le moindre intérêt à discuter sérieusement le contenu du traité. Les efforts portaient sur la répartition de la parole et les législateurs étaient limités car leur temps de parole était chronométré et chaque créneau comprenait un temps de réponse. Le débat était une farce "démocratique", renforçant l'image que le pays changeait de direction: un système démocratique qui avait gêné l'adoption de l'accord était mis sur la touche et un courant continu de procédures truquées et autoritaires avait pris sa place.

L'opposition grandissante au CAFTA, malgré une campagne de millions et de millions de dollars menée par ses partisans, a conduit à une polarisation accrue du



Le 21 août 2007, quelques 800 étudiants et enseignants ont protesté contre la résolution du 12 juillet émise par le Tribunal suprême électoral selon laquelle le personnel universitaire n'a pas le droit d'utiliser des fonds publics pour faire campagne contre le CAFTA. (Photo: Juan Carlos Ulate, Reuters)



Le mur de la dignité, sur lequel les personnes pouvaient librement afficher leur point de vue sur le CAFTA.

(Photo: Julia Ardon)

pays, avec d'un côté les forces pro-CAFTA et de l'autre, les forces anti-CAFTA. Cependant, c'est du rang du mouvement de l'opposition qu'a surgi une proposition qui semble avoir été utilisée par les défenseurs du CAFTA comme un moyen de venir à bout de l'impasse : organiser un référendum national, qui a eu lieu le 7 octobre 2007.

2. Les motifs de la résistance au Costa Rica: un état social largement développé

2.1. Une vaste couverture de services sociaux

Le développement d'un l'état-providence, du milieu des années 1940 au milieu des années 1970, a conduit à une expansion importante des services publics, en comparaison meilleure que celle réalisée dans d'autres pays de la région. En dépit de l'instauration de politiques néolibérales, qui commença au milieu des années 1980,³ les indicateurs sociaux sont toujours élevés: l'indice de développement humain est de 0,838 (le Costa Rica se place 47^e dans le monde), son taux d'analphabétisme est d'à peine 4%, approximativement 82% de la population est couverte par une assurance santé, l'espérance de vie à la naissance est de 78 ans, le pourcentage de personnes bénéficiant d'un accès à l'eau salubre est de 75%, l'électricité atteint 97% de la population et on compte 31,6 lignes téléphoniques pour 100 habitants. En outre, les coûts d'électricité, de la téléphonie terrestre et mobile et de l'Internet du Costa Rica sont parmi les plus bas du continent.⁴ Cela a été possible grâce à un projet social garantissant que certains services stratégiques soient fournis par l'État, dans une logique solidaire

et une couverture complète. Cette expansion des services publics reste un élément central de la résistance au Costa Rica : les gens qui ont accès à tous ces services savent évidemment ce qu'ils ont à perdre et ont manifesté leur détermination à le défendre.

2.2 Un secteur intellectuel étendu et prestigieux

Faisant partie de l'état social, le Costa Rica a développé un système universitaire de haute qualité et d'une autonomie suffisante pour permettre l'émergence d'une pensée critique parmi un groupe important de professionnels. Ce secteur a entrepris une tâche d'analyse de l'ALE afin de faciliter une prise de position. Ainsi, non seulement l'opposition au CAFTA est-elle allée au-delà des mots et s'est basée sur l'analyse du texte, mais les personnes ont également pu progressivement découvrir le contenu de l'accord et les critiques à son sujet ont augmenté parallèlement à l'engagement pris par les intellectuels de s'impliquer directement et de bloquer son adoption. Dès lors que les négociations se sont achevées, la production de documentation de toutes sortes a commencé. Nous avons publié de nombreux livres et encore davantage d'articles, plusieurs vidéos et du matériel audio, des dépliants, des prospectus, des chansons, des poèmes, des jingles, des posters, des satires, etc. et ce, afin de répandre l'analyse du contenu de l'ALE. Ce matériel a été répandu par une large distribution et par beaucoup de dialogue avec les communautés, en partant du plateau central tout proche jusqu'aux communautés rurales les plus éloignées, et les peuples autochtones. Différentes méthodologies d'éducation populaire ont pu rendre le contenu très dense et labyrinthique d'un accord de 3.000 pages facile à comprendre. Pour ce faire, nous avons bénéficié du soutien de centaines d'activistes prêts à donner leur temps, leur argent et leur savoir à ce travail.

³ L'application de la politique néolibérale a commencé dans les années 1980 et a commencé à modifier cette orientation. Néanmoins, la résistance sociale, le style de gouvernement et la "zone tampon" laissée par les politiques sociales antérieures expliquent pourquoi, au niveau des indicateurs, le néolibéralisme n'a pas encore eu de fort impact sur la situation sociale. Pourtant, à cause de ces nouvelles politiques, une claire détérioration de la qualité des services publics, de la redistribution des revenus et une augmentation de la précarisation de l'emploi sont désormais évidentes.

⁴ Données provenant de: "Forum mondial sur l'éducation: Éducation pour tous", rapport par pays, à l'adresse <http://www.unesco.org>; Programme sur l'état du pays, à l'adresse <http://www.estadonacion.or.cr>; Gerardo Fumero Paniagua, "El Estado solidario frente a la globalización. Debate sobre el TLC y el ICE", San José, Costa Rica, 2006.

Les gens, déjà préoccupés et méfiants par rapport à l'énorme bombardement de propagande pro-CAFTA, furent alors capables d'apprendre ce que le traité contenait, de comprendre ce qu'il impliquait et de prendre position contre lui. Un processus, qui a plus tard donné la formation spontanée de plus de 130 comités patriotiques dans tout le pays, a commencé à s'enraciner.

2.3 Une institutionnalisation démocratique qui fonctionne ... jusqu'à un certain point

Jusqu'au gouvernement actuel, qui a pris ses fonctions en 2006, les institutions démocratiques ont été relativement fonctionnelles au Costa Rica. Les procédures parlementaires ont empêché l'adoption à la hâte de lois ou de traités internationaux, et de nombreux membres du parlement étaient opposés au CAFTA. La branche exécutive était contrôlée par un secteur agrippé à un style de gouvernance traditionnelle au Costa Rica, visant à nourrir un consensus et à rechercher des mécanismes de compréhension mutuelle lorsqu'elle était confrontée à une possibilité d'explosion sociale. Par conséquent, le CAFTA a traîné longtemps, sans même qu'un débat parlementaire ne débute.

Cela allait changer avec le gouvernement Arias ... Mais, pendant la période allant du début 2004 au début 2006, les règles mêmes établies par les secteurs dirigeants les empêchèrent d'avancer dans la ratification de l'accord. Par exemple, le pouvoir exécutif établit une "commission de personnes remarquables" qui prit longtemps à délivrer une position ambivalente sur l'accord. Cela laissa le temps nécessaire pour mieux exposer les impacts fondamentaux qu'aurait le CAFTA s'il était adopté, et permit au mouvement d'opposition de grossir de façon considérable.

3. Diversité et hétérogénéité de la participation

Des représentants de tous les mouvements sociaux ont participé au mouvement contre le CAFTA: les syndicats, les paysans, les étudiants, les peuples autochtones, les coopératives, les environnementalistes, les professionnels, les femmes, certains secteurs confessionnels et des artistes. Trois des quatre universités publiques ont annoncé leur opposition au CAFTA, opposition basée sur une analyse en profondeur, et dans ces quatre universités, des fronts de lutte contre le CAFTA se sont formés. Le Médiateur pris également position contre le CAFTA et a émis un rapport complet et détaillé sur son contenu.

Des personnalités de grande notoriété appartenant aux sphères culturelles et intellectuelles (par exemple, plusieurs lauréats de prix nationaux) se sont jointes très activement au mouvement, ainsi que nombre d'artistes célèbres. Venant de l'arène politique, deux anciens présidents, plusieurs anciens candidats présidentiels (provenant de grands partis), plusieurs anciens directeurs d'institutions publiques, des anciens ministres et des anciennes premières dames ont également rejoint le mouvement. Et même au sein du Parti de la libération nationale, au pouvoir, un front uni a été créé contre

⁵ Il ne faut pas négliger la présence de nombreuses entreprises dans lesquelles ils ont donné des discours devant un public prudent, et le terrorisèrent par la menace de perdre leurs emplois si le CAFTA n'était pas approuvé. Puisqu'il n'existe pas de syndicats dans le secteur privé au Costa Rica (il n'y a pas de liberté de se syndiquer), seul le bloc pro-CAFTA a eu accès aux entreprises, toutes situées dans des zones franches industrielles pour l'exportation.



Les Costaricains ont utilisé une incroyable variété de moyens pour s'exprimer contre le CAFTA (février 2007)

l'adoption de l'accord. Finalement, le secteur de la communauté des entreprises a joué un rôle prédominant, y compris les producteurs de riz, les usines pharmaceutiques fabricant des médicaments génériques, les exploitants de ranch, etc. Une organisation d'hommes d'affaires du Costa Rica, qui étaient opposés au CAFTA, a même été formée.

Ces événements donnèrent une grande légitimité au mouvement d'opposition et ils ont rendu la campagne médiatique pro-CAFTA, qui ciblait ses attaques sur certains dirigeants syndicalistes, pensant que cela discréditerait le mouvement, inefficace. De plus en plus de gens voyaient que toutes ces personnes rejoignaient le mouvement de rejet au CAFTA, alors que seuls les grosses entreprises et le gouvernement lui étaient favorables. Parallèlement, un niveau de méfiance a surgi, dû à ce que les Costaricains ressentent lorsque quelqu'un essaie de leur imposer quelque chose: une partie de l'opposition des personnes était précisément générée par la campagne à coups de millions de dollars en faveur du CAFTA et par l'insistance du gouvernement pour que le pays l'adopte. Il faut se souvenir que ce gouvernement a commencé ses activités dans un climat de controverse sur la réélection présidentielle et l'issue d'un vote uniquement soutenu par un quart de l'électorat.

Il y eut également une diversité de formes de participation et d'expression. Des comités et des fronts de lutte se sont formés dans tout le pays, et ils ont organisé plusieurs sortes d'activités, en général par le contact personnel avec les personnes et, dans ce sens, très différentes de la façon impersonnelle avec laquelle le bloc pro-CAFTA les atteignait, principalement par les médias.⁵ Cette œuvre s'amplifia tellement que chaque semaine, de nouveaux comités ou de nouveaux fronts de lutte voyaient le jour.

4. Organisation de la résistance

La résistance à l'adoption du CAFTA a connu quatre phases:

4.1 Avant la signature de l'ALE

Au cours de cette période, pendant 2003 et au début de 2004, le mouvement était principalement divisé en deux



En septembre 2007, une semaine avant le référendum, il y a eu une énorme mobilisation dans les rues de San José, pour dire non au CAFTA. (Photo: Gustavo Araujo)

secteurs : ceux opposés à tout ALE avec les États-Unis et ceux essayant d'incorporer certaines dispositions dans un traité en cours de négociation. Il y avait beaucoup de divisions et de fragmentation, et des efforts séparés étaient faits pour faire face au processus de négociation.

Aucun des deux secteurs ne savait ce sur quoi l'on était en train de se mettre d'accord - les gens n'avaient accès qu'aux rapports venant du COMEX - pas aux documents émergeant des vrais pourparlers. Pas même ceux qui souhaitaient incorporer des dispositions et participaient à la dite "chambre parallèle" n'avaient accès aux documents ou aux informations sur l'évolution des négociations, tandis que l'équipe de négociation ne prenait conseil et accord qu'auprès de l'industrie et dissimulait les informations aux autres participants.

4.2 Entre la signature et les élections de février 2006

Une fois l'accord signé et finalement rendu public, ceux qui avaient essayé de limiter les dégâts et d'incorporer des dispositions un peu moins défavorables sur toutes les questions, se rendirent compte que rien, dans le CAFTA, ne favorisait autre chose que le capital transnational et ses représentants à l'intérieur du pays. La ligne de partage se trouvait maintenant entre ceux qui pensaient que l'accord devait être renégocié et ceux qui voulaient le refuser tout net. Parmi les premiers, se trouvaient ceux qui, dans la phase finale, menèrent le mouvement pour un référendum.

Pourtant, le secteur de l'opposition gagna en unité et un comité de liaison, qui établit des mécanismes de liaison entre les différents secteurs opposés au CAFTA, se forma. Ces instruments d'unité ne représentaient pas le mouvement dans son entier, mais il permit aux person-



Affiche appelant à un vote "non" massif au référendum: "Nous allons dépasser les oui\$ dimanche 7" (Photo: grâce à l'ANEP, Association nationale des ouvriers des secteurs public et privé)

nes d'organiser des actions auxquelles tous pouvaient participer.

4.3 Après les élections de 2006

Les élections de 2006 ont mené à la mise en place du gouvernement Arias, dont le projet central était l'approbation au CAFTA et l'adoption de sa législation d'application. Ceci stimula l'unité du mouvement contre l'ALE parce qu'il n'y avait pas de négociation possible avec le gouvernement et il n'y avait pas non plus de renégociation possible de l'accord. Le gouvernement élargit sa campagne et fit des démarches pour l'approbation législative de l'accord et de ses lois d'application complémentaires. Le projet de loi passa devant la commission des affaires internationales - avec les problèmes mentionnés plus haut - qui, finalement allait l'adopter et le transmettre à la séance plénière.

Le mouvement du "NON au CAFTA" grandit. De nouveaux coordinateurs et fronts de lutte étaient développés et deux des plus grandes manifestations contre l'accord se sont tenues en octobre 2006 et en février 2007. Les manifestations se sont principalement tenues dans le centre-ville de San José, mais il y a eu des mouvements simultanés dans de nombreuses régions du pays. La polarisation du pays augmentait et, avec elle, la tension sociale.

Nous sommes ensuite passés à la quatrième phase.

4.4 L'institutionnalisation du mouvement

Au sein du front d'opposition contre le CAFTA, un groupe de citoyens a eu l'idée de proposer de tenir un référendum. Lorsque l'idée fut abordée pour la première fois, avant les élections de 2006, il est probable qu'il y



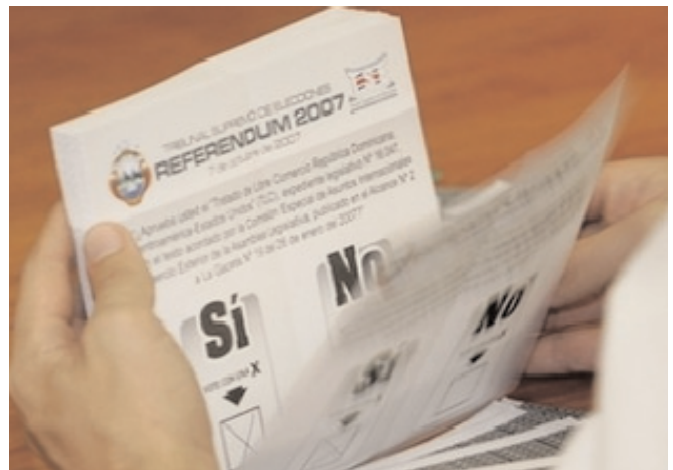
Au bureau de vote le 7 octobre 2007, pour le référendum sur le CAFTA.

avait quelques arguments favorables. Cependant, c'était une question qui divisait le mouvement. Lorsque la pétition émanant de la société civile et demandant un référendum sur le futur du CAFTA fut présentée au tribunal suprême électoral (TSE), le pays sortait juste d'un processus électoral, réalisant le président Arias, dans lequel le rôle du tribunal avait été sérieusement contesté. La demande fut tout d'abord rejetée par le TSE.

Mais, après l'énorme manifestation de février 2007, apparemment en accord avec le gouvernement, le TSE approuva la tenue d'un référendum. Il fut convenu par le président Arias et ratifié par le parlement et il fut prévu pour octobre 2007. Avec cette résolution, selon nous, le mouvement a été institutionnalisé: les dirigeants s'étaient appropriés la lutte et l'avaient faite pivoter vers leur propre camp.

Comme certains l'avaient prévu, les conditions sous lesquelles le référendum fut conduit au Costa Rica n'ont pas garanti une participation équilibrée. Tout d'abord, les médias qui atteignaient le plus de monde étaient clairement favorables au CAFTA et n'informaient pas sur le mouvement d'opposition, ni ne lui fournissait un accès. Deuxièmement, le TSE n'a pas donné un accès égal des deux camps aux médias, il n'a pas non plus fourni les ressources permettant d'exposer différents points de vue. En conséquence, le camp pro-CAFTA disposa d'un trésor de guerre de millions et de millions de dollars fourni par le secteur des affaires, alors que les opposants au CAFTA devaient poursuivre sur la base du travail personnel ou de petits groupes. Troisièmement, le tribunal a statué sur le fait que les procureurs du référendum devaient être nommés par les partis politiques, ce qui entrava le travail du mouvement d'opposition puisqu'il n'était enregistré auprès d'aucun d'eux. Quatrièmement, le TSE a prononcé des décisions qui cherchaient à éviter la participation des universités publiques, prétendant qu'elles auraient utilisé des fonds publics dans une claire et dangereuse violation de l'autonomie de l'université, alors qu'il acceptait que le président et ses ministres utilisent leur temps – et les fonds publics – pour faire campagne en faveur du CAFTA. "Nous allons passer un accord," a déclaré Arias, lors d'une réunion officielle avec des citoyens d'une communauté lointaine située dans le sud du pays. "Vous, vous votez pour le CAFTA et nous, nous vous construirons un grand aéroport."

Ainsi, le futur du CAFTA a été décidé par un processus



Un scrutin du référendum (pas si secret que ça ?).

(Photo: prise d'Internet)

électoral, et non sur la base d'une lutte sociale qui s'était développée. Ce processus n'avait pas les conditions de base requises pour garantir aux personnes l'accès à l'information des deux parties au débat et il y avait des doutes bien fondés au sujet de l'impartialité du TSE à l'issue du processus.

Cependant, le mouvement et l'organisation sociale grandirent tous deux pendant cette période, avec la création de plus de comités et de davantage de façons d'exposer le contenu de l'ALE. Ce mouvement pourrait être la graine d'un processus qui, au-delà de l'adoption ou du rejet du CAFTA, mène à une transformation sociétale plus radicale.

5. Une issue frustrante mais porteuse d'espoir

Le CAFTA a été approuvé le 7 octobre 2007 par une majorité de votes en sa faveur. Alors qu'il n'y a pas eu de fraude directe aux urnes à proprement parler, nous pouvons sans aucun doute dénoncer les conditions inégales des deux parties et la fraude médiatique. À l'avenir, le gouvernement sera placé sous la surveillance étroite du mouvement social qui s'est développé pendant cette lutte et qui a ouvert de nouveaux espaces permettant d'imaginer un modèle différent de société. Quelle est donc la situation, un mois après le choc initial de l'issue du référendum ressenti dans les rangs du camp du NON?

Le référendum: légitimer le projet néolibéral

Le mouvement du NON, avec sa riche vie sociale et culturelle, avec ses voies alternatives à la participation au pouvoir politique national, a conservé son espace loin des institutions contrôlées par les classes dirigeantes, tel qu'il avait été jusqu'alors. Cependant, l'organisation du référendum a utilisé des arguments idéologiques profondément ancrés chez notre peuple et il n'y a eu que très peu de personnes pour y voir une démobilisation et un piège.

Oscar Arias avait déjà utilisé le mécanisme de la "démocratie électorale" contre le mouvement populaire lorsqu'il avait "sauvé" la guerre américaine contre le mouvement sandiniste en proposant des élections législatives. Son expérience dans ces domaines et dans le développement de stratégie – apparemment en collusion avec le TSE, les chambres de commerce, l'ambas-

sade américaine et les médias nationaux et internationaux – ne pouvait que mener à la légitimation du CAFTA, qui a maintenant été adopté par un vote “majoritaire” dans le pays. Même la chambre constitutionnelle a participé à cette stratégie en s’abstenant de dénoncer les inconstitutionnalités flagrantes de l’ALE.

Le processus du référendum était, tout comme nos élections présidentielles, criblé d’anomalies. En premier lieu, parce que le TSE n’était pas impartial :

- Il n’a appliqué aucune règle visant à garantir l’égalité des chances des deux parties au débat ; il a publié dans les principaux quotidiens nationaux, en tant que “résumé du CAFTA”, un texte préparé par le groupe “État de la nation”, totalement partial et en faveur de la position du OUI.
- Il n’a pas empêché les irrégularités telles que les menaces et les campagnes visant à semer la peur qui ont eu libre cours sur les lieux de travail du pays.
- Il a permis l’ingérence de secteurs qui n’auraient pas dû participer, telles que des personnalités publiques du gouvernement Bush et l’ambassadeur des États-Unis qui a personnellement participé à des campagnes publicitaires et des visites d’entreprises et ce, même alors que la période de campagne était officiellement suspendue.
- Pendant la période de suspension, le TSE a permis au président et à son frère, le ministre de la présidence, d’aller se prononcer à la télévision en faveur du OUI, soit une violation flagrante de l’article 24 de la loi matérielle sur les référendums.

Deuxièmement, parce que les médias n’ont pas fourni l’accès à l’information que le public était en droit de connaître.

Troisièmement, parce que le gouvernement a pleinement participé et ce, avec toutes les ressources qui nous appartiennent, à la campagne du OUI, utilisant chaque mécanisme pour générer des menaces et des craintes, sous le regard et avec la permission du TSE.

Dans ces conditions, personne ne pouvait s’attendre à ce que le camp du NON gagne - et nous ne savons même pas s’il a gagné, étant donné que nous n’avons pas disposé d’une représentation appropriée aux bureaux de vote.

Les comités patriotiques: le germe d’une société alternative

Dans le paysage costaricain d’institutions épuisées et corrompues, le combat contre le CAFTA a été perdu au moment précis où la tenue du référendum a été acceptée. Cependant, c’est au cours du processus de référendum à proprement parler que les dits comités patriotiques ont gagné en puissance et en dynamisme.

La plupart de ces comités se sont engagés non seulement en média alternatif, mais également en autonomie et en horizontalité, avec de la créativité et de l’espace pour tous les participants, sans règlements ou leaders asphyxiants et autoproclamés, dans le désir et la détermination requis pour la reconstruction de la société. Ils sont, par conséquent, des remplaçants potentiels des institutions existantes.

Mais nous ne pouvons pas attendre de tous les comités patriotiques qu’ils suivent la même voie. Il y aura ceux contrôlés par des leaders autoproclamés ou par des partis politiques qui poursuivront leurs propres intérêts. Il y aura ceux qui s’emmèleront dans les institutions actuelles, manquant de la capacité de tirer les leçons de l’expérience passée. Mais, certains seront capables de reconnaître le moment auquel leurs actions pourront former la base d’un nouveau cadre institutionnel dans lequel les différents secteurs populaires définiront et contrôleront par eux-mêmes la direction que le pays devra prendre.



(Photo: Julia Ardón)

Deux ans de CAFTA:

de profonds impacts en Amérique centrale et en République dominicaine

GRAIN (Novembre 2007)

Seulement deux ans après que l'accord de libre-échange de l'Amérique centrale avec les États-Unis ait été signé, non seulement les bénéfices prévus ne se sont pas matérialisés, mais beaucoup de secteurs de la société des pays qui l'ont signé et appliqué ressentent déjà ses impacts négatifs.

Pour l'instant, les impacts sont peut-être plus visibles dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture. Mais, il ne nous faudrait pas négliger les transformations plus profondes et à plus long terme que le CAFTA annonce: de nombreuses modifications de la législation nationale, l'imposition de nouvelles règles pour les droits de propriété intellectuelle, le "traitement national" appliqué aux sociétés firmes transnationales, etc.

Le Honduras a été parmi les pays les plus touchés par l'impact fiscal des politiques de réduction tarifaire soutenues par l'ALE: le gouvernement a accepté de diminuer immédiatement les tarifs douaniers sur les importations américaines de 74,4%, se traduisant par une perte de recettes fiscales de 148 millions de dollars US. [1]

- Le ministère hondurien de l'agriculture et de l'élevage (Secretaría de Agricultura y de Ganadería, SAG) a décidé à la mi-2007 de mettre un terme à la production intérieure de maïs transgénique. Cette décision a été abandonnée, suite aux pressions exercées par les sociétés transnationales et le ministère des ressources naturelles – qui a invoqué le CAFTA pour suspendre l'ordre donné par le SAG. [8]
- Les importations honduriennes de marchandises américaines ont augmenté, au premier trimestre 2007, de 24% par rapport à l'année précédente, soit de 1,2 à 1,5 milliards de dollars US, alors que les exportations ont chuté de 6,1% et sont passées de 178,1 à 167,2 millions de dollars. [9]
- En ce qui concerne la République dominicaine, les pertes en recettes fiscales dues aux réductions tarifaires sur les importations américaines se sont élevées à 727 millions de dollars (2,91%). Pour compenser ces pertes, le gouvernement met en place actuellement des réformes fiscales visant à collecter davantage d'impôts sur le revenu personnel de ses citoyens. [1]
- Le CAFTA était supposé amener des exportations accrues qui auraient réduit le déficit commercial du Salvador vis à vis des États-Unis. Après un an d'entrée en vigueur, les exportations n'augmentèrent que de 3,8%, alors que les importations grimpèrent de 11%, se soldant par une augmentation de 19% du déficit commercial, qui atteint désormais 4,1 milliards de dollars. [3]
- Les marchés nicaraguayens ont été inondés de produits industriels en provenance des États-Unis depuis le CAFTA.

D'avril 2006 à mars 2007, la quantité de marchandises importées des États-Unis s'est élevée à 649,7 million de dollars, soit une augmentation de 27,5% par rapport à la même période de l'année précédant l'application du CAFTA (d'avril 2005 à mars 2006, les importations étaient de 509,4 milliards de dollars).

- En 2007, l'industrie textile guatémaltèque a fermé 35 usines et a perdu plus de 17.000 emplois et ce, malgré les promesses d'une reprise après l'application du CAFTA. Le secteur textile représentait l'un des plus fervents défenseurs nationaux du traité, mais il n'a reçu aucun des prétendus bénéfices qu'on lui avait promis. [4]

En termes régionaux:

- Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté dans tous les pays: El Salvador (11,7%), Honduras (26%), Nicaragua (27,5%) et République dominicaine (13,5%). [1]
- Tous les pays ayant ratifié le CAFTA ont vu leur dette publique avec les États-Unis augmenter, et leurs marchés nationaux inondés par des marchandises, des services et des matières premières américaines. [5]
- L'investissement étranger a sensiblement diminué depuis la première année d'application du CAFTA. Il a chuté de 42% (une perte de 180 millions de dollars) au Salvador, de 182 millions de dollars au Honduras, de 3,8% (une perte de 23,4 millions de dollars) en République dominicaine, et le Nicaragua n'a reçu que 57,8 millions de dollars en 2006. [5]



"Le CAFTA est une usine à fabriquer des gens pauvres" titre un quotidien costaricain, le 3 septembre 2007. "Si le Nicaragua [qui a adopté le CAFTA] va mieux que nous, pourquoi est-ce que les nicaraguayens viennent ici?"

(Photo: Quest-Nicanet)



En mars 2005, pendant la lutte, le Bloc anti-impérialiste peignait une fresque dénonçant les ALE et ceux qui vendent le Guatemala aux Yankees. (Photo: Indymedia)

- Le démantèlement de l'économie rurale dans la région a été consolidé. "Dans chaque pays", énonce une étude, "le déficit commercial agricole a augmenté avec l'augmentation des importations de céréales de base et les prix de ces dernières ont extraordinairement augmenté, car ces importations sont contrôlées par quelques groupes qui concentrent le marché et qui s'adonnent à la spéculation" [5]
- En ce qui concerne les droits à la connaissance et à la santé, l'impact initial, selon les études est que "avec le CAFTA, la possibilité de produire des médicaments génériques est limitée, et elle devient interdite, générant une augmentation des prix des médicaments, affectant le droit à la santé des personnes et affaiblissant les industries pharmaceutiques nationales". [5]
- Des restrictions affectant les médicaments génériques limitent l'accès aux médicaments bon marché, prenant en considération la très importante différence de prix entre un produit générique et produit breveté. Les médicaments brevetés coûtent 300% de plus que les génériques, ce qui se traduit par un préjudice évident causé aux personnes à faible revenu de la région. [7].
- Un rapport préparé par le réseau de veille régionale du CAFTA ajoute que « Par l'intermédiaire de la réglementation sur la propriété intellectuelle, qui interdit l'utilisation des marques déposées, de vidéos, de sons et d'odeurs, le CAFTA affecte également le droit de travailler de milliers de personnes qui dépendent de marchés parallèles pour survivre, étant donné le chômage que le CAFTA crée dans les espaces ruraux. Ces restrictions sur les DPI sont accompagnées d'un accroissement d'actions excessives et répressives qui violent la dignité des individus et leurs droits humains." [5]
- Le 2 juillet 2007, une manifestation populaire pacifique eut lieu au Salvador, contre le lancement de la politique nationale sur la décentralisation et l'inauguration d'un projet sur l'eau qui ouvrirait les portes à la privatisation de l'eau au niveau national.[5] La manifestation a été brutalement interrompue, ses leaders arrêtés et des dizaines de personnes blessées. Selon le CAFTA, l'eau est une marchandise, sujette à la commercialisation. Et puisque la ratifica-

tion de l'accord va affecter les mesures d'application de la conservation de l'eau, et de par ses règles sur le commerce des services, le processus de privatisation de l'alimentation en eau potable et des réseaux d'assainissement va être mis en œuvre. [6]

Comme avec les autres ALE, l'objectif du CAFTA est de placer le patrimoine des peuples d'Amérique centrale et de la République dominicaine sous le contrôle des grandes entreprises. Les impacts du CAFTA ont déclenché une nouvelle vague de mobilisation et de résistance populaires dans la région, et pas seulement au Costa Rica. Les deux fronts sur lesquels les actions commencent à émerger sont premièrement, l'exposition des impacts et le rejet du CAFTA et deuxièmement, le combat contre de nouveaux ALE (et à l'heure actuelle, principalement celui entre l'Union européenne et l'Amérique centrale).

Références

- 1 TLC deja saldo negativo en Centroamérica y República Dominicana (L'ALE laisse un solde négatif en Amérique centrale et en République dominicaine) <http://www.informa-tico.com/php/expat.php?id=17-09-07012632&esPrimerArticulo=&ed=166&fecha=17-09-07&foro=>
- 2 Informe Preliminar de Monitoreo del TLC a un año de entrada en vigencia (Rapport préliminaire de contrôle de l'ALE à un an de son entrée en vigueur) <http://www.informa-tico.com/attachs/17-09-070126321652474.doc>
- 3 Comunicado del Bloque Popular Social a un año del CAFTA (Communiqué du Bloc populaire social à la première année du CAFTA) <http://www.simpatizantesfmln.org/index.php?name=News&file=article&sid=2641>
- 4 Textileros guatemaltecos en crisis tras TLC con Estados Unidos (L'industrie textile guatémaltèque en crise suite à l'ALE avec les États-Unis) http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=10492
- 5 Hacen balance regional del primer año (Ils font le bilan de la première année) <http://resonoco.nireblog.com/post/2007/09/26/hacen-balance-regional-del-primer-ano>
- 6 Reprimen salvajemente manifestación contra privatización del agua en El Salvador (Ils répriment sauvagement la manifestation contre la privatisation de l'eau au Salvador) <http://www.radiomundoreal.fm/rmr/?q=es/node/23038>
- 7 CAFTA-DR y los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en El Salvador (CAFTA-RD et les droits économiques, sociaux et culturels au Salvador) http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=9182
- 8 Honduras: los Hijos y las Hijas del Maíz y la Tierra: "exigimos se detenga la invasión transgénica" (Honduras: Les Fils et les Filles du Maïs et de la Terre: « nous exigeons que l'invasion transgénique s'arrête ») <http://www.biodiversidadla.org/content/view/full/35807>
- 9 Cafta dispara importaciones (Le CAFTA fait exploser les importations) http://www.laprensahn.com/ediciones/2007/05/28/cafta_dispara_importaciones



(Photo: Quest-Nicanet)

Integration ou libre échange?

La volonté de dépasser les obstacles est mince

Raúl Zibechi (Août 2007)

Il est possible que 2007 soit considérée dans l'histoire comme l'année marquant la fin de nos espoirs d'obtenir un genre d'intégration régionale fondamentalement différente de celle répandue par les marchés et le capital transnational.

Ces dernières années, le nombre d'évènements qui se sont produits souligne l'approfondissement du modèle néolibéral dans la région du cône sud de l'Amérique du Sud par des gouvernements socialistes progressistes qui se prétendent contraires au consensus de Washington.

L'approfondissement du modèle libéral se vérifie dans plusieurs tendances: la transformation des pays du MERCOSUR en une « république du soja », avec une production excédant les 100 millions de tonnes de graines de soja; l'alliance croissante des gouvernements d'Uruguay et du Brésil avec les États-Unis pour faire avancer l'ordre du jour de la libéralisation du commerce; et la décision prise par Luiz Inacio Lula da Silva d'impulser les monocultures d'éthanol et de sucre de canne, qui viendront accroître le caractère sous-impérial de ce pays. En outre, l'intensification du modèle néolibéral ne fait rien d'autre qu'alimenter la force politique et sociale de la droite, comme nous avons pu en être témoins lors de la victoire électorale de l'homme d'affaires Mauricio Macri en tant que maire de la capitale argentine.

Avec le projet éthanol, la délocalisation de l'économie brésilienne – et avec elle, celle de la région entière – a pris un nouveau tournant. Lorsque Lula est arrivé au pouvoir, le 1^{er} janvier 2003, les parts des entreprises étrangères dans l'industrie venaient de passer de 31% en 1985 à 40%, selon une étude publiée par l'ancien président de la Banque nationale de développement, Carlos Lessa. Des 500 plus grandes entreprises agro-industrielles contrôlant la majeure partie du PIB du Brésil, six sont publiques, 388 sont brésiliennes et 106 sont étrangères. Mais, parmi les premières 50 de la liste, seules 22 sont nationales, tandis que 28 sont étrangères. Adecoagro (entreprise appartenant à George Soros), à elle seule, prévoit d'investir 800 millions de dollars US dans des usines d'éthanol. Cargill a acheté 63% du capital de Cevasa, la plus grande usine d'éthanol du pays. Selon la Banque centrale, à la mi-2007, plus de 6,5 milliards d'e dollars USD du capital étranger avait déjà été investi au Brésil cette année pour pouvoir surfer sur la vague de l'éthanol.

À la mi-2007, on a également découvert que les plus grandes banques du Brésil faisaient des bénéfices historiques. Le revers de la médaille de cette ouverture amicale au capital finance est la militarisation croissante des favelas de Rio de Janeiro. Sous couvert des Jeux Panaméricains, qui ont lieu en juillet à Rio, des milliers de familles furent violemment expulsées de leur domicile, avec pour seul crime de vivre à proximité des installations sportives locales. Les vendeurs de rue et les personnes sans domicile fixe furent également chassés. Cet indéniable « nettoyage social » allait de pair avec un investissement de 2,6 milliards de dollars US dans les Jeux. La criminalisation de la pauvreté n'est rien d'autre

que le revers de la médaille de l'alliance avec le capital finance.

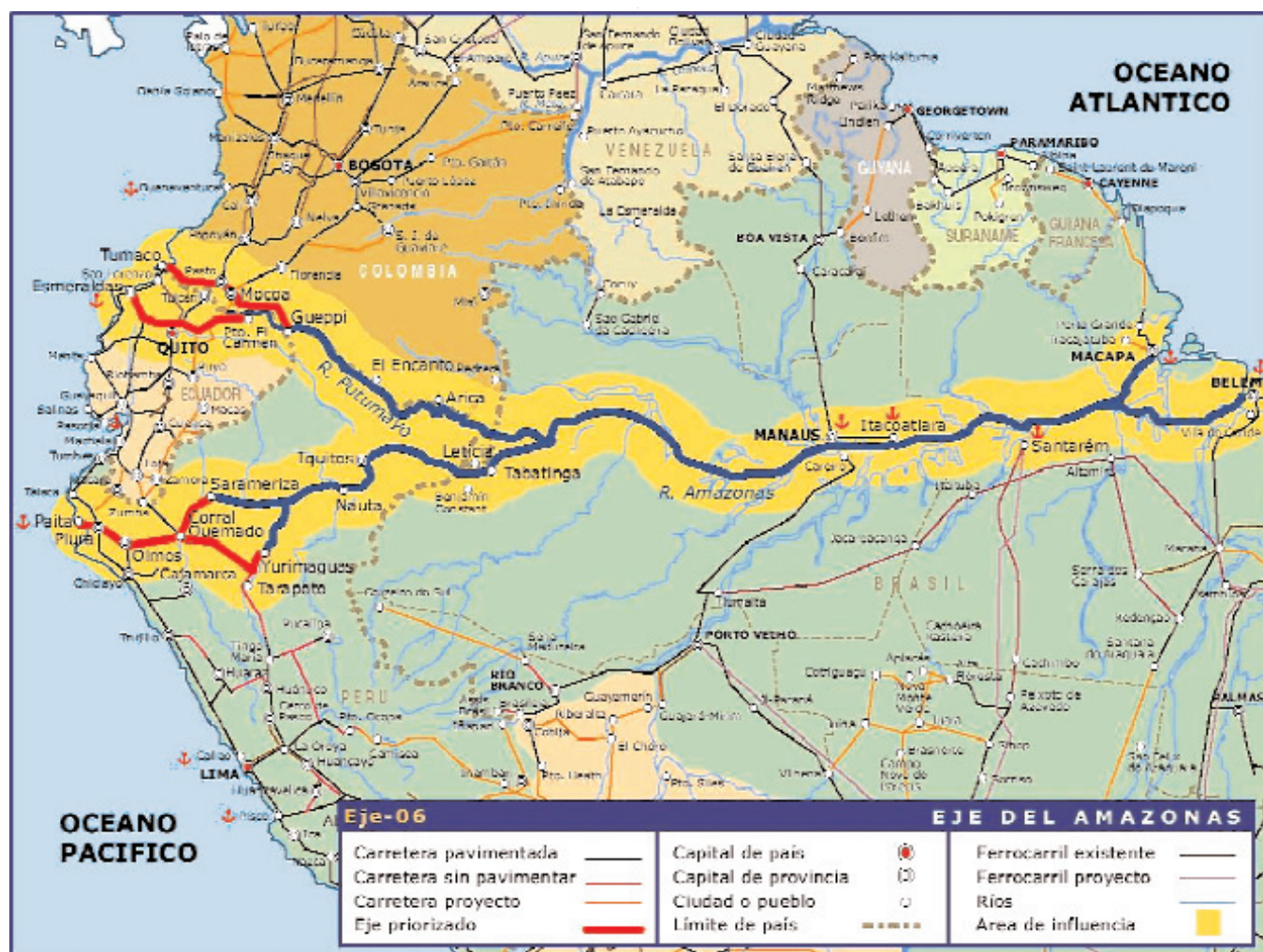
Ce qui se passe au Brésil est une répétition de ce qui se passe au Chili depuis 17 ans maintenant, avec l'alliance gouvernementale entre les démocrates chrétiens et les socialistes. C'est également très similaire aux politiques du gouvernement uruguayen, dont le ministre de l'intérieur a juré de frapper durement les activistes radicaux, tandis que le président Tabaré Vázquez travaille à renforcer son alliance avec Washington. En Argentine, des organisations pour les droits humains dénoncent le fait que la « détente facile » (le fait que la police tue des jeunes pauvres) continue de prendre de l'importance et ce, malgré le discours de Nestor Kirchner contre le génocide de la dictature militaire.



Contradictions régionales

Au début juillet, Lula a signé des accords stratégiques avec l'Union européenne. Le premier sommet UE-Brésil, à Lisbonne, a adopté la question du changement climatique pour inciter à utiliser les agrocarburants. Lors de la réunion d'affaires parallèle au sommet, Petrobras et Galp, du Portugal, ont signé un accord de partenariat afin de produire 600.000 tonnes d'huile végétale au Brésil qui seront vendues en Europe, une fois transformées en biodiesel. Ce genre d'accords ne fait qu'éloigner chaque fois davantage le MERCOSUR de son chemin vers la souveraineté et la sécurité économique.

Le président brésilien a parié sur une intégration basée sur l'Initiative d'intégration de l'infrastructure régionale d'Amérique du sud (IIRSA), consistant en 300 projets gigantesques pour la connexion physique du continent. Fondée par la Banque interaméricaine de développe-



Des initiatives d'intégration régionale, comme l'IIRSA, peuvent signifier davantage de perturbations sociales et environnementales. (Image: FOBOMADE)

ment (BID), la Société andine de développement (SAD) et la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) du Brésil, l'IIRSA a assez de ressources (plus de 30 milliards de dollars USD) pour construire des barrages, des pipelines, des routes et des ports qui rendront le commerce de l'Atlantique au Pacifique possible, mettant les ressources naturelles d'Amérique du Sud à la disposition du marché mondial.

Peut-être s'agit-il là de la raison pour laquelle les différences entre Chávez et Lula sont passées de la diplomatie aux déclarations publiques. Le président vénézuélien a déclaré qu'il n'était pas intéressé par le "vieux" MERCOSUR. Les divergences entre les deux pays deviennent de plus en plus fortes chaque jour. Le Brésil est prompt à faire des affaires et il se positionne lui-même en tant que puissance régionale et mondiale, mais il ne fait pas le moindre geste envers l'intégration régionale et, par dessus tout, il n'est pas prêt à payer le moindre prix pour que cela se produise. Pendant ce temps-là, le Venezuela continue à prendre des initiatives et incite directement les entreprises à renforcer les alliances régionales.

La Banque du Sud est un autre point sur lequel il n'y a pas d'accord. Elle devait être lancée en juillet, pendant la Coupe d'Amérique de football à Caracas, mais elle dut être ajournée sine die à cause des grincements de dents de Brasilia. Plus personne ne parle du pipeline du Sud, mais le gouvernement de Lula est toujours intéressé par un gazoduc entre le Venezuela et la région brésilienne du Nordeste afin de promouvoir l'expansion industrielle

de cette région brésilienne à la traîne. Deux initiatives, nécessaires à tous les pays de la région, montrent que les deux pays sont à couteaux tirés. Des projets majeurs comme ceux-ci ne pourront pas progresser si le Brésil, qui demeure le pays clé de la région, continue de considérer avant tout ses étroits intérêts nationaux.

La façon dont le gouvernement de Lula traite ses relations avec ses voisins plus petits en est un exemple évident. Fernando Lugo, le candidat progressiste du Paraguay, a rappelé dans un entretien publié par la *Folha de São Paulo* que son pays subventionne l'industrie de l'état brésilien. Quatre-vingt-dix pour cent de l'énergie produite par Itaipú est vendue au Brésil à des prix dérisoires, satisfaisant plus de 20 % de ses besoins énergétiques. Le Paraguay gagne à peine 250 millions de dollars US de l'énergie qu'il vend, pour ce qui, au prix du marché, devrait s'élever à 3,5 milliards de dollars.

Lugo promet de revoir le contrat et d'augmenter les prix jusqu'à atteindre le moitié du prix du marché. Mais le chancelier Celso Amorim refuse de revoir un accord qui avait été signé lorsque les deux pays étaient dirigés par des dictatures militaires. Le Paraguay doit importer du pétrole à des prix supérieurs à ce qu'il reçoit de la vente d'énergie au Brésil. D'un autre côté, Itaipú a généré une fausse dette, comme le barrage de Yacyretá construit avec l'Argentine. Mais, alors que Kirchner est prêt à revoir les comptes, le Brésil, lui, répond toujours par la négative. Si telle est la situation sous le gouvernement de Lula, on peut imaginer ce qui se produira après 2010 lorsque la droite reprendra le pouvoir à Brasilia.



Manifestation des peuples autochtones en Équateur: "Mort à l'ALE, à OXY et à l'État" (Photo : Indymedia Colombie)

Avec l'Équateur, les choses ne vont pas mieux. Un rapport commissionné par le ministre Alberto Acosta a constaté que Petrobras a commis un délit par sa vente de parts au japonais Teikoku et l'appropriation illégale d'un puits de pétrole appartenant à l'entreprise de gestion publique, Petroecuador. Un délit semblable à celui-ci a conduit à l'annulation du contrat de l'Équateur avec l'entreprise américaine OXY. Le gouvernement équatorien, sous la pression de mouvements sociaux, réfléchit à l'annulation de son contrat avec Petrobras.

Mais le gouvernement de Lula fait pression sur l'Équateur pour le compte de Petrobras, même s'il ne s'agit pas d'une entreprise publique mais d'une entreprise mixte.

La Bolivie devait aller devant le parlement amazonien afin de régler un différend avec le Brésil sur la construction, dans le cadre de l'IIRSA, de deux barrages sur les rives du fleuve Madera. Le gouvernement d'Evo Morales a demandé une conférence avec le Brésil afin de traiter le problème, mais le chancelier Amorim, qui considère les barrages comme "stratégiques", n'a même pas eu la courtoisie de répondre à son homologue David Choquehuanca. La vérité est que le projet va venir inonder 500 kilomètres carrés d'Amazonie bolivienne et le gouvernement de Lula a fait savoir qu'il n'était pas prêt à faire marche arrière. Le Brésil n'a pas apprécié le décret de Morales, en juin, qui a forcé Petrobras à vendre deux de ses raffineries de pétrole à la Bolivie. Le Brésil a quitté la Bolivie et n'a désormais plus la moindre intention de coopérer afin de permettre au pays de développer ses ressources naturelles et de sortir de sa prostration néocoloniale. Lula demeure prisonnier des sociétés transnationales, de l'industrie de la finance et de son ambition d'élever le Brésil aux rangs des puissants.

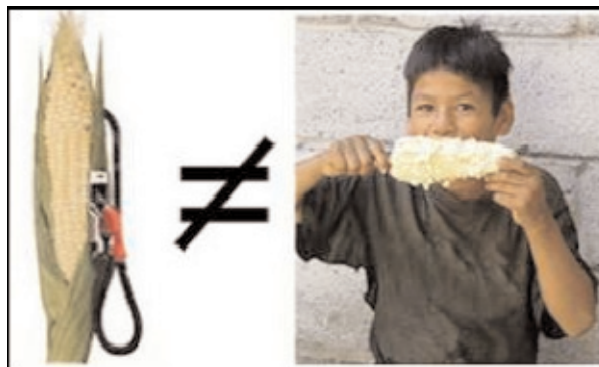
Venezuela et Brésil

Au début août, les présidents Lula et Chávez firent deux tournées qui ont démontré les contradictions insurmontables qui existent dans la région. Lula a visité cinq pays – le Mexique, le Honduras, le Nicaragua, Panama et la Jamaïque – dans le but de promouvoir les agrocarburants. Aux mêmes dates, Chávez a parcouru l'Argentine, l'Uruguay, l'Équateur et la Bolivie afin d'y signer des accords visant à accélérer l'intégration.

Le voyage de Lula aurait pu s'appeler la "Deuxième tournée Éthanol". La première avait été effectuée par George W. Bush au début du mois de mars, au cours de laquelle il a signé des accords de long terme pour promouvoir les agrocarburants. Cette fois, c'était au président brésilien de voyager pour appuyer des hommes d'affaires de son pays désireux d'installer des usines de canne à sucre pour éthanol dans des pays d'Amérique centrale. Au Mexique, première étape du voyage, Lula a poussé à un accord entre l'entreprise de gestion publique Pemex et la société transnationale Petrobras pour la prospection et l'exploitation du pétrole se trouvant dans les eaux du golfe du Mexique. L'accord est intéressant pour Petrobras, puisque l'entreprise est la première du monde en extraction du brut en grande profondeur, une technologie que la firme mexicaine ne possède pas.

La gauche mexicaine a vivement réagi. Andrés Manuel López Obrador, victime d'une fraude électorale lors des élections de 2006 qui profitèrent au président actuel Felipe Calderón, a attiré l'attention sur le fait que Petrobras pourrait être utilisée comme "fer de lance" pour la privatisation de Pemex, un objectif longtemps convoité par les multinationales. "J'ai beaucoup de respect pour lui, mais le mouvement que je représente – une réelle et vraie opposition – refuse que la richesse en pétrole du Mexique ne soit offerte aux étrangers, quoi qu'il arrive," a déclaré López Obrador au sujet des actions de Lula à *La Jornada* du 5 août. Selon le chef du centre gauche, le plan est que Petrobras trouve du pétrole dans les Caraïbes et, qu'en échange, elle obtienne une partie des hydrocarbures, ce qui n'implique aucun risque puisque la localisation des réserves sera alors connue. Mais derrière Petrobras, expose-t-il, d'autres multinationales vont apparaître.

Au sujet des agrocarburants, Lula dit avoir le soutien du Mexique "dans la campagne visant à établir un marché



global pour une énergie renouvelable plus propre et moins chère. Nous avons l'opportunité de démocratiser l'accès aux nouvelles sources d'énergie, en multipliant les créations d'emploi et en diversifiant la fourniture d'énergie." Il est clair que le président brésilien n'a prêté aucune attention aux arguments qu'avait développés les mois précédents Fidel Castro, entre autres, contre ces carburants. Au Nicaragua, Lula a offert son soutien à Daniel Ortega afin que son pays devienne un pionnier des agrocarburants dans la région. "C'est complètement inadmissible et c'est un crime de produire de l'éthanol dérivé du maïs," a rétorqué le nicaraguayen.

En Jamaïque, Lula a inauguré une usine de déshydratation d'éthanol, propriété d'investisseurs jamaïcains et brésiliens et, au Honduras et à Panama, il a signé des accords pour le développement de carburants provenant de la

canne à sucre. Le quotidien *Folha de São Paulo*, le 5 août, rappelait les raisons de l'intérêt qu'a le Brésil pour étendre l'éthanol dans la région. "L'idée est d'utiliser l'Amérique centrale comme une plateforme d'exportation d'éthanol vers les États-Unis. Ces pays ont un accord de libre-échange avec les Américains et ils n'ont pas de limites sur l'exportation d'éthanol." Le Brésil fournit la technologie et le capital, l'Amérique centrale fournit une main d'œuvre fiable et en semi-servitude et la puissance émergente s'assure une entrée sur un marché protégé auquel elle a énormément de difficultés à accéder. La façon dont Lula voit les choses est claire: "Ensemble, nous pouvons bâtir une puissance économique mondiale," a-t-il dit à Felipe Calderón, homme de droite, à Mexico.

La tournée de Chávez a été très différente. En Argentine, il a signé un accord avec Nestor Kirchner visant à acheter pour 500 millions de dollars US d'obligations argentines et il s'est engagé à en acheter une quantité égale dans quelques mois. Cet accord est vital car depuis sa défaillance de 2001, l'Argentine n'a plus accès au crédit international. Il a, en outre, signé un accord pour la construction d'une usine vénézuélienne de gaz liquéfié à Bahia Blanca, car l'Argentine souffre d'une grave crise énergétique. En Uruguay, Chávez a signé un traité de sécurité énergétique avec Tabaré Vázquez, par le biais duquel l'État et Ancap Pdvsa travailleront à doubler la capacité de production de la raffinerie en Uruguay et une co-entreprise d'extraction du brut de Orinoco Gazeo, considérée comme la plus grande réserve du monde, a été créée. L'Uruguay obtiendra ainsi une sécurité énergétique à long terme.

Cette fois, Vázquez et Kirchner étaient d'accord. "Quel autre gouvernement au monde a-t-il fait une telle offre, d'une telle ampleur et d'une telle grandeur?" a déclaré l'Uruguayen. "Nous devrions et devons être reconnaissants aux Argentins, parce que lorsque nous avons eu besoin d'eux, ils n'ont jamais failli," a déclaré un ministre, très proche de Kirchner.

Et en Équateur, Chávez a signé un accord d'investissement de 5 milliards de dollars US avec Rafael Correa pour la construction d'une raffinerie dans la province de Manabí, raffinerie qui produira 300.000 barils de brut par jour. En Bolivie, Chávez, Kirchner et Evo Morales, rassemblés à Tarija, ont lancé la construction d'une installation de regazéification dans le pays andin, ainsi qu'un pacte d'intégration énergétique.

Les difficultés que le Venezuela a à entrer dans le MERCOSUR se sont faites sentir durant la tournée. Pour l'instant, les parlements argentin et uruguayen ont ratifié l'accession au bloc du pays de Chávez. Le Paraguay et le Brésil la retardent. Il est notoire que le parlement de Brasília ne veut pas approuver l'entrée du Venezuela, étant donné qu'il a une majorité de centre droit, bien que le gouvernement puisse appuyer ses alliés. À Buenos Aires, Chávez a déclaré lors d'une réunion restreinte couverte par *Página 12*, le 8 août, que la friction entre le Venezuela et le Brésil n'est pas due à une "dispute de pouvoir", mais à une "confrontation des modèles énergétiques."

Le problème de base est l'énorme capacité qu'a le libre échange à façonner les relations entre les pays de la région. Ce faisant, il introduit des asymétries et des contradictions qui produisent un double résultat: il crée des relations verticales entre les pays et les institutions financières internationales, les entreprises et les pays du nord, alors que, dans un même temps, il bloque, ou rend très difficile, toute intégration horizontale entre eux, parallèlement aux lignes commerciales et politiques. Dans ce scénario, de petits pays ont beaucoup plus de difficultés que les grands à ouvrir des espaces au sein de relations internationales si cannibalisées. Ce n'est donc pas une coïncidence, étant donné l'échec de la ZLEA, que Washington ait décidé de négocier des ALE avec des pays de petite et moyenne taille.

Le colonialisme des ressources et le traité minier Chili-Argentine

GRAIN (Novembre 2007)

Le traité minier bilatéral entre le Chili et l'Argentine, signé en 1997 et ratifié par les deux parlements en 2000, fait partie d'une série de lois et de règlements émis pour mettre en œuvre et appliquer l'accord sur la complémentarité économique (1991), à son tour présenté comme faisant partie de l'application du traité de paix signé en 1984.

Plus d'une vingtaine de textes légaux, y compris un traité pour la promotion et la protection des investissements et des régimes spéciaux d'exemption fiscale, viennent compléter le traité minier et constituent un réseau légal de plus en plus complexe facilitant les activités minières.

Pour la première fois, le traité minier autorise l'exploitation transfrontalière des dépôts de minerais et couvre une superficie de plus de 200.000 kilomètres carrés. Il est présenté comme une occasion unique pour les deux pays d'exploiter leurs ressources minières de façon plus efficace, de coopérer pour la recherche et le développement de nouvelles technologies minières, de promouvoir l'« investissement mutuel » et de protéger l'« intérêt national et public » des deux pays. Mais, moins d'une décennie après sa ratification, il s'est plutôt révélé être un instrument puissant et indispensable pour les sociétés transnationales, leur permettant d'avoir accès et

d'exploiter des ressources binationales. Aucun investissement national, que ce soit public ou privé, n'est encore passé par lui.

De fait, ce traité est le résultat d'années de pression exercée par les plus grandes sociétés minières du monde. Rio Tinto, Barrick Gold, Falconbridge, Tenke Mining ont établi des bureaux locaux ou des succursales, ont adhéré aux chambres nationales des mines et/ou ont déployé toute leur force de pression. Dans un premier temps, cette pression a produit des « protocoles de facilitation » spécifiques, concédant des conditions et des privilèges spéciaux, principalement à Barrick Gold et à Falconbridge. Le traité dessine un cadre général qui ouvre la région frontalière à toute société minière transnationale. De nombreuses dispositions ont été ajoutées par des protocoles supplémentaires, facilitant les activités de ces sociétés et leur octroyant privilèges et exemptions. Dans la mesure où que les privilèges peuvent être transférés par la vente de titres miniers, ils tombent intégralement sous les clauses de protection de l'investissement. Ainsi, le Chili et l'Argentine doivent mettre en place des contrôles frontaliers spécifiques, autoriser l'accès à « tout type de ressources naturelles » aux sociétés minières, y compris l'eau, autoriser l'établissement d'aéroports privés en zone frontalière, autoriser de larges exemptions à leurs lois sur l'immigration, la santé, le travail et les lois sanitaires, et il reste encore bien d'autres privilèges à venir. En ce qui concerne le Chili, tout ce qui est octroyé par le biais de ce traité et par ces protocoles est renforcé et protégé par les ALE bilatéraux multiples qu'il a signés. Pour l'Argentine, ce rôle est, pour l'instant, principalement joué par le code minier (1999) et la loi sur les investissements miniers (2004). Il est ironique de constater qu'un traité qui est venu mettre fin à des années de tension, alors que les deux pays étaient au bord d'un conflit à cause des zones frontalières, a été utilisé pour remettre ces mêmes territoires aux mains des sociétés transnationales.

Jusqu'à présent, les sociétés minières transfrontalières ont pratiquement été absentes d'Argentine (excepté les entreprises de pétrole et de gaz), mais elles sont bien connues au Chili. Exigeant toutes sortes de garanties et de privilèges, elles ont un grand talent à utiliser toute faille juridique pour accroître leurs bénéfices. Barrick Gold, par exemple, a exploité une mine d'or au Chili pendant plus de 15 ans sans payer d'impôt. Année après année, ils déclarent des pertes, en ayant recours à des ruses comptables diverses, comme la déclaration d'emprunts à des taux d'intérêt exceptionnellement élevés, ou la vente de minerai extrait à leurs propres filiales à des prix exceptionnellement bas. Le Chili n'a, par



Appel à la mobilisation du 21 décembre 2006 contre Pascua Lama et le « traité international de destruction naturelle » forgé entre les gouvernements chilien et argentin.

conséquent, pratiquement reçu aucun revenu des sociétés minières étrangères, bien qu'elles extraient et vendent environ la moitié de sa production minière.

L'impact de ce traité et du réseau juridique qui y est associé se fait déjà ressentir. Quatre gigantesques projets binationaux sont d'ors et déjà approuvés: Pascua Lama (Barrick Gold), El Pachón (Falconbridge), Vicuña (Rio Tinto) et Amos-Andres (également pour Rio Tinto). En Argentine, les projets miniers transnationaux sont passés de 3 en 2002 à 150 à la fin 2005. Le cuivre et l'or sont l'objectif principal, mais également l'argent et le molybdène. Les projets sont, pour l'instant, concentrés dans les régions montagneuses du nord du Chili et de l'Argentine, ainsi que dans les régions essentiellement montagneuses de l'extrême sud. Ces deux régions sont des sources principales d'eau des communautés rurales et de plusieurs villes. Le traité minier couvre plus de 95% de la frontière, l'une des plus longues du monde. De futurs projets seront situés dans des régions plus centrales, près de là où la plupart de l'activité agricole est développée et là où vivent la plupart des Chiliens et une importante partie de la population argentine.

Les technologies d'extraction qui doivent être utilisées sont pour la plupart l'exploitation à ciel ouvert et la lixiviation, tous deux extrêmement contaminants et nécessitant d'énormes quantités d'eau. L'"exploitation à ciel ouvert" implique de faire exploser les montagnes en petits morceaux pour en extraire les minéraux. La production journalière de milliers de tonnes de poussière et de déchets et la consommation et la contamination de milliers de litres d'eau par minute sont à prévoir pour chaque projet, ainsi que la contamination au cyanure et aux acides. L'alimentation en eau de communautés rurales et de villes est mise en danger. Le projet Pascua Lama pourrait détruire trois glaciers qui ont alimenté en eau des communautés autochtones depuis des siècles et ont permis de développer une agriculture près de l'un des déserts les plus arides du monde (Atacama) ; le projet mettrait également en danger l'alimentation en eau de plusieurs villes de taille moyenne.

Toutes les entreprises impliquées revendiquent la pro-

tection de l'environnement comme une priorité majeure dans leurs rapports annuels et sur leurs sites institutionnels. Ils ont pourtant recours à toutes sortes de manœuvres juridiques pour se dégager de toute responsabilité. Au Chili et en Argentine, les lois sur l'environnement exigent que soient faites des études sur les impacts environnementaux pour tout projet minier. Les sociétés demandent alors un permis "provisoire" leur permettant de construire des installations et de commencer la prospection. Dès que ces permis provisoires sont délivrés, ils sont considérés comme un actif de l'entreprise et sont par conséquent protégés par les accords de libre-échange et d'investissement. Ainsi, si une étude environnementale révèle un impact inacceptable et que le permis est révoqué, selon ces accords, les deux gouvernements devront se présenter au Centre international de la Banque mondiale pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et payer des millions de dollars de compensation. Cette possibilité, allant de pair avec des pressions continues et intenses, a causé d'étonnants détournements de la loi par les gouvernements et les officiels gouvernementaux. Pascua Lama, par exemple, va se poursuivre, malgré son impact dévastateur sur l'environnement. La commission nationale chilienne sur l'environnement, dont la mission est de protéger l'environnement, travaille étroitement avec Barrick Gold afin de "trouver une solution" aux barrières juridiques et permet la réalisation de ce projet minier.

Les organisations populaires des deux côtés de la frontière ont activement résisté aux projets miniers. Les sociétés transnationales ont eu recours aux pots-de-vin, elles ont promis la création d'emplois et des "projets de développement", elles ont utilisé la menace et l'intimidation physique pour essayer de faire taire leurs protestations. L'opposition à ces projets a continué, mais la pression exercée par ces entreprises, aussi - et elles ont finalement réussi: un projet de loi visant la protection des glaciers contre les activités minières dort dans les tiroirs du congrès chilien depuis 2004, mais un autre projet de loi récemment introduit pour permettre l'exploitation de l'eau des nappes phréatiques ne semble pas, quant à lui, rencontrer d'obstacles.



Pour en savoir plus, consulter:

www.miningwatch.ca/index.php?/chile_en/pascua_lama_action (en anglais)
www.nopascualama.org (en espagnol)

"L'eau vaut plus que l'or" dit cette pancarte, lors d'une action populaire contre le traité (Photo: nopascualama.org)



La Bannière des rêves,
une inspiration à la lutte
contre le CAFTA

Les femmes contre le CAFTA: la déclaration des Femmes du NON

Mujeres del NO (Octobre 2007)

“Mujeres contra el TLC” (Femmes contre l’ALE) est le nom que nous nous sommes données pendant la courageuse période de lutte qui restera dans l’histoire comme la campagne contre le CAFTA.

Nous sommes les créatrices de la *Bannière de nos rêves*, sur laquelle des milliers de personnes ont laissé l’empreinte de leur rejet du traité et à l’imposition d’une politique néolibérale hasardeuse qui livrait les biens et les services appartenant au peuple aux entreprises privées pour que ces dernières tirent profit des besoins de base de la population. Une politique qui affecte les femmes, elles qui ont la responsabilité de la reproduction et qui prennent soin de la vie sur Terre et ce, au sens le plus large. Une politique qui met en péril notre état de droit social qui, bien qu’il soit loin d’être parfait, nous a néanmoins permis de survivre dans de meilleures conditions que celles vécues par nos c o n s œ u r s d’Amérique centrale.

“Mujeres del NO” (Femmes du NON) était aussi le nom de notre émission radiophonique sur Radio Actual, qui nous a permis de faire partie des forces luttant contre la dictature médiatique qui s’empare

de la planète depuis quelques décennies, avec pour but de réduire au silence les milliers de voix diverses qui s’opposent à l’imposition de la politique néolibérale, qui transforme en affaires privées ce qui était auparavant considéré du domaine public. Dans cette émission, nous avons permis à des dizaines de femmes venant de tous les horizons de s’exprimer. En effet, nous avons la conviction que chaque voix a des vérités à partager et des raisons d’être entendue et c’est la raison pour laquelle nous avons donné une notoriété à cette résis-

tance des femmes contre le CAFTA et son modèle de développement.

Conscientes du rôle historiquement marginalisé de la participation des femmes dans les mouvement d’émancipation au cours des siècles, nous avons organisé l’évènement le “Pouvoir du NON”, le 29 septembre ; nous avons monté des tentes pour fournir aux participantes l’opportunité de s’interposer aux irrégularités et





(Photo: Mujeres contra el TLC)

aux abus de pouvoir concernant le processus de référendum, plaintes actuellement soumises à une investigation juridique en vue de leur présentation au niveau national et international.

Des tentes ont également été installées à d'autres fins: la tente d'information pour la formation des superviseurs du référendum, la tente juridique pour dénoncer les irrégularités ou les violations du droit de vote, la tente de l'observatoire féministe des politiques transformatrices pour participer à l'audition de femmes provenant du Mexique et d'autres pays d'Amérique centrale ayant ratifié des accords de libre-échange avec les États-Unis, et bien sûr la tente Bannière, pour continuer d'affirmer notre rejet de l'accord. À la fin de la journée, un grand concert a eu lieu pour célébrer la créativité politique d'un NON qui va bien au-delà du rejet de le CAFTA parce qu'il vient de la volonté de prendre soin, de nourrir et protéger la vie sur notre planète.

Notre travail de communication dans la région a aidé à faire naître une conscience internationale grâce à de nombreuses organisations et institutions, notamment le quotidien *La Jornada de México*, qui a intitulé un récent éditorial *La vulneración de la Democracia en Costa Rica* (La violation de la démocratie au Costa Rica), en référence aux irrégularités commises dans le processus. Dans notre effort, nous avons également lié cette lutte locale aux organisations et aux mouvements internationaux pour la paix, l'égalité et la justice, réalisant une déclaration de la Nobel Women's Initiative qui exprimait la déception de ces femmes par rapport à un processus électoral qui aurait pu être un exemple pour le monde



(Photo: Mujeres contra el TLC)

mais qui, au lieu de cela, ne s'est révélé être qu'un exemple supplémentaire de l'abus de pouvoir de nombreux et puissants officiels publics.

Nos actions contre la politique découlant de le CAFTA datent déjà d'un certain temps. En 2000, nous faisons partie de "Mujeres contra el Combo" (Femmes contre le Combo) et en 2002, beaucoup d'entre nous participèrent à l'organisation de la IX^e rencontre féministe latino-américaine et caribéenne, dont le thème était la "résistance à la globalisation néolibérale", qui a réuni plus de 800 féministes de la région qui se sont déclarées contre ces politiques en raison de leur impact, non seulement sur la vie des femmes, mais également sur la planète elle-même.

Aujourd'hui, le processus d'abus et de violation de nombreux droits humains ayant atteint son paroxysme, nous souhaitons démontrer que nous restons vigilantes et que nous attendons les résultats du recomptage manuel exigé par plusieurs secteurs sociaux et ce, à cause des anomalies constatées par de nombreux superviseurs, instructeurs et électeurs au référendum ; et qui comprennent l'intention arbitraire d'invalidation des bulletins, des signes de tentatives d'achat de voix, et la contestation du référendum lui-même, sous prétexte d'inconstitutionnalité.

Nous nous opposons fortement aux "leyes de implementación" (lois d'application) qui, à cause de l'insistance du gouvernement, n'ont pas été incluses dans le référendum. Nous considérons qu'avant d'entamer des discussions sur ces lois ou sur d'autres, il nous faut tout d'abord donner notre accord sur le modèle social que nous souhaitons pour le Costa Rica. En tant que féministes, nous nous battons pour que ce modèle ne soit pas basé sur le travail non reconnu ou mal payé des femmes pauvres, sans oublier que cette forme d'exploitation est à voir dans le cadre plus large de la discrimination et de la subordination de toutes les femmes.

Nous sommes encore préoccupées par l'attitude victorieuse du gouvernement qui, n'ayant été élu que par une petite marge il y a 2 ans et n'ayant remporté le référendum que d'environ 3%, croit avoir toute légitimité pour continuer sur la voie du CAFTA, alors que celui est rejeté par la moitié, au moins, des personnes ayant voté. Une moitié qui n'a pas été effrayée par les menaces bien documentées de l'administration Bush et la politique du



Les femmes disent non au CAFTA (Concept: Mujeres del NO)

Mémoire du vice-président Casas et du sénateur Sanchez. Une moitié qui, avec conviction, passion et créativité s'est opposée au CAFTA parce que les conséquences qu'il comporte pour les domaines des services de santé, de l'éducation, des télécommunications, de l'électricité, de l'eau, etc. ont été étudiées et analysées conjointement à ses conséquences sur l'exploitation des ressources humaines, marines et agricoles du pays.

Parce que les femmes ont représenté plus de la moitié des électeurs qui ont voté NON, et parce que, en tant que féministes, nous avons toujours été opposées à l'extension de l'exploitation et de la discrimination contre les femmes aux hommes qui sont moins puissants ou à nos ressources naturelles, nous continuerons d'insister pour les lois requises pour l'application de la CAFTA ne soient pas uniquement discutées au sénat. Il faut qu'elles soient négociées par tous ceux qui ont travaillé dur pour faire du Costa Rica une démocratie.

Nous refusons un référendum faussé par des actions partisans, illégales et abusives bien documentées. Tout comme nous avons résisté au droit usurpé par les hommes de contrôler nos corps et notre volonté par des relations inégales de pouvoir entre les sexes tout au cours de l'histoire, aujourd'hui nous résisterons et refuserons que ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique aient, pour la même raison, le droit de violer la volonté de la majorité qui refuse de signer cet accord.

En outre, parce qu'en tant que femmes, nous savons ce qu'est l'inégalité et parce que nous nous sommes battues contre elle depuis des millénaires, nous n'acceptons pas un référendum entaché de décisions partiales et même illégales prises par le TSE par un abus de pouvoir arrogant du président et autres hauts fonctionnaires, tous bien documentés. Depuis des millénaires, nous

avons résisté au pouvoir exercé par les hommes sur nos corps et notre libre-arbitre basé sur des relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes, ainsi aujourd'hui non plus nous n'accepterons pas que ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique dans ce pays, aient pour cette unique raison, le pouvoir de violer la volonté de la majorité des Costaricains qui ne veulent pas dudit accord.

Il y existe de nombreuses preuves que les règles émises par le TSE n'ont garanti ni l'égalité, ni la liberté de choix au cours du processus qui a mené au référendum. Les transmissions radiophoniques et télévisuelles n'ont pas eu l'obligation de donner un temps équitable aux les deux parties et l'accès à des informations impartiales au sujet de l'accord n'a pas été garanti aux citoyens. La liberté de choix n'a pas été respectée lorsque le président lui-même a eu le droit de faire librement campagne pour le OUI. Comment pouvons-nous croire que les personnes aient librement choisi de ratifier l'accord lorsque leur choix était entaché par les menaces faites par les plus grandes multinationales du pays de licencier toute personne qui voterait NON, ou par des menaces de suicide collectif si le NON l'emportait, menaces prononcées par le président lui-même, sans même parler des menaces par l'ambassadeur américain et même la Maison Blanche?

"En tant que féministes, nous avons toujours dit NON au viol et par conséquent, nous ne pouvons que dire NON à ce viol collectif de notre liberté collective à choisir les traités auxquels nous donnons notre aval."

En tant que femmes, nous connaissons la frustration que laisse le crime impuni du viol de nos corps, ou pire encore, lorsque le crime n'est pas même reconnu et que nous sommes accusées d'avoir voulu dire OUI lorsque nous disions NON. C'est la raison pour laquelle nous ne resterons pas muettes sur le fait qu'il n'y a pas eu de vraies sanctions prononcées par le TSE lorsque la campagne du OUI a violé l'interdiction de faire campagne au cours des deux jours précédant le référendum, après



"Les Malekus disent NON au CAFTA", lors de la mobilisation du 30 Septembre 2007. Les Malekus sont une communauté autochtone du Costa Rica.

(Image : Mujeres contra el TLC)

que les sondages aient donné le NON gagnant de 12 points. Nous continuerons à insister sur le fait que la procédure elle-même était viciée, tout comme la décision de voter oui par de nombreux Costaricains. En tant que féministes, nous avons toujours dit NON au viol et par conséquent, nous ne pouvons que dire NON à ce viol collectif de notre liberté collective à choisir les traits auxquels nous donnons notre aval.

Dorénavant Mujeres contra el TLC sera Mujeres del NO (Femmes du NON).

- Un NON qui ne s'adresse pas uniquement aux lois d'application, mais un NON qui s'adresse également à l'abus de pouvoir, que ce soit dans nos foyers ou dans notre pays.
- NON à la violence publique et privée, qu'elle soit exercée par le président de la république ou par le chef de famille.
- NON à tout ce qui est aveuglément appelé "développement";

- NON à la survalorisation de la production par rapport à la reproduction;
- NON à l'avidité capitaliste, comme si elle allait de soi;
- NON à la discrimination envers les femmes;
- NON à la disparition de notre résistance millénaire.

La Bannière de nos rêves continuera à voyager dans tout le Costa Rica et dans le monde entier et ce, afin que toutes puissent exprimer ce que l'on ne leur a pas donné la chance d'exprimer dans les médias. Elle continuera à garantir un espace pour rêver un monde dans lequel chacune des couleurs de l'arc-en-ciel humain pourra revendiquer sa dignité, sans l'esclavage d'une production sans trêve et d'une consommation de marchandises inutiles et inertes, une planète pleine de poésie, de beauté et de bonheur.

Source

<http://www.radiofeminista.net/oct07/notas/proclamaing.htm>

3 Acquis stratégiques

Leçons tirées des luttes contre les ALE

bilaterals.org, BIOTHAI et GRAIN (Décembre 2007)

Malgré le caractère unique et la diversité de nombreuses luttes contre les accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement, il y a beaucoup d'éléments en commun.¹

- Les ALE et les TBI font partie d'une stratégie "diviser pour mieux régner" par des élites économiques et politiques cherchant de nouveaux alliés, de nouveaux marchés et plus de pouvoir et de contrôle. Ceci oblige souvent les gens à combattre des négociations ou accords spécifiques qui engagent deux gouvernements (ou, dans le cas d'ALE sous-régionaux ou interrégionaux, quelques-uns de plus). Ceci peut conduire à des mouvements fragmentés et isolés et ce, bien que les accords en eux-mêmes soient très semblables.
- Les ALE touchent tant de points que les coalitions nationales tendent à se former à partir de nombreux secteurs: les agriculteurs, les travailleurs du secteur public, les peuples indigènes, les pêcheurs, les artistes, les scientifiques, les confessions, les médias, les personnes atteintes du VIH/SIDA, les professeurs, les femmes, les étudiants et les universitaires, les politiciens, etc.
- Le secret des négociations de libre-échange et d'investissement fausse les processus démocratiques nationaux et cause souvent des problèmes politiques nationaux de grogne en ce qui concerne la constitutionnalité des accords, à savoir qui a l'autorité d'approuver de tels accords, la juridiction des tribunaux, les implications pour les gouvernements locaux, etc.



Le mouvement thaïlandais contre l'ALE américain est devenu l'élément central d'une lutte sociale plus large contre Thaksin.

- Dans de nombreux cas, l'adoption ou le rejet d'un ALE devient une question électorale nationale (comme ce fut le cas au Pérou, en Colombie, en Équateur, au Costa Rica et en Australie). Dans certains cas, cette question a fait partie de mouvements qui ont renversé des dirigeants nationaux (par ex. Thaksin en Thaïlande, ou Gutierrez en Équateur).

Les défis rencontrés par les campagnes et les processus visant à arrêter les ALE

Un nombre de défis importants naissent des différentes luttes contre les ALE.

Résister contre participer: Alors que beaucoup de personnes partagent la compréhension commune que les ALE sont essentiellement des outils servant à répandre le néolibéralisme, certaines ONG et autres mouvements engagés dans des campagnes visant à arrêter les ALE

¹ Pour une analyse plus large et plus collective des ressemblances et des différences entre les luttes, voir "Luttant contre les accords de libre-échange - Résumé", septembre 2006, http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=5952.

prennent souvent une approche réformatrice. Dans certains pays, les représentants des ONG ou d'autres groupes de la "société civile" participent aux équipes de négociation, conseillent les gouvernements sur de "meilleures" conditions à obtenir, font pression pour l'exclusion ou l'inclusion de tel ou tel élément, etc. Ce n'est pas unique aux luttes contre les ALE ou contre les politiques commerciales, mais cela peut être considéré comme un affaiblissement des grands mouvements pour le changement social, atténuant la résistance et menant à la cooptation.

"Choisir continuellement le moindre mal, c'est tout de même choisir le mal."
Jerry Garcia, musicien²

"Alternatives": Dans de nombreuses campagnes et luttes contre les ALE, la question "Quelle est votre alternative?" est posée aux personnes critiques, notamment par les gouvernements qui n'apprécient pas le défi des mouvements sociaux.³ Pour ceux qui comprennent que le but fondamental d'un ALE est d'accroître la domination et le contrôle de, disons, Washington et les sociétés transnationales américaines sur votre pays, cette question n'est pas très pertinente: pourquoi donc des organisations populaires sentiraient-elles le besoin de proposer un chemin alternatif à cet objectif ? Pour d'autres, articuler des relations commerciales ou d'investissement alternatives – plus justes ou plus équitables – avec des puissances comme les États-Unis ou l'UE est essentiel à la crédibilité, à la direction et à la fonction des mouvements populaires. Les attitudes envers cette question d' "alternatives" dépendent souvent de si ou non on croit pouvoir parvenir à la justice sociale sous le néolibéralisme, ou sous le capitalisme tout court. Pour certains, il semble qu'il n'y ait pas besoin de sortir de ce cadre – ou, comme certains le déplorent, puisque nous n'avons pas d'autre cadre, il faut faire avec celui-ci. Pour d'autres encore, il n'y pas d'alternative possible dans ce cadre et il nous en faut définir un autre. En bref, le vieux dilemme de "réforme contre révolution" est très présent dans l'activisme social d'aujourd'hui contre les ALE.

L'intégration régionale: Depuis longtemps, les gouvernements du sud ont essayé de former des blocs pour contrer le poids des anciennes puissances coloniales et tenté de poursuivre leurs stratégies de "développement" par la coopération de voisinage. Aujourd'hui, l'intégration régionale est devenue une contre-puissance idéalisée pour faire face aux ALE imposés par les puissances impérialistes, notamment les États-Unis, le Japon et l'UE. L'élection de dirigeants de gauche, supposément progressistes, dans une grande partie d'Amérique latine, et spécialement le rôle actif d'Hugo Chavez, a suscité un nouvel élan pour tisser des liens entre les pays d'Amérique latine, considérés comme une façon d'avan-

² Dans la signature électronique d'une personne engagée dans la lutte contre l'ALENA, au Mexique.

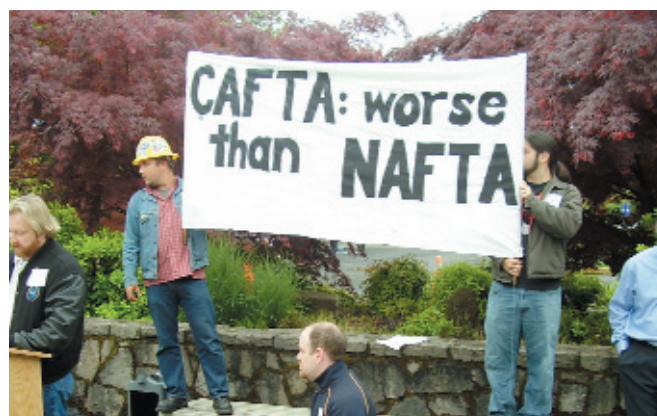
³ La Commission européenne adopte une attitude encore plus défensive en affirmant sans cesse qu'"il n'y a pas d'alternative" aux accords de partenariat économique qu'elle force sur les états d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

⁴ Les contrats d'affaires – des co-entreprises aux contrats d'investissement direct – sont complétés par une multitude de prêts à taux préférentiel, des ensembles de mesures d'aide et autres mesures financières. Nous pourrions bientôt voir émerger une industrie de la philanthropie sud-sud !



"Oui à la vie ! Non à la zone de libre-échange des Amériques!"
(Photo : Ricardo Stricher)

cer, non seulement par les gouvernements, mais aussi par les ONG et les autres groupes. Idéologiquement, une grande partie du discours provenant des leaders parle de construire de nouvelles relations commerciales basées sur la complémentarité, plutôt que sur la concurrence. Dans la pratique, grand nombre des projets qui sont concoctés sont de nouveaux accords géants menés par le capital "latino-américain". On dirait qu'il s'agit du même vieux programme d'expansion agroindustrielle, de concessions minières, de contrats d'autoroutes et de télécommunication, le recyclage des pétrodollars ou le boom sur les agrocarburants, mais cette fois, il est dirigé par les élites de la région, qu'elles soient publiques ou privées. La lueur d'espoir des accords commerciaux sud-sud,⁴ en tant que manière de stimuler l'indépendance par rapport au nord, est brandie comme le chemin à suivre pour aller de l'avant, dans les sous-régions d'Afrique, d'Asie et parmi les géants du sud, comme c'est le cas de l'alliance Inde-Brésil-Afrique du Sud. La composante "populaire" de cette intégration régionale se révèle, pour l'instant, peu fiable, du haut vers le bas, ou à peine existant. Mais de nombreuses ONG et autres organisations sont intriguées par la pro-



Des ouvriers américains mobilisés contre le CAFTA en 2005
(Photo : Portland Indymedia)



Cartographier le terrain de la lutte contre les ALE

messe que la coopération sud-sud offre pour contrer les relations impérialistes contenues dans les ALE nord-sud. Ceci soulève, néanmoins, une question gênante, celle de la relation entre les états et les communautés. Aujourd'hui, si l'on laisse la rhétorique de côté, il n'y a presque aucun état qui ne soit pas pénétré de valeurs néolibérales.

Quelques leçons clés

Il serait impossible faire une liste de toutes les leçons tirées d'années de luttes populaires contre les ALE bilatéraux et les accords d'investissement dans le monde. Cependant, un certain nombre de points importants sont à souligner.

1) La lutte contre les ALE est une lutte contre le néolibéralisme: Les accords bilatéraux de libre-échange et d'investissement ne sont qu'une face du capitalisme et de l'impérialisme contemporains qui progressent par différents moyens au niveau local, national, régional et mondial. L'exhaustivité de nombreux ALE, qui touchent tant d'aspects de notre vie sociale et économique, et la nature multi-compartimentée et multi-sectorielle de beaucoup de luttes anti-ALE, attestent de cette dynamique. Les expériences coréenne et latino-américaines renforcent le message que les ALE et les traités d'investissement ne sont pas simplement des pactes

commerciaux, mais les instruments structurels d'un "changement de régime" complet qui vise à consolider une base très profonde pour de nouvelles relations de pouvoir dans nos pays. Ces relations ne sont pas simplement économiques, refaçonnant les règles pour que les sociétés transnationales puissent faire ce qu'elles veulent, là où elles le veulent. Elles sont aussi géopolitiques, attirant les pays dans des combats bien plus larges pour l'effet de levier et l'influence entre les pays, qu'ils soient des hégémonies anciennes ou émergentes.

2) Surmonter les approches compartimentées: Dans le combat contre les ALE et les traités d'investissement, il nous faut être prudents quant aux approches qui compartimentent ou qui bureaucratisent soit les analyses, soit les luttes. Il pourrait être tentant de cadrer les campagnes contre les ALE dans les termes définis par les accords eux-mêmes. Mais ce faisant, on pourrait passer à côté de la menace sous-jacente posée par l'ensemble d'un accord. Les ONG ont souvent tendance à centrer leur travail et leurs campagnes sur des "questions" spécifiques définies de façon étroite. Un tel compartimentage peut mener à des positions qui défendent le fait qu'amender une disposition particulière d'un ALE constitue une victoire. Ou cela peut mener à des défis contre le processus des négociations commerciales, comme étant non démocratiques, en exigeant uniquement que certaines ONG ou certains groupes sectoriels soient entendus, plutôt que de se concentrer sur les injustices fondamentales inscrites dans le contenu de ces accords. De même, la bureaucratisation des luttes populaires peut rapidement mener à l'affaiblissement de la résistance et encourager une certaine forme de pragmatisme idéologique de la part des grandes ONG et des syndicats, facilement cooptée par les gouvernements ou le secteur des entreprises.

3) Les nouvelles significations de "public" et de "privé": Bon nombre de luttes sociales contre les ALE font appel à l'État, ou aux institutions étatiques, d'une façon ou d'une autre. Après tout, ce sont des gouvernements qui signent les ALE. Politiser les actions de l'État en relation à la conclusion de traités est une des façons d'obtenir une meilleure sensibilisation du public et de mobiliser les gens contre ces accords. Mais les mouvements populaires contre les ALE mettent parfois en avant et défendent une notion de "souveraineté" contre la nouvelle vague de privatisation et d'intégration plus profonde avec le capital transnational promise par ces accords. De même, les actions qui défendent les constitutions d'état les utilisent comme une sorte de papier de tournesol servant à tester ce qui est franc-jeu ou ce qui est déloyal dans le processus ALE, ou à s'en servir comme levier pour bloquer ou modifier les dispositions



"Pas de peur" de dire non aux ALE. Et plus important encore, "non à l'intimidation" créée par les puissances qui forcent ces accords. Un message de la lutte au Costa Rica. (Photo prise peu avant le référendum d'octobre 2007)

spécifiques qui émergent fréquemment. Mais, il faut se demander: qui est l'État ? De quelle souveraineté parlons-nous ? Qui défend ou représente les intérêts publics ? Pour qui le gouvernement travaille-t-il en réalité ? Si la Corée, par exemple, devrait en réalité s'appeler la République de Samsung, comme les activistes anti-ALE coréens ont coutume de dire là-bas, à quoi avons-nous affaire ? Les États ne se sont jamais départis du capitalisme. Ils sont des acteurs clés, et les liens entre les États et les intérêts du secteur privé sont devenus si confus qu'il est difficile de les considérer séparément. La transnationalisation du capital et l'émergence actuelle de nouveaux empires d'entreprise puissants dans des pays comme la Chine, le Brésil, le Mexique, Singapour ou l'Inde, compliquent encore davantage nos perceptions de qui et quoi est en fait notre adversaire dans ces batailles contre les ALE. Beaucoup d'expériences du combat des ALE illustrent que l'État n'est pas "le peuple", mais plutôt un instrument de pouvoir de l'élite, du capital national ou étranger ou des intérêts politiques. En outre, les grandes entreprises qui attendent les retombées de ces ALE ne sont pas seulement les américaines ou les japonaises ; elles sont de plus en plus des sociétés transnationales du "tiers-monde", avides d'étendre leur propre contrôle du marché et d'accroître leurs marges bénéficiaires. Les Zapatistes nous ont appris à prendre une attitude critique par rapport à l'État lorsque l'ALENA a pris effet. Quinze ans plus tard, de nombreux mouvements qui résistent au néolibéralisme continuent à lutter avec les tensions qui entourent le pouvoir et les intérêts de l'État.

4) Enraciner les luttes locales: Les combats contre les ALE soulignent l'importance d'une résistance fermement ancrée dans les contextes locaux et régionaux, mais connectée à des perspectives régionales et mondiales. Étiqueter les ALE en tant que bilatéraux, régionaux ou sous-régionaux, sans parler de la pléthore des différents noms dont on les baptise (par ex. APE ou ACPE), peut détourner l'attention du panorama plus large, que ce soit dans le contexte d'accords nord-sud ou sud-sud. Les stratégies qui émergent d'un processus puissant d'organisation local sont celles qui sont les plus capables de cartographier le terrain de lutte, d'identifier les acteurs locaux et internationaux clés poussant à des accords spécifiques (et à des dispositions spécifiques de ces accords), de connaître les points faibles, les historiques, les styles de fonctionnement et comment ils sont connectés, et de s'opposer, de montrer et de défier ceux qui poussent à la mise en place des ALE et leurs stratégies. Parallèlement à cela, l'analyse politique technique doit être informée et connectée aux réalités des luttes sociales, et pas le contraire. Ces formes de connaissance sont de plus en plus importantes en tant que ressources pour d'autres mouvements qui se trouvent confrontés aux mêmes stratégies et aux mêmes acteurs, dans différentes parties du monde.

5) Éviter le piège de la cooptation: Les gouvernements, les grandes entreprises et les organisations dites de la "société civile" qui sont essentiellement favorables au libre marché ont appris des choses des campagnes antérieures menées contre le pouvoir des entreprises, les programmes d'ajustement structurel et les accords de libre-échange et d'investissement. Ils cherchent à éviter la confrontation, et à maintenir le contrôle sur les paramètres de la prise de conscience du public en ce qui concerne ces accords. Ils utilisent de plus en plus le langage, la stratégie et la tactique du "dialogue", de la "consultation" et de la "participation" afin d'affaiblir – et



Des activistes européens et coréens joignent leurs forces dans la lutte contre l'ALE UE-Corée à Bruxelles, le 17 septembre 2007 (Photo : Amis de la Terre Europe)

diviser pour mieux régner – les opposants aux ALE. Des processus sont fréquemment conçus comme des valves de sécurité maquillées, qui permettent des critiques "réactives" ou "constructives" pour faire un écran de fumée à leurs préoccupations et pour marginaliser – et trop souvent criminaliser – les opposants plus critiques ou militants. Ils servent à donner de la légitimité à des processus injustes et anti-démocratiques, et à masquer l'influence disproportionnée des sociétés transnationales et des élites nationales dans l'imposition de ces accords. En combattant de telles méthodes, les groupes peuvent attirer l'attention sur les relations de pouvoir inégales qui se cachent derrière les ALE, et sur la fragilité des arguments en faveur des mécanismes capitalistes néolibéraux. Dans plusieurs luttes contre les ALE, des tentatives de l'État et des grandes entreprises de limiter les termes du débat ont été dénoncées, et les mouvements ont structuré leur lutte en se basant sur leur propre programme plutôt que sur un espace étroitement défini par la "consultation de la société civile" dirigée par l'État.

6) La lutte post-ALE: Si nous comprenons le combat contre les ALE comme un combat contre les nouveaux outils des processus bien plus anciens d'invasion capitaliste et impérialiste, alors nous savons que la lutte ne se termine pas lorsqu'un ALE est signé ou lorsqu'il entre en vigueur. Les ALE visent souvent à faire avancer et à verrouiller des modèles économiques et politiques néolibéraux extrêmes et, dans la plupart des pays, il y a de nombreuses luttes qui se déroulent contre de telles politiques – comme le combat pour l'accès à l'eau, pour des systèmes de santé et d'enseignement publics, pour une véritable réforme agraire, pour un accès à des médicaments abordables, ou contre la transformation en marchandises et la privatisation de la biodiversité agricole. Ces luttes se déroulent sur le long terme et ne s'arrêtent pas lorsqu'un gouvernement adopte un ALE. Au Mexique, l'expérience est vraiment très parlante. L'ALENA, en soi, se développe toujours et continue à prendre forme ; ce n'est pas simplement un morceau de papier. Les années passant, les agriculteurs mexicains, les ouvriers du textile, les communautés autochtones, les groupes politiques et autres, plutôt que de simplement s'adapter et faire des ajustements, ont dû maintenir la lutte et la porter à de nouveaux niveaux dans un contexte de pauvreté et de perte de voix qui empire.



“La redistribution des richesses, et tout de suite!” Les Mères de la Place de mai, une association argentine des mères d’Argentine dont les enfants ont “disparus” sous la dictature militaire entre 1976 et 1983, nous rappellent constamment que nos luttes doivent s’unir.

(Photo: Asociación Madres de Plaza de Mayo)

L’expérience costaricaine montre que combattre les ALE par de processus nationaux de grande ampleur sociale peut offrir une dimension et une profondeur qui donnent naissance à de nouvelles formes de solidarité et de pouvoir populaire sur le long terme. En outre, les effets des ALE et des TBI s’étendent non seulement par une implantation progressive, mais aussi par des interprétations successives qui donnent des protections toujours plus fortes aux intérêts du grand capital. C’est particulièrement évident dans les dispositions des ALE de l’UE, qui sont très ouverts et vagues, et sujets à “interprétation” tous les trois ou cinq ans. C’est une autre raison pour laquelle il faut que la lutte contre ces accords se poursuive.

7) Exploiter les contradictions: Sans minimiser les pouvoirs qui se dressent contre les mouvements sociaux qui combattent les ALE, il est important de reconnaître et de politiser les contradictions qui existent parmi les forces qui sont derrière ces accords. Les états et les intérêts des grandes sociétés sont pleins de contradictions et sont plus fragiles qu’il n’y paraît. Il est facile de concevoir la mondialisation néolibérale comme une force inflexible, qui ne bouge que dans une seule direction. Mais, dans les géographies et les logiques des différentes forces qui poussent aux ALE, il y a de nombreuses



réalités contradictoires et parfois antagoniques. Elles peuvent prendre la forme de désaccords parmi les ministères ou les agences gouvernementales par rapport à des parties d’un accord. Elles peuvent apparaître dans la compétition entre les firmes transnationales pour les marchés, l’accès aux ressources ou les garanties à l’investissement. Il y a des conflits entre les

groupes d’affaires et les gouvernements sur la primauté des intérêts des entreprises contre les préoccupations dites de sécurité nationale. De même, un grand travail a été fait pour mettre l’accent sur les disparités entre les prétendus bénéfices des accords et leur impact réel. Ces contradictions peuvent être soulignées et mieux utilisées par les forces sociales.

8) Le besoin d’apprendre les uns des autres: Les accords bilatéraux et le libre-échange sèment délibérément des divisions. L’un des exemples les plus importants illustrant ceci, est la division qui règne entre les peuples des deux côtés des pays directement affectés par un ALE donné. Il existe une autre division entre les luttes contre les ALE des différents pays. Il faut faire

bien davantage pour réconcilier ces écarts. Les gens en Thaïlande, par exemple, se sont mobilisés contre l’ALE Thaïlande-Chine, lorsque les dommages qu’il allait infliger aux agriculteurs thaïlandais sont devenus évidents, surtout pour les producteurs de fruits ou d’ail du nord du pays. Mais la réalité de cette lutte a pris une autre dimension lorsqu’ils sont allés en Chine et qu’ils ont parlé directement aux producteurs d’ail, sur place. Contrairement à ce qu’ils imaginaient, l’ALE, qui avait fait fermer boutique à tant de cultivateurs d’ail thaïlandais, n’était de l’intérêt d’aucun producteur d’ail chinois. Il était plutôt de l’intérêt des intermédiaires, les négociants, qui eux, empochaient tout l’argent. Il nous faut partager les expériences, apprendre les uns des autres de façon beaucoup plus profonde et construire des fronts d’action communs. C’est également vrai au niveau mondial. L’Amérique latine a eu la malchance d’être à l’avant-garde de la lutte contre les ALE, à cause de l’agressivité des États-Unis envers ce qu’ils considèrent son arrière-cour. Beaucoup de gens, dans d’autres parties du monde, ont appris énormément des mouvements latino-américains et sont impatients d’en apprendre davantage. Nous devons intensifier nos rapprochements et l’apprentissage qui en découle – depuis la base, et non pas à travers des élites – pour renforcer le combat. Il y a eu beaucoup de partage en termes d’histoires et d’analyse, de compréhension des impacts et des situations. Mais cela n’est pas encore suffisant pour véritablement travailler et lutter ensemble, que ce soit d’un côté comme de l’autre de la frontière Thaïlande-Chine ou en tant que peuple du Pérou et du Sénégal dans une lutte commune.

Avancer

Les accords de libre-échange et d’investissement, et les acteurs de l’état, du secteur privé et d’autres domaines qui les promeuvent, doivent être analysés de façon critique et confrontés aux contextes nationaux, régionaux et internationaux. Ce travail doit se situer dans la compréhension de la nature de la restructuration capitaliste, des histoires de colonialisme et d’impérialisme, ainsi que les priorités géopolitiques changeantes des acteurs étatiques et entrepreneuriaux. Dans la construction de la stratégie contre les ALE, nous pouvons dresser des ressources et des stratégies conceptuelles de l’histoire de la résistance aux autres formes d’impérialisme – les luttes locales contre la privatisation, les mouvements pacifistes, les mouvements féministes, les luttes des peuples autochtones pour leur autodétermination, la résistance aux programmes d’ajustement structurel de la Banque mondiale/FMI ou l’opposition à l’OMC. Alors que tous ces processus sont interconnectés et qu’ils ont leurs propres spécificités, les mouvements de résistance contre les ALE doivent se confronter au système général sur lequel repose tous ceux-ci.

Dans les luttes contre les ALE, il nous faut aussi être plus vigilants quant aux menaces invisibles émanant des nombreuses formes de libéralisation financière et l’émergence d’instruments financiers relativement nouveaux, dans un contexte de renforcement de la financiarisation d’une grande partie de l’économie mondiale. La mobilité du capital est aujourd’hui énorme et elle croît encore, par le biais de la libéralisation financière. Ceci rend difficile, pour les mouvements sociaux, de remonter aux sources et de révéler les structures de la propriété et du contrôle des grandes entreprises. Beaucoup d’ALE, comme l’ALE États-Unis-Chili, s’attaquent ouvertement aux contrôles du capital, là où ils existent. Et le

CAFTA se départit radicalement des premiers engagements, comme l'ALENA, en appliquant les règles d'investissement américaines à la dette souveraine et en menaçant sérieusement la capacité des pays d'Amérique centrale à éviter ou à se sortir des crises financières.⁵

Les ALE peuvent être de puissants instruments, bien façonnés pour être mis en application, permettant de faire progresser le pouvoir des sociétés transnationales parallèlement à celui des intérêts géopolitiques et autres des gouvernements. La guerre sous-traitée de l'administration Bush et le programme d'occupation et de restructuration en Irak en sont de bons exemples, vus la façon dont ils sont liés à la politique offensive de libre-échange et d'investissement de Washington dans le monde arabe, qui vise à la réalisation de la "normalisation" des relations de la région avec Israël. Les grandes puissances – qui impliquent aussi bien des états que des

⁵ La dette souveraine fait référence aux obligations, aux emprunts et autres titres émis et garantis par les gouvernements nationaux.

grandes sociétés travaillant en étroite collaboration, que ce soit à Pékin ou à Bruxelles – utilisent les ALE comme un moyen de refaçonner le monde en sphères d'influence nouvelles ou renouvelées sur le modèle colonial. C'est pourquoi, tandis que nous pouvons nous opposer sérieusement à "nos" gouvernements au sujet des accords de libre-échange, nous ne pouvons pas compter sur leur volonté politique pour les arrêter. Au contraire, beaucoup de luttes populaires contre les ALE ont mis en doute les modèles de gouvernance "démocratiques" occidentaux, en démontrant que ces démocraties ne sont que purement formelles. Cela nous pousse à aller encore plus loin dans le défi qui est de savoir comment construire d'autres ordres sociaux. Il faut construire un contre-pouvoir au capital, à la fois des états et des grandes entreprises, en consolidant, en renforçant et en élargissant les mouvements populaires. Et afin d'y réussir, il nous faut travailler davantage ensemble et construire des relations plus étroites entre les mouvements populaires en lutte contre le néolibéralisme, en commençant par la base.



(Photo: grâce à BIOTHAI)

Glossaire

AAN	Réseau d'agriculture alternative (Thaïlande)	KoA	Alliance coréenne contre l'ALE Corée-États-Unis
ACMECS	Stratégie de partenariat économique Ayeyawady-Chao Phraya-Mekong	KPL	Ligue coréenne des paysans
ADM	Arthur Daniel Midland (USA)	MITI	Ministère du commerce international et de l'industrie (Japon)
AFL-CIO	Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles	MP	membre du parlement
AFTINET	Réseau australien de commerce et d'investissement équitables	NAM	Association nationale des manufacturiers (USA)
AIG	Groupe international américain	NCR	Région capitale nationale (Philippines)
ALE	accord de libre-échange	NESAC	Conseil consultatif économique et social national (Thaïlande)
ALP	Parti travailliste australien	NHRC	Commission nationale des droits humains (Thaïlande)
AoP	Assemblée des pauvres (Thaïlande)	NLA	Assemblée législative nationale (Thaïlande)
APMC	Comité du marché de produits agricole (Inde)	OCI	Organisation de la Conférence islamique
ASEM	Sommet Asie-Europe	OMC	Organisation mondiale du commerce
ASSOCHAM	Association des chambres de commerce et d'industrie (Inde)	ONU	Organisation des Nations unies
AUSFTA	Accord de libre-échange Australie-États-Unis	OP	organisation populaire
BIMSTEC	Initiative de la Baie du Bengale en matière de coopération technique et économique multisectorielle	OTC	obstacles techniques au commerce
BNDES	Banque nationale de développement économique et social (Brésil)	PAD	Alliance populaire pour la démocratie (Thaïlande)
CARICOM	Communauté des Caraïbes	PBS	Régime de prestations sociales pour les produits pharmaceutiques (Australie)
CCC	Agence fédérale de financement des ventes de produits agricoles (USA)	PCCI	Chambre de commerce et d'industrie philippine
CDB	Banque de développement de Chine	PDG	Président-directeur général
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ONU)	PDVSA	Petróleos de Venezuela S.A.
COMESSA	Communauté des États sahélo-sahariens	PhRMA	Syndicat américain des laboratoires et producteurs pharmaceutiques
COMEX	Ministère du commerce extérieur (Costa Rica)	PM	Premier ministre
CONASUPO	Compagnie nationale de subsistance populaire (Mexique)	PNA	Association philippine des infirmiers
CP	Charoen Pokphand (Thaïlande)	PROPAC	Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale
DDA	Programme de Doha pour le développement (OMC)	PVVS	personnes vivant avec le VIH/sida
DPI	droit(s) de propriété intellectuelle	RECALCA	Réseau colombien d'actions contre l'accord de libre-échange et la ZLEA
DTI	Ministère du commerce et de l'industrie (Philippines)	ROPPA	Réseau des organisation paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest
EAFF	Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale	SACAU	Confédération sud-africaine des syndicats agricoles
EAU	Émirats arabes unis	SAD	Société andine de développement
EBS	encéphalopathie spongiforme bovine ("maladie de la vache folle")	SAG	Ministère de l'agriculture et de l'élevage (Honduras)
EGAT PLC	Autorité public de production d'électricité - Thaïlande	SEIPI	Industries philippines des semi-conducteurs et de l'électronique
EIE	étude d'impact sur l'environnement	SSP	standards sanitaires et phytosanitaires
EMFTA	Accord de libre-échange UE-Méditerranée	TBI	traité bilatéral d'investissement
ENCE	Entreprise nationale espagnole de cellulose	TDRI	Institut de recherche pour le développement thaïlandais
FARC	Forces armées révolutionnaires de Colombie	TNP+	Réseau thaïlandais des personnes vivant avec VIH/sida
FEM	Forum économique mondial	TRT	Parti Thai Rak Thai (Thaïlande)
FICCI	Fédération des chambres de commerce et d'industrie indiennes	TSE	Tribunal suprême électoral (Costa Rica)
FPAE	Forum populaire Asie-Europe	UMA	Union maghrébine arabe
GPN	Grand parti national (Corée)	UNICE	Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UE)
HOR	Chambre des représentants	USAID	Agence américaine pour le développement international
IDE	investissement direct de l'étranger	VIH/sida	virus de l'immunodéficience humaine / syndrome d'immunodéficience acquise
IDEALS	Initiatives pour le dialogue et le renforcement du pouvoir au travers des services juridiques alternatifs (Philippines)	WINFA	Association des agriculteurs des Îles Winward (Caraïbes)
IFAC	Commission consultative fonctionnelle pour l'industrie (USA)	ZES	zone économique special
ILSA	Institut latino-américain des services juridiques alternatifs (Colombie).	ZLEA	Zone de libre-échange des Amériques
JTEPA	Accord de partenariat économique Japon-Thaïlande		
KCTU	Confédération coréenne des syndicats		
KMP	Kilusang Magbubukid ng Pilipinas (Mouvement paysan des Philippines)		
KMU	Kilusang Mayo Uno (Premier mouvement de mai)		